

ORASSCOPIE V
Revue Trimestrielle Eveil Congo
(Janvier-Fin Mars 2023)



Centre National des Recherches Pluridisciplinaires pour le
Développement Durable en RDC (CNRP-DDR)

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale N° JY3.02208-57490 / ORASSCOPIE 005/RDC-1137

ISBN 725-765-185-587

Site Web : EveilCongo.com



ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

L'hymne de l'ORASSU

**ORASSU l'éveil du géant,
La plume savante et holistique des recherches
pluridisciplinaires qui valorise nos talents.**

**Flambeau rayonnant de liberté d'écrire notre
propre histoire ; Grenier du savoir culturel,
scientifique et philosophique du temps présent
pour la conservation du mémoire individuel et
collectif de notre peuple.**

**Engagé dans l'unité des chercheurs pour la paix,
le Professionnalisme, l'Intégrité, la Créativité, le
travail en équipe dans le même objectif, la
responsabilité dirigée, le Respect dans la diversité
et l'Innovation dans la production des œuvres
d'esprit.**

**ORASSU, la défense de droit d'auteur,
ORASSU, la protection des sources,
ORASSU, La publication de nos travaux de fin de
cycle
ORASSU la culture d'excellence
ORASSU le choix de l'émergence
ORASSU l'encre du bonheur
ORASSU, la communication de résultat
La joie de l'écriture
Maintenant et
Pour toujours !**



NOS VALEURS

- ✓ **Professionnalisme**
- ✓ **Intégrité**
- ✓ **Créativité**
- ✓ **Innovation**
- ✓ **Travail en équipe**
- ✓ **Unité dans le même objectif**
- ✓ **Responsabilité dirigée**
- ✓ **Respect dans la diversité**
- ✓ **Production du savoir efficace**
- ✓ **Communication de résultat**

Chap. I. EDITORIAL : A QUI PROFITE LA GUERRE EN AFRIQUE DE GRANDS LACS ET EN RDCONGO EN PARTICULIER

Produit Par :



Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian
DG ISEAV MUSHWESHE et Promoteur
ULGL/BUKAVU



C.T. John-Modest -
Rédacteur Eveil Congo



C.T. RAFIKI BIGIRINEZA Patient
DG ISTCG-GOMA

Résumé

Actuellement, l'héritage historique est mise au crible de la raison. La Région de Grand Lac africain étant une entité aux vestiges et traces historiques de renommée internationale en bien comme en mal, elle a une histoire qui mérite un grenier du savoir à caractère neutre et conçu par ses propres fils. Quand les africains prirent le pouvoir, certains ne se sont pas écartés tellement de la ligne directrice de leurs métropoles. Parfois pris comme des garçons de courses, pour le ravitaillement des industries européennes en matière première produite en Afrique. D'autres comme des seigneurs de guerres contre leurs propres frères africains afin que règne la dominance occidentale sur l'économie et la politique en Afrique. Depuis des décennies, l'histoire de l'Afrique a été écrite par des tiers (parfois des colons belges, des prêtres blancs, des missionnaires, des anglais, des allemands et des journalistes internationaux avec telle ou telle autre penchant, etc.). Ce qui n'était pas mauvais en soi.

Toutefois, ils avaient présenté des faits selon les intérêts qu'ils ont eu à sauvegarder ou le marché à gagner. Avec cette tendance toujours paternaliste, l'Afrique en générale et la région de grand lac n'atteignent pas encore sa liberté au vrais sens du mot. Les africains

du XXIème siècles ne sont toujours pas à la base du choix de leurs dirigeants.

Les élections en Afrique sont encore teintées d'un parrainage néocolonialiste et impérialiste béant. Pour désigner un président en Afrique, il faut que la France, les Etats Unies, la Belgique, se prononcent. Alors que nous avons besoin d'une Afrique autonome et indépendante sur tout point de vue. Que la France puisse respecter les états Africains comme des partenaires et non comme des enfants à qui l'on doit toujours édicter leur volonté. Une vérité de l'un des chefs des états africains, le président congolais Felix TSHISEKEDI à son homologue français Emmanuel MACRON lors de sa récente visite à Kinshasa.

D'aucuns pensent que ce flou au tour des élections et de l'écriture des faits historiques dans le Grand Lac, a occasionné au Président rwandais Paul Kagame à falsifier le narratif historique et dissimuler les vrais acteurs du génocide de 1994 au Rwanda. A en croire, le peuple Tutsi comme le Hutu, tous ont été victimes de ce génocide. Cependant, l'on nous apprend que le génocide aurait été commis par les Hutus contre la minorité Tutsi. Or, des enquêtes honnêtes auraient démontré que des toutes part ils y eurent mort d'hommes.

a. A la quête de vérité des faits historiques pour une raison africaine de Grand Lac

La crème de recherche scientifique africaine s'investit dans la fouille archéologique afin de savoir pour comprendre qui serait le vrai auteur de ce crime le plus sanglant contre l'humanité africaine et qui a déstabilisé toute la région de Grand Lac. Certes, des hypothèses avancées, donnent des résultats selon lesquels, ni les civils Tutsis, moins encore Hutus seraient à l'origines de ce génocide du Rwanda. Ces hypothèses postulent une main étrangère qui serait à la base de cette catastrophe et que seul Monsieur Kagame pourrait la connaître. Au moment opportun, le président Rwandais pourra répondre clairement à cette préoccupation devant la justice africaine et en face des institutions africaines afin d'ouvrir une plainte contre le véritable auteur de ce génocide qui a endeuillé le Rwanda et dont ses effets par la même méthode, continuent à endeuiller la République Démocratique du Congo et toute la région de Grand Lac. Pris comme ennemis terroristes

en RDC, le RDF/Rwanda l'agresseur et UPDF/Ouganda, modifient constamment leurs malices et méthodes dans leurs attaques récurrentes sur le sol congolais sous les nébuleuses suivantes :

- a) RCD¹ (02 Aout 1998-2003)
- b) CNDP² (2004- 2012)
- c) M23³ (2012-2014) première phase
- d) M23⁴ (2022 à nos Jours) deuxième phase.
- e) ADF⁵-NALU

D'après les enquêtes emmargées dans le rapport mapping et la confirmation des différents rapports des Experts nationaux et internationaux, tous ces mouvements Rwandais et Ougandais ont déjà exécuté un génocide du peuple congolais, avec le bilan estimé à plus de 10 millions de morts par le truchement de l'armée rwandaise RDF UPDF/Ouganda. Bien que la liste s'augmente du jour au lendemain selon leur incursion. Leur plan macabre se réalise par tuerie en masse, par cible avec l'objectif de piller systématiquement les ressources économiques, minières et faire fouir les investisseurs étrangers sur le sol congolais se disant que la RDC est invivable et que l'on ne peut pas prendre de risque d'y investir. Pour y arriver, l'RDF en utilise la violence de tout genre faite à la femme et aux enfants comme outils de fragiliser le géant de l'Afrique.

b. Un deuxième regard pour la RDC afin de postuler la paix dans le Grands Lac

Face à ce drame, les analystes et clairvoyants projettent leur regard loin du bout du nez. Voilà une deuxième raison pour laquelle interpellier Monsieur Kagame devant la face des institutions africaines qu'il dise au nom de quelle puissance et à quel prix il orchestre des drames en Afrique de Grand Lac à caractère dévastateur, qui tue et ravage ses propres frères et sœurs africains. Par ailleurs, les nations unies, des experts en maintien de paix, totalise 21 ans déjà d'existence d'une de plus grande mission onusienne au monde, la MONUSCO en

¹ Rassemblement Congolais pour la Démocratie (rébellion).

² Congrès National pour la Démocratie et le Progrès (rébellion).

³ Mouvement du 23 Mars(rébellion).

⁴ Idem.

⁵ Forces Démocratiques Alliées, rébellion d'origine ougandaise affiliée au groupe Etat islamique.

RDCongo. En dépit de ses efforts, précisément à l'Est de la RDCongo, au lieu que la situation s'améliore, elle va de mal en pire. Plusieurs fois la population congolaise a été sauvagement abattue devant elle ; en rappel du récent massacre de KISHISHE et d'autres massacres exécutés en sa présence sans réplique. Nombreuses des entités congolaises ont été conquises par les terroristes rwandais RDF/M23 sous son impuissant regard qui traduit sa complicité, Bunagana, Rutshuru et Kitshanga, comptées parmi de plus grandes bases logistiques de la MONUSCO au nord Kivu. Plus elle intervient dans une zone, plus nous observons une infiltration des terroristes à grande échelle dans cette zone. Les bombes piégées, une nouvelle pratique terroriste observée non loin de leurs camps et bases militaires dans l'Est de la RDCongo en sont un exemple palpable.

c. La RDC doit revisiter la motivation de ses partenaires

Compte tenu de tout ce qui précède, le peuple congolais s'interroge : La MONUSCO, qu'est-elle au vrai sens ? à quoi sert sa présence logistique en armement sophistiqué sans action sur terrain dans la partie Est de la RDCongo, si elle ne peut pas mener des opérations conjointes en devant l'RDF Rwanda, que traduit sa passivité non offensive sur le terrain en face de l'ennemi ? Le reste de la population meurtrie annonce une dernière interpellation à cette MONUSCO de s'engager sérieusement et sans complaisance à sa mission de militer pour la paix et la sécurité en faveur de la population en RDCongo. Qu'elle organise et fasse ressortir un programme des meetings populaires de restitution régulière, dans chacune de base MONUSCO à la population locale. Pour expliquer son rôle et justifier son intervention en faveur de la nation congolaise à chaque étape de ce conflit armé qui oppose la RDCongo au Rwanda ; avant que cette population ne prenne des mesures définitives de résilier son contrat avec cette mission en déclarant sa présence, comme non Ingratta, sans valeur en RDCongo.

Le gouvernement Congolais n'aménagerait aucun effort pour accompagner sa population et imposer la justice, la paix et la sécurité sur toute l'étendue de la République en revisitant la réelle motivation qui continue à maintenir la MONUSCO en RDC après cet échec cuisant à sa mission de stabilisation et de pacifier le pays.

d. L'entrée de la RDC dans l'EAC, une porte ouverte à un voleur qui se coinçait par la fenêtre

Partant des fameux accords du Chef de l'Etat Congolais, son Excellence, Antoine Tchisekedi avec l'EAC, la RDC fait partie désormais des états membres de l'Afrique de l'Est dont le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi, le Kenya, la Tanzanie, l'Erythrée et l'Ethiopie. Selon leur charte, ces pays poursuivent un but primordial celui de coalition de force et de s'investir dans la recherche d'un terrain commun pour la paix, la sécurité et le développement dans le Grand Lac. Au départ l'intention serait bonne et louable. Néanmoins, il s'observe un non-sens et un manque de raison d'être de la RDC dans l'EAC. La preuve, est que, certains pays membres de ce bloc « EAC », à l'instar du Rwanda et l'Ouganda sont d'office cité précédemment comme des agresseurs de la RDC officiellement connus. Ils mutualisent pour faire la guerre contre la République Démocratique du Congo et violent ses frontières à travers des groupes armés créés pour déstabiliser la partie EST.

Voilà l'arraisonnement des Etats Membres de l'Afrique de l'Est. Une inversion de valeur, une honte à toute l'Afrique et une tendance de complicité des faits observés dans la gouvernance de l'EAC en matière de la sécurité en RDC. Jusqu'à quand les états africains serviront toujours des bouquets et émissaires pour déstabiliser leur propre continent ? Ce jeu doit cesser. Compte tenu de tout ce qui précède, le peuple s'interroge ; L'entrée de la RD Congo dans l'EAC reflète quel changement à la souffrance du peuple congolais ? Le Rwanda et l'UGANDA pays agresseurs de la RD Congo ne sont-ils pas membres actifs de l'EAC ? Le EAC présent dans la mission à Goma ne regorge-t-il pas des officiers qui ont servi au côté du M23 dans la première phase qui sont d'office redevables à l'M23 qu'au peuple congolais ? Les zones tampons, innovation de l'EAC, ne marquent-elles pas la division et n'inaugurent-elles pas la présence de deux entités dans un seul pays ? Le refis des militaires de l'EAC d'aller au front ne nous pousse-t-il pas à déduire que l'EAC est porteur de germe de balkanisation de la RD Congo ?

e. Une recommandation au gouvernement congolais et aux dirigeants africain de Grand Lac

Le peuple congolais demande à la présidence et gouvernement congolais ce qui suit : Que le Président résilie le contrat avec la MONUSCO ; Qu'il retire la RDCongo de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est sans condition ni délai ; Qu'il ordonne à nos FARDC d'attaquer le M23 jusqu'à son éradication par ce qu'elles en sont capables. Faire le contraire de ces recommandations feraient du Président Felix et de son gouvernement des complices du malheur du peuple congolais. La justice africaine, devrait déjà jouer son rôle judiciaire pour l'utilité à l'histoire de l'Afrique future. En effet, l'ère du mensonge historique est révolue. La nouvelle génération africaine et celle de Grand Lac en particulier a besoin d'une véracité des faits historiques afin d'y soutirer un fondement scientifique solide de la raison historique Africaine, de Grand Lac et du Congo en particulier.

f. A la rencontre des Savants Congolais engagés pour une Afrique autonome de paix et de développement

Compte tenu de ce qui précède, certains cadres scientifiques et chercheurs universitaires des domaines pluridisciplinaires dans la région de grand lac et de la RDC, ont contribué par des écrits scientifiques et socio politique pour redonner à l'Afrique sa stabilité politique, économique et son autonomie dans la gestion de ses données informatiques.

Il s'agit de :

- 1. Professeur Docteur MUGISHO KATENGURA Christian⁶, dans ses publications récentes :**

⁶ Prof Dr. Christian est porteur de Deux Masters et Une Thèse de Doctorat en R.I. de MMIBS 2015, spécialité Politiques Internationales de Développement. Enseignant d'Universités, Chercheur de renom à la Revue Eveil Congo et Ecrivain de plusieurs Livres et Articles. Il est Socialiste, Analyste Politique Congolais du 21eme siècle. Promoteur, propriétaire de l'Université Libre de Grands Lacs ULGL-BUKAVU depuis 2011. Visionnaire de la Fondation Mugisho qui œuvre dans le domaine d'éducation des Jeunes et de leur prise en charge sociale. Directeur Général de l'Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Vétérinaires « ISEAV » M'SHWESHWE, Etablissement Public de droit Congolais, dans le territoire de Kabare Sud-Kivu. Il a déjà effectué plusieurs voyages scientifiques, Académiques et de Partenariats à travers les provinces de la RDC, en Afrique et à l'étranger. Marié et Père de plusieurs enfants. Il adore la ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

- *Impact du système démocratique dans les institutions africaines : quelle lecture pour quelle interprétation,*
- *Revenir à la fraternité clanique un jalon pour la paix durable dans la province du Sud-kivu /RDC*
- *De la théorie politique à la présentation géostratégique du Sud-kivu pour un relèvement communautaire,*
- *Proposition d'un programme d'actions prioritaires au gouvernement provincial du Sud-kivu pour le développement à la base 2022-2025.*

2. Ass2 Christine Bahazabule RIZIKI⁷ et (all.⁸) dans leur publication récente:

- *Estimation des facteurs environnementaux qui affectent la source d'eau « coga-ca-ndaku » dans le village de Mwanda-Katana.*

lecture, l'écriture, le Théâtre et la poésie. Le Football est sa passion.

⁷Chercheuse au Centre de recherche en sciences naturelles de Lwiro (CRSN-LWIRO), Département de l'Environnement, Laboratoire d'Economie de l'Environnement, BP. DS/Bukavu, RDC. Née à Kahungu/Irhambi-Katana/Kabare/Sud-Kivu en RD Congo en 1983. Mariée et mère de 6 enfants. Ecole primaire à l'EP. Kabindi, l'école secondaire à l'Institut de Lwiro et les études universitaires ont été faites à l'Université Ouverte avec le grade de graduat en Economie en 2011 et celui de licence en Sciences Economiques et de gestion financière en 2013. De 2013 à 2014, Gérante de l'hôtel Auberge Les Rosiers de Katana ; 2014 à 2015, Technicienne de Recherche au Département de l'Environnement du CRSN-Lwiro ; 2015 à 2022 ; Assistante de Recherche de premier mandant au Laboratoire d'Economie de l'Environnement, Département de l'Environnement du CRSN-Lwiro ; 2016 à 2021, mobilisatrice communicatrice au sein de l'ONG projet TUSHINDE UJIURI dans l'approche de la relance économique à Katana ; 2018 à 2021, Assistante au sein de l'ONG Mercy Corps au Département de la bonne gouvernance et enfin 2022 à nos jours, Assistante de Recherche de deuxième mandant au Laboratoire d'Economie de l'Environnement, Département de l'Environnement du CRSN-Lwiro. Elle est co-auteur des articles sur l'impact du commerce du charbon de bois sur les conditions socio-économiques des ménages vendeurs du Nord-Ouest du territoire de Kabare, RD Congo publié dans la revue Afrique Science en 2022 et étude des peuplements phytoplanctoniques des écosystèmes aquatiques de la région de katana, côte occidentale du lac Kivu, RD Congo publié dans la revue Afrique Science en 2017.

⁸ Yvonne Muzirigerha NYAWEZA, Norbert Mitima KAJIVUNIRA, Patient Cizungu BIGOMOKERO, Venant Amani MAHESHE, Kabale Bertin NDEGEYI et Jean-Louis Kayeye BAHIZIRE.

3. **RAFIKI BIGIRINEZA Patient**⁹ dans sa publication récente :
 - *Analyse de la croissance économique et la covid-19 exercice financier 2019-2022 en RD Congo*
4. **HAMULI MASIRIKA Norbert**¹⁰ dans sa publication récente :
 - *La sous-traitance sur l'employabilité du personnel au sein des organisations.*
5. **MUHINDO MATUMAINI Rostand**¹¹ et (all.¹²) dans sa publication récente :

⁹ Patient est d'abord Enseignant des Universités et actuel Directeur Général de l'Institut Supérieur des Techniques de Communication et de Gestion. Il a ensuite servi la communauté scientifique en qualité de Secrétaire Général Académique dans plusieurs institutions de la place à l'instar de : (2008-2011) Saint Joseph ; (2011-2019) Saint Thomas, (2020-2021) ISTCG-GOMA. Et enfin comme auditeur dans plusieurs institutions à l'instar de : (2009-2011) Auditeur du Troisième cycle en économie appliquée de l'Université Pédagogique Nationale (UPN), (2022-à nos jours) : Auditeur du Troisième cycle en Management et Audit Comptable de l'Université CEPROMAD. Il a présidé le Noyau des Enseignants et Professeurs des Cours Commerciaux, économique et financiers du Nord Kivu. RAFIKI Patient est un chercheur de renom au sein de la Revue Scientifique et Savante Eveil Congo pour le relèvement de l'économie de la RD Congo.

¹⁰ Norbert est né à Kabare, Est enseignant d'université avec une expérience de 10 ans comme agent administratif et 4 ans d'enseignement. Né le 21/07/1997, fils de Masirika Chinyema Richard décédé et de Florida M'MURHAGANE décédée ; marié à Antoinette avec quatre enfants. Il a déjà participé à plusieurs ateliers de formations sur l'éducation civique, le développement et les droits humains. Plusieurs fois il a déjà assumé la fonction d'assistant, de comptabilité et de logistique au sein de l'Université CEPROMAD. Il a déjà assumé la fonction de comptable à l'ONG COMEN avant de devenir bibliothécaire à l'Université UNIC-GOMA. Observateur national de la société civile aux élections législatives et présidentielles de 2006 et 2011.

¹¹ Rostand est Assistant du premier mandat, né à Butembo, le 11 Novembre 1993, célibataire, de nationalité congolaise. Licencié de l'Institut Supérieur d'Environnement solidaire et de Développement Durable « ISESOD-GOMA » en Réseaux Informatique et télécommunication « RIT ». Retenu comme formateur Electoral provincial affecté à Goma aux élections de 2018. En suite comme superviseur au poste de copulateur de résultats au sein du centre local de compilation des résultats (CLCR). Assistant du Premier mandant à l'Institut Supérieur de Technique (ISPT) de Goma. Actuellement Chef de Labo Informatique, Administrateur du Budget de l'ISESOD. Désireux de contribuer au développement du pays, l'Afrique et du monde à travers les recherches scientifiques au sein de la Revue Savante Pluridisciplinaire « Eveil Congo » en qualité de Chef d'Antenne affectée à l'ISESOD-GOMA.

¹² MINANI BABUNGA David, né le 25 Avril 1987 au Sud Kivu territoire de Kabare groupement d'Irhambi KATANA, village de Kahungu. L'auteur est Chef de Travaux à l'Université Baptiste du Congo UBC-GOMA ; Enseignant aux Universités du Nord et Sud Kivu dont : l'Université ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

- « *Pour une amélioration des conditions de vie socio-économique et sanitaire de la population : « cas des membres des mutuelles de santé commune de Goma entre 2020-2022 »* »
- 6. **AMANI MULINDWA Guillain¹³ et (all.¹⁴)** dans leur publication récente :
 - *La sécurité de paiement en ligne à partir d'un algorithme de cryptographie.*

Anglicane de Bukavu, à l'ISTTC : Institut Supérieur des Techniques et Travaux du Congo. Il est licencié en pédagogie, option, planification de l'éducation de l'Université Adventiste de Goma, édition 2014-2015. Désireux de contribuer au développement du pays, l'Afrique et du monde à travers les recherches scientifiques au sein de la Revue Savante Pluridisciplinaire « Eveil Congo » en qualité de Chef d'Antenne affectée à l'Université Anglicane de Bukavu pour faciliter aux autres chercheurs de publier aisément dans la Revue.

¹³ Guillain est né à Bukavu, dans la province du Sud-Kivu. Il a fait ses études primaires à l'EPA BWINDI de Bukavu et a obtenu son certificat en 1999. Ses études secondaires ont été faites à l'INSTITUT BWINDI de Bukavu et obtint son diplôme d'Etat en 2005 en pédagogie générale. Il a par ailleurs fait ses études supérieures et universitaires à l'ISP/BUKAVU en 2006 où il avait obtenu son diplôme de licence en 2010 en pédagogie appliquée, option Informatique de Gestion. Guillain débute sa carrière d'enseignement à Bukavu en 2007 dans les écoles secondaires, où il a enseigné les cours à caractère informatique, successivement, à l'Institut UKARIMU, Institut MOKE et Institut BWINDI jusqu'en 2016. Pendant ce temps, il était retenu comme Assistant à temps partiel à l'ISP-BUKAVU, chargé de l'encadrement des étudiants stagiaires pendant 2 ans. Ses débuts dans l'enseignement supérieure et universitaire en qualité d'enseignant, datent de 2016 à l'ISPDE et l'ISTEGI, tous de Bukavu, en dispensant les cours à caractère informatique en qualité d'Assistant. A partir de 2017 jusqu'à nos jours, il dispense les mêmes cours à l'Institut Supérieur de Pêche de Goma. Actuellement, il enseigne le cours d'informatique au collège MWANGA de Goma. Les ambitions du chercheur sont d'une part *demeurer chercheur afin de trouver des solutions informatiques aux problèmes informatiques* et d'autres parts *conquérir le monde scientifique universitaire en obtenant des titres académiques à travers la recherche.*

¹⁴ MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick

- 7. MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick¹⁵et (all.¹⁶)** Dans leur publication récente :
- *Proposition d'une architecture de supervision réseau centralisé utilisant le protocole SNMP.*

A travers ce cinquième numéro Orasscopie¹⁷V sont à féliciter « *deo gratia* » au noms de la science et de toute l'équipe ORASSU¹⁸ ces savants contemporains, qui se mobilisent et engagés au quotidien pour reproduire le narratif sincère, émancipé, et phénoménologique, des faits historiques, économiques et géostratégique de l'information tels que vécus dans la région de grand lac en générale et en RDCongo en particulier. Ils sont acteurs retenant chaque page sombre de leur histoire comme une leçon pourra servir de base commune à l'évolution de cette Afrique future de paix et de développement en RDC et dans la régionale de Grand Lac.

g. Perspective d'avenir

Tout en restant réalistes, nous aspirons à une Afrique future de paix et de développement qui sera construite par des fils et filles de l'Afrique. Pas à la manière de haute trahison ni de en sacrifiant ses propres frères au prix d'une reconnaissance mesquine des multi nationalistes

¹⁵ Joe-Patrick est né à Bishange un village du territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu, il a fait ses études primaires à l'EP KESHENI de Goma, et a obtenu son certificat en 2004. Ses études secondaires ont été faites à l'INSTITUT KYESHERO de Goma et a obtenu son diplôme d'état en 2011 en Electricité générale, en suite il a fait ses études supérieurs et universitaire à l'ISIG/GOMA et a obtenu son diplôme de licence en 2018 en réseaux et télécommunications. Le chercheur a débuté sa carrière d'enseignement à Goma en 2020 dans une école technique dénommée INSTITUT BYAHI de Goma ou il a enseigné les cours d'informatique et de technologie électrique et au cours de cette même année il a été retenu comme Assistant à temps partiel à l'ISP-BWEREMANA, en dispensant les cours en caractère informatique. Les ambitions du chercheur sont la recherche continue afin de trouver des solutions informatiques aux problèmes informatique et la conquête du monde scientifique universitaire en arrachant des titres académiques à travers la recherche en qualité d'enseignant.

¹⁶ AMANI MULINDWA Guillain.

¹⁷ Copie inamovible et trimestrielle des données scientifiques et philosophiques du XXI^{ème} siècle, depuis la RDC vers l'Afrique et le Monde.

¹⁸ Maison d'édition de l'ordre des prestataires chefs de travaux et Assistant(e)s des Universités.

occidentaux. Mais plutôt, en cherchant des solutions à l'intérieur de nos propres états africains. Car dit-on ; « aux problèmes africains des solutions africaines. » Tous unis dans la sincérité d'une solidarité africaine, affrontons ensemble cette guerre nous imposée en Afrique pour que nous africains devenions de plus en plus pauvres afin de toujours dépendre de ces arrogants multi nationalistes. Chose que l'indépendance mentale de la jeunesse africaine ne veut plus consommer à la bruite.

Nous leur avons proposé la coopération et le partenariat, ils nous ont promis des financements aux différents projets de développer l'Afrique, quand nous sommes allés vers leurs banques pour le décaissement des fonds, ils nous ont demandé l'opération retour à un pourcentage toujours élevé. En allant vers nos frères africains, la taille de besoin submergeait le budget à tel enseigne que nous nous sommes vus dépassés voir même débordés. En créant en nous cette tendance d'attentisme, et atavisme, nous avons tardé à décoller de nos propres fonds africains et de nos moyens à notre porté.

Il est donc le bon moment de prendre sérieusement cette question de la guerre par procuration qui au-delà de piller systématiquement nos ressources africaines, nous endeuille jour après jours. Nous demandons à l'union africaine d'aller vers leurs deux frères africains, le président Rwandais Paul Kagame et celui de l'Ouganda Museveni, de rompre sans délais leur partenariat avec les multinationaux qui se nourrit du sang de leurs sœurs et frères africains. Trop c'est trop, le temps de la justice a sonné et chacun répondra devant ses actes car l'éveil de l'Afrique et du Congo c'est maintenant.

Par Prof Dr. Christian, C.T. John-Modest & C.T RAFIKI Patient

Chap. II. IMPACT DU SYSTEME DEMOCRATIQUE DANS LES INSTITUTIONS AFRICAINES : Quelle lecture pour quelle interprétation

Par Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian

i. *Biographie de l'Auteur*

Professeur Docteur MUGISHO KATENGURA Christian est porteur de Deux Masters et Une Thèse de Doctorat en R.I. de MMIBS 2015, spécialité Politiques Internationales de Développement.



Enseignant d'Universités, Chercheur de renom à la Revue Eveil Congo et Ecrivain de plusieurs Livres et Articles. Il est Socialiste, Analyste Politique Congolais du 21ème siècle. Promoteur, propriétaire de l'Université Libre de Grands Lacs ULGL-BUKAVU depuis 2011. Visionnaire de la Fondation Mugisho qui œuvre dans le domaine d'éducation des Jeunes et de leur prise en charge sociale. Directeur Général de l'Institut Supérieur d'Etudes Agronomiques et Vétérinaires « ISEAV » M'SHWESHWE, Etablissement Public de droit Congolais, dans le territoire de Kabare Sud-Kivu. Il a déjà effectué plusieurs

voyages scientifiques, Académiques et de Partenariats à travers les provinces de la RDC, en Afrique et à l'étranger. Marié et Père de plusieurs enfants. Il adore la lecture, l'écriture, le Théâtre et la poésie. Le Football est sa passion.

ii. *Résumé*

Le fondement de la démocratie n'est autre que le droit de tous les adultes d'être partie prenante à la gestion des affaires publiques, tant au travers des associations de la société civile que par leur participation à la chose publique ; ce droit doit être exercé par les citoyens dans des conditions d'égalité et dans le respect des opinions d'autrui. Ce droit présuppose que sont garantis les droits et les libertés d'expression, d'association et de réunion. Et l'on ne peut exercer son droit à la liberté d'expression sans l'existence de médias indépendants et de lois qui préviennent les concentrations de médias entre les mains d'un seul propriétaire. La liberté d'association englobe le droit de créer des associations à des fins économiques, sociales, culturelles et politiques, y compris des partis politiques. Du droit de réunion pacifique découle le droit à la libre circulation à l'intérieur des pays et entre eux. Aucun de ces droits ne

peut être exercé en l'absence de liberté, de sécurité et de légalité. La démocratie est donc indissociable des droits et des libertés fondamentales de la personne, du respect des droits et des libertés d'autrui.

Le droit de prendre part à la gestion des affaires publiques inclut les droits de participer à la fonction publique, de se présenter à des élections, d'élire des représentants au scrutin secret universel, selon des modalités « libres et régulières », conformes aux normes internationales. Il comprend le droit de tenir ces représentants pour responsables, à la fois directement par le processus électoral et indirectement par le contrôle d'un parlement élu indépendant de l'exécutif. De la responsabilité devant le peuple, découle celle de tous les agents non élus de l'exécutif y compris ceux de la police, de l'armée et des services secrets, envers les représentants élus. Cette même responsabilité suppose aussi le droit du public d'être informé des activités du gouvernement. Elle englobe le droit de présenter des pétitions au gouvernement, de faire appel, par le truchement des représentants élus, des tribunaux, des médiateurs, etc., en cas de dysfonctionnement de l'administration. **Elle s'appuie sur le principe fondamental** de la légalité : à savoir que la compétence de tous les agents de l'Etat est définie et délimitée par la loi et la Constitution. Celles-mêmes interprétées et appliquées par un pouvoir judiciaire indépendant. Il découle de l'égalité des citoyens qu'il n'y est entre eux aucune distinction, notamment de race, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. Cette même égalité impose en outre que soient progressivement éliminés les obstacles qui empêchent des groupes.

1. Introduction

L'importance de la démocratie et rôle des institutions démocratiques en Afrique remonte le sens d'interroger l'applicabilité de la démocratie en Afrique. Si la démocratie ne se ramène pas uniquement à ses aspects institutionnels, on aurait tort de sous-estimer de tels aspects. Ce sont, en effet, les institutions qui permettent, et garantissent, le libre jeu démocratique. Mais encore faut-il s'assurer que celles-ci remplissent effectivement une telle fonction selon la logique inhérente à leur nature et finalités. Dans le cas contraire, ces institutions restent à l'état formel tout en contribuant à légitimer un accaparement du pouvoir par des groupes sociaux qui confondent leurs intérêts propres avec ceux de la collectivité. A cet égard, l'observation des institutions mises en place dans les pays d'Afrique noire ainsi que l'analyse du fonctionnement réel de ces dernières conduisent à mettre l'accent sur une question préalable qui conditionne l'émergence d'un régime politique démocratique : la désincorporation du pouvoir. Pour que la démocratie progresse en Afrique du Sud, il faut donc que les ressources nationales soient équitablement réparties entre des régions présentant des différences énormes de richesse et de niveaux de développement. Mais il faut en même temps reconnaître ce qui distingue fondamentalement les régions les unes des autres et en tenir compte.

Obéissant à ces deux impératifs, la Constitution sud-africaine a adopté une approche des relations intergouvernementales qui pourrait se traduire par ce slogan : « gouverner en coopérant ». C'est une approche que l'on retrouve dans beaucoup d'autres démocraties et qui définit très clairement les responsabilités de chaque niveau de gouvernement pour qu'il exerce son pouvoir de manière à ne pas 'empiéter sur le territoire, les fonctions ou les institutions du gouvernement d'un autre niveau ou secteur. Réglementant les relations entre gouvernements provinciaux et gouvernement national, la Constitution prévoit une représentation directe des parlements provinciaux à la seconde Chambre du Parlement national et elle le fait de manière à obliger les provinces à coopérer sur les questions touchant leurs intérêts et à éviter qu'elles ne se concurrencent ou s'opposent.

Le gouvernement n'est que l'un des lieux où siège le pouvoir dans la société, le pouvoir siège aussi, dans plusieurs domaines de la vie du pays. L'économie démocratique étant un domaine sensible, il rend

difficile l'accès du peuple au pouvoir. D'une part, la plupart d'économies se compose d'un secteur privé et d'un secteur public. La proportion de chacun varie d'un pays à l'autre mais, dans l'ensemble, c'est le secteur privé qui tend à dominer en grande partie dans les régions du monde. Cette domination n'est pas sans conséquence sur l'accès du peuple au pouvoir économique. D'une part, elle réduit la capacité des instruments tels que la Constitution ou le gouvernement d'agir pour que tous aient accès au pouvoir économique. De l'autre, elle tend à favoriser les inégalités dans la répartition de ce pouvoir. Or, celui-ci, dans un pays comme l'Afrique du Sud et dans une grande partie du monde en développement, est réparti de manière extrêmement inégale. La démocratie exige donc que des mesures soient prises en faveur de *l'équité économique*. Etant donné la nature des économies modernes et la domination manifeste du secteur privé comme générateur de richesses et de croissance, les instruments dont disposent les sociétés pour parvenir à cette équité sont limités. Ils sont néanmoins importants.

1. La désincorporation du Pouvoir : une question préalable

La désincorporation du pouvoir est de l'essence de la démocratie. Elle signifie que le Pouvoir est conçu comme un espace non appropriable en droit comme en fait par un individu ou groupe d'individus. C'est la condition par excellence qui permet de rendre pensable la conquête du Pouvoir par des élections et le jeu de : l'alternance. Cette conception du Pouvoir qui a fini par s'imposer dans les sociétés modernes avancées, grâce à une maturation des idées et une mutation des rapports sociaux et économiques qui ont abouti à une séparation des espaces politiques, religieux, culturels et à une autonomisation de la société civile, se heurte, en Afrique, à une conception néo-patrimoniale du pouvoir qui se traduit par une appropriation de fait de l'espace politique par le Prince qui gouverne et par voie de conséquence par celle des ressources tant internes que

d'origine externe de la société¹⁹. Cette conception néopatrimonialisme²⁰ du pouvoir est à l'œuvre dans beaucoup de pays africains, même dans ceux qui se parent du manteau démocratique. Elle est à l'origine de la longévité des régimes « politiques, des hommes et femmes qui les incarnent et des bocages des processus de démocratisation. De manière subtile, le principe qui gouverne fait des compromis de type démocratique en mettant en place des institutions *formellement démocratiques* et en acceptant le pluralisme politique, le tout couronné par des élections tenues à des intervalles réguliers pour répondre à la demande interne de démocratie et aux exigences des partenaires étrangers, bailleurs de fonds (Etats, institutions multilatérales internationales et nationales).

Mais au fond, il s'arrange de sorte que le système mis en place ne remette pas fondamentalement en cause la nature du pouvoir monopoliste, (manipulation des élections, encouragement à la création de multiples petits partis politiques dont la plupart ne sont que des succursales du celui dominant, nomination de juges incompetents et corrompus, accès limité des opposants et élites intellectuelles non conformistes aux médias publics, etc.) C'est surtout en Afrique de l'Ouest qu'un tel système s'observe le mieux dans certains Etats que des pays étrangers développés, aveuglés par les questions de forme ou s'aveuglant volontairement pour des raisons d'intérêt, classées trop hâtivement dans la catégorie des Etats démocratiques. Un tel système d'organisation de la société est non seulement nocif sur le plan de la promotion et l'exercice des libertés mais également sur le plan économique dans la mesure où il se nourrit et s'entretient par la distribution des ressources au développement économique à une clientèle politique de plus en plus nombreuse en raison de la raréfaction des ressources internes.

¹⁹ (Cf. Bernard BADIE, L'Etat importé - l'occidentalisation de l'ordre politique, Edit. Fayard, 1995, p. 23 et s. ; Sur la question lie la désincorporation du pouvoir, Cf Alain CAILLE, La démission des clercs. ; La crise des sciences sociales et l'oubli du politique, édit. La Découverte, 1993, p. 234 Et s.).

²⁰ S'apparente à un système qui fusionne le patrimonialisme traditionnel aux institutions légales et rationnelles empruntées à la conception de l'état moderne. Il repose sur trois fondements de base à savoir : une extrême personnification du pouvoir, un système fort de clientélisme et de patronage et une mauvaise utilisation et répartition des ressources de l'état. Cfr Dictionnaire Wikipédia, CC-BY/SA3.0 on line.

En tout état de cause, tant que le pouvoir n'est pas parvenu à une désincorporation totale, on ne saurait espérer voir émerger un régime politique démocratique. Reste à savoir comment y arriver et quels sont les facteurs objectifs qui favorisent un tel processus de et à une eau suffisante, à la sécurité sociale, à l'éducation fondamentale et à une éducation complémentaire.

Il incombe donc à l'Etat de donner à ses interventions dans l'économie la forme qui convient pour que les plus démunis en tirent le plus grand profit. Tel est le cas de l'Afrique du Sud, où la Commission nationale des droits de l'homme est chargée de veiller à ce que le gouvernement s'acquitte de cette responsabilité. Elle est tenue par la Constitution d'exiger aux organes compétents du gouvernement un rapport annuel sur les mesures qu'ils ont prises pour hâter la réalisation des droits socio-économiques. Il incombe aussi au gouvernement de poursuivre la politique économique la plus propre à engendrer la croissance et à créer des emplois. Il est difficile d'inscrire cette responsabilité dans la Constitution à cause de la diversité des mécanismes qui s'imposent selon la conjoncture.

Bien que parfois souhaitables, les propositions faites dans certains pays pour que le déficit des finances publiques soit proscrit dans la Constitution risquent de réduire le champ de manœuvre du gouvernement lorsqu'il essaie de régler un problème économique particulier. Il ne faudrait pas sous-estimer le pouvoir de l'Etat investisseur. En plaçant ses ressources de manière stratégique, l'Etat peut stimuler la croissance et le développement dans des secteurs donnés. Il peut être aussi une source de financement pour les composantes de l'économie qui ont besoin d'un encouragement particulier, telles que les petites et moyennes entreprises. Loin de se produire une fois pour toute, l'accession du peuple au pouvoir économique est par définition un processus, de surcroît de longue haleine. Comme il n'est pas à l'abri des fluctuations du marché, la progression n'est pas linéaire, il peut même y avoir régression. Néanmoins, il est vital pour toute démocratie que tous les citoyens accèdent progressivement au pouvoir économique et, ce but est l'un de ceux qu'il faut poursuivre avec vigueur dans tout processus de démocratisation.

2. Les garanties pour le citoyen

Toutefois, il ne suffit pas que les citoyens aient simplement accès aux leviers du pouvoir. Il leur faut des garanties ; des mécanismes ayant une fonction de médiation entre des intérêts sociaux potentiellement conflictuels et sauvegardant la position de chacun dans la société. Une majorité ne devrait pas, par exemple, pouvoir décider de priver un individu ou un groupe d'individus de certains droits inaliénables. Beaucoup de ces droits : tels que le droit à l'égalité devant la loi, à la vie, au libre exercice d'une activité politique, la liberté de mouvement et d'expression... sont reconnus dans le monde entier et beaucoup sont énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'homme.

Outre la garantie de ces droits, il faut qu'il y ait des directives claires quant aux conditions dans lesquelles ces droits peuvent être restreints et à la mesure désincorporation. Sans vouloir ni pouvoir répondre de façon systématique à cette question, on peut s'autoriser à penser qu'une bonne définition et un bon fonctionnement des institutions démocratiques peuvent dans certaines circonstances, contribuer à rendre le régime politique démocratique.

3. Définition et fonctionnement des institutions démocratiques

Il faut encore une fois répéter que l'existence dans un pays d'institutions formellement démocratiques n'est pas un gage de l'existence effective d'un régime démocratique. Il n'existe pas à cet égard d'institutions spécifiques au régime démocratique à caractère universel. Les institutions sont ou doivent être le produit des besoins d'une société donnée. Elles varient forcément d'une société à l'autre en fonction de son histoire, sa géographie, sa culture, son Etat et du degré de développement de la société concernée. Par exemple, dans certains pays africains, il existe ce qu'on appelle la Commission Nationale Electorale Indépendante (CENI) chargée de l'organisation pratique des élections, de la collecte des résultats et de la proclamation provisoire des résultats pour contourner l'administration qui est le bras séculier du pouvoir dans ceux-ci. Une telle institution est impensable dans les pays où les traditions démocratiques sont ancrées depuis plus d'un siècle ou même moins.

Mais il reste que dans tout régime politique, il existe des institutions constantes : le système judiciaire, le pouvoir Exécutif, le

Parlement, les communautés locales. Pour que ces institutions puissent jouer leur rôle pleinement, il faut que leur fonctionnement réponde à une certaine éthique et à certaines normes.

4. Le système judiciaire

Le terme système judiciaire est ici préféré à celui de pouvoir judiciaire parce que la justice n'est pas tenue partout pour un pouvoir équivalent aux autres pouvoirs. Dans les constitutions en vigueur au monde, il est fait référence tantôt au pouvoir judiciaire tantôt à l'autorité judiciaire. Ce n'est pas une seule question de mot. Derrière la disparité des termes se cachent des problèmes de philosophie politique sur le rôle et la place de la justice dans la société, souvent liés à l'histoire du pays. Ce n'est pas un seul Etat qui, à l'époque contemporaine, proclame officiellement que les juges sont dépendants du pouvoir politique. Dès lors, le véritable problème qui se pose est celui de savoir comment assurer la crédibilité du système judiciaire. Il ne suffit pas d'inscrire dans la Constitution ou une loi organique ou autre instrument juridique le principe de l'indépendance des juges, si par ailleurs cette indépendance est rendue théorique par tout un arsenal juridique définissant les règles régissant leur nomination, leur déplacement, etc. et dont la maîtrise revient au pouvoir politique.

De même, la défectuosité du système de sélection et de formation des juges, le manque de publicité des décisions de justice soumises à une critique permanente d'une doctrine avisée, la modicité des budgets de fonctionnement du système judiciaire ne contribue guère à assurer dans laquelle ils peuvent l'être, le cas échéant. Aucun gouvernement ne devrait avoir les moyens de suspendre purement et simplement l'exercice des droits fondamentaux de la personne sans passer par un processus démocratique et sans raison valable prouvée telle. Ces pouvoirs du gouvernement sont particulièrement difficiles à réglementer à cause de l'équilibre délicat à maintenir entre les droits de la nation et ceux de l'individu. Il arrive trop souvent qu'on empiète sur les droits de l'un sous prétexte de défendre ceux de l'autre. Inutile de dire que, si l'on prévoit la restriction des droits fondamentaux, il faut aussi prévoir des freins et des contrepoids à divers niveaux.

Le judiciaire est l'un des niveaux où doivent exister ces freins et contrepoids, et pas seulement sur des questions relatives à la restriction

des droits. Le judiciaire a un rôle central à jouer en veillant à faire respecter intégralement les dispositions de la Constitution et les droits du pays et de ses habitants, à faire appliquer toutes les lois dans un esprit d'impartialité et d'équité tout en observant les sanctions prévues à toute forme de violation de ces dernières. Or, pour remplir cette fonction, il est crucial que l'autorité judiciaire soit indépendante. Pratiquement, l'indépendance signifie que l'autorité judiciaire doit s'acquitter de ses devoirs librement, sans avoir à craindre l'intervention d'une ou de plusieurs composantes de la société. Les règles régissant la nomination des magistrats, le fonctionnement de la magistrature doivent être délibérément conçues pour empêcher toute intervention ou influence abusive.

La Constitution et l'autorité judiciaire ne sont pas les seules à garantir les droits fondamentaux et le processus démocratique. Il existe d'autres mécanismes qui servent à garantir certains droits. La Constitution sud-africaine prévoit un médiateur ayant pour fonction d'enquêter et de prendre les mesures qui s'imposent en cas d'allégations de faute ou d'abus de la part de l'administration. Il existe aussi une Commission de droits de l'homme, mentionnée plus haut, qui a pour tâche d'enquêter sur les allégations de violations de droits de l'homme et d'obtenir réparation pour la victime lorsque celles-ci sont avérées. La Constitution, qui insiste sur la nécessité de sauvegarder tout particulièrement les droits des femmes, prévoit la mise en place d'une commission pour l'égalité entre hommes et femmes. Celle-ci n'a pas seulement une fonction d'observateur vigilant, elle doit aussi promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans la société et faire campagne dans ce but. Ces institutions n'ont pas été conçues seulement pour que les personnes dont les droits ont été violés aient un recours ; elles sont aussi censées jouer un rôle de prévention en encourageant la diffusion dans la société d'une culture du respect des droits de l'homme et de la tolérance.

5. La promotion de la démocratie

L'image de la démocratie que renvoie la Constitution n'est pas celle d'un état absolu. C'est plutôt celle d'un continuum, qui va de la protection des droits élémentaires et de la tenue d'élections régulières à la participation effective de l'impartialité et, partant, la crédibilité de la justice. Or, les citoyens ne sont pas incités à participer aux élections, à la définition des politiques publiques lorsqu'ils arrivent à la conclusion que le système judiciaire ne fait que légitimer les pratiques gouvernementales. Les règles du jeu démocratique ne seront jamais respectées si le système judiciaire, dans les faits, n'a ni la volonté ni le pouvoir de sanctionner leur violation. Il n'est pas nécessaire, à cet égard de gonfler l'armature institutionnelle de ce système par la création d'une multitude d'organes judiciaires : Conseils constitutionnels, conseil d'État, cours de cassation, etc. La modicité des ressources internes des pays africains ne le permet pas, sauf à vouloir se donner l'image démocratique sur le dos des contribuables. Il suffit de mettre en place un système judiciaire simple mais efficace et crédible. Tel ne semble pas être le cas pour beaucoup de pays africains qui ont recopié purement et simplement le système judiciaire d'un Pays développé sans aucun gain tangible pour la société.

6. L'Exécutif

L'exécutif doit participer au fonctionnement du régime démocratique, même si c'est lui qui exerce la réalité du pouvoir politique en définissant et en exécutant les politiques publiques. Il doit être soumis aux règles de droit, au principe de la légalité de ses actes car la démocratie ne saurait guère se concevoir sans un Etat de droit. Si les dirigeants d'un pays se sentent à l'abri de toute sanction judiciaire et de toute sanction politique (élections, vote du Parlement), ils seront tout naturellement enclins à abuser du pouvoir. Par ailleurs, l'exercice du pouvoir dans une société de responsabilité exige de grandes vertus. N'importe qui ne peut exercer le pouvoir. C'est pourquoi la loi doit poser certaines conditions très contraignantes tant pour l'égalité des citoyens que pour l'exercice de certaines fonctions publiques, conditions déterminées en fonction du niveau de développement de la société.

7. Le parlement

Dans la tradition classique de la démocratie représentative, ce sont les élus de la notion qui votent les lois et contrôlent l'exécution des politiques publiques. Cette tradition s'est maintenue dans le monde moderne actuel avec des variantes selon les pays pour ce qui est des pouvoirs du Parlement.

Dans les pays d'Afrique noire, la tendance générale qui a sa source dans le vieux système du parti unique est marquée encore par la domination des Parlement par des élus du parti dominant grâce, pour une large part, aux pratiques de fraudes électorales souvent couvertes par cette nouvelle « race » d'observateurs étrangers indépendants (qui le sont si peu très souvent). Et la logique clientéliste conduit le parti dominant à investir sur les listes des candidatures des citoyens qui n'ont ni les moyens intellectuels ni la rectitude morale requise pour remplir le rôle de représentant du peuple. La fonction est davantage perçue comme le moyen de s'assurer des ressources personnelles et tous, à tous les niveaux de la société, à la prise des décisions qui concernent leur vie, quel que soit le domaine dont elles relèvent. En aspirant à la démocratie, on cherche à faire accéder le peuple à tous les leviers importants du pouvoir et à garantir par des mécanismes complémentaires certains droits fondamentaux.

Elle recouvre aussi les mécanismes, institutions et forces de la société le long de ce continuum et à donner en même temps de plus en plus de pouvoir à tous les citoyens. En Afrique du Sud, les ONG ont joué un rôle de premier plan dans la liquidation de l'apartheid et la création d'une culture populaire de la démocratie. Mais avec l'avènement de l'Etat démocratique, leur capacité d'action s'est peu à peu réduite car elles manquent de ressources. Le gouvernement sud-africain s'inquiète de voir les ONG rencontrer de tels problèmes à un moment où lui-même compte sur cette section de la société civile pour élargir et amplifier le processus d'accession des citoyens au pouvoir.

8. Les communautés locales ou de base

Par communautés locales ou de base, on entend ici les collectivités décentralisées ou déconcentrées : régions, départements, villes, villages, etc. il existe un très fort courant de pensée en faveur de la décentralisation du pouvoir politique perçue comme une réponse à la

demande de démocratie à la base et comme instrument de gestion plus efficace des ressources de la nation (cfr John Rawls, dans son ouvrage, libéralisme politique. Ce courant des pensées a gagné les experts des institutions multilatérales comme nationales de financement des pays en voie de développement. Le terme de régionalisation revient souvent dans la littérature produite par ces institutions et dans le vocabulaire politique. Si dans l'Afrique noire des communautés de base sont connues dans les sociétés traditionnelles, il convient, dans les Etats-nations fragiles, de faire preuve de beaucoup de prudence.

Si le principe de la démocratie à la base ne saurait être contesté dans sa fonction de promotion d'une participation des populations à la définition et à la satisfaction des besoins locaux articulés aux politiques publiques définies au centre, il n'est pas sûr du tout que le double parti de la démocratie à la base et de l'efficacité de la gestion des ressources locales puisse être tenu dans n'importe quelle situation. Si la démocratie fonctionne correctement à l'échelle nationale et si la société a atteint un certain degré de cohésion sociale, la décentralisation peut être une réponse opératoire aux exigences démocratiques à la base. Sinon on court le risque de voir se développer deux phénomènes : soit un redéploiement du système clientéliste central, soit des velléités de séparatisme régional. Tout peut dépendre aussi du degré d'autonomie à reconnaître aux collectivités de base. En tout état de cause, celles-ci ne doivent pas échapper aux règles et aux procédures démocratiques car si la démocratie est affairée d'institutions, elle est également et surtout affaire de la vie démocratique.

9. La vie démocratique

Le fonctionnement correct du régime politique démocratique se laisse constater par la vitalité de la vie démocratique. Nous avons jeté les bases de l'édifice, mais il faudra des années d'expérience, d'apprentissage et de perfectionnement pour que nous nous sentions à l'aise dans le système que nous aurons construit. Et même alors, nous aurons toujours quelque chose à apprendre.

Si, par contre nous nous interrogeons sur ce qui la justifie, nous considérons que les règles et institutions démocratiques sont un moyen de nous rapprocher de la société dans laquelle le pouvoir est effectivement aux mains du peuple libéré de toute domination.

Leur valeur se mesure en fonction de leur efficacité à parvenir à cette fin. Il faut donc se poser la question suivante : dans quelle mesure les pratiques démocratiques en vigueur contribuent-elles à la réalisation du pouvoir réel du peuple ? Je vais tenter d’y répondre dans cet essai.

10. La démocratie réduite

En théorie, la démocratie est le gouvernement du peuple par peuple et pour le peuple. Dans la pratique, les choses sont différentes. Les procédures démocratiques ont été conçues, mais elles se sont peu à peu écartées de l’objectif fixé pour arriver à un système politique différent. Ce phénomène est dû en partie.

11. Bureaucratie

La bureaucratie est un terme crée en 1759 par Vincent Gournay, composée de deux mots : *Bureau* et *cratie*(*pouvoir*) qui est une forme d’organisation du travail inventé par les chinois²¹ pouvoir de la bureaucratie s'ajoute à celui des cadres des partis, avec lequel il se confond en partie. La bureaucratie remplit une fonction indispensable dans tout Etat-nation, fonction qui s'accroît dans un Etat démocratique. L'Etat homogène exige une administration centrale efficace ; l’Etat social, produit du suffrage universel, conduit à un élargissement des services publics. Les deux besoins ont donné naissance à un énorme appareil bureaucratique, monstre privilégié des sociétés modernes.

12. Différence entre la bureaucratie et la démocratie

Le tableau ci-dessous nous retrace la nette distinction entre bureaucratie et démocratie :

Bureaucratie	Démocratie
- Les décisions sont prises au sommet et exécutées à la base, - L'appareil bureaucratique exige une hiérarchie, une direction autoritaire, une discipline des fonctionnaires. - Gère le système politique à partir du haut	- La base décide et le sommet exécute, - Encourage l'égalité, l'autonomie, l'absence de sujétion entre citoyen, - Met le pouvoir en question à partir du bas

²¹ Cfr dictionnaire Wikipédia.
ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

13. Technocratie

Dans les sociétés modernes, le développement technique s'ajoute au développement administratif. Les progrès de la technologie déterminent le rythme auquel vivent nos sociétés. Ils sont à la base de la production industrielle et agricole, des avancées dans le domaine des communications et de l'expansion des villes. Mais la technologie commence à envahir des domaines jusqu'à présent réservés aux sociologues et aux politiques. De plus en plus, l'administration publique fonde ses décisions sur les techniques de planification et de distribution, et les calculs du rapport coûts-avantages. L'économie devient affaire d'experts, fascinés par les modèles formels, les variables monétaires, et le comportement des marchés financiers. L'une et l'autre fondent leurs propositions sur des considérations de rendement et d'efficacité étrangères aux valeurs sociales.

14. Démocratie et mondialisation

Dans le processus actuel de mondialisation, les décisions des experts dépendent de plus en plus de facteurs exogènes : situation du marché international, politiques économiques définies par le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, flux des investissements étrangers, mouvements des capitaux. Les progrès technologiques mondiaux imposent aussi des décisions fondamentales pour le développement industriel du pays. Souvent, la technocratie doit écouter les voix extérieures avant d'entendre celles de l'intérieur. Ainsi, les sociétés actuelles posent-elles un nombre croissant de problèmes appelant des solutions qui ne sont pas de la compétence des citoyens ; seuls des experts sont en mesure de les proposer. La « technicisation » de la société réduit considérablement l'éventail des décisions que peut prendre l'homme de la rue.

L'idéal de la démocratie, c'est de donner à tout membre de la société la possibilité de décider librement des questions qui le concernent. La technique, par contre, l'oblige à se plier aux décisions des spécialistes. Et les domaines dans lesquels celles-ci sont prises sont de plus en plus nombreux. Le rôle du citoyen est réduit à celui de consommateur d'idées et de produits obéissant, incapable de décider lui-même de la majorité des questions qui concernent la collectivité.

Les cadres des partis, les bureaucrates et les techniciens constituent un corps professionnel dominant, qui doit prendre les décisions relatives aux affaires collectives. En son sein, les tensions et les conflits sont fréquents. L'opposition entre « politiques » et « technocrates » est la règle à l'intérieur du gouvernement.

En effet, les recommandations des techniciens et des bureaucrates ne servent que rarement les intérêts de l'homme de parti, et il arrive que les solutions proposées par les technocrates ne tiennent aucun compte des projets politiques. Mais leurs divergences sont moins grandes que leur dépendance réciproque et, en tout cas, elles s'expriment à l'intérieur du secteur que détient le pouvoir de décision. Car c'est lui qui doit maintenant décider des options que la démocratie assurerait aux hommes et aux femmes du peuple. Si nous entendons par démocratie le pouvoir du peuple en tant que tel, nous assistons à un recul décisif de cette dernière qui, avec l'assentiment du peuple, est confisquée par un secteur qui prend les décisions et dépend en partie de décisions extérieures. La confiscation du pouvoir n'est pas le fait de forces contraires à la démocratie, elle ne résulte pas d'un coup d'Etat ou d'une révolution populiste ; elle émane du développement des institutions et des pratiques qui constituent la démocratie.

La démocratie radicale

Les institutions démocratiques ont été créées pour réaliser l'idéal du gouvernement du peuple par le peuple. Avec les années, nous pouvons dire dans quelle mesure elles y sont parvenues. Le bilan est contrasté. La démocratie véritable a prouvé qu'elle est effectivement un processus indispensable pour lutter contre un pouvoir arbitraire ; elle est le nécessaire alternatif au totalitarisme, aux dictatures militaires et aux régimes autoritaires déguisés. Elle est l'instrument indispensable de tout processus de libération face aux systèmes d'oppression. Toutefois, les institutions appelées à garantir la démocratie ont fini par la limiter et même la confisquer. Il ne s'agit pas pour autant de les détruire, mais de les amener à accomplir la mission pour laquelle elles ont été créées. Surmonter les limitations imposées à la démocratie, c'est avancer vers une démocratie radicale.

Une démocratie radicale serait celle qui redonnerait au peuple la possibilité de participer activement aux décisions relatives à tous les aspects collectifs qui le concernent, celle qui ferait enfin que le peuple n'obéisse pas à d'autres maîtres que lui-même. Cependant, le peuple véritable n'est pas la somme d'individus que rien ne distingue, et qui forment un Etat-nation homogène.

Le peuple véritable est hétérogène, il est constitué d'une multitude de communautés, de villes, d'organisations sociales, de groupes, de régions, d'ethnies et de nationalités, de secteurs, de corporations, de confessions, de sectes, de fédérations, parfois opposés ou entremêlés. L'homme du peuple est un citoyen abstrait, « quelqu'un » de pareil à n'importe quel autre. C'est une personne qui est affiliée à diverses entités sociales, qui appartient à des groupes divers et qui a une culture spécifique, des caractéristiques propres et une identité qui le distingue des autres. C'est un homme qui est lié à des systèmes locaux. Exercer son autonomie signifie, pour lui, décider de sa propre existence dans un environnement concret, et donc participer aux décisions collectives dans la mesure où elles ont une incidence sur sa situation personnelle. Une démocratie radicale serait une démocratie qui reposerait sur le pouvoir de ce peuple véritable. Ainsi comprise, c'est un idéal. La réaliser sera sans doute impossible. Mais nous ne pourrions pas même nous en approcher si nous n'en faisons pas une idée qui guide la pratique politique. Les voies qui peuvent conduire à ce but lointain sont diverses. Voyons les principales.

15. Diffusion des pouvoirs

La démocratie idéale est une antithèse du pouvoir centralisé, imposé du sommet ; pour qu'elle se réalise, il faut abolir toute domination particulière exercée par un centre. Le pouvoir doit être là où le peuple réel peut l'exercer, là où il vit : le pouvoir doit être diffusé du sommet aux multiples lieux où travaillent les hommes. Le secteur politique-bureaucratique-technique des institutions démocratiques accapare un pouvoir qui tente de s'imposer aux multiples forces locales ; dans une démocratie réelle, les pouvoirs locaux utiliseraient les instruments centraux de gouvernement. Le développement des Etats modernes empêche les pouvoirs locaux de prendre la place du pouvoir national, mais elle n'est pas un obstacle à un équilibre. Sans supprimer le pouvoir central, les divers pouvoirs locaux peuvent participer à ses décisions, les

connaître en temps voulu et exercer un contrôle partiel sur elles.

Dans les pays qui n'ont pas encore pleinement accédé à la modernité, la vie collective dans les communautés et les petits villages reste une réalité. En Asie, en Afrique et en Amérique latine, la vie communautaire, propre aux cultures non occidentales, fait perdurer les valeurs traditionnelles de l'individu au service de la communauté ; dans bien des cas, il subsiste en elles des formes de participation collective aux décisions et de contrôle direct des dirigeants par la communauté. Au lieu de suivre aveuglément le plan de modernisation défini sur le modèle occidental, il est encore possible de préserver et de renforcer dans ces pays les formes de vie communautaire, qui sont la pierre angulaire d'une démocratie véritable mot démocratisation décrit un processus et il représente donc une série d'évolutions²².

Par conséquent, le, contenu de la démocratisation est nécessairement relatif et contextuel, notamment en ce qui concerne la responsabilité pour les abus des régimes précédents²³. Dans les pays en transition, la démocratisation couvre aussi les sociétés des Pays les Moins Avancés (PMA), dont les priorités sont à la fois le développement économique et la démocratie. Mais, quand bien même ces deux objectifs ne sont pas incompatibles, il est en fait très difficile de les réaliser de concert. A cet égard, la Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme affirme: « La Conférence mondiale sur les droits de l'homme réaffirme que les pays les moins avancés qui s'attachent à faire progresser la démocratisation et les réformes économiques, dont nombre de pays africains, devraient recevoir l'appui de la communauté internationale de manière à franchir le cap du passage à la démocratie et au développement économique »²⁴.

16. Démocratie, Etat de droit et droits de l'homme

La démocratie, dans toutes ses acceptions, exige l'existence et le libre exercice de certains droits fondamentaux individuels et collectifs sans lesquels aucune démocratie, quelle qu'en soit la forme, ne peut

²² Charte de Paris pour une nouvelle Europe. 301 LM (21 Novembre 1991)

²³ Convention américaine relative aux droits de l'homme, ouverte à la signature le 22 novembre 1964 : 360. A. S.T.S.

²⁴ 114 U.N.T.S. 123. THOMAS BUECENTAL AND SHELTON, PROTECTING HUMAN RIGHTS IN AMERICAN (N.P. Eugle éd., Institut International des Droits de l'homme. Kehl. Allemand. Strasbourg, France. ; 4 éd. Rév.1995)

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

exister. Ce sont, en particulier : le droit à la vie, le droit à la liberté, le droit à la propriété, et des garanties suffisantes du droit, l'égalité ; la non-discrimination, la liberté d'expression et de réunion, le droit de saisir les tribunaux et de former des recours. D'autres droits émanent de chacun de ces droits fondamentaux. Toutefois, l'application équitable et réelle de tous les droits fondamentaux dépend des droits de procédure²⁵ Ceux-ci sont énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme²⁶, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques²⁷, le Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels et d'autres instruments et normes des droits de l'homme. Les Conventions régionales dotées de mécanismes d'application, telles que la Convention européenne des droits de l'homme, des libertés fondamentales et ses Protocoles aussi la Convention américaine relative aux droits de l'homme ont contribué, de manière notable, à consolider le tissu de la démocratie. Le système d'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples s'oriente dans la même direction que ses équivalents européens et américains mais à un rythme plus lent des efforts doivent encore être faits. Reste que des progrès constants sont accomplis aux échelons international et régional ; ils témoignent de la corrélation qui existe entre les normes internationales, régionales et nationales des droits de l'homme (qui sont le fondement nécessaire de la démocratie, indépendamment de la manière dont elle est conçue).

17. Démocratie, Etat de Droit et Droit de l'homme

Le lien qui existe entre la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit est mis en évidence dans la Charte de Paris pour une Nouvelle Europe qui déclare une nouvelle ère démocratique, de paix et d'unité. « *Nous, chef d'Etat ou de gouvernement des Etats participant à la Conférence*

²⁵ FATSAH ODGUERRCOTZ. LA CHARTE AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES : UNE APPROCHE JURIDIQUE DES DROITS DE L'HOMME ENTRE TRADITION ET MODERNITE (Presse Universitaire de France, Paris, 1993) ; KEBE MBAYE, LES DROITS DE L'HOMME EN AFRIQUE (PEDONE, Paris ? 1992): voir aussi THE PROJECTION OF HUMAN RIGHTS IN AFRICAN CRIMINAL PROCEDURE, (M. Cherif Bassiouni & Ziyad Motala eds., Martinus Nijhoff Publishers.

²⁶ L'organisation de la Conférence islamique a élaboré une Charte islamique des droits de l'homme, qui n'est pas appliquée. La Ligue des Etats arabes a élaboré un projet de Charte arabe des droits de l'homme sur le modèle d'un projet mis au point par un groupe d'experts, qui s'est réuni à Syracuse, Italie, en décembre 1985 et adopté par l'union des avocats arabes.

²⁷ Charte de Paris pour une nouvelle Europe, 30.1 L.M (21 nov.1991)

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

sur la sécurité et la coopération en Europe, sommes réunis à Paris à une époque de profonds changements et d'espérances politiques. L'ère de la confrontation et de la division en Europe est révolue. Nous déclarons que nos relations seront fondées désormais sur le respect et la coopération. L'Europe se Libère de l'héritage du passé. ²⁸» Le courage des hommes et des femmes, la puissance de la volonté des peuples et la force des idées de l'Acte final d'Helsinki ont ouvert une ère nouvelle de démocratie, de paix et d'unité en l'Europe. Il nous appartient aujourd'hui de réaliser les espérances et les attentes que nos peuples ont nourries pendant des décennies : un engagement indéfectible en faveur de la démocratie fondée sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales ; la prospérité par la liberté économique et par la justice sociale ; et une sécurité égale pour tous nos pays. Les dix Principes de l'Acte final nous guideront vers cet objectif ambitieux comme ils ont éclairé notre voie vers des relations meilleures au cours des quinze dernières années. La pleine mise en œuvre de tous les engagements de la CSCE doit servir de fondement aux initiatives que nous prenons aujourd'hui pour permettre à nos nations de vivre conformément à leurs aspirations. Droits de l'homme, démocratie et Etat de droit. Nous nous engageons à édifier, consolider et raffermir la démocratie comme seul système de gouvernement de nos nations.

A cet effet, nous nous conformerons à ce qui suit : Les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont inhérents à tous les êtres humains, inaliénables et garantis par la loi. La responsabilité première des gouvernements est de les protéger et de les promouvoir. Les observer et les exercer pleinement donne leur fondement à la liberté, à la justice et à la paix. Le gouvernement démocratique repose sur la volonté du peuple, exprimée à intervalles réguliers par des élections libres et loyales. La démocratie est fondée sur le respect de la personne humaine et de l'Etat de droit. Elle est le meilleur garant de la liberté d'expression, de la tolérance envers tous les groupes de la société et de l'égalité des chances pour chacun. La démocratie, de par son caractère représentatif et pluraliste, implique la responsabilité envers l'électorat, l'obligation pour les pouvoirs publics de se conformer à la loi et l'exercice impartial de la justice. Nul n'est au-dessus de la loi cause principale de l'apathie et de l'indifférence dans une société. Et l'apathie et l'indifférence offrent à quelques-uns la possibilité de mal gouverner, de violer les droits individuels et collectifs, et d'exploiter leurs concitoyens. Aucune

²⁸ Cfr Charte de Paris 1999.

démocratie ne peut survivre longtemps si les citoyens sont apathiques ou indifférence offrent aux méthodes du gouvernement - l'engagement et la participation à la vie publique et à l'appui de la société civile sont indispensables à la démocratie.

18. Démocratie, pluralisme et solidarité sociale

La Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme affirme que « tous les peuples aspirent à l'instauration d'un ordre international fondé sur les principes de la Charte des Nations Unies » et notamment à la « démocratie ». La Charte, dans son préambule et dans ses articles 1 et 55, insiste sur le principe de l'égalité des nations et des peuples, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le respect des droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous. On peut dire que les principes de la Charte, associés aux normes internationales en matière de droits individuels et collectifs, garantissent implicitement deux droits sociaux essentiels, qui sont constitutifs de la démocratie. Ce sont le *pluralisme* et la *solidarité sociale*. Le premier impose aux sociétés non homogènes de promouvoir la tolérance et le respect des droits des groupes qui la composent. La seconde exige que tous les groupes qui forment une société jouissent de la solidarité sociale et économique. Le pluralisme et la solidarité sociale sont reflétés dans l'interdiction de toute discrimination et l'obligation qui est faite d'assurer l'égalité.

Mais, contrairement à certaines idéologies, comme le marxisme, qui elles aussi aspirent au pluralisme et à la solidarité sociale, l'objectif que se sont donné les démocraties se fonde sur la philosophie de l'humanisme social. Alors que pour le pluralisme cette philosophie est compatible avec le capitalisme libéral, tel n'est pas nécessairement le cas pour la solidarité sociale. Celle-ci est plus proche de ce que l'on appelle la *social-démocratie*, qui est une forme de socialisme libéral. Il ressort de ce qui précède qu'un discours sur le pluralisme, et plus encore, sur la solidarité sociale introduira nécessairement dans le débat des considérations d'économie politique, qui suscitent des opinions très divergentes. Depuis l'effondrement du marxisme et du socialisme en tant que formes de gouvernement, la notion de solidarité sociale a régressé dans les sociétés démocratiques face à un capitalisme libéral plus agressif. Les sociétés démocratiques devront donc affronter une tâche difficile : déterminer si la solidarité sociale est l'élément fondamental d'une société démocratique. Elles devront aussi se poser la question de savoir si le pluralisme est ou pas un élément indispensable de la démocratie, et si les sociétés qui pratiquent l'exclusion raciale, ethnique ou religieuse peuvent toujours être considérées

comme démocratiques, ou si elles deviennent non démocratiques quand elles rejettent ou tiennent à l'écart ceux qui ne font pas partie du groupe majoritaire.

La mise en œuvre de mécanismes de responsabilité aux échelons politiques et judiciaires pour garantir la légalité et l'intégrité des processus politiques et administratifs pour ceux qui exercent le pouvoir et ceux qui aspirent à l'exercer. Parce que nous vivons une ère de sur-implication, l'expression « élections libres et régulières » est la formule abrégée qui est utilisée pour refléter le premier ensemble d'éléments. Les formules « Etat de droit » et « respect et observance des droits de l'homme » résument les trois autres ensembles. A l'évidence, ces formules ont une signification bien plus large que ne le laissent paraître les mots qui sont employés. Ce qui est essentiel, cependant, c'est que les démocraties et les processus démocratiques doivent faire fond sur les capacités nationales qui elles-mêmes sont tributaires de tout un éventail de facteurs, de l'éducation à la technologie qui tous dépendent de la disponibilité des ressources.

Internationalisation de la démocratie.

Un autre concept - l'élargissement de la démocratie à l'échelon international a fait son apparition ces dernières années. Connu sous le nom de « internationalisation de la démocratie », il est encore très rudimentaire. Il signifie l'égalité de vote et l'égalité de représentation des Etats dans les organisations internationales. Mais il implique aussi parfois une approche pondérée de l'égalisation du pouvoir dans les processus décisionnels internationaux. Cette dernière approche est une forme « d'action antidiscriminatoire » (*affirmative action*), telle qu'elle est comprise dans quelques systèmes nationaux où certains déséquilibres sociaux sont corrigés ou ajustés en accordant un traitement préférentiel à certains par rapport à d'autres.

Dans le cas de la représentation internationale, le déséquilibre des pouvoirs entre les Etats est corrigé à travers la « représentation géographique équitable » qui, dans les organes internationaux, assure aux pays en développement une plus finie représentation numérique qu'aux pays développés. Reste que malgré la Déclaration des Nations Unies sur les droits et les devoirs économiques des Etats les pays développés se gardent d'élargir ce concept au domaine économique international, où il se traduirait par le transfert de techniques aux Etats en développement, le partage des ressources naturelles et la prise en

charge de certains couts par les sociétés industrialisées. « L'internationalisation de la démocratie », telle qu'elle s'appliquerait aux droits et devoirs économiques est rendue plus complexe encore par le fait que les sociétés multinationales dominent le commerce et les investissements internationaux, ainsi que le développement des techniques. Ces multinationales sont guidées par le profit et ne sont pas soumises aux mêmes contraintes juridiques que les Etats dans leurs relations mutuelles. Qui plus est, les multinationales ne sont pas concernées par les considérations que certains Etats prennent volontairement en compte dans leurs relations étrangères.

On peut considérer aussi que « l'internationalisation de la démocratie » a remplacé le concept éphémère du « nouvel ordre mondial ». L'élargissement du droit à la démocratie au contexte de la paix et de la sécurité a été manifesté en 1994 quand l'Assemblée générale des Nations Unies a autorisé, dans sa résolution n° 940, l'utilisation de « tous les moyens nécessaires », pour faciliter le retour au pouvoir du gouvernement légitimement élu en Haïti, qui avait été renversé par la force militaire (1996). Pour la première fois depuis l'adoption de la Charte des Nations Unies, une action collective, comportant même le recours à la force, a été engagée pour restaurer un gouvernement démocratique. Enfin, on peut considérer que l'« internationalisation de la démocratie » consiste en une protection internationale et régionale croissante des droits de l'homme, le domaine où les progrès accomplis dans l'établissement des bases de la démocratie sont les plus évidents.

19. Démocratie et paix

Enfin, un autre concept encore a fait son apparition dans le discours public, selon lequel la démocratie en tant que système national de gouvernement favorise la paix et la sécurité internationales. Ce concept est certes intéressant. Mais un système démocratique national de gouvernement ne se traduit pas nécessairement par une conduite internationale démocratique ou par une conduite des relations internationales qui contribue au maintien de la paix ou qui est respectueuse de la légalité internationale.

En effet, la manière dont les Etats, y compris ceux qui ont des gouvernements démocratiques, conduisent leurs relations internationales obéit essentiellement à des considérations de pouvoir

et à des intérêts économiques. Il se peut qu'elles ne produisent pas ce qui est généralement considéré comme une conduite démocratique, c'est-à-dire, licite ou régulière, et équitable. Il est donc dangereux de sur-simplifier la relation qui existe entre les formes démocratiques nationales de gouvernement et la paix et la sécurité internationales, surtout en ce qui concerne l'honnêteté politique et économique aussi l'équité dans le partage des ressources et des techniques entre les sociétés développées et les sociétés en développement.

Néanmoins, une autre voie internationale s'est ouverte, qui offre des possibilités accrues de réaliser un ordre mondial, à savoir la justice internationale. Le fait que l'autorité de la Cour internationale de Justice soit de plus en plus acceptée et l'établissement de deux tribunaux spéciaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda sont des signes encourageants.

La création envisagée d'un tribunal pénal international permanent, chargé de poursuivre les responsables de crimes internationaux, tels que l'agression, le génocide, les crimes contre l'humanité ou les crimes de guerre, est plus encourageante encore. S'il n'y a pas de certitude, on peut au moins espérer que la réalisation de la justice internationale favorise non pas la paix, mais l'internationalisation de la démocratie, en tant qu'ordre mondial plus licite et plus légitime. La démocratie se reconnaît à certains principes essentiels et à un ensemble d'institutions et de pratiques par lesquels passe la réalisation de ces principes.

23. Les droits des citoyens

Si le point de départ de la démocratie est le droit des citoyens d'être partie prenante des décisions qui ont une incidence sur leur vie, droit qui est le même pour tous, il faut un ensemble d'autres droits pour que ce droit politique fondamental soit une réalité. Ce sont les droits et libertés d'expression, d'association et de réunion, que l'on connaît bien. Le droit d'exprimer librement son opinion suppose l'existence de médias indépendants et de lois qui préviennent les concentrations abusives de médias entre les mains d'un seul propriétaire. La liberté d'association inclut le droit de créer des associations à des fins économiques, sociales et culturelles, y compris des partis politiques. Le droit de réunion pacifique suppose la libre circulation à l'intérieur des pays et entre eux. Aucun de ces droits ne saurait être véritablement exercé en l'absence de liberté, de sécurité et de légalité. La démocratie

est donc inséparable des droits et libertés fondamentaux de la personne et du devoir de respecter ces mêmes droits et libertés pour les autres.

24. Les théories démocratiques au crible de la raison

Les théoriciens de la démocratie s'interrogent pour savoir si la garantie des droits économiques, sociaux et culturels est aussi une condition nécessaire à la démocratie, ou si elle fait simplement partie des arguments que se renvoient en démocratie des programmes et des partis rivaux. Pour moi, il semble évident que, pour que les droits civils et politiques aient quelque valeur, il faut que les citoyens soient en mesure de les exercer. Ceux qui n'ont pas l'instruction nécessaire pour jouer utilement un rôle dans la société, ou qui n'ont pas de moyens d'existence assurés n'ont sans doute pas l'aptitude à être des acteurs de la démocratie. Comme le laisse à penser l'histoire de notre siècle, l'exclusion sociale aboutit à l'aliénation civile et politique des exclus et constitue un terrain favorable à l'intolérance politique et à des mesures de répression qui sont préjudiciables à la qualité de la démocratie, même si elles n'en menacent pas vraiment l'existence. Quelles que soient les stratégies appliquées en matière de développement économique. Il faudrait considérer comme une condition importante plutôt que comme un aboutissement éventuel de la démocratie, une répartition des ressources de la société telle que tous aient le minimum requis pour exercer effectivement leur rôle de citoyen. Une autre question les agite : devant les handicaps auxquels se heurtent certains groupes par rapport à d'autres dans l'exercice de leurs droits civils et politiques, faut-il prendre des mesures palliatives au-delà de la politique de lutte contre la discrimination qui, de l'avis de tous, est une condition de l'égalité des citoyens et jusqu'où faut-il aller ?

Les femmes sont ici un sujet de préoccupation particulier parce que leur rôle traditionnel dans la famille et leurs responsabilités dans ce domaine les empêchent souvent de jouer pleinement leur rôle dans les affaires publiques et que, par rapport aux hommes, elles sont insuffisamment représentées dans les parlements et les gouvernements démocratiques. Il vaut la peine de signaler que les pays qui ont le mieux réussi à corriger ce déséquilibre sont ceux qui ont adopté une politique d'action palliative, formelle ou non, et que ce type de politique est explicitement approuvé comme mesure ; temporaire par la Convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de

discrimination à l'égard des femmes.

Comme l'ont souligné de nombreux auteurs récents, le principe de **Légalité des citoyens** doit aussi laisser place à la différence de croyances, de modes de vie, d'identité. Partout aujourd'hui, les sociétés se caractérisent par le pluralisme, linguistique, religieux, culturel ou ethnique. Il est aujourd'hui reconnu comme un principe démocratique qu'il faut se réjouir de cette diversité et la préserver, si besoin est, à cause du respect égal dû et chacun et à la condition que ceux qui sont protégés témoignent envers les autres du même respect. Et là où la diversité donne lieu à un désaccord ou à un conflit, le règlement en démocratie lie passe par la discussion et le dialogue, plutôt que par l'imposition et la contrainte. **Légalité des citoyens** commande donc une forme complexe d'égalité plutôt qu'une simple uniformité.

Ainsi, c'est en garantissant aux citoyens **Légalité des droits** pour leur permettre d'influencer les décisions qui ont une incidence sur leur vie, que l'on jette les bases de la démocratie. Le fait de protéger spécialement ces droits dans la législation ou la constitution ne peut donc pas être considéré comme une atteinte au principe démocratique, même si de telles mesures vont à l'encontre de la volonté exprimée par la majorité en une occasion donnée. Le principe majoritaire est dans le meilleur des cas un outil procédural nécessaire au règlement des désaccords lorsque d'autres méthodes ont été épuisées, mais non le summum de la perfection démocratique.

De plus, étant donné que, en tant qu'outil procédural, il tire sa justification du principe de l'égalité politique (chacun compte pour un mais aucun pour plus d'un), ce serait le contredire que de s'en servir pour passer outre à ce principe ou en limiter la portée.

25. Les institutions politiques de la démocratie

Si les principes démocratiques du contrôle populaire et de l'égalité politique ne peuvent se traduire dans les faits sans que soient garantis les droits fondamentaux des citoyens, ils ont aussi besoin d'un ensemble d'institutions politiques distinctes pour être appliqués. Bien que ces institutions puissent prendre des formes différentes selon la culture et la tradition des pays, l'éventail possible des variantes compatibles avec la démocratie doit forcément être limité. Les institutions caractéristiques, nées en Occident, des luttes menées pour soumettre l'Etat moderne au contrôle de la société, sont exemplaires pour les démocraties du monde

entier. Cela ne tient pas à une supériorité quelconque des mécanismes occidentaux. Il se trouve simplement que l'Etat centralisateur, prétendant au monopole de l'administration et des mesures de contrainte sur un territoire donné, est maintenant universel. Et que les tentatives faites au XXème siècle pour le démocratiser par des régimes populistes, marxistes ou à parti unique tout en évacuant la concurrence multipartisane, la séparation des pouvoirs et la primauté du droit, se sont toutes révélées illusoires.

Les institutions politiques démocratiques sont celles qui visent à investir les responsables publics d'un mandat populaire, à veiller à ce qu'ils ne cessent d'être comptables et réceptifs aux citoyens. L'investiture par le peuple passe par des élections régulières fondées sur la concurrence, auxquelles on procède au scrutin secret universel, qui présentent aux électeurs un choix de candidats et de politiques tout en leur donnant l'occasion de désavouer ceux qui n'ont plus leur confiance. Le rôle des partis politiques dans ce contexte est d'aider à canaliser le choix des électeurs en regroupant les mesures en programmes distincts, à sélectionner des candidats aptes à exercer des fonctions publiques, d'assurer la continuité nécessaire pour que les priorités gouvernementales approuvées par l'électorat puissent devenir réalité. Cependant, l'électorat est contrarié dans son choix et son contrôle là où il n'y a pas de séparation nette entre le parti et le gouvernement, ou pas d'organe indépendant tel qu'une commission électorale habilitée à veiller à ce que les élections soient « *libres et régulières* » et à ce que leurs résultats soient acceptés par tous les candidats. Il est également contrarié si le système électoral ne garantit pas une représentation parlementaire équitable aux différentes composantes de la société.

Bien que les élections soient un mécanisme d'une importance décisive pour le contrôle de la puissance publique par le peuple, elles sont en soi d'une efficacité limitée en l'absence d'institutions veillant à ce que la puissance publique reste comptable de ses actes devant le public. A ce sujet, le devoir des parlements n'est pas seulement d'approuver les lois, notamment en matière d'impôt, au nom de l'électorat, mais d'exercer un contrôle constant sur les politiques et les actes de l'exécutif. Et, pour remplir efficacement cette fonction, ils ont besoin d'une indépendance et de prérogatives suffisantes.

Autre élément crucial de l'obligation de rendre compte : il faut que tous les agents de la puissance publique agissent dans les limites des compétences qui leur sont explicitement conférées par le parlement ou la Constitution, c'est ce qu'on appelle la « *légalité* » ce qui suppose à son tour une justice indépendante, protégée contre toute ingérence de l'exécutif ou des partis. Enfin, aucun gouvernement ne peut être effectivement comptable de ses actes si son activité n'est pas tout entière livrée à l'examen du public, conformément au principe de la liberté d'information. Outre l'investiture par l'électorat et l'obligation de rendre constamment des comptes, tout gouvernement démocratique doit remplir une troisième condition : « *être à l'écoute de l'opinion publique.* »

26. L'application de la démocratie

Dans la définition et l'application de leur politique, les gouvernements démocratiques se caractérisent par des procédures systématiques de consultation des milieux intéressés, par leur aptitude à admettre l'opinion d'experts indépendants et à accepter comme partenaires des associations compétentes de la société civile. En outre, ils donnent aux usagers la possibilité de s'exprimer sur la façon dont sont assurés les services publics et ils prévoient des mécanismes de recours, des médiateurs par exemple, auxquels les citoyens peuvent faire appel en cas de dysfonctionnement de l'administration. Bien que ces procédures soient souvent lentes, elles contribuent de manière non négligeable tant à l'efficacité qu'à l'acceptabilité de l'action gouvernementale. C'est dans ce contexte en particulier que l'argument en faveur d'une administration locale élue, proche de l'électorat sent prend toute sa force. L'investiture par le peuple, la comptabilité devant le public, l'écoute de la société sont des traits par lesquels se distinguent des institutions politiques démocratiques, qui leur donnent le droit d'être appelées « *démocratiques* ».

Comme je l'expliquai plus haut sur le multipartisme, la concurrence électorale, la séparation des pouvoirs, la légalité, etc., sont démocratiques, ce n'est pas parce que ce sont des pratiques de régimes dits « *démocratiques* », mais bien parce qu'elles se sont révélées au fil du temps des mécanismes nécessaires à un contrôle populaire constant et à l'obligation de rendre compte. Et ces mêmes critères peuvent servir à évaluer l'efficacité démocratique de ces institutions dans un contexte donné, autant qu'à juger du potentiel démocratique d'innovations ou de variantes institutionnelles estimées adaptées à telles cultures et traditions historiques.

On dit souvent que le problème de la démocratie n'est pas tant de définir ce qu'elle est ou de s'entendre sur ses procédures et principes fondamentaux que de savoir les appliquer et s'y tenir dans des conditions d'imperfection. C'est dans les démocraties nouvelles ou en développement que ces problèmes se font le plus vivement sentir, mais les démocraties confirmées les rencontrent aussi. De fait, le triomphe, supposé mondial, de la démocratie depuis 1989 a coïncidé avec un malaise général qui a pour origine le processus démocratique dans les démocraties établies de longue date. Nous allons passer brièvement en revue

certaines de ces problèmes les plus graves, l'affermissement de la démocratie au niveau de : *Etat-nation* et que, sans les premières, cette dernière demeurera forcément instable et incomplète.

27. Conclusion

La démocratie ne consiste donc pas seulement à faire accéder le peuple à tous les leviers importants du pouvoir et à garantir par des mécanismes, institutions et forces de la société qui ont pour effet de consolider et d'approfondir la démocratie formelle. Les médias sont, ou du moins devraient être, l'un des mécanismes utiles au renforcement de la démocratie. Pour qu'ils puissent jouer un rôle constructif, ils ne doivent subir aucune contrainte juridique ou politique. Ils devraient être protégés de la censure ou des mesures d'interdiction par les libertés d'expression, d'association et de publication. Bref, ils devraient avoir la liberté de dire ce qu'ils veulent. Ils doivent être indépendants du pouvoir gouvernemental et assez forts en tant qu'institution pour représenter les points de vue et horizons les plus divers. Cette dernière condition est plus facile à formuler qu'à remplir. Il faut éviter que les mesures prises par les autorités pour encourager la diversité ne soient perçues comme des atteintes à l'indépendance des médias, ou ne le deviennent. D'autres composantes de la société civile jouent un rôle tout aussi important. Lorsqu'elles sont nombreuses, militantes, indépendantes et diversifiées, les organisations non gouvernementales peuvent contribuer très fortement à ancrer la démocratie.

©Par Prof. Dr. MURHULA KATENGURA Christian

Chap. III. ESTIMATION DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX QUI AFFECTENT LA SOURCE D'EAU « COGA CA NDAKU » DANS LE VILLAGE DE

Par :

Christine Bahazabule RIZIKI²⁹

Yvonne Muzirigerha NYAWEZA



Norbert Mitima KAJIVUNIRA

30



Patient BIGOMOKERO³¹



MWANDA-KATANA²⁹

²⁹Chercheuse au Centre de recherche en sciences naturelles de Lwiro (CRSN-LWIRO), Département de l'Environnement, Laboratoire d'Economie de l'Environnement, BP. DS/ Bukavu, RDC. Née à Kahungu/Irhambi-Katana/Kabare/Sud-Kivu en RD Congo en 1983. Mariée et mère de 6 enfants. Ecole primaire à l'EP. Kabindi, l'école secondaire à l'Institut de Lwiro et les études universitaires ont été faites à l'Université Ouverte avec le grade de graduat en Economie en 2011 et celui de licence en Sciences Economiques et de gestion financière en 2013. De 2013 à 2014, Gérante de l'hôtel Auberge Les Rosiers de Katana ; 2014 à 2015, Technicienne de Recherche au Département de l'Environnement du CRSN-Lwiro ; 2015 à 2022 ; Assistante de Recherche de premier mandant au Laboratoire d'Economie de l'Environnement, Département de l'Environnement du CRSN-Lwiro ; 2016 à 2021, mobilisatrice communicatrice au sein de l'ONG projet TUSHINDE UJIURI dans l'approche de la relance économique à Katana ; 2018 à 2021, Assistante au sein de l'ONG Mercy Corps au Département de la bonne gouvernance et enfin 2022 à nos jours, Assistante de Recherche de deuxième mandant au Laboratoire d'Economie de l'Environnement, Département de l'Environnement du CRSN-Lwiro. Elle est co-auteur des articles sur l'impact du commerce du charbon de bois sur les conditions socio-économiques des ménages vendeurs du Nord-Ouest du territoire de Kabare, RD Congo publié dans la revue Afrique Science en 2022 et étude des peuplements phytoplanctoniques

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com



Venant Amani
MAHESHE³³



Kambale
Bertin NDEGEYI³⁴

Résumé

Le défi le plus urgent auquel la population congolaise fait face aujourd'hui reste l'accès adéquat à l'eau potable. Une étude descriptive de la source d'eau « Coga Ca Ndaku » a été réalisée dans le sous-village Burhalange, village de Mwanda en groupement d'Irhambi-Katana entre février 2022 et octobre 2022. Les paramètres socio-économiques de l'environnement de la source d'eau ont été identifiés par observation directe. Les déchets solides et liquides produits par les établissements implantés dans le milieu ont été identifiés et quantifiés. Les paramètres physico-chimiques et

des écosystèmes aquatiques de la région de katana, côte occidentale du lac Kivu, RD Congo publié dans la revue Afrique Science en 2017.

³⁰ Chercheur de l'Institut Supérieur Pédagogique de Kabare (ISP-Kabare), Section de Sciences Exactes, Département de Géographie-Environnement.

³¹ Centre de Recherche en Science Naturelle de LWIRO (CRSN-LWIRO), Département de l'Environnement, Laboratoire d'Ecosystème aquatique, BP DS Bukavu, RDC.

³² Institut Supérieur Pédagogique de Kabare (ISP-Kabare), Section de Sciences Exactes, Département de Biologie. jlkayeye@gmail.com

³³ Chercheuse à l'Institut Supérieur de Technique Commerciale et Economique, Section de Développement Communautaire, Département de Gestion de l'Environnement.

³⁴ Chercheur au Centre de Recherche en Sciences Naturelles de Lwiro, Département de Biologie, Laboratoire de Malacologie, BP. DS/Bukavu, RDC.

bactériologiques ont été prélevés et analysés dans un kit de l'Agua. Oxfam.

Les résultats indiquent que la faible participation de la population dans la gestion de la source d'eau est la cause principale de la persistance de l'insalubrité notoire observée dans son périmètre de protection. L'analyse de quelques paramètres physico-chimiques et bactériologiques montre que l'eau est propre et peut être consommée sans problème. Cependant, pour maintenir cette potabilité, quelques propositions ont été formulée : le renforcement des mesures visant à rendre obligatoire les travaux d'assainissement du milieu, la formation de la population sur la gestion des déchets et des ressources en eau, la vulgarisation et la mise en application de la loi n° 15/026 de 2015 portant sur l'eau afin de punir les récalcitrants qui s'absentent volontairement au «salongo» car, l'impunité est à la base de la faible participation de la communauté dans la gestion de la source. Cette étude, menée à l'échelle d'une seule source, constitue une base solide pour d'autres sources du milieu.

Mots clés : déchets, potabilité, environnement, facteurs, gestion.

Abstract

The more urgent challenge on which congolese people does front remains adequate access to potable water. A descriptive study of the water spring Coga Ca Ndaku has been realized in the sub-village Burhalange, village of Mwanda of Irhambi-Katana grouping between february 2022 and october 2022. Water spring socio-economic parameters of the environment have been identified by direct observation. Solid and liquid wastes produced by implanted establishment in the study area have been identified and quantified. Physico-chemical and bacteriological parameters have been collected and analyzed in Agua Oxfam kit. Results indicate that week involvement of people in water spring management is the main cause of persistence notorious insalubrious observed in its protection perimeter. The analysis of some Physico-chemical and bacteriological parameters shows that water is proper and can be consumed without any problem. However, for maintaining this potability, some propositions have been formulated : the strengthening of measures

aiming to do obligatory the works of area sanitation, the capacitation of the people on wastes and water resources management, the vulgarization and the stake in application of the law n° 15/026 of 2015 curbing on water in the objective of punishing the recalcitrants who do not respect voluntarily the «salongo», because, the impunity is the principal cause of the weak involvement of community in water spring management. This survey, conducted on one water spring only scale, constitute a solid basis for other water springs in this study area.

Key words : wastes, potability, environment, factors, management.

1. Introduction

L'eau constitue une substance nécessaire pour la survie de l'homme. C'est ainsi qu'elle est comptée parmi les substances les plus utilisées par l'homme. Si sa quantité totale présente sur terre est généralement supposée à peu près constante, l'accroissement rapide de la population jouant à l'extension des villes sur les milieux ruraux et à l'exploitation intensive des sols pour des fins économiques influencent fortement la quantité et la qualité de l'eau dans la nature³⁵.

La population mondiale consomme en grande partie l'eau souterraine, devenant ainsi un recours inévitable que constitue les nappes phréatiques, il est difficile de les estimer étant donné leur situation dans le sol et les couches profondes de la terre³⁶. La connaissance des ressources disponibles, de leur qualité et de leur variation dans le temps et l'état d'autres conditions physiques et socioéconomiques constituent un préalable fondamental pour une planification et une conception rigoureuses de projets d'eau durables et économiquement efficaces. Il est donc essentiel de mettre en place un mécanisme d'acquisition de données et de connaissances sur le secteur de l'eau à tous les niveaux institutionnels.

Le sous-sol de la République Démocratique du Congo regorge d'importantes potentialités en eau et en écosystèmes aquatiques dont la gestion, la protection et la mise en valeur sont tributaires de nouveaux défis qu'impose le développement, la lutte contre la pauvreté et le

³⁵PNUE, 2011

³⁶Ahoyo *et al.*, 2011

changement climatique (loi n° 15/026, 2015). Le pays est parcouru par le fleuve Congo et ses affluents et il est caractérisé par d'importantes précipitations qui alimentent les nappes phréatiques sans retard.

Malgré cette abondance d'eau douce en RDC, le défi le plus urgent auquel la population congolaise fait face reste l'accès adéquat à l'eau potable salubre³⁷. Près de 27 millions des congolais vivant dans les zones rurales et péri-urbaines n'ont pas accès à l'eau potable³⁸. Les résultats d'une enquête démographique sanitaire de 2014 en République démocratique du Congo menée conjointement par le ministère de la santé et de l'enseignement primaire et secondaire en 2014 montrent que la couverture en eau potable dans l'ensemble du pays reste encore faible. En tout, 26% dont 17% dans les zones rurales et 9% en milieu urbain ont accès à l'eau potable. Ce contexte de faible accès à l'eau potable est la cause de la propagation de nombreuses maladies et décès en RDC. Plus de 40 millions de congolais dans des zones rurales et péri-urbaines sont exposés à des maladies d'origine hydrique³⁹. L'amélioration de l'accès à l'eau potable constitue l'une des aspirations nationales et régionales dans le Projet National de Développement de la république démocratique du Congo pour 2015-2030⁴⁰. La plupart des zones rurales n'ont pas encore accès à l'eau potable et le temps consacré au captage d'eau pour une utilisation quotidienne reste importante⁴¹. La Croix-Rouge internationale est convaincue que l'amélioration de la santé des populations congolaises ne peut se faire que par l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, couplée à un programme de sensibilisation à l'hygiène. Pour autant dire que, la question de l'accès à l'eau et à l'assainissement est considérée comme prioritaire par l'ensemble de la communauté internationale notamment à travers les Objectifs 6, cible 7 et Objectif 7, cible 10 du millénaire pour le développement⁴².

³⁷ Binette, 2009

³⁸ Bagalwa *et al.*, 2013

³⁹ Petit, 1990

⁴⁰ Belhedi, 2010

⁴¹ Bugoma *et al.*, 2016

⁴² Bentekhici, 2016

Dans le territoire de Kabare en général et dans le groupement d'Irhambi-Katana en particulier, le problème d'eau potable n'est pas nouveau. Dans le village de Mwanda où les sites d'eau Coga Ca Ndaku sont envahis de part et d'autre par des constructions et activités anthropiques qui mettent en péril la source d'eau Coga Ca Ndaku, une gestion de l'eau s'impose.

En effet, située dans le versant oriental du centre de négoce de Katana, cette source est devenue un bassin de réception des immondices venues des multiples rejets en amont du centre de négoce de Katana. Les usagers de cette source ont difficile à accéder à l'eau pendant la saison pluvieuse à cause d'une avalanche des déchets apportés par les eaux de ruissellement. Aussi, les risques d'affecter la qualité et la quantité de l'eau de cette source sont élevés constituant ainsi un danger pour les usagers de cette source d'eau. Différents rapports épidémiologiques consultés au bureau de la zone de santé de Katana rapportent la persistance, dans cette entité de la source Coga Ca Ndaku, des maladies d'origine hydrique (dysenterie, choléra, diarrhées aiguës, etc.) ; d'ailleurs, le rapport annuel de l'année 2021 présente le sous village Burhalange où se trouve la source Coga comme épicerie de ces maladies. Dans la même entité, on observe la régression du pouvoir productif de la population, amplifiant la crise socio-économique dans laquelle se trouve plongée actuellement la population. La production agricole quant à elle a fortement baissée et des cas de malnutrition sont fréquemment signalés dans le milieu.

La question qui se pose ici n'est pas celle de manquer l'eau comme c'est le cas dans plusieurs villages du groupement d'Irhambi-Katana, mais plutôt celle de savoir pourquoi la population n'accorde pas une priorité à l'entretien de cette ressource dont la dégradation alarmante expose toute la communauté à des risques de maladies. Le manuel d'urbanisme pour les pays en développement précise qu'une eau contaminée est très difficilement réutilisable pour un usage noble⁴³. La nécessité de la gestion de cette source se justifie par la crainte des conséquences générées par la détérioration de la qualité de l'eau. Dans la présente étude, nous allons estimer les facteurs environnementaux qui affectent l'eau de la source d'eau Coga Ca Ndaku. De manière

⁴³Kajivunira *et al.*, 2015

spécifique, il sera question dans cette étude de présenter l'état de lieu de la source d'eau, d'inventorier tous les établissements qui sont situés dans l'entourage de la source et d'en ressortir le degré de nuisance sur la qualité de l'eau et, enfin, d'apprécier la qualité de cette eau.

Deux hypothèses sont possibles et toutes mettent l'accent sur la démographie comme bouc émissaire du mal à savoir : Les activités anthropiques dégradantes organisées en amont de la source d'eau. Une lutte antiérosive, la bonne gestion des déchets et la mise en place d'un organe de surveillance de l'eau seraient indispensables à la sécurisation de cette source d'eau. La faible participation de la population à la gestion de la source et la banalisation des problèmes liés à l'insalubrité sont à la base de la persistance de la dégradation de la source d'eau. Le renforcement des mesures éducatives de la population et la bonne gouvernance sont une bonne stratégie de sensibilisation sur le bien-fondé de protéger les sources d'eau. L'éducation pour la santé dans la communauté est particulièrement importante et un moyen efficace et permanent pour renforcer l'information sanitaire assurée, de façon plus intermittente par d'autres moyens.

Par conséquent, comme point d'entrée et pour répondre à nos questions de recherche, les données ont été collectées en amont dans les quartiers entourant la source et dans le périmètre de protection de la source ; puis confrontées aux données du contexte socio-économiques global du milieu pour bien estimer le degré de nuisance des activités anthropiques en tant que source de contamination l'eau. Quatre approches méthodologiques nous ont permis d'aboutir aux résultats escomptés à savoir : l'approche par enquête, l'approche par indicateurs, l'observation directe et l'analyse de quelques paramètres physico-chimiques de l'eau.

2. Méthodologie

a. Présentation du milieu d'étude

L'étude a été conduite dans le sous-village Burhalange situé dans le village de Mwanda en groupement d'Irhambi-Katana. Repérée géographiquement à - 2,22093° de latitude Sud et à 28,83391° de longitude Est, la source Coga Ca Ndaku a un débit moyen de 8 litres

d'eau par seconde soit 480 litres par minutes. Le site Coga où se trouve la source d'eau Coga Ca Ndaku est le 2^e grand site d'eau potable du groupement d'Irhambi-Katana, où 9932 habitants s'y approvisionnent en eau de boisson, après le site Busandwe situé dans le village Kahungu..

En matière de gestion, l'église catholique de Mwanda possède un grand pouvoir de conviction de la population et c'est ainsi qu'elle est considérée comme partenaire privilégié. Elle intervient dans tout programme d'entretien, de maintenance et de protection de cette réserve naturelle d'eau potable. L'aire de la présente étude dont la finalité initiale est d'aboutir à une estimation des facteurs environnementaux qui affectent la source d'eau Coga Ca Ndaku correspond au centre de négoce de Katana. Elle appartient au groupement d'Irhambi-Katana, territoire de Kabare, province du Sud-Kivu.

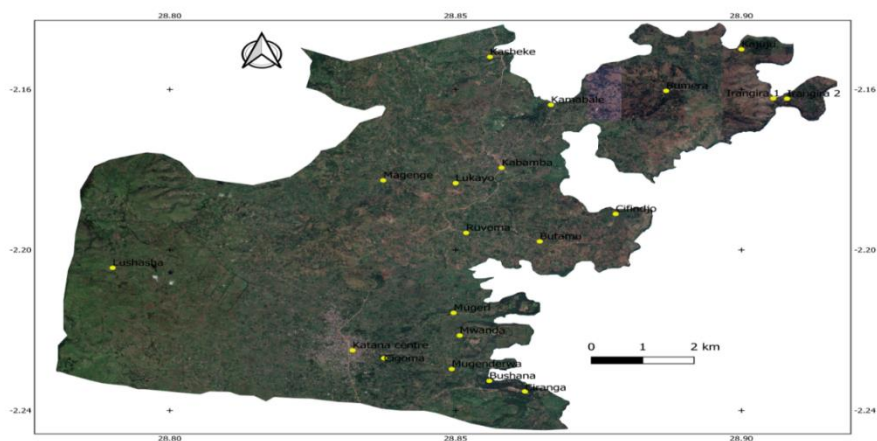


Figure 1. Carte du groupement d'Irhambi-Katana

Il s'agit d'un espace rural, le plus densément peuplé du groupement d'Irhambi-Katana, dépassant souvent 900 habitants par kilomètre carré, avec une taille moyenne de 8 membres par ménage mais possédant moins d'un hectare de terres plantées essentiellement en maniocs et en haricots. Le milieu physique de Katana se caractérise par un relief constitué de montagnes et des collines. Sur la carte géologique de la région de Katana, différents affleurements des roches

sont observés sur terrain. Le site Coga Ca Ndaku étant constitué de la base au sommet par une discordance des roches calcaires et des basaltes.

Mais pour les basaltes présents dans la région, le nombre de coulées ne sont pas jusque-là connu suite à une altération très prononcée qui handicape une bonne cartographie⁴⁴. Son climat est du type tropical humide, caractérisé par une importante pluviosité dont la moyenne est supérieure à 1500 mm par an et une température moyenne modérée variable entre 18 et 20°C⁴⁵. Deux saisons sont bien marquées: Une longue saison pluvieuse de Septembre à Mai et une courte saison sèche de Juin à Août. La végétation est une savane cultivée qui remplace la forêt à *Albizzia grandibracteata* dont on peut encore voir quelques reliques disséminés. La région de Katana est parcourue par de nombreux cours d'eau qui sont soutenue par des nombreuses sources d'eau à l'instar de la source Coga Ca Ndaku que nous étudions.

La présence d'un sol fertile d'origine volcanique, sa proximité avec le lac Kivu, la présence des institutions tant ecclésiastiques qu'étatique héritées de la colonisation mais aussi et surtout la présence du « Bwami » ont fait de Mwanda-katana l'un des villages les plus peuplées du groupement d'Irhambi-Katana. Alors que la densité de la population était d'un habitant par km² en 1950, elle est passée à 250 hab./km² en 1975. Une étude menée au Bushi en 1971, estime que la population pourrait doubler tous les 20 ans et l'accroissement démographique annuel se situerait aux environs de 2,6%. On estime qu'elle est passé à environ 1870 hab./km² en 2014⁴⁶. La zone d'étude compte 9932habitats recensés par la zone de santé de Katana et confirmés par le bureau de l'état civil du groupement d'Irhambi-Katana.

Voici ci-dessous, la répartition par sous-village. **Tableau1 : distribution de la population par sous village**

Sous-villages	Nombre d'hab.
Mudusa	332
Kabugizi	687

⁴⁴ Blondeau, 2018

⁴⁵ Troy, 2013

⁴⁶Shanks *et al.*, 2016

Kaboneke	900
Nyalubamba	1071
Mugeri	1121
Kalambagi	598
Cirhahengulwa	644
Cigoma	847
Burhalange1	2162
BURhalange2	1566
TOTAUX	9932

Source : extrait du rapport annuel 2021 du bureau de la zone de santé de Katana.

3. Matériels et méthodes

a. Matériels

La récolte de nos données a été possible grâce à l'utilisation du matériel repris ci-dessous :

- Un décamètre pour délimiter la surface des relevés en amont de la source ;
- Un carnet de terrain et stylo pour l'enregistrement des éléments rencontrés ;
- Un GPS (Global Positioning System) pour prélever les coordonnées géographiques (longitude, latitude et altitude).
- Questionnaires d'enquêtes
- Une pèse de marque
- Des sacs en plastiques.
- Turbidimètre pour mesurer la turbidité
- Boîtes à pétri
- Un incubateur
- Un thermomètre à alcool
- pH La valeur du pH de l'eau (mesuré en utilisant un papier pH ou un pH mètre).

b. Collecte des données

- **Choix de la population échantillonnée**

La première démarche a consisté à tester les connaissances de la population sur les racines du problème. Pour ce faire, et comme nous n'avions pas des moyens pour enquêter toute la population qui se chiffre à 9932 habitants, l'échantillon des utilisateurs de la source Coga Ca Ndaku interviewés a été constitué des personnes adultes ayant au moins l'âge de 18 ans. Elles ont été interviewées sur le chemin, sur le lieu de puisage, à leurs domiciles pourvu qu'ils rassurent qu'elles s'approvisionnent en eau à partir de la source en question. Les personnes ont été interviewées individuellement mais lorsqu'on avait à faire à un groupe de gens, il était considéré comme un seul interlocuteur.

L'ensemble des personnes interrogées dans les différents sous villages qui s'approvisionnent en eau à la source Coga Ca Ndaku était de 285 personnes renfermant les deux sexes dont 70% des femmes et 30% d'hommes. Les femmes ont été les plus rencontrées à domicile, à la source et sur le chemin de la source parce que c'est aux femmes qu'il incombe au premier chef de s'occuper de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et des soins de santé au niveau du ménage. Ce qui justifie leur surnombre par rapport aux hommes.

- **Le questionnaire d'enquête.**

Pour la récolte des données, nous avons mené une enquête auprès de la population par questionnaire ouvert et fermé, suivant la méthode de sondage par grappe⁴⁷. Les grappes étaient représentées par les différents sous-villages concernés par cette étude. Les enquêtes se sont déroulées pendant 10 jours au cours de la période allant du 22 mars au 2 juillet 2022 ; Le questionnaire comportait des questions semi-structurées dont les réponses permettaient de recueillir les informations sur les facteurs environnementaux qui affectent ou qui peuvent affecter l'eau de la source Coga Ca Ndaku.

Après la collecte par questionnaire, les données ont été dépouillées, saisies et enregistrées dans le logiciel Excel avant d'être soumises à des analyses statistiques. Le logiciel SPSS a permis de déterminer pour chaque question, les proportions des répondants selon les réponses données. Les données récoltées ont fait l'objet des

⁴⁷OMS, 2004

calculs des moyennes et des pourcentages qui sont présentés dans des tableaux.

- **Méthode prospective**

La deuxième démarche était d'identifier, sur terrain, tous les corps étrangers se retrouvant dans le périmètre de protection et dans le bassin de captage de la source. Pour identifier les choses ou les éléments situés dans le périmètre de sécurité de la source, la technique utilisée est celle dite de ramassage. De ce fait, nous avons réalisé un ramassage systématique des déchets éparpillés en amont et dans la surface de captage de la source et ensuite, après identification et triage des éléments rencontrés nous les avons emballés dans des sacs pour pesage et enfin destruction. A la même occasion, nous avons réussi à identifier les différents canaux par lesquels ces corps étrangers arrivent dans le périmètre de protection de la source.

- **Analyse de quelques paramètres physico-chimiques de l'eau**

Pour apprécier la qualité de l'eau de la source Coga ca Ndaku, nous avons procédé à l'analyse de quelques paramètres bactériologiques et physico-chimiques de l'eau. Pour l'analyse bactériologique, 500ml d'eau ont été prélevés dans un flacon en plastique stérile. L'échantillon a été bien conservé à 4°C dans une boîte isotherme pour faciliter le cheminement vers le laboratoire de traitement. Au laboratoire, le mode opératoire a consisté à filtrer 100ml de l'échantillon d'eau selon le degré de turbidité de l'eau à travers une membrane cellulosique filtrant (47mm de diamètre et O, 45µm de porosité). Tous les germes fécaux présents dans l'échantillon sont retenus à la surface de la membrane ; celle-ci est ensuite mise sur des milieux de culture gélosés favorables à la nutrition des bactéries dans des boîtes à pétri. La lecture s'en est suivie 24 heures après une incubation dans un incubateur à 44°C. L'isolement et le dénombrement des coliformes sur géloses lactoses et saccharose ont été fait.

4. Turbidité

L'estimation du degré de transparence ou de l'opacité de l'eau en raison des particules suspendues et des sédiments a été mesurée en utilisant un test de la turbidité de la colonne d'eau versée dans un tube plastique et graduée de 0 jusqu'à 5. Cette opération a consisté à verser graduellement de l'eau de source dans le tube plastique transparent puis visualiser le fond du tube jusqu'au moment où le cercle du fond ne sera plus visible. Si le cercle de fond continu à être visible jusqu'au degré 5, l'eau est jugée claire c'est-à-dire inférieur à 5 NTU. Dans le cas contraire, l'eau est impropre, trouble. La turbidité est considérée comme une bonne mesure de la qualité de l'eau, permettant de mesurer le degré à lequel l'eau perd sa transparence en raison de la présence de particules suspendues. Plus il y a de solides suspendus dans l'eau, plus haute est la turbidité. PH La valeur du pH de l'eau (mesuré en utilisant un papier pH ou un pH mètre).

a. Résultats et discussion

- Résultats

Les résultats de cette étude sont repris dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 2 : inventaire des établissements salubres évoluant dans le milieu d'étude.

N°	ETABLISSEMENTS	Nombre	Personnel	QUANTITE DES DECHETS PRODUITS PAR JOUR		
				liquides (en litres)	solide(en Kg)	plastique (bouteilles)
1	Salons de coiffure	2	8	70	10	10
2	Fabrique de Kargasok	2	6	150	30	10
3	Fabrique de Ka Nkala	2	6	150	25	10
4	Restaurants	1	3	30	3	12
5	Nganda	3	3	240	5	20
6	Ateliers de menuiserie	2	8	0	200	2
7	Ateliers de couture	4	13	0	30	13
8	Centre hospitalier	1	6	200		18
9	Ventes jus emballés dans les bouteilles plastiques	3	3	0,5	15	63
10	Ateliers de soudure	1	2	0	5	2
11	Sites d'entreposage des déchets domestique	5	0	1000	500	200
12	Charges batteries des téléphones	4	8	0	0	2
13	Cinéma	2	2	2	4	5
14	Moulins	7	42	0	60	5
15	Maisons en construction	5	15	20	1450	5
16	Boulangeries	3	12	100	52	12
17	Dépôt relais des produits Bralima	2	4	10	16	3
18	Maisons de vente des produits vivriers	2	4	1	5	2
19	Abattoirs	1	6	50	25	12
20	Mitrailles	1	3	0	8	4
	Somme	53	154	2023,5	2443	410

Les établissements inventoriés sont au nombre de 53 ; le nombre de personnes employées dans les petites entreprises identifiées sont à 154 ; la quantité des déchets liquides produits et libérés dans l'environnement par jour : 2023,5 litres. La quantité des déchets solides libérés par jour : 2443 Kg/ jour. La quantité des bouteilles plastiques ramassées dans le rayon d'action par jour : 410 bouteilles.

Tableau 3. Inventaire des déchets dans l'aire de captage de la source.

Déchets ramassé	Quantité en Kg	Origine	Nombre de sacs
Bouteilles en plastiques	200	Eaux ruisselantes	4
sachets	5	Eaux ruisselantes	1
Reste d'habits	65	Eaux ruisselantes	2
Souliers usagés	38	Eaux ruisselantes	1
Racines des arbres	3	Eaux ruisselantes	1
Matière boueuse	250	Eaux ruisselantes	4

La charge journalière des bouteilles plastiques charriée par les eaux de ruissellement vers la source Coga Ca Ndaku est de 4100Kg par pluie. Celle des sachets représente 5kg, 65Kg pour le reste d'habits et 38kg pour les souliers, 3kg pour les racines des arbres et enfin 75 Kg de matière boueuse.

Tableau n° 4. Catégorisation des déchets ramassés dans le périmètre de protection de la source

Déchets	quantité en Kg	%
Plastiques	205	36,54
Restes d'habits usés	65	11,58
Souliers usés	38	6,778
Racines des arbres	3	0,53
Eaux stagnantes et boue	250	44,56
	561	99,988

Les déchets ramassés ont été regroupés en 5 catégories. Il ressort de ce tableau que les eaux stagnantes et la boue occupent 44,56% des déchets rencontrés dans le périmètre de sécurité de notre source ; les plastiques constitués des bouteilles et sachets représentent 36,5% des déchets rencontrés ; les restes d'habits usées représente 11,58% des déchets et enfin, à très faible pourcentage, les racines des arbres.

Tableau n° 5. Comparaison des résultats obtenus dans la communauté et dans le périmètre de captage de la source

SITES	DECHETS RAMASSES ET PESES		
	Liquide (en litres)	Solides en Kg	Plastiques en Kg
DANS LA COMMUNAUTE	2023,5	2443	410
DANS PERIMETRE DE SECURITE DE LA SOURCE	1340	356	205
TOT	3363,5	2799	615

Il ressort de ce tableau une très grande similarité entre les déchets rencontrés dans la communauté et les déchets trouvés dans le périmètre de sécurité de la source à savoir : 410Kg de plastiques dans la communauté et 205 Kg dans le périmètre de captage de la source, 2443 Kg des solides dans la communauté et 256 Kg des solides dans le périmètre de captage de la source, 2023,5 litres des liquides dans la communauté et 1340 litres des eaux usées stagnantes dans le périmètre de captage. 33,8% des eaux usées sont déversées dans la source à travers une rigole d'érosion à partir du centre commercial de Katana.

Tableau n° 6. CONNAISSANCE DU PROBLEME PAR LA POPULATION

Problème	fréquence	%
Prolifération des maisons	30	10,5
Insalubrité	249	87,3
Les racines des arbres	6	2,2
Total	285	100

La grande majorité de notre population connaît les problèmes de la source Coga Ca Ndaku. 87,3% des personnes interviewées affirment que le problème majeur de la source d'eau c'est l'insalubrité. Cette insalubrité notoire est entretenue par l'urbanisation désordonnée en amont de la source. Bien que ne prenant pas encore de l'ampleur dans le périmètre de sécurité de la source, il s'observe une avancé progressive des maisons

d'habitations vers la source d'eau. Trente personnes sur deux cent quatre-vingt-cinq l'ont affirmé lors de notre enquête.

Tableau n° 7 : Pourquoi la persistance de l'insalubrité dans le périmètre de la source Coga Ca Ndaku

Raisons	fréquences	%
Non implication des chefs	32	11,2
L'impunité	58	20,3
Faible participation de la population aux travaux d'entretien de la source d'eau	185	65
Les propriétaires des champs	10	3,5
Totaux	285	100

Source : nos enquêtes

Il ressort du tableau 2 que la faible participation de la population à la gestion de la source d'eau est la cause principale de la persistance de l'insalubrité dans la source Coga. 65% des personnes interviewées l'ont affirmé lors de notre enquête. Cette faible participation est causée par l'impunité entraîne la négligence des personnes (bien que pouvant être animée de bonne volonté) de répondre à l'appel d'entretien de la source. 20,3% des personnes interviewées nous l'ont déclaré lors de notre enquête. Les autres responsables à très faible fréquence mais qui semble être parmi les principaux déterminants sont : les chefs locaux qui n'accordent pas une priorité aux travaux d'assainissement des sources d'eau (11,2% des personnes interviewées nous l'ont affirmé) et le caractère agressif des propriétaires du champ où se trouve la source (3,2 %).

Tableau n° 8. Propositions de la communauté sur les actions correctives à mener

Actions	fréquence	%
Formation sur la Gestion des déchets	57	20
Travaux d'assainissement obligatoires	142	49,8
Punir les récalcitrants	29	10,1
Vulgarisation de la loi sur l'eau	57	20
Total	285	99,9

Source : nos enquêtes

La première proposition est de renforcer les mesures visant à rendre obligatoire les travaux d'assainissement du milieu, proposition soutenue par 49,8% des interviewés. Cette mesure d'assainissement est basée sur une tradition locale dite « salongo » organisé chaque samedi matin de 6h à 10h avant toute autre activité. Une deuxième proposition

est la formation de la population sur la gestion des déchets, proposition soutenue par 20% des enquêtées. Cette proposition complète la première car assainir signifie évacuer toute sorte de déchet susceptible de provoquer une insalubrité dans le milieu. La troisième proposition est la vulgarisation de la loi sur l'eau de 2015. La population enquêtée y a adhéré à 20%. Punir les récalcitrants est une dernière proposition car l'impunité est à la base de la persistance de l'insalubrité dans la source Coga ca Ndaku ; tâche qui incombe à l'état et aux chefs coutumiers.

Tableau n° 9. Les acteurs à impliquer dans la gestion de la source

partenaires	fréquence	%
Les églises	143	50,1
Les chefs coutumiers	113	38,6
Zone de santé de Katana	23	8,0
ONGS de développement	6	2,1
Total	285	100

Source : nos enquêtes

Quatre acteurs pouvant accompagner la population dans la gestion de la source d'eau Coga ont été cités en priorité lors de nos enquêtes. Il s'agit des églises locales, idée soutenue par 50% des interviewés. En second lieu, les chefs coutumiers proposées par 38,6% de la population enquêtée, et à plus faible fréquence la zone de santé de Katana (8%) et les organisations non gouvernementales (2,1%).

Tableau n° 10. Résultats de l'analyse de quelques paramètres physico chimiques et de test d'E.coli

Sour ce	sais on	T° C.	coule ur	turbidi té	conductib ilité	salini té	TD S	pH	E. Coli	Décisi on
Cog a	plui es	24, 2	CAL	< 5NTU	286	0,1	20 3	7, 2	0	
	sèch e	23, 2	Sans	< 5NTU	92,2	0	94, 7	7, 8	0	

Source : nos analyses

Le tableau 10 présente les données des paramètres physico-chimiques et test d'E. Coli de l'eau de la source Coga ca Ndaku. Il s'agit de la température, de la couleur, de la turbidité, de la conductibilité, de la salinité, du TDS, du pH et d (E. Coli. De ce tableau il ressort que les valeurs de la température ne dépassent pas 25°C. L'eau n'a pas de couleur. La turbidité reste inférieure à 5 NTU, la conductibilité reste toujours supérieure

à 100, sauf pendant la saison sèche où elle est tombée à 85,2. Pas de sodium étant donné que la salinité tombe toujours à zéro, tds inférieur à 1000, pH alcalin compris entre 7,2 et 7,8. Le test d'E. Colis marque zéro pour dire que l'eau n'est pas infectée par des matières fécales.

5. Discussion des résultats

Après la présentation des données issues de nos investigations sur le terrain, celles recueillies par questionnaire d'enquête auprès de la population et celles issues de l'analyse de quelques paramètres physico-chimiques et bactériologiques des eaux ; différents résultats ont été obtenus. Ceux relatifs à l'inventaire effectué sont consignés dans les tableaux 2, 3, 4 et 5, les résultats de l'enquête sont consignés dans les tableaux 6, 7, 8 et 9. Les résultats des analyses sont consignés dans le tableau 10. Ainsi le tableau n°2 nous donne l'inventaire des activités polluantes évoluant dans le milieu d'étude. Les établissements anthropiques inventoriés dans l'environnement de la source et jugés salubres sont au nombre de 53 et se présentent comme suit : moulins, salons de coiffure, fabriques des boissons, restaurants, maisons de vente des boissons, ateliers de menuiseries, ateliers de couture, centres hospitaliers, postes à souder, dépotoirs à ciel ouvert, les charges batterie des téléphones, cinémas, moulins, chantiers, boulangeries, dépôt relais, maisons de vente des produits vivriers, abattoirs, mitrilles. Ces activités utilisent 154 personnes adultes hommes et femmes confondus.

Les déchets produits et libérés dans l'environnement par jour par ces activités se présentent comme suit: 2023,5 litres d'eau usées, 2443 Kg/ jour des déchets solides et 410 bouteilles plastiques. En plus, le tableau n°3 présente les déchets ramassés dans l'aire de captage de la source après une pluie. Ces déchets ramassés ont été regroupés en 5 catégories. Les eaux stagnantes et la boue occupent 44,56% des déchets rencontrés dans le périmètre de sécurité de notre source ; les plastiques constitués des bouteilles et sachets représentent 36,5% des déchets collectés ; les restes d'habits usées représentent 11,58% des déchets et enfin, à très faible pourcentage, les racines des arbres et feuillages. En comparant les déchets identifiés en amont avec les déchets

rencontrés dans la zone de captage de la source, il se dégage une ressemblance entre les déchets trouvés dans la communauté et ceux rencontrés dans le périmètre de protection de la source.

Ceci pousse à dire que le problème d'insalubrité rencontré dans la source Coga Ca Ndaku prend ses origines dans les espaces en amont ; c'est à dire que c'est le centre de négoce de Katana, drainé par un ravin d'érosion que les habitants ont transformé en dépotoir des déchets ménagers et en déversoir des latrines qui constitue un « goulet d'étranglement » de la source d'eau. Ce ravin, d'une longueur de 1000 m, longe le périmètre de protection de la source et à chaque pluie il déborde et déverse toute sa charge dans le périmètre de protection de la source. Ainsi, les problèmes que vit la source Coga sont liés à l'économie du milieu dans son ensemble. Il est normal que dans le cadre de sa survie, l'homme exerce diverses sortes d'activités socio-économiques: pratiques agricoles, exploitations forestières, pâturages, constructions de routes et de bâtiments, etc... des temps en temps, les conséquences de ces pratiques se matérialisent toujours par la perturbation des services de provision que la nature rend à l'homme⁴⁸.

Ainsi, notre crainte se fonde sur un principe environnemental publié par RABESANDRATANA au Madagascar qui stipule que la dégradation de la qualité de l'eau due à la pollution diminue sa capacité à être utilisée et menace la santé publique et les écosystèmes aquatiques réduisant ainsi les volumes disponibles et augmentant la concurrence pour une eau de qualité acceptable⁴⁹. Sans perdre de vue que plus de 10 millions de congolais vivant dans les zones rurales ou péri-urbaines n'utilisent pas des toilettes et pratiquent la défécation à l'air libre⁵⁰. Dans le monde entier, les maladies liées à l'insalubrité de l'eau, à l'absence de système d'assainissement et au manque d'hygiène représentent un énorme fardeau pour les pays en développement. Ainsi, on estime que 88 % des maladies diarrhéiques sont dues à l'utilisation d'eau insalubre et à des problèmes d'assainissement et d'hygiène⁵¹. La

⁴⁸Bennasser, 1997

⁴⁹Chouti, 2007

⁵⁰DE Villiers *et al.*, 2005

⁵¹Degby, 2008

loi n°15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau en RDC reconnaît la source d'eau parmi les éléments naturels indispensables de l'environnement. Et la Charte de l'environnement dispose que « la protection et le respect de l'environnement sont d'intérêt général.

Il est du devoir de chacun de veiller à la sauvegarde du cadre dans lequel il vit». C'est la raison pour laquelle, la source d'eau Coga doit être protégée. A l'issue de l'enquête effectuée auprès des usagers de la source Coga, il a été constaté que la communauté connaît très bien le problème et ses racines comme on peut le voir dans les données des tableaux n°6, n°7, n°8 et n°9. Les résultats présentés dans ces tableaux montrent successivement le problème majeur de la source d'eau qui est l'insalubrité (87,3% des personnes interviewées l'ont manifesté), la cause principale du problème qui est la faible participation de la population aux travaux d'entretien de la source (65% des personnes interviewées l'ont affirmé), les différentes propositions de la communauté sur les actions correctives du problème à savoir l'obligation des travaux d'assainissement (49,8% de nos enquêtés l'ont proposé lors de l'enquête).

La proposition de la communauté trouve son soutien dans les principes fondamentaux de l'assainissement. la loi n°15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau en RDC définit l'assainissement comme étant « les interventions destinées à réduire les risques pour la santé en assurant aux populations un environnement propre et les mesures destinées à interrompre la transmission des pathologies. Elles consistent généralement à organiser l'évacuation ou la gestion hygiénique des excréta humains ou animaux, des ordures et des eaux usées ; à lutter contre les vecteurs de maladie, et à mettre en place les installations nécessaires à l'hygiène corporelle et à la propreté des habitations... ». Et le Code de l'Eau, en son article 3 paragraphe 9 le définit comme « toute mesure destinée à faire disparaître les causes d'insalubrité de manière à satisfaire à la protection de la ressource en eau, la commodité du voisinage, la santé et la sécurité des populations, la salubrité publique, l'agriculture ; à la protection de la nature et de l'environnement ; à la conservation des sites et des monuments». Par rapport au tableau n°9, quatre acteurs ont été pointé de doigt pour accompagner la population dans la gestion et l'assainissement de la

source d'eau Coga. Il s'agit des églises locales, idée soutenue par 50% des interviewés.

En second lieu, les chefs coutumiers proposées par 38,6% de la population enquêtée, et à plus faible fréquence la zone de santé de Katana (8%) et les organisations non gouvernementales (2,1%). Un adage que « Partout où les sources d'eau se trouvent, là aussi les communautés paysannes ont tendance à installer champs ou habitations. L'implantation des hommes et leurs activités dans les périmètres de sécurité des sources d'eau aggravent les effets des pollutions, des inondations et multiplie l'ampleur des dégâts »⁵². Une mauvaise gestion de l'eau peut entraîner une mauvaise qualité de l'eau potable qui influe l'assainissement et l'hygiène. Selon la loi n°15/026 du 31 décembre 2015 relative à l'eau en RDC, article 73, la gestion de la source est une compétence partagée entre l'Etat et les Collectivités territoriales décentralisées. Toutefois, le secteur privé, les organisations de la société civile et la communauté de base contribuent également à la mise en œuvre des actions d'aménagement des sources. Après enquête, les résultats obtenus ont montré que dans le groupement d'Irhambi-Katana, aucun responsable de l'assainissement n'existe dans les différents villages et l'assainissement reste un problème individuel. Les autorités coutumières en place ne considèrent pas ce secteur de l'eau comme prioritaire.

Pourtant, les articles 81, 82 et 83 de la loi sur l'eau en RDC place la gestion des points d'eau dans leurs attributions. Le troisième objectif de ce travail était de déterminer l'impact des éléments identifiés sur la qualité de l'eau. Pour y arriver, des analyses physico chimiques et la recherche des germes fécaux ont été effectués. Le tableau n° 10 présente les résultats des analyses effectuées. La température ne dépasse pas 25°C; l'eau n'a pas de couleur, la turbidité reste inférieure à 5 NTU, la conductibilité reste toujours supérieure à 100, sauf pendant la saison sèche où elle est tombée à 85,2. La salinité tombe toujours à zéro, le TDS inférieur à 1000, pH neutre compris entre 7,2 et 7,8. Le test d'*E. Colis* marque zéro coliforme pour dire que l'eau n'est pas infectée par des matières fécales. Théoriquement, l'eau souterraine, malgré le pouvoir filtrant

⁵²Enonhedo, 2010

qui retient en partie la pollution, peut contenir des composés chimiques dissous provenant des sols qu'elle a traversés.

Il a été démontré que les bactéries fécales pouvaient être entraînées dans le sol par les eaux d'infiltration jusqu'à 3 mètres de profondeur dans un terrain stable et que, une fois la surface libre de la nappe atteinte, parcourir jusqu'à 15 mètres dans le sens de l'écoulement de l'eau souterraine. L'eau souterraine dont la surface libre est près du sol est donc exposée à la pollution fécale lorsqu'il existe dans les environs immédiats des foyers de pollution⁵³. Après analyses, il ressort que l'eau de la source Coga ne présente aucun danger à la consommation malgré toutes les charges qu'elle reçoit des eaux de ruissellement et des eaux usées qui proviennent du centre de négoce de Katana. La turbidité est inférieure à 5 NTU (unité néphélobométrique). Une turbidité importante peut mettre les micro-organismes à l'abri des effets de la désinfection, stimuler la croissance bactérienne et entraîner une demande élevée en chlore. L'efficacité du traitement de l'eau exige une turbidité faible < 1 UNT⁵⁴.

La valeur indicative recommandée est de 5 unités néphélobométrique (UNT) ou de 5 unités turbidimétriques de Jackson (UTJ)⁵⁵. Une turbidité > 5 UNT (5 UTJ) peut être visible à l'œil nu et par suite, soulever des objections de la part des consommateurs. La couleur de l'eau de boisson peut être imputable à la présence de matières organiques colorées, par exemple des substances chimiques, de métaux tels que le fer et le manganèse (Fe et Mn) ou de déchets industriels à coloration intense. L'expérience montre que le consommateur risque de se tourner vers d'autres sources, éventuellement peut sûres, quand l'eau mise à sa disposition présente une couleur esthétiquement déplaisante. Il est donc souhaitable que l'eau de boisson soit incolore. La valeur indicative est fixée à 15 unités colorimétriques vraies (UCV). La plupart des gens sont capables de déceler la coloration de l'eau contenue dans un verre lorsqu'elle dépasse 15 UCV ;

⁵³Fekhaoui M., 1990

⁵⁴ François *et al.*, 1999

⁵⁵ Fredrickson *et al.*, 2004

6. CONCLUSION

Ce travail avait pour objectif celui d'estimer les facteurs environnementaux qui affectent la source d'eau Coga ca Ndaku dans le village de Mwanda-katana en vue d'en étudier les voies et moyens de gestion pour une bonne protection. Une enquête par questionnaire a pour ce faire été menée de mars 2022 à juin 2022 dans le sous village Burhalange où se trouve la source d'eau et dans le centre commercial de Katana situé en amont de la source d'eau. Les renseignements ont été recueillis auprès de 285 personnes dont 70% de femmes et 30% d'hommes dont l'âge est situé entre 18 et 45 ans.

Il ressort des résultats obtenus que le problème majeur de la source d'eau c'est l'insalubrité. Et les sources cette insalubrité enregistrée dans le périmètre de protection de la source Coga Ca Ndaku sont principalement les déchets solides et liquides provenant du centre commercial de Katana empruntant un ravin d'érosion reliant ledit centre à la source. Les matières fécales humaines et animales trouvées çà et là dans le périmètre de protection de la source sont déposées par les enfants utilisés pour le puisage de l'eau et les cochons qui fréquentent les eaux stagnantes autour de la source d'eau. La faible participation de la population aux travaux d'entretien la source d'eau est la cause principale de la persistance de l'insalubrité dans la source Coga. Cependant, après analyse de quelques paramètres physico-chimiques et bactériologiques de l'eau de la source Coga, les résultats obtenus ont montré que l'eau de cette source est encore intacte. Mais à l'allure où vont les choses, l'avenir de cette source d'eau demeure sombre si des mesures préventives urgentes de protection ne sont pas prises par toutes les parties prenantes. Eu égard à ce qui précède, nos enquêtés ont formulé quelques propositions pour sauver la source.

La première proposition est de renforcer les mesures visant à rendre obligatoire les travaux d'assainissement du milieu, mesure basée sur une tradition locale dite « salongo » organisé chaque samedi matin de 6h à 10h avant toute autre activité. La deuxième proposition est la formation de la population sur la gestion des déchets et des ressources hydriques. Cette proposition complète la première car assainir signifie

évacuer toute sorte de déchet susceptible de provoquer une insalubrité dans le milieu.

La troisième proposition est la vulgarisation et la mise en application de la loi sur l'eau de 2015 en tant qu'instrument juridique de gestion des ressources en eau dans notre pays. Punir les récalcitrants est une dernière proposition car, d'après nos interlocuteurs, l'impunité est à la base de la faible participation de la population aux travaux d'entretien de la source avec comme conséquence, la persistance de l'insalubrité dans la source Coga ca Ndaku.

7. Remerciements

A travers ces quelques lignes, nous remercions les agents techniques du département de l'environnement au Centre de Recherche en Sciences Naturelles de Lwiro : **Dunia Nzibonera, Issa Katwanyi, Bashala Mulihano, Rugabira Nzibonera et Maheshe** pour avoir contribué avec courage à la collecte des données lors de l'élaboration de cet article.

Références bibliographiques

1. PNUE, 2011. *Water Issues in the Democratic Republic of the Congo: Challenges and Opportunities*. United Nations Environnement Program, 154p.
2. Ahoyo T. A., Fatombi K. J., Boco M., Aminou T. et Dramane K. L., 2011. Impact de la qualité de l'eau et de l'assainissement sur la santé des enfants en milieu périurbain au Bénin: cas des zones sanitaires Savalou-Banté et Dassa-Glazoué. *Med Trop*, 71: 281-285.
3. Binette F., 2009. *La gestion communautaire de l'eau dans une région rurale de la République Démocratique du Congo: dynamique, enjeux et significations*. Mémoire de Master, Université du Québec à Montréal, 189 p.
4. Bagalwa M., Chifundera K., Nkemba B., Mashali B., Ndahama N., Polepole N., 2013. *Etude rétrospective sur les maladies d'origine environnementale dans la zone de santé de Katana, Kabare, Sud-Kivu, RDC*. Revue Annale de l'UEA- Numéro spécial, pp 37-57.
5. Petit M., 1990. *Géographie physique tropicale, Approche aux études du milieu Morphogénèse-Paysage*, Edition KARTHALA et ACCT, 351p.
6. Belhedi A., 2010. *L'aménagement du territoire, Principes & approches*. Université de Tunis Faculté des Sciences Humaines & sociales 94, Boulevard 9 avril – 1007 Tunis. 127p.
7. Bugoma M.D., Polepole N. P., Kajivunira M. N., Ndahama N. H., Batumike C. P. et Kabugu R.J., 2016. *Etude bactériologique des eaux*

consommées par la population du groupement d'Irhambi/Katana, Sud-Kivu. International Journal of Innovation and Scientific Research, 21 (1), pp162-168.

8. Bentekhici N., 2016. *Utilisation d'un SIG pour l'évaluation des caractéristiques physiques d'un bassin versant et leurs influences sur l'écoulement des eaux (bassin versant d'Oued El Maleh, Nord-Ouest d'Algérie).* Centre National des Techniques Spatiales, Laboratoire de Télédétection, Arzew, Algérie. 124p
9. Kajivunira M., Bugoma M. et Mahese A., 2015. *Evaluation des sources d'eau dans le groupement rural d'Irhambi/Katana.* International Journal of Innovation and Scientific Research, 13 (1), pp37-49.
10. Blondeau S., 2018. « *Ruptures de Versant Rocheux (RVR) à l'échelle des Alpes occidentales : inventaire systématique, analyse spatiale, perspectives patrimoniales* », Thèse de Doctorat, Université de Lyon, UFR de géographie, Ecole doctorale des Sciences sociales, 324p.
11. Troy B., 2013. *Gestion de l'eau agricole et sécurité alimentaire : de nouveaux défis pour les pays en développement.* Edition KARTHALA et ACCT, 3(2) pp 44-63.
12. Shanks C. M., Robert C. et Théberge S., 2016. *Guide de réalisation des analyses de la vulnérabilité des sources destinées à l'alimentation en eau potable au Québec.* Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, 190 p.
13. OMS, 2004. *Atteindre l'OMD relatif à l'eau potable et à l'assainissement : le défi urbain et rural de la décennie.* Rapport annuel, 543p.
14. Bennasser L., 1997. *Diagnose de l'état de l'environnement dans la plaine du Gharb: suivi de la macro-pollution et ses incidences sur la qualité hydrochimique et biologique du bas Sebou,* Thèse de doctorat d'Etat en Sciences. Université Ibn Tofail, Kenitra, Maroc, 157p.
15. Chouti W. K., 2007. *Evaluation de la qualité des eaux des puits couverts munis de pompe dans la commune de Porto-Novo.* Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS), Université d'Abomey-Calavi (Institut de Mathématiques et de Sciences Physiques), option: Décentralisation et Gestion des Eaux (DGE), 72 p.
16. DE Villiers J., Squilbin M. et Yourassowsky C., 2005. *Qualité physico-chimique des eaux de surface : cadre général, IBGE : l'eau à Bruxelles,* Bruxelles, 46p.
17. Degby C., 2008. *La qualité de l'eau de puits dans la commune d'Abomey-Calavi au Benin.* Revue Environnement, risque et santé, 7 (4), pp279-283.
18. Enonhede F. S., 2010. *Contribution à l'amélioration de la qualité microbiologique de l'eau de boisson dans la ville de Porto-Novo : cas des*

restaurants. Mémoire de DESS/DGE, Institut de Mathématiques et de Sciences Physiques, UAC. 134p.

19. Fekhaoui M., 1990. *Recherche hydro biologiques sur le moyen Sebou soumis aux rejets de la ville de Fès: suivi d'une macropollution et évaluation de ces incidences sur les composantes physiques, chimiques et biologiques de l'écosystème*, Thèse Doctorat d'Etat Faculté des Sciences, Rabat, Maroc, 165 p.
20. François P., Josmael A. B., Benoit B., Pierre C., Emmanuel R. et Camille E.K., 1999. *Paramètres hydrologiques et physico-chimiques des sources de haute Belgique: Ebauche d'une typologie régionale*. Bulletin de la société géographique de Liège, 37 (2), pp47-61.
21. Fredrickson J., Zachara J., Balkwill D., 2004. Geomicrobiology of high level nuclear waste contaminated vadose sediments at the Hanford site, Washington state appl. Environ microbial. Vol. 70 (1), pp17-36.

Par Christine BAHAZABULE RIZIKI et (all.)

Chap. IV. ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LA COVID 19 EXERCICE FINANCIER 2019-2022 EN RDCONGO

Par : C.T. RAFIKI BIGIRINEZA Patient

i. Biographie scientifique

L'auteur de l'article s'appelle **RAFIKI BIGIRINEZA Patient**, Il est d'abord Enseignant des Universités et actuel Directeur Général de l'Institut Supérieur des



Techniques de Communication et de Gestion. Il a ensuite servi la communauté scientifique en qualité de Secrétaire Général Académique dans plusieurs institutions de la place à l'instar de : (2008-2011) Saint Joseph ; (2011-2019) Saint Thomas, (2020-2021) ISTCG-GOMA. Et enfin comme auditeur dans plusieurs institutions à l'instar de : (2009-2011) Auditeur du Troisième cycle en économie appliquée de l'Université Pédagogique Nationale (UPN), (2022-à nos jours) : Auditeur du Troisième cycle en Management et Audit Comptable de l'Université CEPROMAD. Il a présidé le Noyau des Enseignants et Professeurs des Cours Commerciaux, économique et financiers du Nord Kivu. RAFIKI Patient est un chercheur de

renom au sein de la Revue Scientifique et Savante Eveil Congo pour le relèvement de l'économie de la RDCongo.

ii. Résumé

L'apparition de la COVID-19 a bouleversé le monde entier et entraîné un changement sans précédent du mode de vie des populations, l'économie mondiale connaît une reprise exceptionnellement forte mais inégale. À la suite des mesures répandues à travers le monde pour endiguer la propagation du virus, force est de constater que la situation diffère selon les économies et l'accessibilité au vaccin.

La production en Afrique subsaharienne s'est contractée de 2,4 % en 2020 à la suite de la COVID-19, soit une récession moins forte qu'initialement prévu. La croissance a progressivement repris cette année, à la faveur des retombées positives du renforcement de l'activité

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

économique mondiale, avec notamment une hausse des prix du pétrole et des métaux, et des progrès accomplis dans la lutte contre la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et Centrale. L'activité s'est partiellement redressée dans les trois plus grandes économies de la région – Angola, Nigéria et Afrique du Sud. En perspective, la croissance devrait reprendre pour atteindre 2,8 % cette année et s'accélérer à 3,3 % en 2022, soutenue par l'augmentation de la demande extérieure, essentiellement en provenance de la Chine et des États-Unis, la hausse des prix des produits de base et l'endiguement de la pandémie.

1. INTRODUCTION

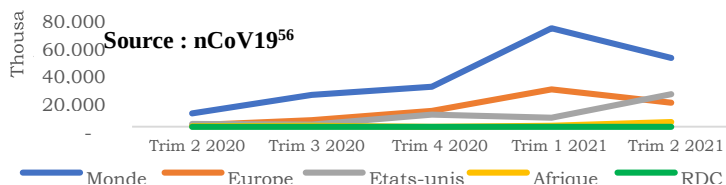
face aux différents événements survenus durant ce premier semestre 2021 Sur le plan national en RDC, notamment l'éruption du Nyiragongo fin mai, l'aggravation des violences dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, la nomination d'un nouveau premier ministre en la personne de Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge qui a formé son gouvernement à mi-avril ainsi que le début de la vaccination en avril 2019, il est attendu une croissance économique de 2,5 % en 2021, soit une progression de 212,5 % par rapport au score de 2020. Il est aussi à noter que le taux de change est maintenu stable et se fixe à 1989 CDF le dollar américain à juin 2021, les réserves internationales ont doublé de 0,7 milliard USD à 1,4 milliards USD entre janvier et juin, et le taux directeur est passé de 18,5 % en février à 8,5 % en juin 2021.

Du secteur financier congolais, il ressort que les banques ainsi que les institutions de microfinance ont fait montre d'une reprise des activités, forte et également soutenue ; à partir des données provisoires du secteur, l'encours de crédit et le volume de dépôts du secteur de la microfinance sont estimés respectivement à 174 MUSD et 272 MUSD à juin 2021, soit une hausse de 17,6 % et 12,4 % par rapport à décembre 2020. Et pour le secteur bancaire, les dépôts et les crédits à la clientèle se sont établis respectivement à 9,15 milliards USD et 3,88 milliards USD, soit une croissance respective de 11,6 % et 7,5 % par rapport à décembre 2020. Ces actions en ce premier semestre 2021, ont été marquées par la finalisation de la mise en œuvre des activités d'assistance technique de

crise lancées au mois d'août 2020 ainsi que par la mise en œuvre des activités d'assistance technique classique qui visent essentiellement à répondre aux priorités de gestion des institutions partenaires suivant leurs spécificités. En sus, le fonds a poursuivi ses actions de financement des institutions financières partenaires (IFP), particulièrement dans le secteur de la microfinance, dans un environnement économique marqué par la reprise des activités de suite de la crise sanitaire de la Covid-19.

Au cours du premier semestre 2021, l'environnement économique international a été marqué par une reprise économique vigoureuse mais inégale. La reprise économique est inégale selon les pays et les secteurs, les perturbations et l'ampleur des mesures de soutien induites par la pandémie étant variées. Les perspectives ne dépendent pas uniquement de l'issue du combat entre le virus et les vaccins mais reposent aussi sur la capacité des mesures économiques déployées à limiter efficacement les dommages durables provoqués par cette crise sans précédent dans un climat de grande incertitude. La Covid-19 continue de se propager, en particulier dans de nombreuses économies émergentes et en développement alors que le déploiement des vaccins est inégal. Bien que le commerce mondial bénéficie de la reprise mondiale, il est limité par des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et des restrictions de voyage. Les conditions financières, bien qu'encore faibles, se sont quelque peu resserrées, les rendements mondiaux ayant augmenté en raison notamment de la hausse des prévisions d'inflation. Presque tous les prix des produits de base ont été stimulés par la reprise mondiale, certains prix étant encore plus élevés en raison de facteurs liés à l'offre.

Graphique 1 : Dynamique de la pandémie de la COVID-19 par trimestre



⁵⁶ Site web officiel ayant pour objectif de faciliter l'accès aux informations sur la Covid-19 pour tous les pays.

(<https://ncov2019.live/data/world>)

2. LA COVID 19 UNE PANDEMIE QUI A FRAGILISE L'ECONOMIE MONDIALE

Selon la Banque mondiale, dans de nombreuses économies, les banques centrales devront soigneusement mettre en balance la faiblesse persistante de la demande intérieure et les pressions inflationnistes à court terme. Les prévisions et les anticipations d'inflation basées sur des modèles indiquent une hausse du niveau des prix en 2021 qui dépassera les fourchettes cibles dans environ la moitié des EMDE⁵⁷ à cible d'inflation.

Cette propagation de la pandémie a fait du contrôle de cette dernière la priorité absolue des décideurs politiques. Il sera pénible de lancer des reprises économiques durables tant que l'endiguement ne sera pas réalisé grâce à des efforts de vaccination généralisés et équitables. Néanmoins, des signes encourageants d'une solide reprise macroéconomique, après les effets délétères de la pandémie, ont été observés ces derniers mois. Un environnement extérieur favorable a contribué à soutenir l'activité : le renforcement de la demande extérieure a stimulé les exportations de matières premières et de biens commercialisés, tandis que les conditions financières mondiales toujours favorables ont permis d'alléger le fardeau de la lourde dette de nombreux gouvernements et entreprises des pays émergents. Après une contraction de 3,2 % causée par la pandémie de la Covid-19 en 2020, l'activité économique mondiale a pris un élan significatif avec un taux prévisionnel à 6 % pour 2021.

La pandémie a continué de faire des ravages, en particulier dans les pays émergents et en développement. Depuis que la Covid-19 a commencé à se propager, le virus a infecté au moins 160 millions de personnes et causé plus de 3 millions de décès. Des centaines de milliers de nouveaux cas ont été signalés chaque jour et la Banque mondiale a estimé que le nombre de cas non signalés est considérable, notamment en Asie du Sud. Les flambées mondiales du virus se sont produites en plusieurs vagues, chacune atteignant un taux d'infection quotidien plus

⁵⁷ EMDE pour *Emerging market and developing economies* (en français, Marchés émergents et économies en développement)

élevé que la précédente. Les récentes flambées ont touché de manière disproportionnée l'Inde et, dans une moindre mesure, certains autres grands EMDE comme le Brésil.

Tableau 1 : Croissance économique des pays avancés

PIB réel (%)	2019	2020	2021p	2022p
Monde	2,8	-3,2	6,0	4,9
Économies avancées	1,6	-4,6	5,6	4,4
États-Unis	2,2	-3,5	7,0	4,9
Zone Euro	1,3	-6,5	4,6	4,3
Allemagne	0,6	-4,8	3,6	4,1
France	1,8	-8,0	5,8	4,2
Italie	0,3	-8,9	4,9	4,2
Japon	0,0	-4,7	2,8	3,0
Royaume-Uni	1,4	-9,8	7,0	4,8
Canada	1,9	-5,3	6,3	4,5
Autres pays avancés⁵⁸	1,9	-2,0	4,9	3,6

Source : FMI (juillet 2021)

L'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6,0 % en 2021, affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80 ans. Cette reprise tient en grande partie au redressement vigoureux de quelques grandes économies, qui connaîtront une reprise plus rapide grâce aux plans de soutien massifs, tandis que de nombreuses économies émergentes et en développement (EMDE) sont encore aux prises avec la pandémie de COVID-19 et ses retombées, indique la Banque mondiale dans sa dernière édition des perspectives économiques mondiales.

Ce redressement dans les grandes économies est stimulé par une forte demande en équipements électriques et électroniques, en équipements de protection personnelle et en autres produits manufacturés ; le commerce mondial de marchandises dépasse déjà les niveaux enregistrés avant la pandémie, précise le département des affaires économiques et sociales des Nations unies (UN, mai 2021). Dans son rapport « Situation et perspectives de l'économie mondiale de mi-

⁵⁸ Les « autres pays avancés » incluent les autres pays de la zone Euro et les pays hors G7 (G7 : Allemagne, Canada, „Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni).

2021 », il est souligné que les économies tributaires de l'industrie manufacturière se sont mieux portées pendant la crise et au cours de la période de relance, mais qu'une reprise rapide semble improbable pour celles qui dépendent du tourisme et des matières premières. Le commerce des services, notamment touristiques, restera faible en raison de la lenteur avec laquelle les restrictions applicables aux voyages internationaux sont levées et de la crainte de nouvelles vagues de contamination dans de nombreux pays en développement. Les perspectives de croissance ont été révisées à la hausse pour 2021-2022 en raison de la poursuite de la normalisation attendue au second semestre 2021, avec le déploiement des vaccins et un soutien budgétaire supplémentaire. L'amélioration significative des perspectives de l'économie américaine découle de l'impact de la législation prévue pour stimuler l'investissement dans les infrastructures et renforcer le filet de sécurité sociale au second semestre 2021. Ce changement est partiellement compensé par la révision à la baisse des prévisions pour le Japon en 2021, en raison du durcissement des restrictions au cours du premier semestre de l'année et de l'augmentation du nombre de cas de covid.

Malgré la reprise, la production mondiale fin 2021 sera inférieure d'environ 2 % aux prévisions pré-Covid. Dans les deux tiers des économies émergentes et en développement, les pertes de revenu par habitant subies en 2020 ne seront pas recouvrées en 2022. Dans les pays à faible revenu où la vaccination a pris du retard, les effets de la pandémie ont effacé les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et aggravé l'insécurité et d'autres problèmes de longue date. Parmi les grandes économies, les États-Unis devraient afficher une croissance de 7 % cette année, grâce aux importantes mesures de soutien budgétaire et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. La croissance se raffermirait également dans les autres économies avancées, mais dans une moindre mesure.

3. REDRESSEMENT PROGRESSIF DU COMMERCE MONDIAL

Le commerce mondial a continué à se redresser ; toutefois, la vigueur de sa croissance devrait être freinée par le déplacement de l'activité de l'industrie manufacturière vers le secteur des services domestiques à faible intensité de commerce dans les pays où le nombre de cas de Covid-19 a diminué.

a. *Marchés financiers*

Les conditions financières se sont durcies mais restent généralement favorables. Les coûts d'emprunt mondiaux ont augmenté car les attentes d'une croissance future plus forte et d'une inflation plus élevée ont fait grimper les rendements à long terme des obligations d'État. Jusqu'à présent, ces évolutions ont été nettement moins perturbatrices pour les conditions financières mondiales et celles des pays émergents et en développement que le *taper tantrum*⁵⁹ de 2013, lorsque les attentes d'un resserrement de la politique monétaire américaine avaient déclenché la volatilité des marchés financiers mondiaux. Les prix des produits de base ont connu une forte hausse en 2021, nombre d'entre eux dépassant désormais largement leur niveau d'avant la pandémie.

Les prix du pétrole se sont nettement redressés, atteignant jusqu'à présent une moyenne de 60 dollars le baril mi-2021 contre une moyenne de 46 dollars à fin décembre 2020. Les prix ont été soutenus par le raffermissement graduel de la demande et la poursuite de la limitation de la production au sein de l'OPEP+⁶⁰, même si le groupe diminue progressivement l'ampleur de ses réductions de production à mesure que le marché se redresse.

⁵⁹ L'expression *taper tantrum* décrit la flambée en 2013 des rendements du Trésor américain, résultant de l'annonce par la Réserve fédérale d'une future réduction de sa politique d'assouplissement quantitatif.

⁶⁰ L'OPEP+ n'est autre que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés dirigés par la Russie.

Toutefois, la reprise des prix du pétrole a été partiellement freinée par l'incertitude concernant l'évolution de la pandémie et son impact potentiel sur la demande future de pétrole. Les prix du pétrole devraient atteindre une moyenne de 62 dollars le baril en 2021 et 2022. La demande de pétrole devrait continuer à se raffermir au cours du second semestre de 2021 mais ne retrouvera pas son niveau pré pandémie avant 2023 (après un pic autour des 80 dollars fin 2018, il évolue entre 60 et 70 dollars le baril depuis 1 an et demi), le manque à gagner étant principalement dû à la consommation modérée de carburéacteur (AIE 2021). Les prix des métaux de base ont fortement augmenté cette année, soutenus par la persistance d'une forte demande en Chine ainsi que par la reprise dans le reste du monde. Les prévisions pour les prix des métaux en 2021 ont été fortement révisées à la hausse, et l'on s'attend maintenant à ce que les prix soient en moyenne 36 % plus élevés en 2021 par rapport à l'année précédente, avant de retomber l'année suivante, en 2022, lorsque certaines contraintes d'approvisionnement s'atténueront.

b. Zone Euro

La lenteur du déploiement des vaccins et la nécessité de maintenir des restrictions strictes en matière de mobilité face à des variants plus transmissibles ont freiné le rythme de la reprise au premier semestre. La zone Euro devrait connaître une forte reprise au second semestre 2021, parallèlement à l'accélération attendue des vaccinations et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. En 2021, la croissance devrait atteindre 4,6 %, soit 0,6 point de pourcentage de plus que les prévisions de janvier, et se stabiliser autour de 4,3 % en 2022, les pays membres mettant progressivement fin aux mesures de lutte contre la pandémie, ce qui permettra de continuer à libérer la demande refoulée. Le décaissement des subventions et des prêts de l'UE de nouvelle génération contribuera également à la reprise au cours de la période de prévision, en aidant à financer divers investissements favorisant la croissance, notamment les infrastructures vertes et numériques.

c. Pays émergents et en développement

Les actifs des pays émergents ont remarquablement bien résisté au cours de l'année écoulée, déjouant les sombres prévisions formulées lorsque la pandémie de Covid-19 a éclaté. À l'évidence, les énormes injections de liquidités des banques centrales des pays avancés ont aidé. Mais certains pays émergents ont également dégagé une plus grande marge d'action ; ils ont notamment adopté des mesures non conventionnelles de politique monétaire que beaucoup auraient cru réservées aux pays avancés. Les prévisions du FMI sont révisées à la baisse de 0,4 point de pourcentage en 2021 par rapport à celles fournies au mois d'avril, soit 6,3 %, en grande partie à cause de la révision à la baisse de la croissance des économies asiatiques émergentes. Les perspectives de croissance en Inde ont été revues à la baisse à la suite de la deuxième vague sévère de la Covid-19 en mars/mai et de la lenteur attendue de la reprise de la confiance après ce revers.

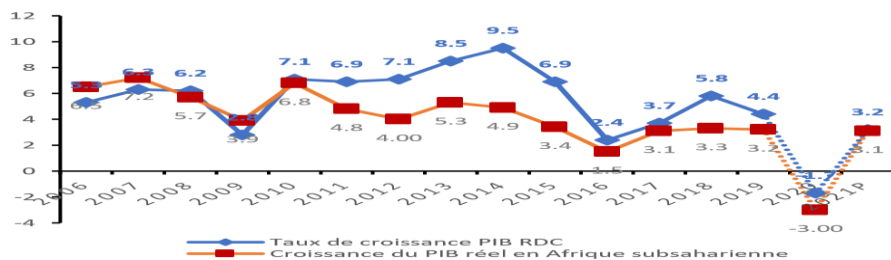
4. L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Selon les dernières estimations, la production en Afrique subsaharienne s'est contractée de 1,8 % en 2020 à la suite de la Covid-19, soit une récession moins forte qu'initialement prévu. La croissance a progressivement repris cette année, à la faveur des retombées positives du renforcement de l'activité économique mondiale, avec notamment une hausse des prix du pétrole et des métaux, et des progrès accomplis dans la lutte contre la pandémie, en particulier en Afrique de l'Ouest et centrale. La crise sanitaire a eu pour effet de creuser les déficits budgétaires et d'accroître le niveau des dettes publiques, aggravant les risques de surendettement dans certains pays. L'activité s'est partiellement redressée dans les trois plus grandes économies de la région – Angola, Nigeria et Afrique du Sud. De nombreux pays exportateurs de produits industriels et agricoles ont connu une grave récession l'année dernière.

Dans les pays tributaires du tourisme, le nombre de visiteurs étrangers est pratiquement tombé à zéro et le secteur touristique tournera probablement au ralenti jusqu'à ce que l'élargissement des campagnes vaccinales permette de rouvrir les frontières. Même si la situation s'est améliorée, la pandémie de Covid19 a continué de porter atteinte à la santé, à la scolarisation, à l'investissement et à la croissance

économique. En perspective, la croissance devrait reprendre pour atteindre 3,4 % cette année, et s'accélérer à 4,1 % en 2022, étayée par la hausse de la demande extérieure — essentiellement en provenance de la Chine et des Etats-Unis –, la hausse des prix des produits de base et l'endiguement de la pandémie. Malgré la fourniture de vaccins dans le cadre du mécanisme COVAX⁶¹, les difficultés d'achat et les problèmes logistiques continueront d'entraver les campagnes vaccinales. Il est à prévoir que les incertitudes politiques et les effets persistants de la pandémie retarderont d'importants investissements dans l'infrastructure et les industries extractives et freineront la reprise en République centrafricaine, en Guinée équatoriale, au Niger et au Kenya. Les niveaux de revenu par habitant en 2022 devraient être inférieurs de 4 % en moyenne à ceux observés en 2019. La situation sera particulièrement difficile dans les pays fragiles ou touchés par un conflit, avec des *Vaccines and Immunization* ; en français, « l'Alliance Globale pour les Vaccins et l'Immunisation ») et l'OMS, en vue d'accélérer la mise au point et la fabrication de vaccins contre la COVID-19 et d'en assurer un accès juste et équitable, à l'échelle mondiale. prévisions de production pour 2022 en recul de 5,3 % en moyenne par rapport à 2019.

Graphique 2 : Croissance du PIB réel en Afrique subsaharienne et croissance en RDC 2006-2021



Source : FMI

⁶¹ Mécanisme coordonné par la CEPI (*Coalition for Epidemic Preparedness Innovations* ; en français, « La coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies »), l'alliance Gavi (anciennement GAVI pour *Global Alliance for*

5. LA BALANCE ECONOMIQUE EN RDC PENDANT COVID 19

La RDC fait face à la troisième vague de la pandémie de Covid-19, déclarée depuis le 13 mai 2021. Pour ce, le gouvernement a renforcé les mesures barrières (port du masque obligatoire, couvre-feu imposé de 22 h à 4 h, fermeture des bars et terrasses, etc.) pour diminuer le risque de contamination et limiter la propagation du virus.

Mais cette nouvelle vague vient accentuer le poids de la crise et retarde l'envolée de la croissance économique depuis la reprise des activités (post-confinement).

a. Contexte socio-politique : Eruption du Nyiragongo et début de la vaccination contre la Covid-19

L'éruption du Nyiragongo restera un des événements phare de ce premier semestre. Le Nyiragongo est entré en activité dans la nuit du 22 au 23 mai vers 19 h heure locale. Des lueurs rougeoyantes ont commencé à s'échapper du cratère et une odeur de soufre s'est répandue dans Goma, ville de plus de 600 000 habitants, située sur le flanc sud du volcan, sur les rives du lac Kivu à quelque 20 kilomètres du cratère. Cette situation a créé une panique totale suivie d'un déplacement massif des populations de la ville de Goma vers la partie ouest ; certains ont pris la direction de Kituku, Buhimba, Mugunga, Sake et d'autres Minova et Masisi. Il faut noter que le bilan de l'éruption du Nyiragongo est nettement moins tragique qu'en 2002 et beaucoup moins qu'en 1977. Mais depuis le retour massif et progressif à partir du 29 mai à Goma, les populations déplacées rencontrent des besoins multisectoriels (articles ménagers essentiels, l'eau, l'assainissement, la protection et les abris en priorité). Mais la reprise des activités s'est faite sans détour quoique timidement avec l'appui du PAM⁶² et son partenaire World Vision International qui a accompagné la population de Goma par une assistance en vivres (maïs, huile, légumineuses et sel).

Ce premier semestre reste aussi marqué par le début de la vaccination en République démocratique du Congo. Et il faut signaler que la campagne de vaccination contre la COVID-19 a débuté depuis le 19 avril 2021. Le ministre de la Santé, les diplomates accrédités en RDC, le personnel de santé ainsi que d'autres groupes prioritaires ont

⁶² Programme alimentaire mondial.

reçu leur première dose du vaccin AstraZeneca aux Cliniques Universitaires de Kinshasa, lieu du lancement officiel, et aussi dans les différents sites des autres formations sanitaires de la ville-province de Kinshasa. La campagne va se poursuivre dans les 5 premières provinces actives retenues, à savoir : HautKatanga, Kongo Central, Lualaba, Nord-Kivu et Sud-Kivu.

Notons que près de 1,7 million de doses d'Oxford-AstraZeneca, fabriquées par le Serum Institute of India, étaient arrivées de Mumbai le 2 mars 2021 via le Mécanisme COVAX. Les vaccins attribués à la RDC contribueront à couvrir le personnel de santé et d'autres groupes vulnérables, sachant que d'autres livraisons sont attendues au cours des prochaines semaines dans le cadre d'un effort inédit visant à livrer au moins 2 milliards de doses de vaccins contre la COVID-19 dans le monde d'ici à la fin de 2021. À cela, il faut ajouter la grève du personnel soignant pour des arriérés de salaires et primes estimés à près de 10 millions de dollars. Il sied de préciser, cependant, que le service minimum est assuré et que les négociations avec le syndicat des médecins se poursuivent pour que la riposte face à la Covid-19 ne faiblisse point et que la poursuite de la vaccination débutée en avril se déroule au mieux.

Sur le plan politique, à la suite de la mise en place par le président Tshisekedi d'une nouvelle alliance politique baptisée « Union sacrée », l'ancien Premier ministre et le président du Sénat ont démissionné en janvier et février 2021. Le 15 février, après avoir pris la présidence tournante de l'Union africaine, Félix Tshisekedi a nommé un nouveau Premier ministre, Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge (qui depuis 2019 dirigeait la Gécamines, l'entreprise minière nationale) et un nouveau gouvernement a été formé le 12 avril, composé de 56 membres.

Du point de vue sécuritaire, face à l'aggravation des violences dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, le président, Félix Tshisekedi, a décrété vendredi 30 avril l'état de siège dans ces deux provinces conformément à l'article 85 de la Constitution. Une ordonnance a accompagné la déclaration du chef de l'Etat RD congolais qui précise les mesures de l'état de siège (suspension des gouvernements provinciaux et Assemblées provinciales, transfert de leurs prérogatives aux autorités militaires provinciales). Pour rappel, les

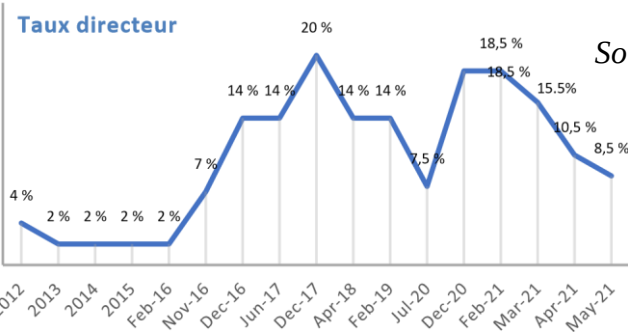
populations de deux petites villes de l'est du pays (Boga et Tchabi) dans la province de l'Ituri ont été forcées de fuir leurs maisons alors que la violence des groupes armés continue de faire payer un lourd tribut aux enfants et aux familles.

b. Reprise progressive des activités

La République démocratique du Congo (RDC) a été marquée par de nombreux événements en ce premier semestre sur le plan économique, parmi lesquels la conclusion d'un programme avec le Fonds monétaire international (FMI), première étape du décaissement d'un crédit d'1,5 milliard de dollars étalé sur trois ans et assorti d'exigences de transparence dans le secteur minier. L'enveloppe financière de trois ans soutiendra un programme de réformes structurelles ambitieux, visant à promouvoir une croissance économique durable en intensifiant la mobilisation des recettes intérieures, améliorant la gouvernance et renforçant la politique monétaire.

La croissance économique de la RDC qui atteignait 4,4 % en 2019, avant la pandémie de Covid-19, a chuté à 0,8 % en 2020, selon les estimations de la Banque mondiale. Principal moteur de la croissance, l'industrie minière a progressé de 6,9 % en 2020 (contre 1 % en 2019) à la faveur de la vigueur de la demande chinoise. En revanche, les autres secteurs économiques se sont contractés de 1,6 % (alors qu'ils avaient progressé de 5,7 % en 2019) à la suite des restrictions de déplacements liées à la pandémie, des freins à l'activité commerciale et de la limitation des dépenses publiques. La consommation privée et les investissements publics ont reculé respectivement de 1 % et 10,2 % en 2020. Notons qu'il est attendu une croissance de 2,5 % en 2021, soit une progression de 212,5 % par rapport au score de 2020 (FMI, juin 2021).

Graphique 3 : Evolution du taux directeur

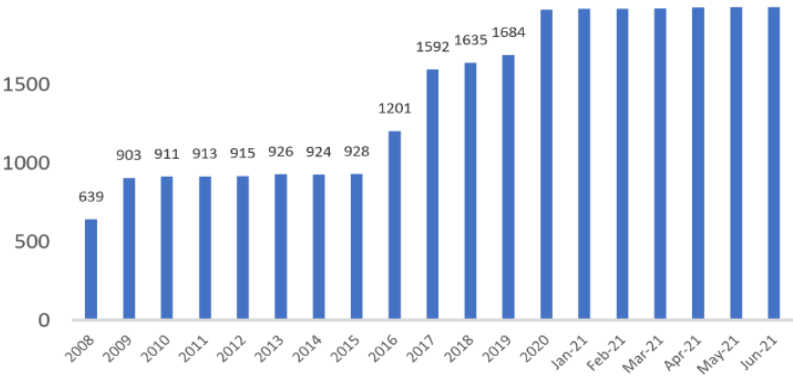


Source : BCC

Le taux directeur de la Banque centrale du Congo (BCC) passe désormais de 10,5 % à 8,5 % à mai 2021.

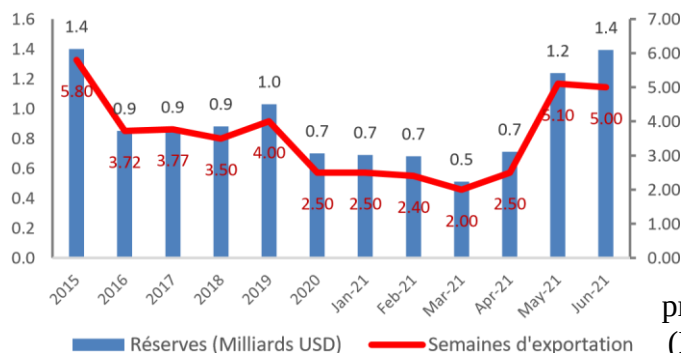
La baisse du taux directeur a pour but de baisser le coût de refinancement aux banques, de permettre à ces dernières de rééquilibrer aisément leurs positions et d’améliorer les conditions de leur concours à l’économie, pour ainsi redynamiser le secteur et mieux faire face aux multiples enjeux liés à la riposte face à la pandémie de la Covid-19.

Rappelons que le 16 avril, la BCC avait également revu à la baisse son taux directeur de 5 points de pourcentage, soit de 15,5 % à 10,5 %. De même, le 12 mars dernier, l’Institut d’émission avait abaissé de 3 points son taux directeur en le ramenant de 18,5 % à 15,5 %. Pour ce qui concerne le taux de change, en fin juin 2020, il s’est établi à 1907 CDF le dollar américain et en cette fin de semestre, il se situe à 1989. Il faut noter que depuis le début de l’année, le taux de change est maintenu stable, autour de 1985 en moyenne, avec une croissance mensuelle de 0,1 %. Graphique 4 : Evolution du taux de change de 2015 à 2021



L'accalmie observée sur le marché de change depuis le mois d'août 2020 s'est maintenue au mois de mai 2021. Le taux de change à l'indicatif s'est établi à 1989 CDF le dollar américain en mai 2021, soit une dépréciation de 0,1 % par rapport à avril 2021.

Graphique 5 : Evolution des réserves internationales de la RDC



Le déficit du compte courant s'est creusé pour atteindre 4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2020 et n'a

été que partiellement financé par des entrées de capitaux, ce qui a entraîné une baisse des réserves de change, mais la situation a changé depuis le mois de mars avec une hausse soutenue du niveau des réserves de change. Entre le mois de mai et le mois de juin, les réserves de change ont connu une augmentation de 12,5 % ; cette hausse s'explique en partie par la stratégie mise en place par la Banque centrale visant tant la maximisation des achats interbancaires des devises que la baisse de leur consommation par le Trésor.

c. Évolution du secteur financier

Le secteur financier a été doublement impacté par la crise sanitaire : en premier lieu, les institutions financières ont dû s'adapter, notamment, aux contraintes sanitaires qui ont eu pour effet de transformer profondément la manière dont elles géraient habituellement leurs activités, avec un développement très fort du télétravail. En second lieu, les entreprises du secteur bancaire ont été particulièrement mises à contribution : alors que la crise imposait une modification profonde de leur mode de travail, les banques ont dû faire face à des sollicitations fortes de soutien à l'économie. Cette crise aura accéléré la digitalisation

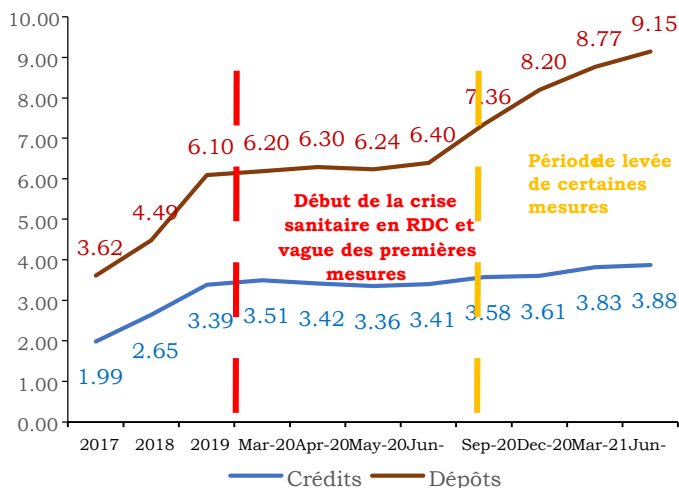
du secteur bancaire et financier en poussant les organismes financiers à moderniser leurs pratiques.

Les institutions financières ont pu toutes tourner à plein régime au début du mois de septembre 2020 mais il faut noter qu'à fin mai 2021, les institutions à l'est du pays, précisément à Goma, ont dû fermer leurs portes à cause de l'éruption volcanique du Nyiragongo. Mais cela n'aura été que de courte durée, environ une semaine et demie. Et il faut aussi rajouter à ce temps mort, le temps qui s'est écoulé entre le retour de la population déportée et la réouverture des activités des clients de ces institutions pour relancer effectivement l'intermédiation financière. De manière générale, il ressort qu'en ce premier semestre 2021, les banques commerciales ainsi que les institutions de microfinance affichent une croissance des activités soutenue.

d. Au niveau du secteur bancaire :

Il se dessine une tendance annuelle à la hausse des dépôts et de l'encours de crédit depuis 2012 et ce, malgré les chocs subis de la crise sanitaire qui n'ont pas épargné le secteur financier. À la levée des mesures de confinement, la reprise des activités a été forte avec une croissance trimestrielle moyenne de l'encours de crédit et du volume de dépôt du secteur respectivement de 8,4 % et de 24,3 %, de septembre 2020 à juin 2021 (sur base des données provisoires du secteur bancaire).

Graphique 6 : Evolution dépôts et crédits bancaires (en milliards USD)

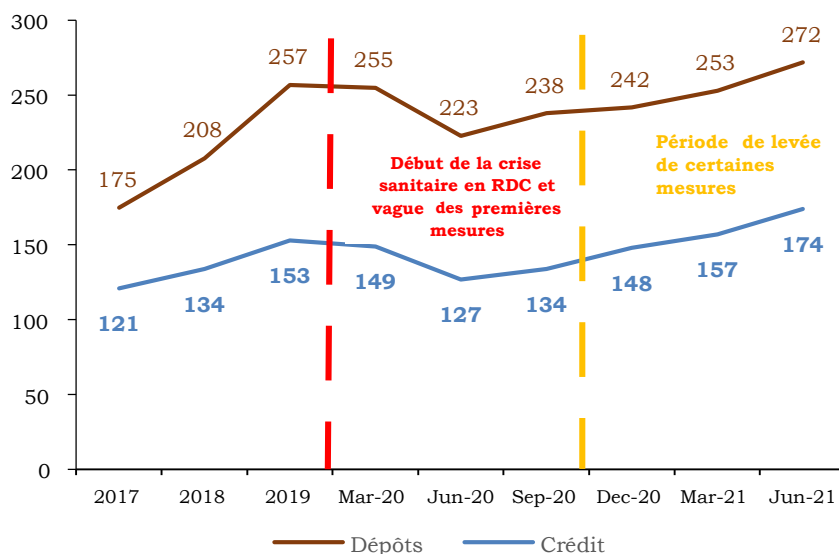


On note une croissance du niveau d'activité par rapport à décembre 2020. L'encours de crédit et le volume de dépôt du secteur se sont établis respectivement à 3,83 milliards USD et 8,77 milliards USD, soit une croissance respective de 6 % et 7 % par rapport à décembre 2020.

e. Au niveau du secteur de la microfinance :

En ce premier semestre 2021, le secteur de la microfinance a gardé un rythme de croissance soutenu à la suite de la reprise des activités. Celle-ci a été forte, avec une croissance trimestrielle moyenne de l'encours de crédit et du volume de dépôt du secteur respectivement de 17,58 % et de 12,4 %, de septembre 2020 à juin 2021 (sur base des données provisoires du secteur de la microfinance).

Graphique 7 : Evolution du secteur de la microfinance (en millions USD)



De 2017 à 2019, le taux de croissance moyen des dépôts du secteur est estimé à 21,2 % ; dès l'apparition de la Covid-19 et jusqu'à la levée des mesures de confinement, le volume des dépôts a sensiblement baissé, soit une baisse de 6,67 %, passant de 255 MUSD à 238 MUSD entre mars et septembre 2020. Par contre, on note une reprise à partir de septembre 2020. La capacité de mobilisation de l'épargne dans le secteur des MPME pendant la période de crise a été impactée négativement, suite à la volonté des déposants de ne pas se retrouver en manque de liquidité si la Covid-19 devait entraîner des mesures préventives de contamination plus fortes tel que le confinement.

Pour les MPME, une telle situation serait critique pour la survie de leurs activités d'où cette nécessité plus présente, pour eux, de puiser dans leur épargne pour faire face à ce risque potentiel. En termes de crédit, le résultat est frappant et démontre réellement que la reprise des activités a été forte dans le secteur. Pour rappel, le taux de croissance annuel du volume des prêts entre 2017 et 2019 est estimé à 12,5 % mais comme pour le dépôt, le volume de prêts a connu une baisse, passant de 149 MUSD à 134 MUSD entre mars 2020 et septembre 2020. Mais la reprise a été forte, engendrant une situation remarquable malgré le risque présent lié à la perte de vitesse des activités des MPME. La

volonté manifeste des IMF et des COOPEC d'accompagner les activités génératrices de revenus vers une reprise soutenue aura permis d'atteindre un volume estimé à 174 MUSD à juin 2021 ; comparé à la situation de décembre 2020, cela représente un taux de croissance de 17,6 %. L'encours de crédit et le volume de dépôts du secteur se sont établis respectivement à 157 MUSD et 253 MUSD, soit une hausse respective de 17,6 % et de 12,4 % par rapport à décembre 2020.

6. CONCLUSION ET PRESENTATION DE RESULTAT

L'exercice financier de 20219 en 2022 a été marqué par la reprise des activités après la grande crise sanitaire due à la pandémie de COVID-19. Cette période a été marquée par la finalisation de la mise en œuvre des activités d'assistance technique de crise lancées au mois d'août 2020. Rappelons que le programme d'assistance technique de crise mis en place par le FMI en RDC visait le renforcement de la résilience des institutions financières partenaires du Fonds face aux effets de la crise sanitaire. Après cette analyse d'impact de la pandémie de la COVID-19 sur les opérateurs économiques, sur les ménages et sur les acteurs du secteur financier de la RDC voici le resultat :

Parmi les résultats de cette étude, nous pouvons noter que 62 % des chefs d'entreprise interrogés ont déclaré que la pandémie a un impact extrêmement négatif sur leurs entreprises, et 26 % qu'elle avait un effet assez négatif. Le principal facteur cité par les chefs d'entreprise de l'impact négatif de la Covid-19 est une réduction du niveau des ventes et du chiffre d'affaires des entreprises.

71 % des entreprises interrogées ont signalé une baisse importante de leurs revenus en juillet 2021 par rapport à la même période en 2020. Cette baisse a un impact disproportionné sur les petites entreprises : 78 % d'entre elles ont signalé une baisse de leurs revenus en juillet 2021 contre 57 % des grandes entreprises. En termes de perspectives d'avenir, près de 42 % des chefs d'entreprise restent indécis sur les perspectives de croissance et pour la plupart, cette perplexité est liée au manque de soutien à moyen et long terme du gouvernement car les dernières mesures d'allégement remontent à avril 2020.

En termes de formations, au cours du premier semestre 2021, 3 sessions de formation portant sur le Programme national de l'éducation financière (PNEF) ont été dispensées dans 3 villes, à savoir Kananga, Kikwit et Matadi. Au total, ces sessions ont accueilli 93 participants dont 50 femmes. Le FPM a aussi lancé son programme de formation de l'année en cours à grande échelle, comportant 9 thématiques qui sont dispensées sous le format de *blended learning*. Globalement, au premier semestre, les différentes sessions ont enregistré au total 329 participants, provenant essentiellement des institutions financières, dont 33 % de femmes contre 30 % lors du programme de 2020. Des forums ont réuni près de 180 étudiants participants, provenant essentiellement des universités. Le second forum s'est déroulé au format de webinaire. Ce forum a porté sur « l'Etat des lieux de l'impact de la Covid-19 sur l'inclusion financière : les résultats 2020 des institutions financières ».

Cet article est un outil qui permet de mener une évaluation sur le niveau de développement et le profil de risque des institutions, en vue de définir des appuis à mettre en œuvre en fonction de chaque catégorie. Le système de catégorisation permet également d'apprécier de manière relativement objective l'évolution du profil risque. Dans le but de continuer l'analyse de la COVID-19 en RDC, nous invitons d'autres chercheurs à s'y investir pour un enrichissement.

Par C.T. RAFIKI BIGIRINEZA Patient

Chap. V. DE LA THEORIE POLITIQUE A LA PRESENTATION GEO-STRATEGIQUE DU SUD-KIVU POUR UN RELEVEMENT COMMUNAUTAIRE

Par Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian

Résumé



Construire la paix et la sécurité reste une priorité en RDC et au Sud Kivu en particulier, car la vie socio-économique de chaque congolais en dépend. Au vu de la destruction terroriste des groupes armés étrangers sur le sol congolais dont leur bilan laisse à désirer : la guerre, violence basée sur le genre, insécurité sociale, démolition des maisons, délabrement des routes, ponts, ouvrages d'art, usines, etc. Ayant des conséquences néfastes dont : la perte en vie humaine, marginalisation, baisse de la production, de la commercialisation, manque d'abri, difficulté dans la circulation des personnes et leurs biens, nous recommandons au gouvernement congolais de pouvoir rétablir un climat de paix et de sécurité sur l'étendue nationale que provinciale. En suite de réhabiliter les infrastructures pour un désenclavement des villes de la province du Sud Kivu avec ses territoires ; Kabare, Idjwi, Mwenga, Shabunda, Kalehe-Bunyakiri, Fizi..., et procéder aux travaux d'asphaltage de la route nationale numéro deux et celles des dessertes agricoles par un accompagnement de la population locale.⁶³ Cette mesure serait une réponse à la promotion de la dignité de l'homme congolais, au relèvement communautaire pour la réduction de la pauvreté par la création des usines de transformation des produits manufacturés, l'accès à leurs terres pour l'agriculture de production, d'élevage et la réduction de la

⁶³ VELTZ P. (2010) *L'économie de la connaissance et ses territoires*. Hermann. Paris.
ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

malnutrition. Relever l'Economie de la république et celle de la province du Sud Kivu où les opérateurs économiques ont la facilité d'importer, des matières premières et vivrières vers l'Afrique et le monde.

Une recommandation à toute la population du Sud-Kivu de nous aimer mutuellement et de partager ensemble les intérêts de notre labeur. Aux conflits fonciers persistants, rapprochons-nous des Cadres de Base communautaires ou Barza Communautaire enfin de découdre la teneur par une gestion et résolution pacifique de conflits avant d'amorcer tout autre procès juridique ou pénal. Cultivons les bonnes habitudes, de dialogue, de respect à la vie, à notre culture Bantu et de nos différentes mœurs coutumières ; c'est là le ressourcement de notre sacralité. Envisageons la coopération dans les échanges commerciaux avec les autres différents de nous. La paix et la sécurité sociale pour chaque congolais et sud-kivucien constitue pour nous un projet de société une fois élus à la députation nationale dans la province du Sud Kivu circonscription de Kabare dont je suis ambitieux. Je promets à ma base que je n'aménagerais d'aucun effort pour plaider en sa faveurs.

Mots clés : *géo-stratégie-paix-sécurité sociale*

1. Cadre conceptuel

Politique Il n'est pas aisé de définir ce terme en raison des usages multiples, abusifs et variés que l'on fait de ce mot. La politique est partout et nulle part à la fois. Le mot politique peut avoir plusieurs sens dépendant de la signification qu'on lui attribue quand on l'utilise. Il est chargé d'ambiguïtés. Etymologiquement, il vient du mot grec « Polis » qui signifie « cité ». La politique serait donc L'art de gouverner la cité (ensemble de citoyens, esclaves, et les étrangers étant exclus). Cependant, ce vocable est très encombré sémantiquement. Plusieurs dualités enserrant traditionnellement l'usage de ce mot peuvent être signalées selon les types de discours, la langue française ou anglaise voire selon le genre en français. L'opinion commune attribue deux valeurs différentes à l'activité politique : Au sens noble déjà présent chez Aristote, politique est l'art du commandement social, l'activité pacificatrice permettant à une société divisée de s'ordonner à une fin supérieure.

Au sens vulgaire, la politique est une activité sale, dégradante, renvoyant à des jeux stériles, à des bavardages artificiels à des ambitions effrénées etc. Le discours savant est divisé sur l'aire de la sphère politique : Selon la thèse restrictive, la politique est tout compartiment singulier de la société, distinct des autres activités sociales, assujettis à des buts et règles spécifiques. Selon la thèse extensive, la politique est omniprésente et traverse de part en part la société. Tout 'est politique l'élection des députés, l'éducation des enfants, une chanson populaire etc. La langue anglo-saxonne utilise deux termes distincts pour définir la politique. Le terme « Policy » désigne la gestion exercée dans un domaine déterminé par un organe ; il désigne les produits de l'action gouvernemental c'est-à-dire programme, les décisions et les actions imputables aux autorités publiques : politique étrangère, politique sanitaire. Le terme « politics » désigne de lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir, spécialement du pouvoir dans le cadre de l'état.⁶⁴ Le terme politique est un mot androgène, pouvant être employé au féminin comme au masculin: « Le politique» désigne par une contraction discutable. L'homme politique : celui à une action politique ; c'est un ensemble de régulations qui assurent l'unité et la pérennité d'un espace social hétérogène et conflictuel.

C'est donc un monde des essences, le lieu d'un discours rationnel, dégagé des contingences sur le sens de l'évolution du groupe social.⁶⁵ C'est une expression de l'être du groupe, il qualifie un certain arrangement à donner des données matérielles collectivisées et des éléments spirituels qui constituent sa culture. « La politique indique la scène où s'affrontent les individus et les groupements en compétition pour la conquête et l'exercice du pouvoir ». C'est donc, le lieu de combats, des conflits, des divisions ... La politique est l'objet de la science politique un domaine. Il ne peut pas y avoir des dissociations entre le politique et la politique. Le politique ne peut pas ignorer la contingence sauf à devenir une catégorie différente, une morale politique ou une philosophie politique.

⁶⁴ D.ASHFORD, cité par BADIE BERTRAND, HERMET GUY, *la politique comparée*, Paris, Armand Colin 2001, pp. 92-93

⁶⁵ A. MAINDO, cours de la sociologie politique, Inédit, UOB. G3SPA2009
 ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

La politique s'intéresse aux choses qui se passent, de même, elle doit être prévisionnelle. Toute politique nécessite des vues au-delà du quotidien et une réflexion sur ce qu'elle est en retour sur elle-même. Le politique doit veiller à coller (s'adopter) aux réalités des gens, les hommes vivent dans une société qui a une histoire, qui se transforme et où des décisions doivent être constamment prises. La politique ou le politique il y a mieux une opposition qu'une différence d'accent dans l'interprétation. Lorsque nous parlons la science politique on parle d'abord de politics et Policy et aussi dans le sens noble et en fin les 4 premiers constituent le politique et la politique⁶⁶. La politique est conditionnée naturellement de nombreux complexés facteurs et qui interviennent des degrés différents selon leurs pays ; l'espace c'est-à-dire la géographie, l'histoire, la religion, la dimension ludique (jeux).

2. La socialisation

Selon C.D ECHAUDÉMAISOM, il s'agit d'un ensemble de mécanismes par lesquels les individus font l'apprentissage des rapports sociaux entre eux et assimilent les normes, des valeurs et les croyances d'une société ou d'une collectivité. Ainsi, l'on distingue la socialisation primaire de l'enfant et les socialisations secondaires celui-ci, c'est le processus d'apprentissage et d'adaptation des individus tout au long de leur vie. Dans son sens large, la socialisation pour GUY ROCHER⁶⁷ est un processus par lequel la personne humaine apprend et intériorise tout au long de sa vie; les éléments sociaux-culturels de son milieu, les intègre et à la structure de sa personnalité sous l'influence d'expériences et d'agents sociaux significatifs et par là s'adapte à l'environnement social où elle doit vivre. Si elle favorise la reproduction sociale elle n'élimine pas pour autant les possibilités de changement social. Les humains se tournent vers les autres et ont besoin du processus de socialisation. Des conclusions peuvent être trouvées dans l'expérience de Harlow⁶⁸ qui s'est interrogé sur les conséquences qu'avaient le fait

⁶⁶ A. MAINDO, *cours de science politique*. Inédit. UOB, UOB, G 1 SPA, 2006

⁶⁷ G. ROCHER, Cité par YVES ALP et ALLI, *Lexique de sociologie*, Paris, Dalioz, 2005, P. 230.

⁶⁸ HARLOW, Cité par ROCHER, *Leviqve de sociologie*, Daioz, 2005, p.231
ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

de grands singes de tout contact avec leurs congénères et leurs mères maternelles. Il s'est avéré que ceux-ci développaient une déficience mentale qui était mis à la lumière du jour lorsqu'il est les réintroduisant dans leur milieu naturel. Cette déficience était d'autant plus grande lorsqu'ils étaient déplacés de leur lieu d'origine dès la naissance. Ainsi, il apparait que dans les cas des humains, la socialisation est un processus clé dans son développement psychique dès l'enfance. Les enfants humains naissent. Sans aucune notion culturelle ou sociale. Les parents, professeurs et l'entourage en général leur permettant de s'adapter et de les guider dans un nouvel environnement. Durant la socialisation, apprentissage du langage et de la culture suit son cours selon le sexe, garçons ou filles ; les individus apprennent des notions culturelles et sociales différentes⁶⁹.

Les modalités de cet apprentissage qui transforme progressivement un nouveau-né en être social sont multiples. Il est en partie mais en partie seulement le résultat d'une éducation. Parentale ou scolaire, l'éducation est une entreprise consciente et explicite de transmission de valeurs et de normes et contribue donc de manière importante à la socialisation. Mais si celle-ci inclut le travail éducatif elle ne s'y réduit pas. En effet, l'apprentissage des normes et des rôles est également le résultat d'un contrôle social. La vie en société expose sans cesse l'individu à des jugements de conformité et aux sanctions positives ou négatives qui en découlent du sarcasme aux amendes en passant par les remises de peine et les compliments. Autrement dit les institutions éducatives n'ont pas le monopole de la socialisation. En outre, la socialisation peut être de transmissions inconscientes, c'est-à-dire inconscientes non seulement pour l'individu à socialiser, mais aussi et surtout pour les individus qui les socialisent.

Mais l'individu lui-même contribue à sa socialisation au travers des efforts cognitifs par lesquels il cherche dès son plus jeune âge, à décoder les signes qu'il reçoit et à en émettre la langue, en particulier est tissée des normes et de rôles implicites qui se glissent dans les schémas cognitifs de l'individu à mesure qu'il apprend à parler. L'asymétrie de genres grammaticaux. Par exemple, n'est sans doute pas

⁶⁹ CH. KATENGURA, cours de sociologie politique, Inédit, ULGL, G3 SPA, 2009-2010.

sans effet sur la construction des genres Sociaux. Autrement dit l'individu parlant se socialise lui-même. Par l'intermédiaire du langage, là encore à son insu. On pourrait allonger sans fin la liste des modalités de la socialisation (imitation. Identification. Généralisation. etc.) elles sont en fait aussi diverses que les multiples influences que les individus, en société exercent les uns sur les autres. Si la socialisation fournit aux individus des schémas culturels partagés, elle contribue également, indissociablement, à les différencier. Cette différenciation est double : les individus reçoivent des socialisations différentes selon leur groupe d'appartenance. Une société n'est pas un ensemble homogène : Elle est constituée de groupes sociaux distincts, dotés d'une culture (en partie), propre, transmise lors de la socialisation primaire.

Conséquence : lorsqu'elle a lieu, la mobilité sociale est un processus d'acculturation, plus ou moins aisé. C'est ce que montre l'exemple classique, analysé par Richard Hoggard, d'un garçon boursier tiraillé entre les codes de l'école où il côtoie des jeunes gens issus de milieux sociaux plus aisés que le sien et la culture populaire de sa famille⁷⁰. C'est également l'un des ressorts de la double absence vécue par les individus qui ont émigré : tenus pour étrangers dans leur société d'accueil, ils le sont aussi quand ils retournent dans leur société d'origine. C'est également le sens du phénomène de socialisation anticipatrice. Lorsqu'un individu épouse par avance les normes non pas de son groupe primaire mais d'un groupe de référence qu'il aspire à rejoindre.

La première approche est celui qui court d'Emile Durkheim à Pierre Bourdieu conçue comme un processus d'intériorisation, du social, la socialisation produit des dispositions durables et contribue à la reproduction de l'ordre social. Dans l'approche durkheimienne, la socialisation que Durkheim ne distingue pas de l'éducation est un processus par lequel la société attire à elle l'individu, à travers l'apprentissage méthodique de règles et de normes par les générations ; elle favorise et renforce l'homogénéité de la société.

⁷⁰ R. HOGGARD, Anonyme

D'où l'importance accordée par Durkheim à l'école à laquelle il assigne la mission de forger des individus à la fois autonomes et socialisés : l'autonomie individuelle n'est compatible avec la cohésion sociale qu'au terme d'une intériorisation des normes.⁷¹ Dans une optique Bourdieusienne, la socialisation consiste également en un processus d'intériorisation par individu des manières de faire et de penser propres à son groupe primaire elle produit un habitus, c'est-à-dire un ensemble de dispositions profondément incorporées, qui orienteront durablement les pratiques, les goûts, les choix, les aspirations des individus⁷². Elle contribue ainsi à la reproduction sociale ; d'autant qu'elle transmet d'une génération à l'autre de manière active ou par imprégnation, un capital culturel (manières de parler, goûts, connaissance, etc.) à la fois très inégal selon les groupes sociaux et décisifs pour la réussite scolaire donc sociale des individus. Dans les approches précédentes la socialisation est conçu comme un processus par lequel la société fait l'individu. D'autres approches la conçoivent au contraire comme une suite d'interactions au cours de laquelle, également l'individu fait la société. La divergence avec les approches précédentes est double : D'une part, la socialisation n'est pas exclusivement un processus unidirectionnel. Les interactions sont des actions réciproques porteuses d'influences mutuelles entre les êtres sociaux.

A la faveur de ces interactions se construisent, se confortent se défont et se reconfigurent des manières d'être ensemble, des modes de coexistence, mais aussi des systèmes d'attitudes. La socialisation apparaît donc comme un processus d'interaction entre un individu et son environnement. Il existe des phénomènes de socialisation réciproque entre générations, par exemple entre enfants, parents et grands-parents, les enfants initient souvent les parents à l'information ou aux cultures récentes. D'autre part, les normes sont moins intériorisées qu'interprétées. C'est le cœur de l'analyse de Jean Piaget sur l'éducation et la socialisation des enfants. Il pense que les individus sont actifs dans leur socialisation qu'ils participent qu'ils interprètent et

⁷¹ A. MAINDO, cours de sociologie politique, Inédit, UOB, G3 SPA, 2009-2010.

⁷² Idem

à l'occasion rejettent en fonction de leur expérience les normes et les valeurs qu'on leur transmet, ce qui contribue à les faire évoluer et favorise le changement social. C'est ainsi que l'on constate que les enfants n'ont jamais tout à fait les mêmes croyances, les mêmes valeurs et les mêmes manières de vivre que leurs parents.

3. Parti politique

Maurice DUVERGE, avait écrit un ouvrage important sur le parti politique. Pour lui c'est un groupe articulé hiérarchisé, adapté à la lutte du pouvoir et représentant les intérêts et les ambitions des catégories sociales diverses parties politiques organisés dans le cadre municipal, urbain et hiérarchie, c'est la succession qui est adaptée à la lutte du pouvoir c'est-à-dire le parti politique est pluriel regroupe les catégories des personnes⁷³. Myron WEINER politologue Américain. Ils ont donné la définition qui était classique.

Le parti politique est une organisation durable c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie politique soit supérieure à celle de se dirigeant en place une organisation locale bien établi et apparemment durable en traitement de rapport de régulier et varie avec l'échelon national⁷⁴: La volonté de libérer des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et d'exercer le pouvoir, de l'influencer, le souci en fin de rechercher un soutien populaire à travers les élections à toute autre manière. Les 4 critères distinctifs d'un parti politique⁷⁵: La continuité de l'organisation ; cela permet de distinguer le parti politique d'une faction personnelle, la nationalisation de l'organisation: ça permet de distinguer le groupe parlementaire ou d'information locale, la volonté d'exercer le pouvoir qui permet de distinguer le parti politique d'un groupe de pression. Recherche d'un soutien populaire : ça permet de distinguer le parti politique de club et autre science de pensée qui sont des simples laboratoires intellectuels.

4. Les fonctionnements des partis politiques

On distingue deux types des partis politiques ou deux fonctions :

⁷³ M. DUVERGE, *les partis politiques*, paris, Armand colin, 1973. P.71

⁷⁴ V. LEMIEUX et WEINER, *systèmes partisans et partis politiques*, Montréal, presses de l'université du Québec

⁷⁵ LA PALAMBARA et M. WEINER, *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966, P6

Fonction manifeste et fonction latente.

a) Fonction manifeste

La fonction de l'opinion amenée le débat politique pour politiser les choix « Fonction programmatique. » La sélection du personnel politique : les électeurs interviennent des élections mais ne choisissent pas. L'encadrement des élus: il existe deux cas figures: «Parti rigide (solide) qui donne de directions à ses partisans de censure descendante: réduction du titre « Partie souple »: quant à lui. Il laisse une large marge de manœuvre, une certaine autonomie et laisse aux élus.

b) Fonction latente

Consiste d'assurer dans un parti politique l'assistance sociale, assistance économique et mobilité sociale. Fonction tribunicienne : Georges LAGON a mis la fonction tribunicienne en œuvre. C'est une fonction de défense et de représentation des couches plébéiennes ou couches populaires. Le parti est ici propre parole de revendication de catégories sociales et l'interprète de besoins exprimés par les citoyens. Il y a d'autres auteurs qui évoquent d'autres types de fonction notamment l'encadrement social. Fonction pédagogique : c'est-à-dire le parti politique doit former des militants, candidats et tous ceux qui sont dans la même logique que le parti. Fonction rassemblement : à la fois rassemblé les gens sur le plan conventionnel, émotionnel et affectif. Le parti politique exerce des fonctions à trois niveaux selon les politologues : niveaux cognitifs, affectif, évolutif. Selon la typologie de DUVERGE il distingue le parti de cadre et parti de masse. Parti de cadre : c'est une qui ne cherche pas le grand nombre mais cherche la qualité. C'est un parti oligarchique et aristocratique. Parti de masse : parti souple et de centralisé et cherche une adhésion massive et quantitative c'est un parti qui vive longtemps de cotisation de ses membres se sont les parties qui sont fortement organisés et hiérarchisés.

5. Les groupes de pression citoyenne

Le phénomène des groupes est universel. Dans toutes les sociétés, les acteurs sociaux s'unissent pour avoir plus de pouvoir. Aristote ne définissant-il pas l'homme comme l'animal qui s'associe aux autres parce qu'il en tire avantage. Toutefois cette tendance se traduit

différemment selon les sociétés ; les sociétés archaïques ou traditionnelles se caractérisent par la prédominance des petits groupes fondés sur des relations familiales ou parentales alors que les sociétés modernes se distinguent par la prédominance des grandes associations volontaires.

Ce phénomène a d'abord été observé par Alexis de Tocqueville (1805-1859), il applaudit la démocratie américaine pour sa force sa vitalité et les libertés qu'elle implique. Selon De Tocqueville, l'une des richesses de cette démocratie repose sur la prolifération de groupes de pression. D'après lui, la possibilité de s'unir pour défendre des intérêts particuliers sans renverser d'ordre établi, est l'une des plus belles expressions de la liberté. Il n'hésite pas à affirmer : « la liberté d'association est devenue une garantie nécessaire contre la tyrannie de la majorité. »⁷⁶ Cette démarche est typiquement américaine, en ce sens qu'elle est tributaire du fonctionnement de la vie politique américaine où les partis politiques sont faiblement organisés, ce qui a eu pour effet de renforcer le rôle des groupes de pression et d'entraîner l'institutionnalisation des lobbies. En Europe, les partis politiques ont plus tendance à jouer ce rôle et à prendre eux-mêmes la défense des intérêts économiques, sociaux et culturels des différentes catégories sociales. On doit aussi noter que cette démarche est particulière à la science politique qui a produit ses propres concepts pour analyser ce phénomène au lieu de les emprunter à d'autres disciplines comme c'est souvent le cas. L'hypothèse à la base de théorie des groupes de pression est la suivante : on ne peut expliquer les décisions prises par les détenteurs du pouvoir par l'étude des mécanismes statutaires prévus par les constitutions.

Les décisions prises par les pouvoirs publics sont la résultante du rapport de force entre les groupes en concurrence dans la société. L'analyse politique doit donc plus se préoccuper des processus que des structures juridiques, elle doit s'intéresser plus aux groupes qui contrôlent le pouvoir qu'aux aménagements constitutionnels pour la

⁷⁶ A. DE. TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Paris Gallimard. Idées, NRF, 1968, Pl12

société. Les groupes de pression peuvent être à la fois exemple : l'armée, l'église, le syndicat, société civile. Les 3 éléments à savoir que le groupe de pression met un obstacle politique : Le parti politique : les groupes de partie permettent de prendre conscience de demande non mise en compte par partie politique et les institutions publiques. Au niveau économique : il contribue à faire prendre conscience de la nécessité de compense des situations qui sont humainement et moralement acceptable. Au niveau social : un groupe de pression identifie les solidarités sociales. Le groupe de pression présent également des inconvénients par rapport à la logique démocratique de la société. L'existence de nombreux groupes de pression risque de provoquer une vision dangereuse de la société. Le groupe de pression disposant de gros moyens risque de navette, de piloter et de manipuler la direction des affaires publiques. Pour y parvenir, il y a une panoplie de moyens disponibles qui sont habituellement utilisés selon un ordre croissant d'intensité.

Jean Meynaud⁷⁷ en a identifié cinq: Le premier moyen est la persuasion: un groupe va d'abord chercher à persuader le décideur de la justesse de ses revendications ; La pression s'effectue alors par la présentation de mémoires, de pétitions ou de rapports au ministre intéressé aux parlementaires ou aux fonctionnaires. La menace est ensuite utilisée si les autorités ne réagissent pas aux demandes du groupe. Les groupes peuvent menacer les députés de travailler à leur prochaine défaite électorale ou encore ils peuvent menacer d'intervenir pour bloquer la carrière d'un fonctionnaire peu coopératif.

Les groupes peuvent aussi intervenir en amont dans le processus décisionnel en contribuant à la caisse électorale d'un parti politique, en espérant que les élus seront, sensibles par la suite à leurs exigences. Les groupes peuvent aussi soudoyer les responsables pour que les décisions

⁷⁷ J. MEYNAUD, Soucient aussi cette distinction quoi qu'avec plus de nuances dans « *les groupes de pression* » Paris, PUF, 1960, p.17-19.

prises soient conformes à leurs intérêts. La corruption politique peut prendre la forme directe de pots-de-vin ou des formes plus subtiles comme des cadeaux de fin d'année, des parties de chasse ou de pêche, des invitations à déjeuner. Il s'agit par ces pratiques qui ne sont pas nécessairement illégales d'amadouer les responsables, de les rendre sympathiques à sa cause. Les groupes peuvent augmenter la pression en utilisant le sabotage de l'action gouvernementale lorsque les autres moyens de pression ont échoué. Ces pratiques sont surtout employées par les groupes d'intérêts économiques. Il s'agit de monter une crise financière ou de faire fuir les capitaux pour déstabiliser les dirigeants politiques (par exemple, le coup de la Brink en 1970, ou la décision de la Sun Life de déménager son siège social en Ontario après l'arrivée au pouvoir du PQ). Le refus de payer ses impôts est une autre façon d'agir contre le gouvernement, mais cette forme de sabotage est beaucoup plus rare.

Enfin, les groupes peuvent recourir à l'action directe et à l'épreuve de force lorsqu'ils ont épuisé les recours légaux et économiques. Ils déclenchent alors des grèves, des occupations, des manifestations. L'institutionnalisation, à ce niveau, signifie ou suppose l'atteinte par le système ou l'organe d'un haut niveau d'adaptabilité, de complexité, d'autonomie et de cohésion entre les organes du système. L'adaptabilité est la capacité de faire face aux changements à travers l'histoire, La complexité, lorsque le système ne dépend pas d'une seule structure ; L'autonomie des organes entre eux, aucun organe n'influence l'autre ; La cohérence est l'état de consensus entre les différents organes.

Ils ont une fonction d'intégration. Ils canalisent et encadrent les revendications, ce qui a souvent pour effet de modérer les excès. Ils réduisent l'affrontement direct et l'utilisation de la violence pour la défense des intérêts. Ainsi, la reconnaissance des syndicats a marginalisé l'usage de la violence dans les conflits-patrons-ouvriers. Cette pratique se fait par de rétributions symboliques ou non à ses followers ; en leur donnant de postes 1^{er} ministériels ou politiques dans le parti le système d'élections primaires au sein du parti et avec un système national électoral, qui demande l'implication personnelle des candidats, les tensions clientélistes sont fortifiées par le mode électoral.

6. Présentation du cadre d'étude

La présentation de la Province du Sud-Kivu, notre milieu d'étude comprend les informations contenues dans les sections ci-après : La situation physique de la Province avec les principales caractéristiques dont la superficie, le climat, l'hydrographie, le sol, la végétation, etc. La situation administrative et politique de la province : organisation administrative, environnement politique, impact des guerres; La situation socio- culturelle : les statistiques démographiques, la structure de la société, les principaux groupes ethniques, les minorités ethniques, les groupes vulnérables, la variable genre ; Les états de lieux sectoriels: éducation, santé, agriculture, élevage, pêche, habitat, eau, énergie électrique, exploitation minière, exploitation forestière, transports (route, aéroport, port et voies navigables, chemin de fer) ; communication Les principaux problèmes de développement ou les contraintes majeures⁷⁸.

7. Présentation de la province du SUD-KIVU

a. Localisation

La province du Sud-Kivu a une superficie de 69.130 Km² et sa population s'élevait à 3.028.000 habitants en 1997, elle est estimée actuellement à 3.500.000 habitants, soit une densité moyenne de 50,6 habitants par Km². Le Sud-Kivu est situé à l'Est de la République Démocratique du Congo, approximativement entre 1⁰ 36' de latitude sud et 5° de latitude sud d'une part et 26°47' de longitude Est et 29°20' de longitude Est d'autre part. La province est limitée à l'Est par la République du Rwanda dont elle est séparée par la rivière Ruzizi et le lac Kivu, le Burundi, la Tanzanie, séparés du Sud-Kivu par le lac Tanganyika, au Sud-Est, on a la province du Katanga, au Sud, à l'Ouest et au Nord-Ouest la Province du Maniema, au Nord, la Province du Nord-Kivu⁷⁹

b. Relief

La frontière orientale du Sud-Kivu correspond au Rift Valley Occidental, dans ce fossé d'effondrement logent les lacs Kivu et Tanganyika. Quant aux terrains qu'on y trouve, ils peuvent être groupés

⁷⁸ Archives mairie Bukavu, p 10

⁷⁹ BEeK, U. (2003) *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure au Sud-Kivu*. Paris. Flammarion.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

en deux ensembles principaux : les terrains du socle et les terrains volcaniques, auxquels il faut ajouter un troisième ensemble : les terrains de couverture que l'on trouve au fond des lacs Kivu, Tanganyika, ainsi que dans la plaine de la Ruzizi. Le socle réunit tous les terrains antérieurs au carbonifère moyen et couvre pratiquement tout l'Ouest et le Centre de la province, plus de 70 010 de l'étendue de la province. Ces terrains anciens sont riches en minerais : de cassitérite, l'or, le colombo-tantalite, le wolframite, minerais exploités depuis la période coloniale jusqu'à nos jours. Les environs de la ville de Bukavu sont des régions volcaniques où l'on rencontre des roches basaltiques, voire des laves anciennes vers INERA MULUNGU.

D'ailleurs le Mont Kahuzi est un volcan éteint. Quant au relief, il est très varié. L'Est très montagneux s'oppose au Centre et à l'Ouest de la province où l'on rencontre respectivement des hauts plateaux et des bas plateaux. Cette diversité physique est l'origine de l'appellation du Kivu montagneux à l'Est et qui diffère des contrées occidentales moins élevées. Le haut relief de l'Est est sans doute la prolongation de la chaîne de Mitumba excédant parfois 3.000 mètres d'altitude. Toutefois, un bas-relief s'observe dans la plaine de la Ruzizi depuis Uvira jusqu'à Kamanyola.

c. Climat et végétation

Les facteurs principaux qui déterminent les climats du Sud-Kivu sont la latitude et l'altitude. Le Kivu montagneux, l'Est de la province jouit d'un climat de montagne aux températures douces où la saison sèche dure 3 à 4 mois de juin à septembre. A titre d'exemple Bukavu et Goma connaissent une température moyenne annuelle de 19°C, quant aux hauts plateaux de Minembwe, Mulenge, Kalonge et les montagnes de Kahuzi- Biega sont encore plus frais. Dans ces contrées poussent une végétation montagnarde étagée et à prédominance herbeuse. Par contre, le centre et surtout l'Ouest du Sud-Kivu, en particulier les territoires de Shabunda et celui de Mwenga connaissent un climat équatorial, domaine de la forêt dense équatoriale, car il y pleut abondamment et presque toute l'année.

Cependant la plaine de la Ruzizi connaît un microclimat, un

climat tropical à tendance sèche et où les pluies sont quelque peu faibles (± 1.000 RNM/ANJ). végétation étant une savane herbeuse à épines parsemée des cactus cièrges. C'est ainsi que la riche flore du Sud-Kivu héberge l'un de meilleurs parcs du monde, celui de Kahuzi-Biega où l'on rencontre les gorilles démontage et une luxuriante forêt des bambous.

d. Hydrographie

Elle est abondante. On y rencontre deux lacs de montagne ; le lac Kivu (1.470 m). Il est le plus profond de l'Afrique et le 2^e du monde après le lac Baïkal (1.741 m) et le lac Tanganyika (773 m) et qui sont reliés par la rivière Ruzizi. Le lac Tanganyika est très poissonneux. Quant au lac Kivu, il est très peu poissonneux suite à la présence des gaz carbonique et méthane. Le cours d'eau du Sud-Kivu appartiennent au bassin hydrographique du fleuve Congo. La plupart de ces cours d'eau prennent leur source dans les montagnes de l'Est et coulent pour la plupart vers l'Ouest où ils débouchent dans le fleuve Lualaba, d'autres se jettent dans les lacs.

e. Pluviométrie

Les territoires de Kabare, Walungu, Kalehe, Idjwi et la ville de Bukavu connaissent deux saisons : la saison sèche qui dure 3 mois de Juin à Septembre et la saison de pluie qui dure 9 mois. La saison sèche connaît une température élevée et une rareté de pluies durant toute cette période. C'est à ce moment qu'on cultive les endroits marécageux. La saison de pluie connaît une forte précipitation mais ce dernier temps avec l'abattage désordonné des arbres, la destruction de l'environnement et la surpopulation fait que la pluie devient de plus en plus rare. Dans les territoires forestiers comme Fizi, Mwenga et Shabunda situés à l'entrée de la forêt équatoriale, il pleut abondamment toute l'année. Quant au territoire d'Uvira à part les hauts plateaux, la pluie commence à s'y faire aussi rare et la température augmente de plus en plus à cause de la concentration de la population entraînant la destruction de l'environnement.

f. Sols

A Kabare, Idjwi et Walungu, le sol est argileux et de plus en plus pauvre à cause des érosions et de la surpopulation. C'est ainsi

qu'il y a beaucoup de conflits de terre dans. Ce territoire et l'élevage diminue sensiblement par manque de pâturages A Idjwi le sol est encore riche pour l'agriculture mais le problème de surpopulation rend de plus en plus les espaces cultivables rares, le sol y est aussi argileux. La ville de Bukavu, située au Sud du lac Kivu est le chef-lieu de la Province du Sud-Kivu. A part sa fonction politico-administrative, Bukavu est également une ville commerciale, industrielle, touristique, religieuse et intellectuelle la plus importante de la Province. Sa population qui envoie un million d'habitants, connaît un fort exode rural accentué surtout par les troubles politiques dues aux rébellions dans le pays depuis La province.

8. Organisation administrative

A l'instar des autres provinces du pays, le Gouverneur de Province est assisté de deux Vice- Gouverneur dont l'un est chargé de l'Administration et de la Politique, et l'autre *chargé de l'Economie, Finances et Développement*. Mairie de Bukavu, la seule ville de la Province est gérée par un Maire assisté de deux Vice- Maires. A la tête de chaque territoire, il y a un Administrateur du Territoire et deux Administrateurs du Territoire Assistants. Compte tenu de l'immense des territoires le gouvernement central a créé des postes d'encadrement administratif dirigés par des administrateurs de territoires assistants, résidents ou par les chefs de postes d'encadrement 1996.

Le Sud-Kivu est l'une des trois provinces issues de l'ancien Kivu et n'a donc pas des districts comme le Nord-Kivu et le Maniema. Son administration est faite dans le but de rapprocher les gouvernants des gouvernés. A côté de l'autorité administrative, il y a les autorités coutumières. Ainsi à la tête de chaque collectivité, il y a un chef de collectivité communément appelé Mwami (roi). Celui-ci est le garant de la coutume et la succession à la tête de la collectivité se fait de père en fils. Bien que travaillant avec l'autorité administrative, les chefs coutumiers ont une certaine indépendance

vis-à-vis d'elle. A la tête de chaque groupement, il y a un chef de groupement souvent issu de la famille royale directement ou indirectement. Chaque groupement est formé de plusieurs villages avec à sa tête un chef du village nommé et révoqué par le chef de groupement après avis du chef de collectivité. Sous la 3^{ème} République les villages ont été organisés en d'autres sous groupements appelés Nyumba-kumi (10 maisons).

Le but de cette organisation était d'imprégner toute la population de l'idéologie de l'FDL. Au Sud-Kivu toutes les collectivités sont des collectivités-chefferies. Les autorités coutumières sont donc très respectées considérées comme garant du pouvoir et de la coutume. Elles sont souvent plus écoutées que l'autorité politico-administrative. Le Directeur de Province chapeaute toute l'Administration Publique et spécialement les 31 Divisions Provinciales fonctionnelles dans le Sud-Kivu. Il s'agit des Divisions suivantes.

a. Situation administrative et politique de la province

A part les hauts plateaux, les territoires de Shabunda, Mwenga et Fizi ont Un sol sablonneux très riche pour l'agriculture et contiennent d'importantes richesses minières (or, cassitérite, Coltan ...). Le territoire d'*Uvira a aussi un sol sablonneux favorable à la culture du Rizet du Coton. Ses hauts plateaux avec son climat très doux sont plutôt favorables à l'élevage.

b. Subdivision administrative

A Kalehe, il y a aussi un sol argileux et riche à cause surtout de sa proximité avec la forêt. On y rencontre quelques gisements d'or le fer y est aussi rare et la température augmente de plus en plus à cause de la concentration de la population entraînant la destruction de l'environnement. La Province du Sud-Kivu connaît un environnement politique instable depuis l'arrivée des réfugiés Rwandais en 1994 et la prise du pouvoir au Rwanda par le FPR. Les événements' du Burundi voisin ne manquent pas d'affecter l'environnement politique, social et même économique depuis l'assassinat du Président NDADAYE. Vient ensuite, la guerre de l'AFDL en 1996 suivie de celle du RCD en 1998 et enfin les récents

événements de Mai-Juin 2004 à Bukavu. La gestion politique de la Province devient difficile. Chaque autorité gère son coin au bénéfice de son appartenance politique ou ethnique selon le C3S. (Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés). Toutes les guerres dites de libération partent donc du Sud-Kivu. Ainsi certains compatriotes dits « Maï-Maï » ont pris également les armes pour défendre l'intégrité territoriale. Malheureusement quelques-uns, sans discipline, sèment de la désolation partout où ils passent. Les « Interahamwe⁸⁰ » qui règnent en maître dans certaines contrées ne sont pas inquiétés et font ce qu'ils veulent. C'est ainsi que la population du Sud-Kivu ne se retrouve plus dans ses dirigeants.

c. Impacts des guerres et autres conflits armés

Les guerres à répétition qu'a connu la Province du Sud-Kivu ont provoqué des conséquences néfastes sur tous les secteurs de la vie dont ci-dessous quelques-unes : L'insécurité généralisée sur toute l'étendue de la Province, provoquée par les menaces incessantes du Rwanda, les bandes armées disséminées dans les Territoires dont les « Interahamwe », les autres rebelles rwandais, les rebelles burundais, les groupes à Laurent NKUNDA, etc.

Recrudescence de la violence, de la haine tribale, des conflits interethniques, de la xénophobie contre les Tutsis. Viols planifiés des femmes, des jeunes filles congolaises comme armes de guerres par les ennemis. Utilisation des enfants de la rue et des autres jeunes comme agents de renseignements des politiciens. Méfiance presque totale de la population vis-à-vis de la politique et des politiciens, considérés à tort ou à raison comme auteurs de ses malheurs.

9. Conclusion

En dépit du traumatisme de la population et spécialement des femmes et des jeunes filles, victimes de diverses violences dont les viols, le Sud Kivu la population du Sud Kivu survit encore. Plus de 5000 femmes violées dénombrées depuis les conflits armés de Laurent NKUNDA de mai et juin 2010 à nos jours. (Cfr. Stat. Hôpital de Panzi BUKAVU.) Une Organisation locale a dénombré

⁸⁰ Milice rwandaise qui a participé au génocide rwandais de 1994-1996 avec usage des coutons armes à feu, bâton et force physique.

1.807 femmes violées déclarées dans le seul Territoire de Walungu. Difficulté d'accès aux services sociaux de base : éducation, soins de santé primaires, eau potable, etc. Propagation des MST et du VIH/SIDA à la suite des viols et la prostitution à grande échelle des adolescentes à la recherche des moyens de survie. Recrudescence de certaines épidémies et maladies jadis éradiquées à la suite de l'absence des soins et des conditions misérables de vie. Augmentation des groupes armés et de nombres des personnes vulnérables dont les enfants de la rue (plus de 1.000 dans la Ville de Bukavu) y compris des veuves, les orphelins, etc. Surpeuplement de la Ville de Bukavu par les déplacés de certains Territoires fuyant l'insécurité et accroissement de la pauvreté urbaine. Dépravation des mœurs surtout dans les grands centres dont Bukavu et Uvira. Pour pallier à cette situation alarmante ci haut citée, il y a urgence de construire la paix dans toute la province du Sud Kivu car, seule la paix, peut réguler les conflits en éradiquant les groupes armés partout sur l'étendue de la province. C'est à cette condition que la population réfugiée en ville de Bukavu venus des territoires en insécurité pourrait alors regagner leurs villages et vaquer à leurs occupations habituelles, l'agriculture et l'élevage pour alimenter toute les villes et agglomérations de la province du Sud Kivu.

Malgré que la RDC est membre signataire de la convention sur les droits politiques de la femme adoptée par l'Assemblée Général de l'ONU dans sa résolution 640 (VIII) du 20 décembre 1952 que les femmes seront mises dans les conditions d'égalité que les hommes, d'occuper tous les postes publics et d'exercer toutes les fonctions publiques établies en vertu de la législation nationale, sans aucune discrimination, la femme du Sud Kivu ne participe pas totalement à cette égalité compte tenu du taux élevé de l'analphabétisation dans le Sud Kivu. Malgré la volonté de rompre avec l'ancienne tradition d'une masculinité dominante, affichée par le Gouvernement congolais dans les institutions, les femmes sont toujours sous représentées dans les institutions stratégiques de prise des décisions ainsi que les instances de base. Au message de haine et de tribalisme faisant loi dans la province du Sud Kivu, nous recommandons à toute la population de nous aimer mutuellement et de partager ensemble les intérêts de notre labeur. Aux conflits

fonciers persistants, rapprochons-nous des Cadres de Base communautaires ou Barza Communautaire pour en découdre la teneur avant d'amorcer toute procédure juridique ou pénale. Cultivons les bonnes habitudes, de dialogue, de respect à notre culture Bantu et de nos différentes appartenances tribales, le segment de notre sacralité pour une coopération dans les échanges commerciaux.

Au vu de la destruction par des catastrophes naturelles et des groupes armés dont son impact socio-économiques de base laisse à désirer : démolition des maisons, délabrement des routes, ponts, ouvrages d'art, usines ayant pour conséquence baisse de la production, de la commercialisation, de la circulation des personnes et leurs biens dans le Sud Kivu, nous recommandons au gouvernement congolais de pouvoir réhabiliter les infrastructures et procéder aux travaux d'asphaltage de la route nationale numéro deux et celles des dessertes agricoles avec l'accompagnement de population de chaque territoire du Sud Kivu et de chaque localité.⁸¹

Cette mesure serait une réponse à la baisse du niveau revenus de la population sud kivusienne avec toutes les avantages y afférentes : le désenclavement des villes de la province du Sud Kivu de ses territoire, Mwenga, Shabunda, Kalehe, Fizi..., la réduction de la pauvreté de masse par la création des usines de transformation des produits manufacturés débouchant ainsi à la réduction de la malnutrition surtout dans les zones rurales du Sud Kivu, où les gens n'ont plus accès à leurs terres pour l'agriculture de production et d'élevage. Pour la relève de l'Economie de la Province tournée vers l'Est où les opérateurs économiques ont la facilité pour les importations, des matières premières et des vivrières, toutes ces recommandations ne doivent pas souffrir d'aucune faille. Pour clore, cet écrit constitue notre projet de société une fois élus à la députation nationale dans la province du Sud Kivu circonscription de Kabare dont je suis ambitieux, je promets à ma base que je n'aménagerais d'aucun effort pour plaider en sa faveurs.

Prof Dr. MUGISHO KATENGURA Christian

⁸¹ VELTZ P. (2010) *L'économie de la connaissance et ses territoires*. Hermann. Paris.
ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

Chap. VI. LA SOUS-TRAITANCE SUR L'EMPLOYABILITE DU PERSONNEL AU SEIN DES ORGANISATIONS.

Par Ass2. HAMULI MASIRIKA Norbert

1. Biographie

L'Ass2. Norbert est né à Kabare dans la province du Sud Kivu. Il est enseignant d'université avec une expérience de 10 ans comme agent administratif et 4ans d'enseignement. Né le 21/07/1997, fils de Masirika Chinyema Richard décédé et de Florida M'MURHAGANE décédée ; marié à Antoinette avec quatre enfants. Il a déjà participé à plusieurs ateliers de formations sur l'éducation civique, le développement et les droits humains. Plusieurs fois il a déjà assumé la fonction d'assistant, de comptabilité et de logistique au sein de l'Université CEPROMAD. Il a déjà assumé la fonction de comptable à l'ONG COMEN avant de devenir bibliothécaire à l'Université UNIC-GOMA. Observateur national de la société civile aux élections législatives et présidentielles de 2006 et 2011.



2. INTRODUCTION

De nos jours, de plus en plus nous attendons parler de la sous-traitance. Plusieurs explications théoriques permettent de justifier pourquoi une entreprise décide de recourir à la sous-traitance. La volonté de diminuer ses coûts, de se concentrer sur ses activités stratégiques et d'accroître sa flexibilité, semble toutefois représenter les trois principales stratégies patronales à l'égard de la décision de sous-traitance. Dans un contexte de rentabilité, les entreprises recourent de plus en plus à la sous-traitance ou à l'externalisation d'une ou plusieurs de leurs activités. Cette démarche peut être décrite de façon simple comme étant l'action de faire réaliser par un tiers, sur ses ordres et spécifications, tout ou partie de biens ou services dont l'entreprise a besoin, ou qu'elle doit fournir à ses propres clients.

Ces pratiques sont depuis longtemps répandues dans les industries. Elles se développent également très rapidement dans les établissements financiers, les sociétés de services et de conseil. La sous-

traitance et l'externalisation sont devenues des phénomènes non seulement en croissance, mais surtout au caractère incontournable. Toutefois, l'un des défis majeurs pour les entreprises est de poursuivre la recherche de la rentabilité tout en se préservant des risques pouvant impacter leurs activités, leur performance et leur rentabilité. Or, disent-ils, la démarche même de la sous-traitance a d'importantes conséquences en matière de responsabilité, de sûreté et de réputation pour les firmes. Il en va ainsi lorsqu'elle délègue, confie, impartit à une autre (la firme partenaire) une opération, une tâche ou un rôle qui s'incorpore dans son activité globale et qu'elle renonce à assumer elle-même de manière à affecter des ressources financières et son potentiel humain ou technique à ses activités plus rentables pour elle, correspondant mieux à son potentiel de compétence et à sa vocation, ou pour toute autre raison.

Pour être plus compétitives, certaines entreprises locales prennent l'option d'arrondir les frontières de compétences de leur capital humain, en recourant aux services des sous-traitants, en vue de lui conférer une employabilité productive. La RDC n'est pas du reste quant à l'évolution en cette matière. C'est ainsi que depuis février 2017, la loi fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé, a été votée au parlement et promulgué par le Président de la République.

3. LES CONCEPTS CLES

La sous-traitance, l'employabilité, personnel, organisation et l'internalisation. Pour cette partie de cette réflexion, nous allons essayer d'étoffer ces quelques concepts pour plus de compréhension. La sous-traitance : selon CHAILLOU définit la sous-traitance comme tout travail dont la réalisation nécessite l'intervention d'un agent extérieur à partir soit de la définition du travail (en réalisant le document de définition détaillée), soit de la définition des méthodes de travail (en réalisant le document méthode), soit encore de l'exécution du travail à proprement parler (en produisant la pièce ou le service), cette intervention se faisant jusqu'à l'aboutissement complet du travail⁸². La sous-traitance réfère ici à une entente conclue par un employeur avec

⁸² CHAILLOU, B., La sous-traitance : élément intégré de la politique de l'entreprise, Université de Lyon II, France, septembre 1978, page 12.

une entreprise externe pour la réalisation d'un travail de production ou la fourniture de services qui étaient auparavant assumés, ou auraient pu l'être, par les employés de l'organisation à l'aide de son propre matériel.

Selon HOLMES, la sous-traitance peut être économiquement viable si elle permet à l'entreprise d'accéder à une vaste source de main-d'œuvre à meilleur marché. De plus, l'auteur soutient que la sous-traitance peut permettre aux entreprises d'accroître leur degré de flexibilité en faisant en sorte que les coûts du travail soient variables et non plus fixes⁸³. Quant à PRAHALAD et HAMEL, les activités stratégiques de l'organisation comportent trois particularités : elles ont le potentiel de favoriser l'accès à un vaste marché; elles contribuent significativement à la perception finale du produit chez le consommateur; et elles sont difficilement reproductibles par la compétition⁸⁴. En identifiant ses activités stratégiques et périphériques et en délimitant ses frontières de compétences, l'entreprise peut ainsi recentrer ses activités de manière à se concentrer sur les activités qu'elle réalise le plus efficacement. En ce sens, les activités stratégiques sont généralement conservées à l'interne alors que les activités périphériques sont confiées à l'externe.

Avec la mondialisation qui accentue la concurrence et qui impose plus de flexibilité dans les organisations, les entreprises qui se veulent proactives se trouvent contraintes de recourir à des expertises externes, pourvu qu'elles soient à même de contribuer à la réalisation de leurs objectifs, dans un contexte d'efficience. La RDC s'est rendue compte de cette réalité planétaire, a promulgué la loi n°2017-01 fixant les règles applicables à la sous-traitance dans le secteur privé. C'est dans cette optique que s'implantent de plus en plus en RDC des entreprises de sous-traitance, dont certaines sont visibles dans le Nord-Kivu, et qui proposent leurs services pour des activités jugées onéreuses pour être internalisées.

⁸³ HOLMES, J., *The organization and locational structure of production subcontracting*, Allen & Unwin, Boston, 1986, pp.80-106.

⁸⁴ PRAHALAD, C. K. et HAMEL, G., *The core competence of the corporation*. Harvard Business Review, 1990, pp.79-93

L'employabilité : Selon le Larousse, l'employabilité est "la capacité d'une personne à être affectée à un nouveau travail". Cette définition est pour le moins succincte.

1. 2. 1 Qu'est-ce que l'employabilité ?

L'employabilité est une qualité relative à une personne en activité ou en recherche d'emploi. Elle désigne sa capacité à obtenir un nouveau travail, à évoluer de façon autonome dans le marché du travail, à conserver un poste et à progresser tout au long de sa vie professionnelle. Cette notion tient compte de nombreux éléments : la capacité d'adaptation, les envies d'évolution, l'intégration au sein d'une équipe, la force d'initiative, l'acquisition de compétences, le développement personnel, la faculté à saisir de nouvelles opportunités de carrière et de mobilité, etc.

1. 2. 2 Comment évaluer l'employabilité ?

L'employabilité s'évalue selon trois critères principaux : les attitudes, la personnalité et les compétences. Cependant, l'employabilité comporte deux autres éléments distincts :

- L'employabilité relative, qui concerne tout ce qui affecte la productivité de la personne ;
- L'employabilité absolue, qui dépend des conditions du marché de l'emploi, et qui peut s'améliorer ou se dégrader selon la conjoncture économique. Pour évaluer l'employabilité, l'entreprise peut utiliser des sources individuelles à chaque salarié (ses diplômes, ses compétences, ses performances en entreprise, ses qualifications), ainsi que des sources collectives (en tenant compte du métier, des compétences du groupe de travail et de l'entreprise).

1. 2. 3 Comment améliorer l'employabilité ?

Pour améliorer son employabilité, le salarié doit être capable d'évaluer son niveau actuel de compétences salariales, techniques, fonctionnelles ou managériales. L'analyse de ses compétences lui permettra d'engager des actions de formation afin d'évoluer dans le temps. De même, pour accroître son employabilité, il peut envisager différentes possibilités de mobilité interne et externe. Il doit donc

s'intéresser à la structure de son entreprise, ainsi qu'au marché de l'emploi dans son ensemble.

Quels sont les enjeux pour une grande entreprise de maintenir l'employabilité de ses salariés ?

Maintenir l'employabilité de ses salariés permet à l'entreprise en question de suivre les évolutions du marché, autant en matière d'organisation que d'emplois ou de nouvelles technologies. Cela lui permet ainsi d'assurer sa compétitivité et de sa pérennité.

Comment développer l'employabilité des salariés ?

Pour développer l'employabilité de ses salariés, l'employeur peut offrir des formations régulières à ses employés et leur fournir des conditions de travail plus adaptées. Il peut aussi favoriser les opportunités de mobilité, de carrière et de développement personnel⁸⁵.

L'internalisation :

Le concept d'internalisation fait référence à l'action d'une entreprise de ramener vers un établissement des activités de production qui avaient été antérieurement transférées en dehors de celui-ci, et ce, que ce soit en raison d'une sous-traitance d'activités à une entreprise indépendante ou d'une délocalisation au sein d'un autre établissement de l'entreprise

Externalisation : Le contrat d'outsourcing, aussi appelé contrat d'externalisation, consiste à confier la totalité d'une fonction ou d'un service, à un prestataire externe spécialisé, pour une durée pluriannuelle. C'est un service complet accompagné d'un engagement en termes de niveaux de services particulièrement élaborés⁸⁶.

Le prestataire fournit alors la prestation en conformité avec les niveaux de services, de performance et de responsabilité spécifiés dans le cahier des charges du demandeur de services. Les travaux de COASE suggèrent que la décision patronale d'externaliser ou d'internaliser une

⁸⁵ Dictionnaire la Rousse

⁸⁶ DENÉCÉ, E. et GAUDIN, V., Sous-traitance et externalisation : quels risques pour les établissements financiers et les entreprises de services et de conseil ?, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Paris, 2009.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

activité est essentiellement basée sur une analyse des coûts de réalisation de celle-ci⁸⁷.

4. ETAT DE LIEUX DE LA SOUS-TRAITANCE

De ces jours le terme sous-traitance devient de plus en plus en vigueur dans plusieurs organisations tant publiques que privées. L'entreprise a pour but essentiel la création de la valeur pour ses nombreux partenaires qui ont opté pour l'externalisation de leurs entreprises. L'entreprise, grâce à son savoir-faire, permet à ses partenaires de minimiser leurs charges d'exploitation, et de réaliser des économies d'échelles.

Sa vision est d'assurer la réussite pour tous, en assurant aux partenaires de l'entreprise un accompagnement digne de procurer la performance dont ils ont besoin, dans la recherche de leurs objectifs organisationnels. Sa mission est d'accroître et de pérenniser la capacité opérationnelle de ses parties prenantes par des solutions appropriées à leurs problèmes spécifiques. La philosophie de l'entreprise exige de mettre constamment l'accent sur une collaboration sincère et transparente entre ses partenaires. C'est qui lui confère un avantage comparatif par rapport à ses concurrents.

En effet, l'entreprise développe une capacité à comprendre d'une manière proactive les besoins de ses clients, sa pertinence et la qualité de ses processus d'exécution du contrat, et enfin, ses services représentent le meilleur rapport qualité - prix sur le marché. Dans le monde des affaires, les partenariats considérés comme stratégiques sont nombreux. Cependant, la question consiste à savoir comment dans le concret on peut mettre en œuvre un partenariat et sous quelles formes. C'est un contrat de donneur d'ordre à exécutant. Le donneur d'ordre reste impliqué dans le contrôle opérationnel de la prestation. Le but n'est pas d'instaurer une relation de partenariat entre les parties mais de s'assurer que le prestataire réalise l'activité qui lui est sous-traité sur la base des spécifications du donneur d'ordre.

Spécifiquement, nous avons cherché à évaluer le niveau d'intégration de l'employabilité dans la politique globale de gestion de l'entreprise, d'établir le niveau de confiance entre l'entreprise et ses

⁸⁷ COASE, R. H., The nature of the firm, Economica, Paris, 1937, pp.386-405
ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

partenaires par rapport aux résultats de l'employabilité du personnel, et d'estimer la significativité de la perception des partenaires sur l'apport de l'entreprise liée à l'employabilité du personnel. Aujourd'hui on peut distinguer trois types de sous-traitance qui recouvrent quasiment tous les cas de figures⁸⁸:

La sous-traitance de spécialité :

Souvent indispensable lorsque l'entreprise ne dispose pas du savoir-faire nécessaire et souhaite accéder à de nouvelles compétences dans les secteurs non maîtrisés. Dans ce cas, l'entreprise ne possède pas les moyens (compétences ou matériel) nécessaires à la fabrication d'un produit et s'adresse à une autre entreprise pour le faire.

La sous-traitance de capacité :

Pour permettre à l'entreprise de faire face à un surcroît de demandes, lorsqu'elle se trouve dans l'impossibilité de répondre à des commandes supplémentaires. Il arrive que l'entreprise se retrouve, à un certain moment, incapable de faire face à la demande (croissante) de ses clients et qu'elle utilise la sous-traitance pour dépasser cette difficulté. Le sous-traitant est compétitif avec une échelle de production normalement plus importante que celle du donneur d'ordre⁸⁹.

2. 3 La sous-traitance de marché ou stratégique :

Concerne les missions de détection d'opportunités de marché, ou tests des marchés ciblés. C'est le cas où une entreprise fait appel à une autre pour remplir un marché conclu entre elle et un maître d'ouvrage. Nous avons mené des recherches dans quelques entreprises de la place qui utilisent les services de la sous-traitance, et avons eu les informations ci-après :

⁸⁸CHALLIOU. B., Définition et typologie de la sous-traitance, Revue économique, Paris, 1977, p.49.

⁸⁹ CHALLIOU. B., Op. cit

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

Tableau n°01 : Entreprises enquêtées et leurs domaines d'activités

N°	Entreprises enquêtées	Activités
1	Airtel	Entreprise de télécommunication
2	Banque Centrale du Congo	Institution financière
3	Connectis	Distributeur réseau ou connections
4	Orange	Entreprise de télécommunication
5	SNEL	Distributeur du courant électrique
6	Socodée	Distributeur du courant électrique
7	Virunga S.A.R.L	Distributeur du courant électrique
8	Vodacom	Entreprise de télécommunication

Nos enquêtes

Commentaires : nous avons ciblé quelques entreprises dans la ville Goma comme échantillon à notre recherche.

Tableau n°02 : Utilisez-vous la sous-traitance dans votre entreprise ?

N°	Entreprises	Oui / Non
1	Airtel	Oui
2	Banque Centrale du Congo	Oui
3	Connectis	Oui
4	Orange	Oui
5	SNEL	Oui
6	Socodée	Non
7	Virunga S.A.R.L	Oui
8	Vodacom	Oui

Nos enquêtes

Commentaires : sur huit (8) entreprises enquêtées, six (7) entreprises utilisent la sous-traitance et une seule n'en utilise pas. Ceci prouve à suffisance que la sous-traitance est tellement utilisée dans la ville de Goma.

Pour certaines entreprises, le contrat est soit journalier, déterminé et ou soit indéterminé. Les services pour lesquels la sous-traitance est utilisée dans la ville de Goma sont : le recrutement, la formation, la maintenance et autres. Toutes les entreprises enquêtées nous ont confirmées être satisfait de la qualité des services fournis par leurs partenaires dans la rapidité d'exécution des travaux.

Tableau n°03 : les services demandés par les entreprises bénéficiaires

N°	Services sollicités	Entreprises
1	Recrutement	Airtel, Virunga sarl, SNEL et Vodacom
2	Formations	-
3	Maintenance	Orange et Vodacom
4	Autres : billetterie, nettoyage et recouvrement	BCC, Connetis et SNEL

Nos enquêtes

Commentaires : A part les services ci-haut évoqués, il y'a lieu de citer d'autre services qui peuvent faire l'objet de sollicitation ou qui sont sollicités sous d'autres cieux.

Les services incluent souvent les activités de la sous-traitance sont :

- ✓ La sous-traitance du personnel pour les agents fixes et intérimaires ;
- ✓ Les formations professionnelles pour des organisations privées, publiques, non gouvernementales et internationales ;
- ✓ Le recrutement local et international ;
- ✓ Le suivi et la vérification des références lors du recrutement ;
- ✓ L'évaluation de la performance et du rendement ;
- ✓ La Gestion de la paie ;
- ✓ L'acquisition des Talents ;
- ✓ Les services d'expatriés : Gestion et installation
- ✓ La facilitation d'activité d'équipes

Les raisons qui poussent ces entreprises à aller vers la sous-traitance sont : la charge du personnel est moins couteuse, gérer moins de problème avec les tiers et la rapidité dans l'exécution des travaux.

Tableau n°04 : les raisons qui poussent ces entreprises à recourir vers la sous-traitance sont soit :

N°	Raisons évoquées par entreprises	Entreprises
1	La qualité des services fournis	Airtel
2	La rapidité dans l'exécution des travaux	Connectis et Virunga sarl
3	La charge du personnel moins couteuse	Vodacom et SNEL
4	Gérer moins de problèmes avec les tiers	Orange et Vodacom
5	Autres (manque du personnel)	BCC

Nos enquêtes

Commentaires : les raisons qui poussent ces entreprises à sous-traiter sont multiples et chacune d'elle a évoquée ses raisons.

Après nos investigations, nous énumérons quelques entreprises qui utilisent la sous-traitance dans la ville de Goma.

Tableau n°05 : Classement des quelques entreprises et leurs sous-traitances dans la ville de Goma.

N°	Entreprises	Sous-traitances
1	Airtel	SESOMO, PROXIMITG, SODEICO ET PAX NETWORK
2	Banque Centrale du Congo	SECURICO
3	Connectis	GREAT LAKES SERVICE (GLS)
4	Orange	AFRIKA INTERIM & BENSIZWE
5	SNEL	LUKONGE, NTC & ELISE MWIMBA SERVICE
6	Socodée	-
7	Virunga S.A.R.L	TGB
8	Vodacom	BENSIZWE & SODEICO

Nos enquêtes

Commentaires : sur huit (8) entreprises enquêtées, sept (7) entreprises utilisent la sous-traitance et une seule n'en utilise pas. Ceci prouve à suffisance que la sous-traitance est tellement utilisée dans la ville de Goma. Pour les entreprises enquêtées, à 87,5% utilisent la sous-traitance dans notre ville.

5. AVANTAGES ET INCOVENIENTS DE LA SOUS-TRAITANCE

Tableau n°04 : Avantages et inconvénients de la sous-traitance pour le donneur d'ordres⁹⁰.

	Avantages	Inconvénients
Donneur d'ordres	• Diminution des coûts de main-d’œuvre ; • Les sous-traitants ont des ateliers moins complexes, donc leurs frais d'amortissement sont plus faibles ; • Les sous-traitants consacrent peu d'argent en recherche et développement, donc réduction des coûts ; • Flexibilité des structures de prise de décisions ; • Les sous-traitants spécialisés peuvent souvent produire plus efficacement et à meilleur prix ; • Aider les donneurs d'ordres à résoudre certains problèmes inhérents aux limitations que leur imposent leurs installations et leurs ressources ;	• Insuffisance de PME dans le domaine de la technique et de la gestion ; • Déficience dans la formation du personnel de la PME ; • Erreur de prix de revient de la PME ; • Production non conforme aux spécifications ; • non-respect des délais.

⁹⁰ Nations Unies, La sous-traitance et la modernisation de l'économie, ONU, New York, 1975, page 24 à 33.

Tableau n°06 : Avantages et inconvénients de la sous-traitance pour le preneur d'ordre⁹¹.

	Avantages	Inconvénients
Sous-traitant	• Régularité des commandes ; • Plus grand volume de commande ; • Apport technologique amélioré • Aide financière et technique du donneur d'ordres	• Position de force du donneur d'ordres, dépendance du sous-traitant • Concurrence acharnée ; • Retard des paiements du donneur ; • Délai de livraison déraisonnable exigé par le donneur (inventaire) ; • Difficulté technique au niveau des exigences ; • Modifications sans préavis par le donneur ; • Reproche aux donneurs d'ordres de ne pas toujours respecter les conditions de commande.

Tableau n°07 : Les règles de succès à la sous-traitance.

Stratégie de base	• Se voir soi-même comme un joueur de l'équipe ; • Conduire sa propre analyse ; • S'assurer de la compatibilité organisationnelle ; • Maintenir des liens de communication efficaces ; • Installer et maintenir des contrôles actifs.
-------------------	---

Source : Yves Drolet, *Modèle de relations en sous-traitance : la vision du preneur d'ordres*, 1992.

Le concept de travail d'équipe apporte la coopération entre le sous-traitant et le donneur d'ordres. S'identifier comme un joueur d'équipe amène une participation de tous et chacun.

⁹¹ Nations Unies, *La sous-traitance et la modernisation de l'économie*, ONU, New York, 1975, page 24 à 33.

Cela permet l'orientation du sous-contractant vers les objectifs de la grande entreprise dans un esprit d'efficacité et d'efficience. Longtemps avant d'accepter un sous-traitant, le donneur d'ordres doit déterminer son rôle dans l'industrie, ses objectifs et ses politiques. Cette planification stratégique donne au donneur d'ordres, ayant une meilleure connaissance de ses forces et faiblesses, un choix répondant à ses besoins par rapport à son sous-contractant. De plus, son intégration en sera d'autant facilitée.

La compatibilité organisationnelle, quant à elle, favorise les efforts de coopération et la capacité de création. Le développement est profitable autant d'un côté que de l'autre. Cependant, les liens de communication se doivent d'être actifs. L'efficacité des méthodes de résolution de problème dépend de la possibilité des rencontres face à face, où les gens parlent le même langage. Par le fait même, le contrôle en est d'autant facilité. Comme la communication, le contrôle doit se retrouver dans l'ensemble des niveaux hiérarchiques. En gestion de projet, le contrôle régularise le travail à être effectué.

Pour la haute direction, le contrôle donne des instruments pour la guider dans le projet. Le contrôle est un moyen pour définir, diriger et évaluer le travail à faire. Pour le sous-traitant, le contrôle est un moyen pour innover et maintenir ses effectifs dans un milieu motivateur.

6. CONCLUSION

Notre réflexion sur la sous-traitance et l'employabilité du personnel au sein des organisations a consisté à relever son état de lieu et à épinglez les avantages et les inconvénients de ce nouveau système de gestion du capital humain au sein des organisations privées dans notre pays. Une matière longtemps en pratique dans pas mal des pays. Nos enquêtes sur le terrain ont prouvé que certaines entreprises cherchent à recourir à la sous-traitance pour diminuer la charge du personnel de plus en plus couteux pour les entreprises. En revanche, l'homme est, et reste exploité par d'autres hommes. En RDC, une base juridique existe déjà en matière de sous-traitance. Comme solution à cet état de chose, il est plus qu'impérieux que l'Etat congolais mette un

égard plus particulier pour que l'homme se retrouve au centre du développement.

7. BIBLIOGRAPHIE

1. Dictionnaire la Rousse
2. CHAILLOU, B., *La sous-traitance : élément intégré de la politique de l'entreprise*, Université de Lyon II, France, septembre 1978, page 12.
3. HOLMES, J., *The organization and locational structure of production subcontracting*, Allen & Unwin, Boston, 1986, pp.80-106.
4. PRAHALAD, C. K. et HAMEL, G., *The core competence of the corporation*. Harvard Business Review, 1990, pp.79-93
5. DENÉCÉ, E. et GAUDIN, V., *Sous-traitance et externalisation : quels risques pour les établissements financiers et les entreprises de services et de conseil ?* Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Paris, 2009.
6. COASE, R. H., *The nature of the firm*, *Economica*, Paris, 1937, pp.386-405
7. CHALLIOU. B., *Définition et typologie de la sous-traitance*, *Revue économique*, Paris, 1977, p.49.
8. Nations Unies, *La sous-traitance et la modernisation de l'économie*, ONU, New York, 1975, page 24 à 33.

Par Ass2. HAMULI MASIRIKA Norbert

Chap. VII. POUR UNE AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE SOCIO-ECONOMIQUE ET SANITAIRE DE LA POPULATION : « Cas des membres des mutuelles de santé commune de Goma entre 2020-2022 »

Par MUHINDO MATUMAINI Rostand⁹² &



MINANI BABUNGA David⁹³



⁹² MUHINDO ROSTAND né à Butembo, le 11 Novembre 1993, célibataire, de nationalité congolaise. Licencié de l'Institut Supérieur d'Environnement solidaire et de Développement Durable « ISESOD-GOMA » en Réseaux Informatique et télécommunication « RIT ». Retenu comme formateur Electoral provincial affecté à Goma aux élections de 2018. En suite comme superviseur au poste de copulateur de résultats au sein du centre local de compilation des résultats (CLCR). Assistant du Premier mandant à l'Institut Supérieur de Technique (ISPT) de Goma. Actuellement Chef de Labo Informatique, Administrateur du Budget de l'ISESOD. Désireux de contribuer au développement du pays, l'Afrique et du monde à travers les recherches scientifiques au sein de la Revue Savante Pluridisciplinaire « **Eveil Congo** » en qualité de **Chef d'Antenne** affectée à l'ISESOD-GOMA.

⁹³ MINANI BABUNGA David, né le 25 Avril 1987 au Sud Kivu territoire de Kabare groupement d'Irhambi KATANA, village de Kahungu. L'auteur est Chef de Travaux à l'Université Baptiste du Congo UBC-GOMA ; Enseignant aux Universités du Nord et Sud Kivu dont : l'Université Anglicane de Bukavu, à l'ISTTC : Institut Supérieur des Techniques et Travaux du Congo. Il est licencié en pédagogie, option, planification de l'éducation de l'Université Adventiste de Goma, édition 2014-2015. Désireux de contribuer au développement du pays, l'Afrique et du monde à travers les recherches scientifiques au sein de la Revue Savante Pluridisciplinaire « **Eveil Congo** » en qualité de **Chef d'Antenne** affectée à l'Université Anglicane de Bukavu pour faciliter aux autres chercheurs de publier aisément dans la Revue.

Résumé

Notre objectif dans ce travail scientifique est de vouloir éveiller les mutuelles de Santé pour l'amélioration des conditions socio-économiques et sanitaires de leurs membres. Dans un pays dans lequel le revenu des ménages de la population est en dessous de la moyenne suite à la pauvreté provoquée par des guerres çà et là la population doit avoir des difficultés financières à subvenir à leurs besoins sanitaires et socio-économiques. Pour asseoir notre recherche nous sommes partis du postulat selon lequel est-ce que les mutuelles de santé contribuent-elles à l'amélioration socio-économique et sanitaire de la population en commune de GOMA ?

*Pour certains membres elles contribueraient par la couverture médicale à moindre coût, pour d'autre favoriser l'esprit de solidarité, pour ce qui concerne la satisfaction par rapport à la présence des mutuelles de santé en commune de GOMA, la population pense que l'élargissement des champs d'intervention, recycler les membres des mutuelles de santé peut laisser celles-ci satisfassent aux besoins socio-économique et sanitaire. **Mots clés :** contribution, mutuelle de santé, condition, économique, social et sanitaire.*

1. Abstract

In this work we intended like objective to want to awaken the mutual of Health for the improvement of the socioeconomic and sanitary conditions of their members. In a country in which the income of the households of the population is below the average following poverty provoked by wars here and there the population must have some difficulties financial to provide to their sanitary and socioeconomic needs. To sit our research us left of the assumption the mutual of health do contribute according to which to the socioeconomic and sanitary improvement of the population in township of GOMA?

For some members they would contribute by the medical cover to least cost, to pursue to encourage the mind of solidarity, for what concerns the satisfaction in relation to the presence of the mutual of health in township of Karisimbi, the population thinks that the widening

of the intervention fields, to recycle the members of the mutual of health can let these satisfy to the needs socioeconomic and sanitary.

Key words: *contribution, mutual of health, condition, economic, social and sanitary.*

1. INTRODUCTION

L'existence d'un système de santé performant est une de conditions indispensables non seulement pour atteindre les objectifs du millénaire, mais surtout pour diminuer la souffrance humaine des vulnérables. Une large part des populations d'Afrique Subsaharienne vit actuellement dans un contexte d'extrême pauvreté et souffre des graves problèmes sanitaires. Alors que les soins de santé été auparavant largement subventionnés par l'Etat, le retrait de secteur public sans le financement de la santé a eu d'importantes conséquences pour les populations en particulier celle du secteur informel.⁹⁴

En outre, l'insuffisance ou l'inaccessibilité des marchés assurantiels privés empêchent le nombre d'individus de bénéficier d'une couverture contre le risque des maladies. Plus d'une trentaine d'années après la conférence internationale d'Ama-Ata, les soins de santé primaire (SSP) restent un élément central de la politique de la santé de la plupart des pays africains. Pourtant des efforts ont été consentis par les africains avec le soutien de la communauté internationale pour mettre en œuvre l'initiative de BAMAKO (IB) depuis 1987 sous l'égide de l'OMS et UNICEF, n'ont permis d'améliorer la qualité ses services de santé et un meilleur accès aux soins de base des populations défavorisées. Cependant, elle n'a pas résolu l'ensemble des difficultés d'accès aux soins lesquels restent encore très importantes.

Ainsi, en dépit des différents efforts consentis par les Etats avec le concours des partenaires en développement, la population pauvre et rurale a pour les principales interventions sanitaires préventives et curatives, des taux d'utilisation et de couverture faible qu'on le souhaiterait. Le système de soins de santé doit être accessible

⁹⁴ Jacques Defourny et Julie Failon, les déterminants de l'adhésion aux mutuelles de santé en Afrique Subsaharienne, mondiale en Développement, Vol 39-2011/1- n°153.

à l'ensemble de la population y compris aux plus démunis, pour lequel des dispositions spéciales s'appliquent.

Dans la plupart des pays africains, l'accès aux systèmes de sécurité sociale est réservé aux travailleurs du secteur formel il n'existe aucune assurance pour le reste de la population qui est pourtant la plus démunie et souvent la plus exposée aux risques⁹⁵. Aujourd'hui, bon nombre des pays d'Afrique présente des indicateurs de santé et une espérance de vie parmi les moins favorables du monde. En effet les différentes évaluations de l'initiative de BAMAKO ont toutes relevé que la principale faiblesse politique publique est le manque de mécanisme efficace et pérenne de subvention et d'exemption sur la base ciblage qui garantissent l'accès aux soins pour les plus démunis. L'engagement des Etats Africains pour la mise en œuvre de ce mécanisme s'est encore réaffirmé lors de l'atelier sur l'assurance maladie en Afrique » tenue au Rwanda du 30 mai au 4 juin 2010 où les mutuelles de santé ont été retenues comme l'un des outils pour étendre la couverture du risque maladie.⁹⁶

Les mutuelles de santé constituent une forme de micro-assurance santé à base communautaire qui vise la protection des ménages pauvres contre le risque financier associés à la maladie. Les résultats issus de l'enquête des comptes nationaux de la santé réalisée en 2008 et 2009 concernant l'offre de services de santé renseignent que la part de la communauté dans les dépenses globales en santé représente 42% celle du gouvernement 12% et celles des entreprises 10%. Ces résultats montrent que la charge du financement de la santé est essentiellement portée par la communauté qui au départ est pauvre dans sa grande majorité.⁹⁷ Il sied de signaler que la santé est l'un des chantiers du gouvernement de la RDC dans lequel l'on vise l'amélioration de l'accès de la population aux soins de santé de qualité. Cette volonté de dirigeants vient d'être une fois de plus confirmée par la valorisation du plan national de développement sanitaire 2011-2015 (PNDS).

⁹⁵ USAD Contribution des mutuelles de santé à l'organisation de la demande des services et soins de santé en RDC. Ed the united stated agency for development

⁹⁶ Guide d'introduction aux mutuelles de santé en Afrique, éd. Genève 2002.

⁹⁷ Ministère de la santé publique de la RDC et ses partenaires financement et qualité des services et de soins de santé 2012.

Les mutuelles de santé (MUSA) contribuent à réduire des barrières financières d'accès aux soins, elles contribuent l'une des formes les plus répandues du système de Micro assurance santé. Selon une étude d'une équipe mixte Nerlando-Congolais (Inspection Provinciale de la Santé du Sud-Kivu, Bureau des Œuvres médicales de Bukavu et ONG Hollandaise (CORDAID) menée en 2005, la province du Sud-Kivu, à l'instar des autres régions de la RDC couvrait depuis des décennies une situation socio-économique difficile. Cette crise a été aggravée par les guerres à répétition qu'elle a connues ces dix dernières années.⁹⁸

Les guerres ont détruit un nombre important d'infrastructures socio-économiques locales déjà fragilisées par des années de mauvaise gestion du pays sous le régime de Mobutu. Dans cette situation, l'accès aux soins de santé est très difficile. Selon la même étude les dépenses pour la santé par personne et par an sont très élevées. D'après une enquête menée dans la zone de santé de KARISIMBI, les résultats montrent que sur le plan socio-économique les ménages non mutualistes dépassent plus pour les soins médicaux que les ménages mutualistes actifs sur une année. La vente exceptionnelle de la récolte, du bétail ou d'une partie de la parcelle pour paiement des soins est plus fréquente chez des ménages mutualistes actifs. L'étude menée par LYNERE MILER FRANCO et allié dans le cadre d'une enquête commanditée par l'OMS sur l'impact réel des mutuelles des santé au MALI montre que les affiliés des mutuelles à jours de leur primes avaient une probabilité trois fois supérieure de présenter leur enfant atteint de diarrhée dans un centre de santé et une probabilité deux fois supérieurs de bénéficier de quatre visites prénatales au plus et de dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide (Franco et al 2008).

Au Nord-Kivu, plusieurs statistiques ont été mis en œuvre dans la province du Nord-Kivu dont notamment le programme solidarité santé qui consiste à mettre en place les prémices d'un système d'assurance solidaire.

⁹⁸ Ministère de la santé Sud-Kivu, programme Solidarité santé 2011

Actuellement au Nord-Kivu spécialement à Goma, il s'observe la diminution du taux de prise en charge de soins à 60% d'hospitalisation et 50% pour les soins ambulatoires et non prise en charge, les maladies chroniques (qui durent longtemps) apparaît comme l'une de causes de démotivation de certains membres de mutuelle. Les aspects paraissent surprenant lorsqu'il faut constater qu'une attention soutenue et une grande confiance portée aux mutuelles de santé de la ville de Goma, en particulier à la commune de GOMA.

Eu égard à cela, nous avons porté notre réflexion autour d'une question qui traite sur l'apport des mutuelles de santé sur l'amélioration des conditions de vie socio-économique et sanitaire des membres en ville de Goma. Pour asseoir notre étude nous nous sommes posé des questions ci-après :

- 1) Quel est l'apport des mutuelles de santé au développement des membres dans la commune de GOMA ?
- 2) Les mutuelles arrivent-elles à satisfaire les besoins de la population en commune de GOMA ?
- 3) Qu'est-ce qu'il faut pour que les mutuelles puissent contribuer au développement socio-économique et sanitaire des membres en commune de GOMA ?

A nos préoccupations, nous avons pensé que l'apport des mutuelles de santé serait la réduction du coût des soins, la facilitation des soins de santé primaires, la création de l'équilibre socio-économique dans les ménages ; les mutuelles de santé n'arrivent pas à satisfaire aux besoins de leurs membres. Améliorer la qualité des soins et élargir les activités mutualistes seraient une solution. Cette recherche a pour objectif de vérifier l'apport des mutuelles de santé sur la vie socio-économique et sanitaire des membres en commune de GOMA, afin d'améliorer les soins et résoudre la pauvreté dans les ménages qui sont exposés. Pour cerner la question des mutuelles de santé, nous avons utilisé les méthodes et techniques suivantes :

Descriptive : cette méthode nous a permis de décrire la situation socio-économique et sanitaire des membres des mutuelles de santé en commune de GOMA.

Statistique : Elle nous a aidés à tracer les tableaux, quantifier et chiffrer également, calculer certains indices statistiques tels que les fréquences et les pourcentages. Pour recueillir les données nécessaires, nous avons utilisé les techniques :

Observation directe : d’après M. GRAWITZ (2004 page 278), c’est un processus incluant l’attention volontaire et intelligent orienté vers les objectifs terminaux et organisateurs et dirigés vers l’objet pour recueillir les informations.⁹⁹ Nous avons visité les membres des mutuelles de santé hospitalisés dans certaines structures où ils trouvent les soins.

Enquête par questionnaire : elle nous a permis de récolter les données chez nos enquêtés à l’aide de questions adressées aux membres de ces mouvements. Par ailleurs, pour tirer notre échantillon, nous avons d’abord recensé 15 mutuelles de santé qui œuvrent dans la commune de GOMA, alors que nous avons échantillonné 80 membres. Nous avons utilisé l’échantillon du type volontaire c’est-à-dire toute personne qui a eu de l’intérêt à notre étude.

II. PRESENTATION ET INTERPRETATION DES DONNEES

Dans ce point, il convient de présenter et interpréter les chiffres concernant les différentes matrices des données. Pour les différentes variables :

Tableau N°1 : Relatif au sexe

Sexe	Fréquence	Pourcentage
M	30	37,5
F	50	62,5
Total	80	100

Source : nos enquêtes

Au cours de notre étude, 30 enquêtés du sexe masculin soit 37,5% et 50 enquêtés du sexe féminin, représentent la population qui a concerné notre enquête. A l’issue de notre compréhension les femmes sont beaucoup plus motivées à notre étude que les hommes.

⁹⁹ Madeleine GRAWITZ : méthode de recherche en science sociale 10^e éd. DALLOZ, Paris 1996 P317.

Tableau N°2 : Relatif à l'âge

Tranche d'âge	Fréquence	Pourcentage
De 20 à 25 ans	20	25
26 à 40 ans	40	50
40 ans et plus	20	25
Total	80	100

Source : nos enquêtes

A l'issue de ce tableau, 50% de nos enquêtés ont l'âge variant entre 26 et 40 ans, 25% entre 20 et 25 ans et 25% ont plus de 40 ans. Il sied de signaler que la tranche d'âge la plus élevée et celle de 26 à 40 ans.

Tableau N°3 : En rapport avec l'Etat Civil

Etat civil	Fréquence	Pourcentage
Marié	60	75
Célibataire	20	25
Total	80	100

Source : nos enquêtes

Il sied de signaler que 75% de nos enquêtés sont mariés et 25% sont célibataires.

Tableau N°4 : En rapport avec la profession

Profession	Fréquence	pourcentage
Commerçant	40	50
Humanitaire	20	25
Agriculteur	5	6
Autres	15	19
Total	80	100

Source : nos enquêtes

A l'issue de nos enquêtes, 50% de nos enquêtés sont commerçants, 25% sont des humanitaires, agriculteurs 6% et autres métiers 19%. Au vu de la réalité la plupart de nos enquêtés sont des commerçants.

Données recueillies auprès des membres de mutuelles de santé.

Tableau N°5 : De la connaissance sur l'existence des mutuelles de santé en commune de GOMA.

Mutuelle de Santé	Fréquence	pourcentage
Oui	70	87,5
Non	10	12,5
Total	80	100

Source : nos investigations

Dans ce tableau, 70 enquêtés soit 87,5% représentent le nombre des personnes qui sont conscient de l'existence des mutuelles de santé en commune de Karisimbi contre 12,5% qui ne savent rien du tout.

Tableau N°6 : Des impressions de la population par rapport ave MUSA.

Impulsion	Fréquence	pourcentage
Maladie assurée	10	12,5
Entraide mutuelle	30	37,5
Coût médical réduit	40	50
Total	80	100

Source : nos investigations

Il ressort de ce tableau que 50% de nos enquêtés disent que les MUSA réduisent le coût médical, 37,5% disent c'est l'entraide mutuel et 12,5% disent la maladie est assurée.

Tableau N°7 : En rapport à la sensibilisation à la MUSA.

sensibilisation	Fréquence	pourcentage
Oui	60	75
Non	10	12,5
Quelques fois	10	1,5
Total	80	100

Source : nos investigations

Dans ce tableau, 75% de nos enquêtés disent qu'ils étaient sensibilisés pour adhérer à la MUSA et 12,5 disent no, et les 12,5% disent quelques fois.

Tableau N°8 : de la contribution des MUSA au développement socio-économique.

sensibilisation	Fréquence	pourcentage
Oui	60	75
Non	20	25
Peut être	-	-
Total	80	100

Source : nos investigations

A l'issu de ce tableau, 75% disent que les mutuelles de santé contribuent au développement et 25% disent qu'ils ne voient pas leurs contributions.

Tableau N°9 : En rapport avec la satisfaction des membres sur le coût assuré.

satisfaction	Fréquence	Pourcentage
Oui	50	62,5
Non	30	37,5
Total	80	100

Source : nos investigations

A l'issu de ce tableau, 62,5% de nos enquêtés disent être satisfaits sur le coût assuré, 37,5% disent non.

Tableau N°10 : En rapport avec les personnes prises en charge.

Satisfaction	Fréquence	Pourcentage
Une	50	62,5
Deux	20	25
3 et plus	10	12,5
Total	80	100

Source : nos investigations

Dans cette matrice, 62,5% de nos enquêtés disent que la prise en charge est d'une personne par ménage, 25% disent 2 personnes et 12,5% disent plus de trois.

Tableau N°11 : En rapport à prise la catégorie d'individus visé par la prise en charge

Individus prise en charge	Fréquence	Pourcentage
Les femmes enceintes	60	75
paludiques	10	12,5
Autres à préciser	10	12,5
Total	80	100

Source : nos investigations

Dans ce tableau, 60% de nos enquêtés soit 75% représentent les individus qui ont confirmé que la catégorie visée est celle des femmes enceintes, 10 enquêtés disent que les paludéens, 10 autres disent autres catégories d'individus.

Tableau N°12 : En rapport avec les limites de la prise en charge et domaine d'intervention

Limites dans la prise en charge et domaine d'intervention	Fréquence	Pourcentage
Oui	50	62,5
Non	30	37,5
Total	80	100

Source : nos investigations

Dans ce tableau, 50 enquêtés soit 62,5% disent qu'il y a limité dans la prise en charge et intervention des MUSA, 30 enquêtés qu'elles interviennent dans le social l'économie.

Tableau N°13 : Proposition à la mutuelle de santé

Proposition	Fréquence	Pourcentage
Soins de qualité	40	50
Elargir l'intervention	30	37,5
Implication de l'Etat	10	12,5
Total	80	100

Source : nos investigations

Dans ce tableau, il ressort que 50% disent, il faut renforcer les soins de qualité 37,5% disent élargir le domaine d'intervention ; 12,5% disent que l'Etat s'y implique.

DISCUSSION DES RESULTATS

A l'issu de nos enquêtes, nous avons remarqué que les membres des mutuelles de santé sont souvent motivés par la couverture médicale en moindre coût pour le membre, l'esprit de solidarité, autres choses y afférentes. La matrice des données n°5 retrace les connaissances des enquêtés sur l'existence des mutuelles de santé, notre échantillon de 87,5% de nos enquêtés le confirment. Quant à ce qui concerne la contribution des mutuelles de santé au développement, 75% de nos enquêtés disent que celles-ci contribuent, cf. tableau N°8.

Pour Bienvenu MUTAYONGWA ZIGASHANE dans son article qui traite sur l'analyse des actions de la cellule d'appui aux mutuelles de santé à BUKAVU, dans celui-ci montre comment la mutuelle de santé est un phénomène incontournable qui peut intervenir en dernier recours pour résoudre les problèmes des soins mais aussi le point de départ du développement durable de KADUTU. Ce qui revient à dire que les mutuelles de santé contribuent au développement de la population. En rapport avec la satisfaction des besoins de membres et toute la population, 62,5% d'enquêtés disent qu'ils sont satisfaits, contre 37,5% ne sont pas satisfaits. A l'issu de toutes les réunions recueillies toutes hypothèses ont été confirmées.

IV. CONCLUSION ET SUGGESTIONS

Voici notre contribution au développement de la commune de GOMA, la population aussitôt informée de l'existence des mutuelles de santé dans leur entité, nous les encourageons à adhérer et à contribuer avec leurs avoir pour rendre ces mutuelles durables.

V. BIBLIOGRAPHIE

- Bienvenu MUTAYONGWA, *santé Publique*, France, Février 1989
- MUKADI BONYI, *étude de l'environnement juridique des mutuelles de santé en RDC*, KINSHASA 2005.
- Jacques DEFOURNY et Julie FAILON, *les déterminants de l'adhésion aux mutuelles de santé en Afrique Subsaharienne, mondiales en développement* Vol 39-2011,
- USAD *contribution des mutuelles de santé à l'organisation de la demande des services et soins de santé en RDC*, éd. The United States Agency for international Développement 2012
- BIT, *Guide d'introduction aux mutuelles de santé publique de la RDC et ses partenaires, financement et qualité des services et soins de santé* 2021
- Inspection provincial de santé de BUKAVU, *les atouts de mutuelles de santé province du Sud-Kivu*, Mars 2020
- Madeleine GRAWITZ, *méthode des sciences sociales* 10^e éd ? Dalloz PARIS 1996 Page 317.

Ass2 Rostand MUHINDO et MINANI BABUNGA David

Chap. VIII. REVENIR A LA FRATERNITE CLANIQUE UN JALON POUR LA PAIX DURABLE DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU /RDC

Par Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian
Résumé

D'une manière générale la société africaine se structure autour de



la tribu. Chaque tribu est liée à sa terre. Chaque peuple se retrouve autour de son chef traditionnel qui est le garant de l'unité et de la coutume. Vient ensuite la famille dont l'institution la plus viable est la famille étendue. Celle-ci joue un rôle économique en tant qu'unité de production et de consommation, mais aussi un rôle social car c'est en son sein que s'expriment les rapports sociaux et l'éducation des enfants¹⁰⁰.

La base de son organisation sociale est la force de la loi, de la fraternité clanique.

Ainsi au-delà de la famille étendue il y a le clan comprenant les familles ayant un ancêtre commun. L'unité du clan n'est pas seulement une unité économique et résidentielle comme la famille mais une forte solidarité entre les membres. Au niveau de la Ville de Bukavu et d'Uvira la situation n'est plus la même, les gens gardent l'idée de leur tribu d'origine mais ont tendance à vivre dans l'isolement au sein de leurs familles respectives. Cependant, l'on observe encore une certaine solidarité dans les quartiers populaires comme Kadutu à Bukavu.

¹⁰⁰ COHEN, D. (2008) *La prospérité du Sud-Kivu*. Paris. Albin Michel

1. Introduction

La province du Sud-Kivu est un brassage ethnoculturel très important sur une vague d'une forte tendance à l'union mais entravée par les crises qui ont secoués notre province et les pays voisins pendant ces 10 ans de guerre. Parmi ces ethnies nous pouvons vous citer :

- Les BASHI : en territoire de Walungu, Kabare, Kalehe, Mwenga
- Les BAREGA : Mwenga, Shabunda,
- Les BAHAVU : Kalehe, Idjwi,
- Les BAVIRA : Uvira,
- Les BAFULERO : Uvira
- Les BARUNDI : Uvira
- Les BABEMBE : Fizi
- Les BANYINDU : Walungu, Mwenga
- Les BATWA : Kalehe, Idjwi, Kabare

2. Les Minorités ethniques

Le terme « Minorité ethnique » est souvent utilisé en référence au nombre de membres d'une communauté ethnique ou tribale. Nous avons déjà cité les principaux groupes ethniques. Ici on trouve quelques groupuscules qui peuvent occuper quelques villages mais souvent elles se rattachent à l'ethnie majoritaire à Kabare, Kalehe, Mwenga. Ainsi on a dans le territoire de Fizi les Babuyu. Il y a aussi des peuples autochtones vivant dans la forêt (les Batwa ou Pygmées) ; on les rencontre à Idjwi, venus du Rwanda qui se classent dans cette catégorie. Enfin il y a les Banyamulenge (un peuple tutsi). Ce nom n'existait pas dans la littérature congolaise avant 1960. En fait dans les hauts plateaux d'Uvira et à Fizi, habite un groupe des pasteurs tutsi venus en petit nombre entre le 17^e et le 18^e siècle. Avec l'arrivée massive de leurs confrères venus du Rwanda en 1959 lors du conflit hutu-tutsi, ils sont venus grossir le nombre et avec le temps ils ont acheté des terres aux chefs locaux trouvés sur place jusqu'à se constituer en groupe de lobbying¹⁰¹. Leur nombre exact n'est pas connu car au début de la guerre de

¹⁰¹ TRIGLITZ, J. (2009) *Les triomphes de la cupidité et la monographie du Sud- Kivu*. LLL. Paris

l'AFDL, Laurent Désiré Kabila déclarait qu'il avait 30.000 Banyamulenge. Mais dernièrement une des autorités du pays a déclaré qu'il y avait 45.000 réfugiés banyamulenge au Burundi et 30.000 au Rwanda. D'où est-elle venue l'appellation Banyamulenge ? Jusqu'à l'indépendance de notre pays l'ethnie Banyamulenge n'existait pas au Congo. En 1970, un Député Tutsi du nom de GISARO a parlé pour la première fois du peuple Munyamulenge, Mulenge étant une localité des Bafulero dans le Territoire d'Uvira. Petit à petit, ce peuple fut connu sous cette dénomination. La récupération politicienne voudrait faire de lui un peuple minoritaire alors qu'il ne l'est pas. En réalité, ce sont les PYGMEES que nous pouvons considérer comme groupe minoritaire dans la Province du Sud- Kivu.

3. Principaux problèmes de développement

La Province du Sud- Kivu est la porte d'entrée de différentes guerres qui frappent injustement notre pays depuis 1996. Elle regorge encore plusieurs bandes armées qui sèment la désolation à tout moment. Les différences et la présence de toutes ces bandes armées sont les déterminants de beaucoup de problèmes de développement de la Province. Nous catégorisons ces problèmes par secteur d'activités de la population. Et les droits desdites communautés sur les terres qu'elles occupent sont indéterminés : ce qui rend leurs tenures foncières insécurisées. Ces bandes armées violent les femmes et les filles sur lesquelles les coutumes et les traditions du Sud-Kivu pèsent lourdement, considérée essentiellement comme outil de production agricole.

4. Le régime foncier

Le régime foncier de la Province du Sud-Kivu s'inscrit dans le cadre général du régime foncier en République Démocratique du Congo³⁴. En effet, ce régime est géré par la Loi n° 73/021 du 20 juillet 1973 telle que modifiée par la Loi n° 80- 008 du 18 juillet 1980, caractérisée par : la suppression de la propriété foncière individuelle et consécration de la propriété foncière exclusive, inaliénable et imprescriptible de l'Etat (Article 53 de la loi dite foncière) ; Attribution des droits de jouissance sur le sol aux particuliers.

Les droits constituant des droits réels autonomes et non des démembrements de la propriété (foncière) ; Création de ces droits à partir de l'établissement du certificat d'enregistrement qui les rend inattaquables deux ans après ; Suppression de la distinction entre les terres indigènes soumises à la coutume et les terres domaniales régies par le droit écrit ; Existence d'une distinction entre les terres urbaines et celles rurales. Au-delà de la domanialisations de toutes les terres congolaises, les droits de jouissance régulièrement acquis par les communautés locales (rurales) et exploitées par elles individuellement ou collectivement conformément à la coutume continuent à poser problème. En effet, la Loi du 20 juillet 1973 à son article 387 prévoit l'intervention d'une Ordonnance Présidentielle qui viendra réglementer la jouissance des terres rurales.

5. Caractéristiques socio- culturelles

L'insécurité règne encore un peu partout dans la Province malgré les efforts de pacification et de réunification du pays. Quelques bandes armées empêchent la population de mener normalement son train de vie et de travailler pour lutter contre sa pauvreté : La manipulation de la population par certains politiciens en mal repositionnement en s'appuyant sur les tribus ou en servant les intérêts des étrangers. Les tribus sont donc exploitées comme facteur de division et non de développement. Les conflits de pouvoir entre les chefs coutumiers et les chefs des bandes armées.¹⁰² La diminution de la production agricole à la suite des guerres et de l'insécurité généralisée surtout dans les milieux ruraux. La province dépend maintenant en grande partie des produits des Provinces sœurs du Nord- Kivu et du Katanga. La malnutrition « kwashiorkor » qui frappe sévèrement la population surtout des Territoires de Kabare, Walungu, Idjwi, Kalehe, est due essentiellement à la sous production et à l'insuffisance de l'éducation nutritionnelle, suffisamment paupérisée par les guerres et parfois par des déplacements massifs des populations.

¹⁰² FREMONT, A. (1976) *La région, espace vécu*. Flammarion, p 76.

La mauvaise gestion du sol et la surexploitation de la terre dans les territoires à forte densité de la population. Insuffisance de terre cultivable due à la forte concentration de la population dans les grandes agglomérations et dans certains territoires. Le manque d'intrants agricoles pour la population. La suprématie de la loi minière sur la loi foncière porte un coup dur aux propriétaires des terres dans les zones minières de Mwenga, Shabunda et Fizi. Le travail des champs est laissé essentiellement aux femmes alors que les hommes passent leurs journées à consommer de la boisson alcoolisée.

Carence en produits d'origine animale due au pillage des animaux d'élevage et à la destruction des étangs piscicoles par les bandes armées. L'insuffisance de produits vétérinaires et le manque d'encadrement des éleveurs sont à la base de la baisse de la production d'élevage. L'insuffisance de pâturage pour les élevages due à la surpopulation essentiellement dans les Territoires de Walungu et de Kabare. Le manque d'infrastructures de conservation des produits de pêche et l'ignorance des techniques appropriées de conservation. La précarité de l'état de santé de la population rurale constituant la main d'œuvre la plus importante pour les activités agricoles, de pêche et d'élevage. La malnutrition « kwashiorkor » qui frappe sévèrement la population surtout des Territoires de Kabare, Walungu, Idjwi, Kalehe, due essentiellement à la sous production et à l'insuffisance de l'éducation nutritionnelle, suffisamment paupérisée par les guerres et parfois par des déplacements massifs des populations. La prévalence du VIH/ SIDA devenue plus inquiétante par la présence des militaires étrangers, des réfugiés rwandais et burundais et à la suite des viols perpétrés sur les femmes et les filles. L'insuffisance de personnel soignant dans les milieux ruraux pendant cette période de conflits armés. La destruction des infrastructures médico-sanitaires et l'absence des produits pharmaceutiques dans le monde rural. Résurgence de certaines maladies hydriques et d'autres jadis éradiquées.

Destruction et pillages des infrastructures scolaires et des centres de formation des adultes surtout dans le monde rural. Baisse de la fréquentation des écoles par les jeunes qui se sont enrôlés dans les armées, et par les filles fuyant les viols et autres exactions. La sous qualification des enseignants en place dont la plupart ont quitté le milieu rural fuyant les affres des guerres.

Impraticabilité de la plupart des tronçons routiers à la suite de la dégradation prononcée des routes par des éboulements, des arbustes, par la Bukavu et spécialement dans la Commune de Kadutu rendant la circulation très difficile. Paupérisation généralisée surtout dans les villages où les pauvres ne savent ni produire, ni commercialiser leurs faibles productions, destruction des ponts, érosions dans la Ville, dépendance excessive envers les pays voisins de l'Est pour les importations des produits manufacturés et pour certains services de base. Ainsi, ces pays s'enrichissent au détriment de la RDC¹⁰³

6. Présentation globale des piliers

2. Pilier 1 « Renforcer la bonne gouvernance, la paix et l'autorité de l'Etat ».

Le pilier 1 est décliné en quatre (4) Programmes à savoir :

- Programme 1 : Renforcer l'autorité de l'Etat ;
- Programme 2 : Accélérer le processus de la décentralisation ;
- Programme 3 : Poursuivre la réforme des finances publiques ;
- Programme 4 : Améliorer le climat des affaires et promouvoir le secteur privé.

7. Communication politique

Pour Anne-Marie Gingras et Allii (2003 : pp 266-270), la communication politique est un état des savoirs, d'enjeux et perspectives, À l'ère des toutes communications, le public est bombardé de mots et d'images, aussi bien comme consommateur que comme

¹⁰³ CIRIMWAMI, K. *la monographie du Sud-Kivu*, 2011, CCP, pp 70-90

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

citoyen. En ce sens, la question de la communication est éminemment politique. Utopie ou mal nécessaire, la communication, par son omniprésence même, stimule la réflexion scientifique au-delà des polémiques partisans, en ce qu'elle est porteuse de pratiques et d'enjeux. Tout communique, mais qui communique, à qui, pourquoi et comment ? Derrière ces interrogations, c'est la démocratie qui est en jeu : comment elle est, comment nous la voulons.

C'est aussi notre rapport à l'État, en ce que la communication a à voir avec une certaine mondialisation des liens sociaux et des pratiques culturelles. C'est, finalement, notre rapport à la science, pour une épistémologie qui interroge nos pratiques face à la complexité de l'objet étudié.

Toute cette réflexion pose également la question face au développement des moyens et des outils de communication (tant dans les nouvelles pratiques que par la nouvelle technologie), il faut prendre en compte non seulement les dimensions de l'imaginaire et de l'idéologie dans les discours textuels et visuels, mais aussi la question du aujourd'hui de doter d'une direction et d'un bilan. Selon cet auteur, la naissance, les pratiques anciennes et nouvelles de la communication politique établies par les acteurs ainsi que la question de la réception des messages par un auditoire citoyen. Comme la communication politique se joue certes dans les institutions, mais aussi dans le langage des acteurs de la scène politique et, surtout, dans les actions des citoyens eux-mêmes, en lien avec leur environnement social et leur façon d'interpréter la culture.

En regroupant les savoirs issus de plusieurs disciplines scientifiques, l'ouvrage de cet auteur se veut le début d'une clarification disciplinaire. Il s'agit de faire le point sur la recherche actuelle, sous les angles du langage politique et de la rhétorique, de l'utilisation de l'image, de la définition d'une opinion publique, des enjeux de la communication électorale, de l'impact politique d'Internet et de la réception des messages. Pour Gingras, cette 'explosion de la communication' (**Breton et Proulx, 2002**) exige un cadrage méthodologique. Elle aborde ainsi les théories de la communication politique selon une lecture historique partagée en deux pôles libéral et critique. Le premier se distingue notamment par la valorisation de la rationalité des acteurs.

Le behaviorisme dominant s'y voit actuellement concurrencé par la montée du constructivisme. La recherche critique, quant à elle, s'écarte de l'individualisme méthodologique des libéraux. Inspirés par l'École de Francfort, le courant critique culturel et celui de l'économie politique ont permis de reconnaître l'enchevêtrement des influences dans les processus de domination et de redonner plus d'autonomie au sujet et à l'audience.

Dans une perspective critique, la communication politique sera dès lors définie en fonction des dynamiques de pouvoir exercées dans l'espace public. Elle ne se réduit pourtant pas au problème des influences, mais renvoie plutôt à une gestion du pouvoir fondée sur l'échange. Cette nécessité de l'échange entre sujet et audience évoque forcément le renouveau de la rhétorique. Pour Maurice Chari and, le système politique est fondamentalement un système de communication, puisqu'il dépend du consentement des gouvernés. Mais dans les démocraties hyper médiatisées, fondées sur la légitimité donnée par le peuple, les enjeux sont accrus : le langage proprement communicationnel y acquiert le rôle de lien entre les gouvernants et les gouvernés ; affaires de dire et de dit, d'où cet intérêt pour les fonctions persuasives du langage politique. La rhétorique permet alors d'aborder une communication plurielle, provenant d'une multiplicité d'acteurs publics qui formulent des discours fondés sur les valeurs communes en les transformant, établissent des relations de pouvoir, forgent des consensus. Il ne s'agit pas de condamner la prétendue fausseté d'un langage se déployant dans la contingence des affaires humaines, mais de comprendre le discours en soi et les effets qui en résultent, afin qu'il puisse être accompagné de normes pragmatiques qui permettraient l'émergence d'une pratique démocratique du discours.

Les images sont souvent juxtaposées aux mots. Faisant le constat de l'abondance de ces images, et (consciente du soupçon dont elles font l'objet, Estelle Lebel montre les modalités de communication particulières et les enjeux politiques liés à l'image (ici essentiellement télévisuelle). Un historique des imaginaires politiques montre d'abord que les manipulations d'images à des fins politiques correspondent à des pratiques très anciennes. La complexité de la réception est ensuite soulignée, en ce qu'elle est fondée sur une impression de réalité qui

articule un discours sur le monde. Une impression qui fait intervenir des représentations de sens et une réflexion sur l'origine de la médiation. Une impression qui concerne aussi le contrôle des images, en fonction des contraintes et des intérêts qui régissent leur contenu et leur circulation.

Pourtant, l'image, même contrôlée, demeure coproduite avec le récepteur, d'où cet encouragement à une analyse de l'image qui soit plus profonde et mieux diffusée (notamment par l'enseignement), dans l'intérêt de la démocratie. Loïc Blondeaux souligne le contraste entre, d'une part, la fréquence et la persistance des usages politiques et scientifiques de la notion d'opinion publique et, d'autre part, les difficultés d'établir sa définition. L'opinion publique s'assimilerait-elle simplement à ce que mesurent les sondages ? Et si ce n'est pas le cas, que mesurent-ils, et sur quoi repose leur réussite ? Par une revue des critiques portées contre les sondages d'opinion depuis 1930, l'auteur relève d'abord une série de définitions et de critères implicites de l'opinion publique. Puis, il trouve 'l'essence historique' de cette notion dans la contradiction entre logos et doxa, entre éloge de la raison et peur du nombre. Il relève enfin la proximité du dispositif du sondage avec celui du suffrage universel.

En dupliquant le modèle référendaire, les sondages contracteraient la légitimité démocratique ; en objectivant l'opinion par la statistique, ils s'appuieraient sur la 'supériorité de la science. Les sondages créent ainsi une entité nouvelle en mesurant autre chose que ce qu'ils prétendent mesurer. Nadeau et Bastien s'attardent sur l'émergence du champ de la communication électorale à l'intérieur de celui, plus vaste, de la communication politique. Suivant le développement des moyens de communication de masse, l'analyse aboutit à la situation actuelle, caractérisée par la professionnalisation et l'américanisation des campagnes électorales et par la montée du marketing politique. Sondages électoraux, nouvelles et débats télévisuels, publicité et Internet devraient idéalement diffuser une information qui est nécessaire à la démocratie, en vue de aisées, les relations plus étroites entre gouvernés et gouvernants. Les usages politiques d'Internet permettraient une meilleure transparence, l'amélioration de la qualité des services publics, la réduction des coûts et la réforme de l'État.

Mais les problèmes sont nombreux : fracture numérique, exigence d'une citoyenneté hyperactive et éclairée, relativisation de la fonction de médiation, menaces d'un État de la surveillance, remise en cause de l'État-nation. L'auteur prédit qu'Internet s'intégrera aux côtés des autres moyens de communication, sans les remplacer. Un outil qui, bien utilisé, est susceptible de modifier les flux d'information au sein des systèmes politiques, que ceux-ci soient vus comme relevant d'un modèle élitiste, pluraliste ou républicain.

Proulx et Bélanger (*référence svp*) traitent enfin de la réception des messages véhiculés par les médias, en particulier par la télévision. Un survol des analyses traditionnelles permet d'aborder les théories des effets directs et des effets limités, avant de définir le message télévisuel comme texte médiatique susceptible de lecture, grâce à l'apport des 'Cultural Studies. Les éléments du codage et du décodage sont ensuite raffinés par l'ethnographie qui ancre le décodage individuel au sein l'une communauté interprétative. Les auteurs s'attardent ensuite sur les possibilités de convergence d'un champ de recherche où se croisent des traditions apparemment incompatibles. Les optimistes parlent d'un regard global, tandis que les réalistes privilégient la multidisciplinarité et que les pessimistes refusent d'accorder des théories irréconciliables. Par ailleurs, un problème méthodologique est souligné, concernant la place du chercheur dans l'observation de la réception. En conclusion, le champ de l'analyse de la réception reste un champ de bataille et la réception demeure un processus 'mystérieux'. Puisque la question de la communication pose à la fois les questions du pouvoir, de sa conquête et de sa préservation, mais aussi celle des croyances collectives, on aurait pu également intégrer une étude plus générale des fondements de l'idéologie en lien avec la communication.

En ce sens, la question des valeurs promues aurait pu susciter un débat plus profond sur le pourquoi de cette surabondance de communication, en le fondant sur la question du lien social et du sens collectif. Ainsi, si cette démarche concerne, d'une part les hommes et acteurs politiques ainsi que les journalistes et d'autre part, l'opinion publique et les firmes en charge des images des hommes politiques, cela sous-entend que la communication politique est intimement liée à l'organisation et la transmission des informations par des moyens adéquats dans l'espace politique. Cependant, la communication politique requiert un caractère beaucoup plus important pour l'homme politique en quête du pouvoir. En d'autre terme, tout acteur politique qui aspire à des hautes fonctions doit, non seulement, concevoir et maîtriser les mécanismes de communication pouvant lui permettre de focaliser et d'attirer sur lui l'estime des électeurs, mais aussi et surtout mettre en place des stratégies visant à rationaliser sa démarche politique face à ses potentiels électeurs.

Abondant dans le même sens, Thierry Saussez, cité par Frédéric Nicolas, assimile la communication politique à un « ensemble de techniques permettant de créer ou développer la notoriété et l'image d'un homme politique en favorisant l'adéquation entre ses idées, son programme, sa personnalité et le marché électoral ». Et Wolton de renchérir ; la communication politique suppose 'la formulation des objectifs des forces politiques en rapport avec les attentes des électeurs. Sa fonction généralement reconnue est d'être constitutive de l'identité par la transmission de pratiques symboliques dans lequel l'électeur se reconnaît. Comme nous l'avons susmentionné avec Jacques Séguéla que gouverner c'est communiquer, cela traduit l'existence d'un échange de communication entre gouvernant et gouverné. De par cette réalité, Cotter et ajoute en précisant que la communication politique est un échange d'information entre gouvernants et gouvernés par des canaux de transmission structurés ou informels.

Il s'agit au fait, pour Cotteret, de démontrer la structuralisation et la formalisation de la transmission des informations servant des jonctions entre ceux qui détiennent le pouvoir d'organiser la cité et la population.

Cela passe par des canaux formels ou informels, ce qui revient à considérer tous les moyens possibles utilisés par le pouvoir en place pour communiquer dans le champ politique. Cependant, si Cotteret qualifie la communication politique comme étant la transmission d'informations existant entre les gouvernants et les gouvernés dans le champ politique, cela n'est en réalité qu'une partie de ce qu'est la communication politique.

8. Le choix des Gouvernant (s)

Selon **GUEHENNO Jean-Jacques et alli (2012)**, un gouvernant est une personne qui gouverne, qui détient l'autorité avec son pouvoir dans un État. L'État, c'est toujours à la fin de l'aboutissement du gouvernant, et ce que nous prenons pour les actes de l'État n'est rien d'autre que la volonté du Chef de l'État, de ses ministres ou de ses subordonnés : **SCELLE (1952 :40)**. Pour Maurice Duverger et Jean-Paul Montminy **(1917 : 301-306)**, de très nombreux procédés peuvent être employés pour désigner les gouvernants d'un État - hérédité, élection, cooptation, tirage au sort, conquête, etc. On peut les grouper en deux catégories : (a) ceux qui aboutissent à confier le choix des gouvernants aux gouvernés eux-mêmes ; on les appelle d'ordinaire gouvernants ; les seconds correspondent au contraire à la doctrine autoritaire. Entre les deux, n trouve d'ailleurs des procédés mixtes, intermédiaires.

Les régimes autocratiques ont pour caractère commun de faire échapper le choix des gouvernants à toute action des gouvernés : le gouvernement se recrute en quelque sorte « de lui-même » : d'où le terme d'autocratie, dans son sens dirigiste de la société. Tandis gouvernés ; nous les nommerons procédés autocratiques. Les premiers correspondent, d'une, façon générale, à la doctrine libérale car ils affaiblissent l'autorité des procédés démocratiques, et les deuxièmes, ceux qui font au contraire échapper le choix des gouvernants à toute action des précède, nous avons alors la prétention de souligner que la communication politique vise à canaliser les passions politiques au profit d'une idée, d'un homme, d'un parti. Elle comprend une communication globale et une communication électorale de plus en plus encadrée juridiquement et financièrement.

Toutes les définitions de la communication politique, telles que nous les avons précédemment explicitées soulignent un aspect particulier celui de l'espace public, de l'espace social dans lequel cette communication s'exerce où se déploie. Ce qui nous instigue de chercher à comprendre, et cela en rapport avec notre étude, ce qu'est le champ et plus particulièrement le champ électoral, la médiation politique ».

9. La culture politique

Selon Maurice Duverger la culture politique est l'ensemble systématisé des aspects politiques de la culture. D'après ce même auteur la culture politique est irréductible à la culture civique. La quelle est la culture politique jugée par rapport aux valeurs démocratiques. Sur les aspects de la culture politique G. Almond a distingué : Aspect cognitif : des connaissances de systèmes politique c'est la connaissance de textes légaux, de l'organisation politique et sociale du pays. Aspect affectif : L'attachement personnel aux institutions et même aux valeurs de la nation. Aspect évolutif : Le jugement de valeurs porté sur les phénomènes politiques et met l'accent sur 3 types de culture politique à savoir : La culture politique paroissiale : caractérisé essentiellement par le localisme elle se traduit par de vifs sentiments d'appartenance et d'attachement à une entité politique locale, elle s'oppose à la culture politique nationale proprement dite à cause du faible degré, si non le manque d'intégration nationale. La culture politique de suggestion : c'est celle qui est marquée par une connaissance du système politique mais une grande passivité à son égard. La culture politique de participation : les sujets deviennent des véritables participants, des véritables citoyens. Ils attendent agir sur le système politique, orienter ou infléchir son action par des moyens divers, élections, manifestations ; pétitions, Etc.

Ainsi, les individus respectent et craignent le système politique tout en se jugeant incapable de participer à son fonctionnement. En citant **Gabriel Almond, Mulumbati Ngasha (1977)** pense que la culture Politique est la trame des attitudes et des orientations indivisibles pouvant lui permettre de focaliser et d'attirer sur lui l'estime des électeurs, mais aussi et surtout mettre en place des stratégies visant à rationaliser sa démarche politique face à ses

potentiels électeurs. Abondant dans le même sens, **Thierry** Saussez cité par Frédéric Nicolas, assimile la communication politique à un « ensemble de techniques permettant de créer ou développer la notoriété et l'image d'un homme politique en favorisant l'adéquation entre ses idées, son programme, sa personnalité et le marché électoral. »

Et Wolton de renchérir que la communication politique suppose « La formulation des objectifs des forces politiques en rapport avec les attentes des électeurs. Sa fonction généralement reconnue est d'être constitutive de l'identité par la transmission de pratiques symboliques dans lesquelles l'électeur se reconnaît ». De ce qui précède, il en découle l'importance qu'on accorde à la communication dans le champ politique et qui pis est, dans le champ électoral. Ainsi dans cet espace politique, communiquer aura le sens d'un « Echange d'informations entre acteurs politiques et ayant des conséquences directes ou indirectes, médiates ou immédiates sur le système politique », son intégration dans 'le champ politique pris.

1⁰ La conquête du pouvoir fut sans doute le premier procédé de choix des gouvernants : « le premier qui fut Roi fut un soldat heureux ». Elle peut se faire selon des modalités variées. On distinguera par exemple, la révolution qui utilise la force populaire. La plupart du temps, les différents procédés se combinent. Au point de vue juridique, la conquête apparaît comme un pur fait. Elle n'est pas un moyen juridique de nomination des gouvernants ; elle constitue, au contraire, une violation du droit. Mais, de cette violation du droit naît un droit nouveau : les gouvernants issus de la conquête s'efforcent de légitimer leur pouvoir, soit en se faisant confirmer leurs titres par d'autres procédés d'investiture hérédité par exemple), soit en faisant oublier leur origine par les services rendus. 2^o L'hérédité reste la forme la plus répandue du gouvernement autocratique. Généralement, elle s'applique à un homme (monarchie héréditaire). On a cependant vu des assemblées héréditaires.

10. Le choix des gouvernés

Pour **Jean-Claude Wanner (2019)**, ce terme serait une population qui accepte et a le sentiment d'être dirigé. C'est aussi une population qui accepte d'obéir au gouvernement, à la direction politique d'un état. Pour Maurice Duverger et Jean-Paul Montminy (1917 : 301-306), de très nombreux procédés peuvent être employés pour désigner les gouvernants d'un État - hérédité, élection, cooptation, tirage au sort, conquête, etc.

On peut les grouper en deux catégories : (a) ceux qui aboutissent à confier le choix des gouvernants aux gouvernés eux-mêmes ; on les appelle d'ordinaire procédés démocratiques, et (b) ceux qui font au contraire échapper le choix des gouvernants à toute action des gouvernés ; nous les nommerons procédés autocratiques. Les premiers correspondent, d'une façon générale, à la doctrine libérale car ils affaiblissent l'autorité des gouvernants ; les seconds correspondent au contraire à la doctrine autoritaire. Entre les deux, on trouve d'ailleurs des procédés mixtes, intermédiaires.

Les régimes autocratiques ont pour caractère commun de faire échapper le **choix** des gouvernants à toute action des gouvernés : le gouvernement se recrute en quelque sorte « de lui-même » : d'où le terme d'autocratie. Disparu de presque toutes les nations du monde, aujourd'hui (sauf les pays sociologiquement arriérés, et les dictatures contemporaines), le système s'est étendu pendant des siècles sur la plus grande partie de la terre, en revêtant d'ailleurs des formes diverses : conquête, hérédité, cooptation, tirage au sort, etc. La conquête du pouvoir fut sans doute le premier procédé de choix des gouvernants : « le premier qui fut Roi fut un soldat heureux ». Elle peut se faire selon des modalités variées.

On distinguera par exemple, la révolution qui utilise la force populaire ; le coup d'État qui emploie la force du gouvernement précédent pour le détruire et le remplacer, et enfin le « pronunciamiento » qui est une variété particulière du coup d'État à l'usage des militaires. La plupart du temps, les différents procédés se combinent. Au point de vue juridique, la conquête apparaît comme un pur fait.

Elle n'est pas un moyen juridique de nomination des gouvernants ; elle constitue, au contraire, une violation du droit. Mais, de cette violation du droit naît un droit nouveau : les gouvernants issus de la conquête s'efforcent de légitimer leur pouvoir, soit en se faisant confirmer leurs titres par d'autres procédés d'investiture (hérédité par exemple), soit en faisant oublier leur origine par les services rendus. L'hérédité reste la forme la plus répandue du gouvernement autocratique. Généralement, elle s'applique à un homme (monarchie héréditaire).

On a cependant vu des assemblées héréditaires. Au point de vue politique, l'hérédité présente des avantages certains, sur lesquels les écrivains monarchistes modernes ont longuement insisté : très grande stabilité du régime, facilité de la succession, possibilité de préparer les gouvernants à leur métier par une éducation appropriée, confusion entre l'intérêt de la Nation et l'intérêt particulier d'une famille qui donne au roi un avantage personnel à se préoccuper de la grandeur de son royaume.

Cependant, des défauts graves ne peuvent être passés sous silence : le danger des minorités et des régences d'abord ; la possibilité de voir échoir le gouvernement entre les mains d'un incapable ou d'un malade ensuite ; l'isolement des gouvernants, enfin, qui forment une caste sans contact avec les gouvernés. Historiquement, l'hérédité s'instaure le plus souvent à la suite de la conquête, le conquérant transmettant ses pouvoirs à son fils (Pépin le Bref). Parfois, elle est issue d'une déformation de la cooptation, ou même de l'élection. La cooptation consiste dans la désignation du gouvernant futur par le gouvernant en fonction, dans la désignation du successeur par le prédécesseur. Comme l'hérédité, elle peut s'appliquer à un individu ou à une assemblée. L'Empire romain fournit le meilleur exemple de cooptation, surtout au siècle des Antonins. A l'époque moderne, le Consulat et les dictatures contemporaines ont tenté de ressusciter le système, sans grand succès. Politiquement, il présente certains avantages par rapport à l'hérédité : il élimine les héritiers incapables et les régences. Mais il entraîne des inconvénients très graves en ouvrant des compétitions entre les successeurs possibles aussi bien du vivant du monarque qu'après sa mort.

La cooptation fait fleurir les révolutions de palais - toute l'histoire de l'Empire romain l'atteste. Le tirage au sort n'a été utilisé que dans certaines cités antiques pour la désignation des magistrats. Il se survit aujourd'hui dans quelques rares hypothèses en matière administrative ou judiciaire - pour les jurés notamment. Signalons encore la nomination par un autre gouvernant, quoique ce procédé n'ait rien de spécifiquement autocratique. Il a en effet un caractère dérivé : tout dépend de la qualité du gouvernant qui nomme : si celui-ci est issu de l'élection, la nomination prend un caractère démocratique ; sinon, elle est vraiment autocratique.

Mais, en fait, il y a atténuation du caractère démocratique même dans la première hypothèse, car c'est seulement de façon dérivée que le gouvernant est issu du choix des gouvernés. Le suffrage indirect est toujours moins démocratique que le suffrage direct. Les gouvernants nommés ont un certain caractère subordonné par rapport à ceux qui les nomment.

C'est pourquoi la nomination est un procédé normal pour la désignation des autorités administratives, mais non des autorités gouvernementales proprement dites. Cependant elle est assez employée en pratique (nomination des ministres, par exemple). Sous toutes ses formes, l'autocratie suppose, pour naître et se maintenir, une conception quasi religieuse du pouvoir. Comment justifier, en effet, que certains commandent leurs semblables sans que ceux-ci soient intervenus dans leur investiture, si l'on ne considère point ces gouvernants comme l'émanation de Dieu, ou des forces magiques qui ont précédé, dans la conscience de l'humanité primitive l'élaboration de l'idée de Dieu ou des mythes laïques (race, nation, classe, etc.) qui remplacent l'idée de Dieu dans la conscience de l'humanité contemporaine. Les régimes autocratiques reposent sur l'irrationnel. Les régimes démocratiques représentent, au contraire, un effort pour établir l'édifice gouvernemental sur des bases rationnelles. Historiquement, ils sont nés dans les cités grecques et les groupes sociaux du même type où ils ont pris la forme de la démocratie dite directe, dont nous avons déjà parlé.

Le pouvoir appartenait à l'Assemblée générale des citoyens qui prenait elle-même toutes les décisions importantes et désignait les « magistrats » chargés de les faire appliquer et de gouverner dans l'intervalle des sessions. Le système ne peut évidemment fonctionner que dans des pays minuscules où le peuple entier peut être facilement réuni, et les questions à traiter assez simples pour qu'il puisse les discuter lui-même. Même là, il est toujours sujet à des déformations qui en altèrent profondément la physionomie : Comme Aristote l'observait à Athènes, des clans se forment au sein de l'Assemblée populaire. Quelques hommes se groupent autour d'un meneur et la masse entérine docilement leurs propositions.

En tout état de cause, d'ailleurs, on n'oubliera point que les prétendues démocraties antiques n'avaient de démocraties que de nom. Car les hommes libres seuls siégeaient à l'Assemblée, non les esclaves qui n'avaient pas plus de droits politiques que de droits civils. Dans l'Athènes du Vème Siècle, on estime que, sur un total de 400.000 habitants, 40.000 avaient le droit de siéger à l'Assemblée, et 3 à 4.000 environ participaient effectivement à ces travaux dans des réunions les plus nombreuses.

Au XVIIIème siècle, la Révolution américaine, puis la Révolution française, prolongeant l'effort de la tradition britannique, ont fait naître une forme nouvelle de démocratie qui lui permettait de s'appliquer aux grands pays. Puisque tous les citoyens ne peuvent par eux-mêmes participer au gouvernement, ils désigneront parmi eux des représentants qui siégeront seuls à l'Assemblée nationale : d'où le nom de démocratie représentative. Le régime démocratique se définit donc désormais par l'élection des gouvernants par les gouvernés. Les systèmes électoraux peuvent varier, de même que le nombre et la structure des Assemblées élues et que leurs rapports avec l'exécutif : dès qu'il y a des élections libres et sincères, il y a démocratie. Sous cette forme, le régime démocratique a conquis peu à peu presque tous les pays civilisés jusqu'à la victoire des Alliés en 1918, qui lui conféra son suprême épanouissement.

Depuis son apparition, le système de la démocratie représentative a supporté deux transformations essentielles : l'adoption du suffrage universel et l'apparition de partis politiques organisés. Pendant longtemps, la démocratie ne fut que partielle : les gouvernants étaient élus par une fraction seulement des gouvernés, généralement les plus riches (suffrage censitaire). Progressivement, le corps électoral s'élargit, sous la pression des principes démocratiques eux-mêmes. Dès 1848, la France supprimait toute condition de fortune ou de capacité pour l'attribution du droit de vote, mais non pas la condition de sexe. C'est seulement au XX^{ème} siècle que l'établissement du vote des femmes dans la plupart des pays a rendu le suffrage véritablement universel.

Encore, dans presque toutes les nations coloniales, des conditions de race continuent-elles à restreindre l'électorat dans les territoires d'outre-mer. Si la démocratie a toujours connu la lutte des factions, l'opposition des tendances, la rivalité des clans, l'existence de partis politiques organisés tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui dans le monde est un phénomène relativement récent. Même dans les pays anglo-saxons, qui furent les initiateurs du système, celui-ci ne s'est réellement manifesté qu'au milieu du XIX^e siècle. Encadrant les gouvernés et les candidats proposés à leur suffrage, coagulant autour de quelques puissantes idées fondamentales une poussière de pensées individuelles, variables et multiples, qui devenaient ainsi une "opinion publique", les partis politiques ont puissamment contribué au développement de la démocratie en lui donnant une organisation de base.

Mais l'hypertrophie de leur rôle, qui semble caractériser leur évolution la plus récente, menace par une sorte de choc en retour l'intégrité du régime représentatif : lorsque les comités directeurs des partis tendent à se substituer aux gouvernants élus, ou lorsque le choix même des gouvernants est transféré des électeurs aux partis (par le système de la représentation proportionnelle avec listes bloquées), les principes démocratiques sont violés. Le passage de l'autocratie à la démocratie s'est rarement effectué d'un seul coup. La plupart du temps, des formes gouvernementales de transition ont apparu, où certains caractères démocratiques nouveaux se superposaient à d'anciens caractères autocratiques : tels furent les régimes mixtes.

Un gouvernement est dit mixte lorsque ses membres sont choisis par des méthodes intermédiaires entre celles de la démocratie et celles de l'autocratie. L'élection n'est pas complètement écartée, mais elle n'y joue point cependant un rôle exclusif. Selon la façon dont se combinent les éléments démocratiques et autocratiques, on peut distinguer : les régimes mixtes par juxtaposition, les régimes mixtes par combinaison, les régimes mixtes par fusion.

Dans les régimes mixtes par juxtaposition, on trouve côte à côte deux organes gouvernementaux, l'un de caractère autocratique, l'autre de caractère démocratique. Plusieurs variétés sont à distinguer : Juxtaposition d'une Assemblée démocratique et d'un monarque autocratique : Parlement élu à côté d'un roi héréditaire ou d'un dictateur, par exemple. Juxtaposition, à l'intérieur d'un Parlement, de deux Assemblées, l'une élue, l'autre désignée par un procédé autocratique (hérédité, cooptation, nomination). Ainsi, en Angleterre, la Chambre des Communes, élue, est en face de la Chambre des Lords héréditaires. Juxtaposition d'éléments démocratiques et d'éléments autocratiques à l'intérieur d'une même Assemblée.

Le Sénat de 1875 fournit un exemple de ce type assez rare : à côté de deux cent vingt-cinq sénateurs élus, on y trouvait en effet soixante-quinze sénateurs « inamovibles » se recrutant par cooptation. Dans les régimes mixtes par combinaison, un même organe gouvernemental est désigné par un procédé complexe qui tient à la fois de la démocratie et de l'autocratie. Tel est, par exemple, le « suffrage de ratification » : un gouvernant est choisi par un procédé autocratique quelconque (conquête, nomination, cooptation, hérédité) ; mais il ne peut être investi de sa fonction gouvernementale qu'après un vote populaire, qui vient ratifier le choix antérieurement fait : il s'agit d'un plébiscite et non d'une élection proprement dite.

Dans le « suffrage de présentation », le vote des électeurs intervient pour proposer des candidats, entre lesquels choisit un organe non issu de l'élection. Le procédé constitue, en quelque sorte, l'inverse du précédent. L'exemple le plus typique à cet égard est celui des « listes de confiance » de la Constitution française de l'an VIII.

A la base par suffrage universel, les électeurs choisissaient un dixième d'entre eux pour former les listes communales. Les membres des listes communales désignaient eux-mêmes un dixième d'entre eux pour constituer les listes départementales ; de la même façon, les membres des listes départementales dressaient une liste nationale. Dans ces différentes listes, le Sénat issu de la cooptation choisissait les autorités locales et les députés au Corps législatif et au Tribunal. Théoriquement, le système reposait sur la célèbre formule de Sieyès : « La confiance vient d'en bas, mais le pouvoir vient d'en haut ». Pratiquement, ce fut un moyen très apprécié de Bonaparte pour annihiler le suffrage universel tout en affectant de lui rendre hommage.

Dans le cas précédent, l'acte de nomination des gouvernants se décompose en deux phases, dont l'une est autocratique et l'autre démocratique. Au contraire dans un dernier type de gouvernement mixte, il y a fusion complète des éléments autocratique et démocratique. L'acte de nomination est indécomposable mais il ne peut être considéré ni comme purement démocratique ni comme purement autocratique. Ainsi se caractérise un mode de nomination des gouvernants qu'on pourrait appeler oligarchique. Il consiste à faire choisir les gouvernants par un petit nombre de gouvernés.

D'une part, le procédé se rapproche de la démocratie puisque les gouvernants sont choisis par les gouvernés ; d'autre part, il s'en éloigne, pour tendre à l'autocratie puisque peu de gouvernés bénéficient du pouvoir électoral. Le procédé est donc mixte, les caractères autocratique et démocratique étant fusionnés en lui d'une façon indissoluble. Cette dernière forme de gouvernement mixte se retrouve dans presque tous les pays, comme régime de transition entre l'autocratie et la démocratie. Il est très rare qu'on passe de l'absence complète d'élections au suffrage universel. Généralement, le droit de vote n'est d'abord conféré qu'à un tout petit nombre de privilégiés et progressivement élargi ensuite, jusqu'à finir par être attribué à tous les citoyens. Ainsi, l'autocratie cède d'abord la place à une oligarchie fermée, qui s'ouvre peu à peu jusqu'à devenir démocratie. La plupart du temps, cet usage du suffrage restreint se combine avec le maintien d'un monarque héréditaire et d'une seconde assemblée autocratique de sorte que le régime est un gouvernement

mixte à la fois par « juxtaposition » et par « fusion ». Quant au régime mixte par « combinaison », il sert assez rarement de transition entre l'autocratie et la démocratie, mais plutôt de réaction contre un régime démocratique dont il conserve certaines apparences tout en rejetant sa substance. Comme tel, il mérite d'être, rapproché des procédés modernes grâce auxquels certains États paralysent la démocratie en affectant de lui

Pour **Pourpar Jared Diamoné** (2006 : 451-455), c'est une approche dite descendante, ou approche 'top-down' qui part (« de haut en bas » en français) et implique des processus qui, à partir d'un apport de matière première brute, visent à forger celle-ci à la transformer par étapes (raffinement) en vue d'y apporter une valeur ajoutée en augmentant la complexité de l'ensemble. Par analogie, dans les domaines techniques, cette approche consiste à concevoir le sujet d'étude ou le produit dans les grandes lignes, puis, itérativement, à s'intéresser à des détails de plus en plus fins. L'approche descendante permet de délimiter et de conceptualiser rapidement le projet et de le diviser en sous-parties aisément manipulables. Elle permet donc d'avoir une vue globale du projet final et de donner une estimation rapide, bien qu'approximative, de sa complexité et de son coût. C'est justement une approche qui explique les relations qui partent du sommet vers le centre opérationnel.

Partant de l'art 62 de la constitution de la république démocratique du Congo il est dit que Nul n'est censé ignorer la loi. Toute personne est tenue de respecter la constitution et de se conformer aux lois de la république. C'est une approche dite ascendante selon **Jared Diamond et Natacha Polony** (2006). Le bottom-up (« de bas en haut » en français) se caractérise par une suite de processus qui apportent, chacun, une partie fondamentale de l'édifice qu'elle cherche à produire à partir d'éléments de base. En management, l'ascendant désigne les processus au sein d'une organisation qui prennent leur origine en bas de l'échelle.

Dans le cadre de la recherche (terme notamment employé en informatique), l'approche ascendante tente de faire émerger des théories de la pratique contrairement à l'ascendance qui explique des rapports qui existent au niveau du centre opérationnel vers le sommet.

C'est une agglomération relativement importante dont les habitants ont des activités professionnelles diversifiées, notamment dans le secteur tertiaire. C'est une manière d'orienter, de guider, de coordonner les activités d'un pays, d'une région, d'un groupe social ou d'une organisation privée ou publique. La substitution de « gouvernance » à des notions telles que « gouvernement » ou « gestion » est révélatrice d'une. Les enjeux de la communication politique sont à analyser par Philip Riutort (2007) du territoire local à l'échelle européenne. Il devient également avec brio sur la théâtralité du jeu des pouvoirs sur les mutations inévitables du jeu politiques citoyens et citoyens/pouvoir mais aussi les rapports politiques/citoyens et citoyens/pouvoir, les refondations, la redéfinition seront aussi politique et décisionnelle de la perception citoyenne du jeu politique.

11. Conclusion

Chaque tribu est liée à sa terre. Chaque peuple se retrouve autour de son chef traditionnel qui est le garant de l'unité et de la coutume. Vient ensuite la famille dont l'institution la plus viable est la famille étendue. Celle-ci joue un rôle économique en tant qu'unité de production et de consommation, mais aussi un rôle social car c'est en son sein que s'expriment les rapports sociaux et l'éducation des enfants¹⁰⁴. La base de son organisation sociale est la force de la loi, de la fraternité clanique. Ainsi au-delà de la famille étendue il y a le clan comprenant les familles ayant un ancêtre commun. L'unité du clan n'est pas seulement une unité économique et résidentielle comme la famille mais une forte solidarité entre les membres. Cependant, l'on observe encore une certaine solidarité dans les quartiers populaires comme Kadutu à Bukavu. Cet article offre une fine analyse de la sphère politique des enjeux, des querelles d'image du pouvoir, des volontés de progresser par la compétence ou le paraître, de l'importance accordée par les politiques au service de communication et de la prise du pouvoir des conseillers en communication toujours plus professionnels pour renforcer les équipes en place ou à venir.

¹⁰⁴ COHEN, D. (2008) *La prospérité du Sud-Kivu*. Paris. Albin Michel

Il est aussi bien de signaler que, la population qui joue un rôle très important dans le développement de son état aussi bien qu'en province et en fin en ville la même constitution donne aux citoyens le droit de réclamer ou de revendiquer le partage équitable des ses richesses à ses arts 58,59 et 60 de la présente constitution. Ce pourquoi il y a des marches populaires, des pétitions contres certains élus, organiser des motions, pour montrer son impact sur le pouvoir qu'ils ont et qui a des manifestations au sommet du pouvoir politique. Les leaders politiques ne respectent pas leurs bases en ce qui est de l'information et de la communication. Pour **Laurent Dutheil et Nicolas**, c'est dans le but de remédier à la dissociation entre légitimité des gouvernants et confiance des gouvernés que nous avons travaillé avec l'idée d'une part de cette rénovation de la vie politique et d'autre part de l'équilibre du pouvoir.

L'expression et la représentation du peuple semblent au cœur de votre réflexion ? Rénover la vie politique cela veut dire d'abord renforcer l'expression du peuple. C'est-à-dire mettre au cœur de notre réflexion la question de la participation citoyenne par des mécanismes permettant aux citoyens de s'exprimer entre les échéances électorales et de participer directement à l'élaboration des choix collectifs. D'une part, par l'extension de l'usage du référendum. D'autre part par l'instauration d'un véritable droit de pétition.

Et enfin par une meilleure représentation de la diversité de la société : mode de scrutin, parité et non cumul. Egalité et justice institutionnelles sont-elles un préalable à l'égalité et la justice sociales ? Légalité et la justice sociale ne peuvent se construire que dans un régime institutionnel démocratique et respectueux des libertés de toutes et tous. Or, il n'y a pas de régime démocratique sans égalité entre les citoyens et sans justice. La question institutionnelle est donc centrale et ne se réduit pas à sa seule dimension juridique. Elle fait très clairement partie des leviers permettant d'aboutir à une société d'émancipation.

Le renforcement de nos institutions et partant de la démocratie est donc nécessaire à la construction d'une société plus égalitaire et plus juste. « Rénover la vie politique cela veut dire d'abord renforcer l'expression du peuple » En quoi la « Démocratie exemplaire » préconisée par le Parti se démarque-t-elle de la « République irréprochable » prônée en son temps par la droite ? La rénovation de la

vie politique veut aussi dire promouvoir une démocratie exemplaire d'abord par une déontologie plus exigeante concernant les parlementaires, la présence des représentants d'intérêts, les membres du gouvernement et les hauts magistrats du pays. L'exigence s'étend également à l'égard de l'immunité présidentielle en matière civile comme en matière pénale. En quoi le contrôle du pouvoir peut-il être amélioré ? Les contrôles existent mais sont insuffisants. D'une part, ils ne sont pas adossés à des moyens matériels suffisants. C'est la raison pour laquelle nous proposons notamment que le Parlement s'appuie encore davantage sur la Cour des comptes.

Ensuite, les procédures de contrôles sont souvent perçues comme étant subsidiaires. Il est ainsi étonnant qu'une procédure judiciaire dans une affaire puisse empêcher la constitution d'une commission d'enquête parlementaire dans cette même affaire. Cela crée des doutes chez les citoyens qui pensent que le contrôle parlementaire est inutile car il ne peut pas se porter sur les affaires les plus importantes et par la suite nous avons observés un isolement des élus vis-à-vis de leurs bases. Enfin, le contrôle du pouvoir ne doit pas être uniquement platonique et doit conduire, le cas échéant, à des sanctions politiques. L'absence, souvent, de telles sanctions laisse planer l'idée que les élu(e)s bénéficient d'une certaine impunité. Il faut lutter contre cette idée mortifère pour la démocratie, mais la modification de nos institutions, si elle est nécessaire, doit également s'accompagner d'une évolution des mentalités et des pratiques politiques. La démocratie locale n'est-elle pas l'« oubliée » de ce rapport ? Au niveau de la Ville de Bukavu et d'Uvira la situation n'est plus la même, les gens gardent l'idée de leur tribu d'origine mais ont tendance à vivre dans l'isolement au sein de leurs familles respectives.

Par Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian

Chap . IX. SECURITE DE PAIEMENT EN LIGNE A PARTIR D'UN ALGORITHME DE CRYPTORAPHIE

**Par AMANI MULINDWA Guillain &
MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick**

i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL

Le chercheur *AMANI MULINDWA Guillain* est né à Bukavu, dans la province du Sud-



Kivu. Il a fait ses études primaires à l'EPA BWINDI de Bukavu et a obtenu son certificat en 1999. Ses études secondaires ont été faites à l'INSTITUT BWINDI de Bukavu et obtint son diplôme d'Etat en 2005 en pédagogie générale. Il a par ailleurs fait ses études supérieures et universitaires à l'ISP/BUKAVU en 2006 où il avait obtenu son diplôme de licence en 2010 en pédagogie appliquée, option Informatique de Gestion. Monsieur le chercheur a débuté sa

carrière d'enseignement à Bukavu en 2007 dans les écoles secondaires, où il a enseigné les cours à caractère informatique, successivement, à l'Institut UKARIMU, Institut MOKE et Institut BWINDI jusqu'en 2016. Pendant ce temps, il était retenu comme Assistant à temps partiel à l'ISP-BUKAVU, chargé de l'encadrement des étudiants stagiaires pendant 2 ans. Ses débuts dans l'enseignement supérieure et universitaire en qualité d'enseignant, datent de 2016 à l'ISPDE et l'ISTEGI, tous de Bukavu, en dispensant les cours à caractère informatique en qualité d'Assistant. A partir de 2017 jusqu'à nos jours, il dispense les mêmes cours à l'Institut Supérieur de Pêche de Goma. Actuellement, il enseigne le cours d'informatique au collège MWANGA de Goma. Les ambitions du chercheur sont d'une part *demeurer chercheur afin de trouver des solutions informatiques aux problèmes informatique* et d'autres parts *conquérir le monde scientifique universitaire en obtenant des titres académiques à travers la recherche.*

ii. BIOGRAPHIE DU CO-AUTEUR

Le chercheur MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick est né à Bishange un village du territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu, il a fait ses études primaires à l'EP KESHENI de Goma, et a obtenu son certificat en 2004. Ses études secondaires ont été faites à l'INSTITUT KYESHERO de Goma et a obtenu son diplôme d'état en 2011 en Electricité générale, en suite il a fait ses études supérieurs et universitaire a l'ISIG/GOMA et a obtenu son diplôme de licence en 2018 en réseaux et télécommunications. Le chercheur a débuté sa carrière d'enseignement a Goma en 2020 dans une école technique dénommée INSTITUT BYAHI de Goma ou il a enseigne les



cours d'informatique et de technologie électrique et au cours de cette même année il a été retenu comme Assistant à temps partiel a l'ISP-BWEREMANA, en dispensant les cours en caractère informatique. Les ambitions du chercheur sont la recherche continue afin de trouver des solutions informatiques aux problèmes informatique et la conquête du monde scientifique universitaire en arrachant des titres académiques à travers la recherche en qualité d'enseignant.

1. INTRODUCTION

L'informatique est une discipline, avec laquelle à travers ce monde, plusieurs personnes sont en train d'innover dans plusieurs domaines. En effet, ces derniers font appel à l'informatique afin de travailler de travailler avec aisance, diminuer les difficultés et les problèmes encourues, améliorer le travail et/ou la production, ... au fait automatiser les tâches de l'entreprise. Cette aisance au travail et l'automatisation des services se font grâce à l'outil informatique y compris les logiciels ainsi que le réseau en particulier et l'Internet en général.

Actuellement, il y a circulation facile de l'information tant au niveau local qu'internationale ; il y a communication entre personnes, entreprises, Etat, ... au moment voulu et la transmission de l'information est purement automatique. Autrement dit, la plupart

d'échange de l'information, à travers le monde, se fait grâce à la technologie informatique.

Par ailleurs, auparavant, dans les transactions d'achat et de vente des biens et services, intervenait le paiement direct de la pièce monétaire en espèce. Plus tard, tant d'innovations ont envahi le monde de commerce où l'homme se trouvait dans une situation où il devait garder son argent en banque et un chèque lui était livré certifiant son crédit. Ensuite, le monde bancaire a pensé à faire des transactions en ligne c'est-à-dire un client qui garde son crédit dans une banque obtient carte bancaire.

En effet, l'informatique s'est taillée une place importante dans le monde de banques et celui de commerce. D'une part, un client peut, ainsi, avoir la possibilité d'acheter ou d'éteindre ses dettes en ligne en usant le code de sa carte de crédit et d'autres parts, un commerçant peut vendre en ligne. Le paiement de la marchandise achetée ou vendue se fait à partir du code de la carte de crédit du client, transféré par le client ou le prestataire à la banque qui enfin, à sa tâche, va virer ce crédit au compte du commerçant. Ainsi, la sécurité, actuellement, prise d'une manière générale, mobilise et intéresse plus d'un dans le monde des affaires commerciales en ligne. Elle est l'objet d'une attention et préoccupation régulière et aussi particulière dans la vie des entreprises bancaires. Signalons ensuite que tant de moyens de paiement interviennent pour régler un achat en ligne. Néanmoins, les difficultés encourues à partir de ces derniers sont énormes et inéluctables, en l'occurrence le piratage des identifiants bancaires pendant la communication écoute de la ligne ou plus probablement par vol des fichiers clients sur le serveur des sites marchands ainsi que la capture des identifiants bancaires sur un PC par un programme espion ou le site utilisant les identifiants bancaires pour réaliser des opérations frauduleuses.

L'Internet, à la suite de son développement, est apparu clairement qu'il était destiné à devenir incontournable. D'une manière

particulière, le monde informatique a pris conscience du danger que courent nombreux des cybermarchands et cyberacheteurs. Des mesures défensives ont commencé à être initiées. C'est ainsi que, de nombreuses sociétés ont fleuri aux quatre coins du monde pour essayer de proposer une solution performante en mesure de sécuriser le paiement en ligne. Chacun y est allé de sa solution propriétaire et a essayé de l'imposer comme référence du marché.¹⁰⁵ De façon générale, on s'attend à ce que le taux d'escroqueries liées aux cartes bancaires sur Internet suive une courbe de progression de progression spectaculaire au fur et à mesure du développement des paiements en ligne qui ne représentent aujourd'hui qu'une part marginale du total des paiements par carte bancaire dans le monde¹⁰⁶.

2. L'OUVERTURE DES RÉSEAUX DES ENTREPRISES AU MONDE EXTÉRIEUR

La décentralisation des traitements des données ainsi que la multiplication des postes de travail accroissent les risques de dénaturation des systèmes et d'altérations. Face à cette réalité, une interrogation survient : Quelles seraient les mesures de protection spécifiques aux systèmes de paiement en ligne et aux données qu'en sont issues ? Exploitant le problème soulevé, nous estimons que ces analyses peuvent être prises en considération comme réponse au problème de la sécurité de paiement en ligne.

Ainsi, notre hypothèse est formulée de la manière suivante : La cryptographie des messages en ligne, confiés par les utilisateurs, assurerait la confidentialité des données afin d'éviter l'interception des messages par un tiers et leur usage illégal, le chiffrement comme sécurité des transactions, afin d'éviter les impayés et déjouer les réseaux organisés visant à escroquer les vépécistes en ligne. Pour avoir

¹⁰⁵ J.M ROYER, Sécuriser l'informatique de l'entreprise : enjeux, menaces, prévention et parades, Editions ENI, NANTES, 2004, p.185.

¹⁰⁶ J.M. ROYER, Op.cit., 2004, p.186

les données voulues afin de parfaire le présent travail, nous avons pu recourir aux méthodes ci-après :

- **L'exploitation** : elle consiste à observer des phénomènes avant que l'on ait posé une hypothèse. Elle représente ainsi une mise à profit d'une série de données qui devront nous conduire éventuellement à la formulation des règles.
- **La conceptualisation** : il s'agit ici de concevoir des concepts conduisant à des modèles qui pourraient régir la présentation du réel. Les métaphores de la technologie informatique nous permettront de nous interroger sur la façon dont l'informatique est encodée, transformée, mémorisée, retrouvée et transmise par la machine.
- **L'élaboration** : il s'agit de l'approche qui permettra d'élaborer les conséquences logiques qui découlent de l'hypothèse envisagée ci-haut.
- **Le test de l'exploitation** : cette étape repose sur l'expérience et l'observation contrôlée afin de vérifier les hypothèses.
- **ACCOS and KEVAR** : cette méthode est celle de la conception du code secret et la valeur de la clé randomisée.

3. APPORT CRYPTOGRAPHIQUE

L'algorithme de cryptographie code secret and key value randomise (accos and kevar). Un algorithme de cryptographie, selon Guy PUJOLLE est une technique permettant de transformer un message écrit en clair en un message chiffré appelé cryptogramme¹⁰⁷. En effet, notre tâche est de crypter le message qu'un client peut transmettre au commerçant ou au prestataire en termes de commande de marchandises. Voici en détail l'algorithme qui l'illustre : En prémisses, il faut qu'un client fasse un message. Ensuite, il y a conversion de chaque caractère du message en

¹⁰⁷ Guy PUJOLLE, Les Réseaux, Editions EYROLLES, Paris, 2003, p.854

décimal. Le décimal trouvé, nous allons chercher les éléments clés considérés comme variable explicatives où il faudra :

- Générer un nombre aléatoire N compris entre 0 et 127 ;
- Considérer le nom M du client que nous aurons à convertir en décimal ;
- Donner le nom P de la marchandise à commander ;
- Additionner le nombre aléatoire N et la lettre X du nom du client (tous sont en décimal) afin de trouver le mot clé. Ainsi : $\text{Code client}_N = \text{Nombre aléatoire N} + \text{Décimal de la lettre X du nom du client}$. Nous avons la formule suivante :

Code Client_N=nombre aléatoire N + Login X Le code client doit avoir les valeurs comprises entre 0 et 255, le nombre aléatoire aura les valeurs comprises entre 0 et 127 et enfin le login se situera entre 65 et 90. Toutes ces valeurs sont en décimal. Le login est l'ASCII de la lettre.

Le code article, qui a une valeur comprise entre 0 et 255 sera trouvé à partir de la somme entre le nombre aléatoire dont les valeurs sont entre 0 et 127 avec le décimal de la lettre X du nom de l'article à commander (65 et 90). Nous avons la forme suivante : $\text{Code article}_m = \text{nombre aléatoire N} + \text{Décimal de la lettre X du nom de l'article}$. La formule est : **Code article_m=Nombre aléatoire N + Mot de passe X**. A partir du mot clé et du code de l'article, nous allons trouver le Message Crypté. Cette expression l'explique : **Message crypté_p=Message_Y à envoyer + code client- code article**. La formule s'applique pour chaque caractère du message à envoyer. Elle calculera ensuite chaque fois le premier code du client et le premier code de l'article ainsi que la première lettre du message à envoyer, passer ensuite aux deuxième, puis troisième et vice versa, jusqu'à la fin de chacun d'eux puis recommencer. Le message crypté sera trouvé lorsqu'on arrive au dernier caractère du message à envoyer. La dernière étape de notre algorithme est la conversion de chaque message crypté en caractère. A titre exemplatif, un client congolais du nom de AMANI veut faire une

commande des chemises au fournisseur DUPOND. Son message de commande est : « Veuillez m'envoyer 99 chemises ». Le nombre aléatoire est 100. Présentation des caractères, ainsi que leurs décimaux.

Caractère	Décimal
V	118
e	101
u	117
i	105
l	108
l	108
e	101
z	122
(espace)	032
m	109
'	039
e	101
n	110
v	118
o	111
y	121
e	101
r	114
(espace)	032
9	057
9	057
(espace)	032
c	099
h	104
e	101
m	109
i	105
s	115
e	101
s	115

Le nombre aléatoire est 100.

- Pour les lettres du nom du client (Login) :

La lettre A = 65

La lettre M = 77

La lettre A = 65

La lettre N = 78

La lettre I = 73

- Pour les lettres de l'article à commander :

La lettre C = 67

La lettre H = 72

La lettre E = 69

La lettre M = 77

La lettre I = 73

La lettre S = 83

La lettre E = 69

La lettre S = 83

Calculons le code client :

$$\text{Code client}_N = \text{Nombre Aléatoire } N + \text{Login } X$$

Code Client A = $100 + 65 = 165$

Code Client M = $100 + 77 = 177$

Code Client A = $100 + 65 = 165$

Code Client N = $100 + 78 = 178$

Code Client I = $100 + 73 = 173$

Calculons ensuite le code article :

Calculons ensuite le code article :

$$\text{Code article}_m = \text{Nombre aléatoire } N + \text{Mot de passe } X$$

Code article C = $100 + 67 = 167$

Code article H = $100 + 72 = 172$

Code article E = 100+69=**169**

Code article M= 100+77=**177**

Code article I = 100+73=**173**

Code article S=100+83=**183**

Code article E=100+69=**169**

Code article S=100+83=**183**

Enfin, calculons le message crypté :

Message crypté_p=Message Y à envoyer + code client _n – code article

^m

Message Crypté v =118+165-167=**116 = t**

Message Crypté e = 101+177-172 = **106= j**

Message Crypté u = 117+165-169= **113= q**

Message Crypté i = 105+178-177= **106= j**

Message Crypté l = 108+173-173= **108 = l**

Message Crypté l = 108+165-183= **90 = Z**

Message Crypté e =101+177-169=**109= m**

Message Crypté z = 122+165-183= **104= h**

Message Crypté (espace)=032+178-167=**043= +**

Message Crypté m=109+173-172=**110= n**

Message Crypté (‘)=039+165-169=**035= #**

Message Crypté e=101+177-177=**101= e**

Message Crypté n=110+165-173=**102= f**

Message Crypté v=118+178-183= **113 = q**

Message Crypté o = 111+173-169=**115= s**

Message Crypté y= 121+165-183=**103= g**

Message Crypté e =101+177-167=**111= o**

Message Crypté r = 114+165-172= **107= k**

Message Crypté (espace)= 032+178-169= **041 =)**

Message Crypté 9= $057+173-177=53= 5$

Message Crypté 9 = $057+165-173=49= 1$

Message Crypté (espace)= $032+177+183=26 = (\text{substitute})$

Message Crypté c= $99+165-169=95= _$

Message Crypté h= $104+178-183=99= c$

Message Crypté e= $101+173-167=107= k$

Message Crypté m= $109+165-172=102= f$

Message Crypté i= $105+177-169=113= q$

Message Crypté s= $115+165-177=103= g$

Message Crypté e= $101+178-173=106= j$

Message Crypté s= $115+173-183= 105=i$

Les caractères des messages cryptés du message « veuillez m'envoyer 99 chemises » sont : **t j q j l Z m h + n # e f q s g o k) 5 1 (substitute)**
_ c k f q g j i

4. DECRYPTAGE

Le commerçant ou le prestataire ne va qu'utiliser la formule suivante afin de trouver le message envoyé par le client. Ainsi, nous avons : Message crypté_p = message à envoyer_x + code client_n – code article_m. Le message envoyé sera trouvé à partir de l'expression précédente. De ce fait : **Message envoyé_x=message crypté_p-code client_n+code article_m**

Me t= $116-165+167= 118= v$

Me j= $106-177+172= 101= e$

Me q= $113-165+169=117= u$

Me j= $106-178+177=105= i$

Me l= $108-173+173=108= l$

Me Z= $090-165+183=108= l$

Me m= $109-177+169=101= e$

Me h= $104-165+183=122= z$

Le décryptage continue afin de trouver le message envoyé par le client en respectant l'ordre de messages cryptés, de codes clients et de codes articles. Pour rappel, les messages envoyés sont 30, les codes clients sont 5 et les codes articles sont 8. Chaque fois, prenez soin de revenir au premier code client ou au premier code article si une fois ils sont terminés, excepté les messages cryptés. Enfin, le commerçant ou prestataire, après décryptage, aura le message suivant : « **veuillez m'envoyer 99 chemises.** »

Quant au commerçant ou au prestataire, il a aussi la possibilité d'envoyer le message à son client afin de lui tenir informer de l'envoi de la marchandise. Il utilisera ainsi le même code client ainsi que le même code article afin d'envoyer son message, étant donné qu'ils lui ont été envoyé. La formule se présente de telle façon : **Message du commerçant = code crypté du commerçant + code article - code client.**

5. ANALYSE CRITIQUE

Notre thématique de recherche a porté sur l'étude de la sécurité des informations à partir des algorithmes cryptographiques. Dans le but de proposer une sécurité meilleure en ligne, nous avons constaté pour les algorithmes existants, en l'occurrence les algorithmes à clé publique et ceux à clé secrète, qu'ils présentaient d'une part des défaillances et d'autres part des performances. Du côté des algorithmes à clé secrète, on soulève une vitesse de chiffrement élevée ; les clés sont de taille relativement faible ; sur un large réseau, la distribution de la clé demeure un problème important et le moyen de transmission, de façon sécurisée la clé a son correspondant devient de plus en plus délicat.

Quant à l'algorithme à clé publique, ses codes sont difficiles à voler car il assure en plus la confidentialité, la fonction de signature électronique permettant d'authentifier les messages et de contrôler leur intégrité. La vitesse est nettement moins importante et la taille de la clé

beaucoup plus grande. Ils ne sont pas adaptés au cryptage de gros volumes de données en raison de leurs performances.

En effet, notre algorithme paraît indispensable dans le paiement en ligne, en ce sens qu'un volume énorme de données est accepté ; la confidentialité de données est effective, la sécurité et la vitesse de transmission des données est quasiment instantanée. Chacune des qualités évoquées ci-haut constitue une des meilleurs ou un défaut corrigé des algorithmes à clé secrète ou à clé publique. La conversion des données ou des caractères en décimal puis en binaire afin d'effectuer une opération mathématique, ensuite convertir le résultat en décimal puis en caractère fait aussi un point de démarcation.

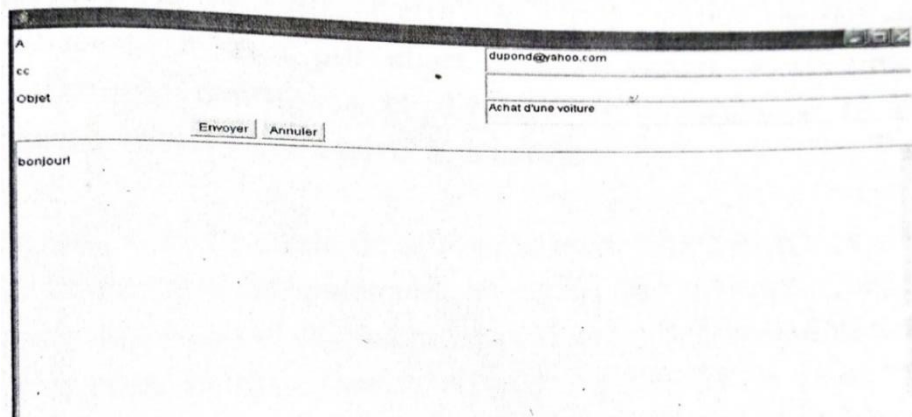
6. PRESENTATION DE L'APPLICATION

a. Logiciel de programmation

Dans le monde informatique, plusieurs langages de programmations interviennent dans la conception des programmes. Parmi cette panoplie de logiciels de programmation, notre choix s'est orienté vers le Java. En effet, l'application est en réseau. L'utilisateur sera chaque fois entrain de saisir le message sur la page Web et l'envoyer au destinataire à partir de son adresse e-mail.

b. Guide d'utilisateur

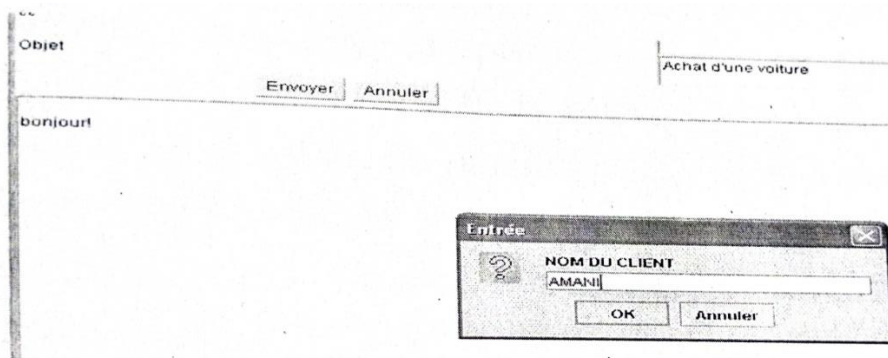
L'utilisateur ou le client saisit l'adresse e-mail du commerçant ou du prestataire pour lui faire la demande ainsi que l'objet de sa demande. Enfin, il va faire le message de demande puis cliquer sur le bouton envoyer à l'interface suivante :



The screenshot shows a web form with the following elements:

- Top left: "A" and "cc" labels.
- Top right: "dupond@raheo.com" in a text field.
- Below the email field: "Objet" label and "Achat d'une voiture" in a text field.
- Below the subject field: "Envoyer" and "Annuler" buttons.
- Main body: A large text area containing the word "bonjour".

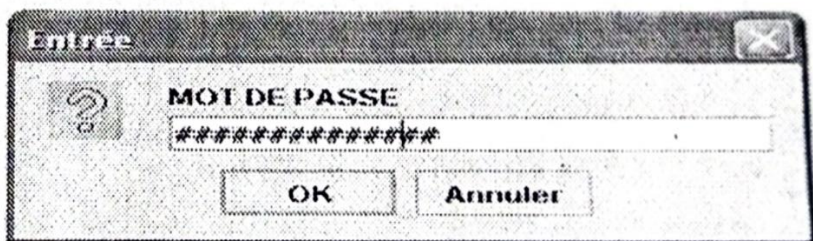
Après avoir appuyé sur le bouton envoyer, la boîte de dialogue s'affiche où le nom du client sera saisi.



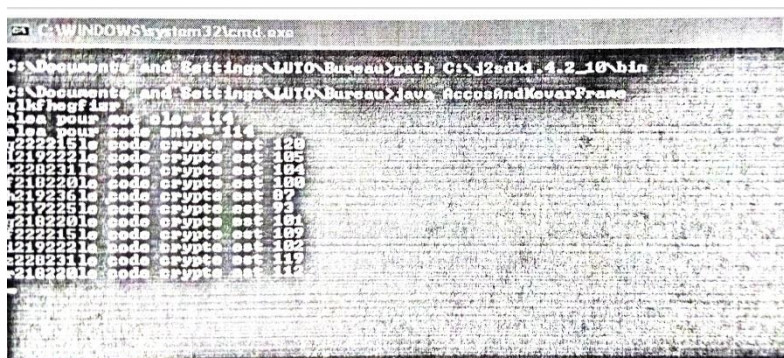
The screenshot shows the same web form as before, but with a modal dialog box titled "Entrée" open in the bottom right corner. The dialog box contains:

- A question mark icon.
- Label: "NOM DU CLIENT".
- Text field containing "AMAN".
- "OK" and "Annuler" buttons.

Le nom du client saisi, appuyé sur le bouton OK. Une boîte de dialogue s'affiche où le mot de passe sera inséré. Appuyer enfin sur OK.



Le message envoyé, sera affiché mais crypté.



7. CONCLUSION

Au terme de cette recherche qui a porté sur « la sécurité de paiement en ligne à partir d'un algorithme de cryptographie », un algorithme et un programme ont été conçus afin de pallier aux différents inconvénients que posent d'autres algorithmes. Au vu de l'hypothèse que nous nous sommes assignées, la protection des messages, confiée par les utilisateurs ou clients, à partir de l'algorithme ACCOS and KEVAR assure la confidentialité des données, la protection, la rapidité et la sécurité des transactions afin d'éviter l'interception des messages par un tiers et leur usage illégal, ainsi que les impayés et déjouer les réseaux organisés par des escrocs.

La sécurité informatique est un casse-tête. Il est donc difficile et utopique de croire à une sécurité absolue mais ACCOS and KEVAR

garantit au mieux la protection contre les attaques afin de simplifier les risques.

8. BIBLIOGRAPHIE

- 1) J.M ROYER, *Sécuriser l'informatique de l'entreprise : enjeux, menaces, prévention et parades*, Editions ENI, NANTES, 2004, p.185.
- 2) Claude SERVIN, *Réseaux et Télécoms*, Dunod, Paris, 2003
- 3) Guy PUJOLLE, *Les Réseaux*, Editions EYROLLES, Paris, 2003
- 4) L. LEMAY et R. CACLENHEAD, *Le Programmeur Java 1.2*, Third Edition, 1998.

Par AMANI MULINDWA Guillain &
MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick

Chap. X. PROPOSITION D'UN PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU SUD-KIVU POUR LE DEVELOPPEMENT A LA BASE 2022-2027

Par Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian

i. Résumé



Il convient de retenir de cette présentation globale que le Programme d'Actions prioritaires proposé au Gouvernement provincial du Sud-Kivu est reparti en quatre piliers principaux qui sont à leur tour subdivisés en programmes et ceux-ci en sous-programmes d'où découlent l'ensemble des politiques publiques (projets) proposés à notre Province du Sud Kivu pour son Développement. Cet article vient pour mettre en place des stratégies visant à proposer une démarche politique rationnelle dans la provinciale du Sud Kivu face à ses potentiels électeurs. Sans prétention de vouloir définir le concept de développement, il y a lieu de signaler que plusieurs définitions de ce concept existent aujourd'hui et ne signifient pas toutes la même. Le développement se comprend aujourd'hui en République Démocratique du Congo et dans la Province du Sud Kivu en particulier, comme la recherche effective de la paix et la paix durable, sans laquelle nous ne pouvons pas postuler une stabilité. Nous rappelant que stabilité et développement riment ensemble. C'est paradoxal de parler d'un développement alors que la population est sous menace de guerre et de tuerie de tout genre. Nous appelons au gouvernement de la RDC à faire de la paix, la priorité des priorités en guise de poser des actions de développement. Après avoir donné à la population cette paix durable, voilà quelques propositions pourront mener au développement de notre province du Sud Kivu.

Les actions à mettre en œuvre dans le cadre de chacun des programmes du pilier 3 permettront d'atteindre les résultats suivants: Pour le sous-programme relatif à la promotion du système d'éducation et de formation professionnelle; 5 écoles maternelles avec des blocs de latrines soient construites dans chaque territoire de la province; 1530 éducateurs de 102, écoles maternelles et 18 104 enseignants du primaire soient bénéficiaires de formation et de recyclage ; Que des écoles primaires et secondaires soient réhabilitées et de nouvelles soient construites et fonctionnelles; Que l'appui à la gratuité de l'enseignement primaires soit effectif; Que 3320 gestionnaires d'écoles bénéficient de formation de recyclage; Que 11000 enseignants sont mécanisés; Que des inspecteurs reçoivent des formations ponctuelles ; Que les infrastructures des écoles universitaires soient réhabilitées ou construites. Que les laboratoires mobiles des sciences de bases soient équipées ; Que les logements des étudiants et des enseignants soient construits et rendus fonctionnels ; Que les projets de recherche bénéficient d'appui du gouvernement congolais et l'agrément effectif et du personnel du Centre National des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo (CNRPECO) de la Maison d'édition ORASSU¹⁰⁸soit construit. Que les revues annuelles de l'éducation soient tenues chaque année. Et avec celle vision, la province du Sud Kivu recouvrera son pesant d'or.

Pour le sous-programme relatif au développement du système et des services santé ; réhabiliter et équiper 205 centres de santé et 15 hôpitaux de références ; 135 nouveaux centres de santé et 3 hôpitaux de référence soient construits et équipés ; Dans les zones rurales, que les maisons du personnel soient construites ; 15 nouvelles maternités soient construites et équipées par territoire ; Et que l'appui aux zones de santé en médicaments génériques soit réalisé. Cet écrit servira comme document politique et de stratégie de maintenance des équipements scientifiques et sanitaires au niveau de la province du Sud Kivu bien élaboré, validé, vulgarisé par la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires « Eveil

¹⁰⁸ Ordre des Prestataires Chefs de Travaux et Assistant(e)s des Universités.

Congo/ORASSU » et mis œuvre par la Fondation MUGISHO KATENGURA Christian « FMKC » avec l'appui et le renforcement des capacités techniques et logistique du gouvernement congolais pour la paix et le développement de notre province.

1. Approche conceptuelle

a. Communication

Selon Kokoroè (2017), toute entreprise, quelle que soit sa taille, est amenée à communiquer afin de développer et pérenniser son activité. Pour survivre dans un environnement de plus en plus concurrentiel, l'entreprise se doit en effet de définir une stratégie de communication performante afin de mener des actions de communication efficaces. Nous nous embarquons pour un tour d'horizon sur les définitions de la communication ainsi qu'un zoom sur les erreurs à ne pas commettre en matière de communication d'entreprise. Avant d'expliquer cette notion de communication d'entreprise, commençons par la définition du concept de communication. Pour bien comprendre sa signification, il convient de comprendre l'étymologie de ce concept. La communication provient du mot latin « *communicare* » qui veut dire mettre en commun, fairepart de, partager. Un mot qui est dérivé de « *communis* » qui signifie commun. Selon le dictionnaire français en ligne, Larousse, la communication désigne le fait de communiquer, de transmettre quelque chose. Il peut également être défini comme étant l'action de communiquer avec quelqu'un, d'être en rapport ou en liaison avec une ou d'autres personnes. Communiquer, c'est aller au-delà, c'est mettre en commun. C'est partager la notion d'intérêt au profit de la notion du respect de l'autre. L'information est proposée par l'émetteur et reçue par le récepteur qui l'accepte (ou non). L'individu devient plus important que l'information.

b. Causes de la communication politique

Les partis politiques, quels qu'ils soient, ne sont pas des organisations monolithiques en termes de pensée, bien qu'ils paraissent de fois dociles et disciplinés dans les pays dits démocratiques ou mieux à valeurs démocratiques. Les organisations partisans comportent plusieurs facettes, de fois complémentaires mais souvent antagonistes ou différentes.

Les intérêts et les stratégies entre les membres peuvent tantôt converger, tantôt s'opposer. Au nom de la démocratie, les partis acceptent la diversité d'opinions internes malgré les risques de conflits que génère cette pratique. Malgré la prétention d'union autour d'un programme sous la direction d'un leader, les partis sont devenus de terres fertiles de différents conflits pour différentes raisons (idéologie, charisme, postes ...) Les causes idéologiques : les partis qui ont une idéologie forte, mais acceptent le débat et la diversité d'idées en leurs sein, sont susceptibles de devenir les champs de faction qui s'opposent sur l'interprétation des textes légaux du parti et sur la compréhension de son credo. Par conséquent, les tendances rivales, ou les différentes compréhensions opposées consacrent assez d'énergie aux combats internes qu'à la lutte contre l'adversaire commun. Les causes charismatiques sont les querelles entre les personnes, « les guerres de chefs » qui remportent sur les conflits idéologiques. Malgré les querelles, il est pure fiction qu'il existe un parti sans leader ; le leadership reste toujours essentiel à la survie d'un parti. Les causes de clientélisme électoral : les facteurs clientélistes se manifestent par la séduction interne ou externe d'un courant par son leader dans le but de s'attirer une popularité et de nuire à certains militants possédant des atouts supérieurs aux siens.

2. L'éducation idéologique et l'information des électeurs

Les partis politiques font un effort de manière à créer les esprits dans ceux des adhérents à une autre culture, le dépassement des émotions naturelles et les préoccupations particulières par la nationalité et la considération ultime de l'intérêt général du parti. Cette éducation peut se faire aussi par l'enseignement des valeurs morales et éthiques dans l'ensemble de la-société, mais aussi dans les cercles placés sous leur influence avec la formation de l'opinion. Les partis doivent aussi communiquer aux militants toutes : Réhabilitation avenue industrielle Bukavu (2 km), Réhabilitation RN 30 sur 10 km, Construction /bitumage RN5 : Bukavu- Kamanyola sur 54 km, Réhabilitation RN5 sur Kamanyola- Uvira sur 86 Km, Construction/ bitumage RN 5 : Uvira-Fizi 243 km, Ouverture Fizi- limite Katanga- kalemie RN5

: 282 km (en terre), Entretien régulier Pont Lubimbi 1 - Isezya (66 Km), Entretien régulier Isezya-Kigulube (25Km), Ouverture kigulube- Byangama (75 Km) et entretien régulier, Réouverture Shabunda- Lublle (87 km), Réouverture route kalole-Lusenge (31 Km). Réouverture route Penekusu- Kama- Lusenge 21 km, Réouverture Mwenga- Minembwe 177 km. Réhabilitation Fizi-Lubonja-Kilembwe 124 Km.

3. Transports lacustres

Réhabilitation et équipement port SNCC à Bukavu+ Grande gare routière, Réhabilitation et équipement port Idjwi Sud, Réhabilitation et équipement port Idjwi Nord, Réhabilitation et équipement port Minova, Réhabilitation et équipement port Kalehe, Réhabilitation et équipement port UCB Kalambo- Birava, Modernisation du port de Kalundu.

Réhabilitation et équipement port de Kivovo, Réhabilitation et équipement port de Baraka.

a. *Transport aérien :*

Réhabilitation et extension aéroport de Kavumu, Réhabilitation de 4 aérodomes.

b. *Renforcement des capacités des intervenants dans le secteur des transports :*

Organisation de deux revues du secteur infrastructures de transport et actualisation PAP sectoriel, Etudes spécifiques, Construction et mise à jour de la banque de données sur le charroi automobile, les aéroports et unités flottantes au Sud-kivu,

c. *Sous-programme :*

Amélioration des infrastructures énergétiques et de Hydro énergie pour les grandes villes et les industries du groupe 4 Ruzizi 1 (8,6 Mw sur 29, 8 Mw installés), Etude pour la construction de la centrale Hydro RUZIZI III (145 Mw), Etudes pour l'aménagement hydroélectrique de la centrale RUZIZI, (267 MW) sur le site SISI, Assainissement, réhabilitation et extension réseaux de distribution, Bukavu-Walungu, Renforcement en 110 KV des lignes HT Bukavu-Bujumbura-Kiliba, Renforcement ligne HT Bukavu-Katana-Goma (poste de soutirage à Kalehe de 110/30 KV/5MW), Etudes de réhabilitation, extension des centrales de Piana Mwenga (37 MW) et Kiyimbi (Bendera : 42 MW) aussi interconnexion Bendera- Ruzizi.

e. *Amélioration de l'électrification rurale et dans de nouvelles agglomérations :*

Réhabilitation de la centrale Mangembe (ex SOMINKI en arrêt) : 1,5MW pour l'électrification des locales frontalières avec le territoire de Kabambare, Construction des microcentrales hydro électriques sur le site de Bushomba (0,07 Mw), Mbayo (0,125 Mw) et Miti (O, 1Mw), Lushomwe (0,07 MW), Nyakamura (0,075MW) Lwiro (1 Mw), Construction de microc

Construction d'entrale sur le site de : Luzira (2MW) et électrification des Shabunda centre (ligne de 30K/25 Km) et implantation du réseau de distribution. Réhabilitation et renforcement des centrales et microcentrales hydro électriques sur les sites de Lemera (0,175 Mw), Luberizi (009 MW), sange (01MW.) Renforcement des microcentrales de Gomo (0,085Km), Kaziba (05 MW). Construction

d'une ligne 110KV Bukavu-Mwenga-Shabunda. Réhabilitation du réseau de distribution d'Uvira. Implantation poste 110.30KV/5MVA. Etude de la construction d'une centrale sur le site d'Elila (kitutu : 7MW et électrification de kitutu, Nyamibungu, Bitobolo, shubulu et liaison 30KV avec Ulindi.

c. Production des énergies alternatives :

Deux centrales de 10MW chacune à partir du gaz méthane du lac Kivu. Etude sur l'extraction du pétrole du lac Tanganyika. Etude sur les schistes bitumés de Ubwari. Délocalisation et renforcement de stockage de produits pétroliers (SEP CONGO vers Nyangezi ou Mudaka. Construction de 5 centrales éoliennes.

d. Renforcement du cadre institutionnel

Renforcement des capacités techniques et humaines de la Division

Provinciale de l'Energie. Etudes techniques et socio-économiques des centrales non SNL et des adductions d'eau potable non réseau Régideso. Elaboration d'un Edit provincial de création d'une société provinciale d'eau et d'électricité hors le réseau sociétés nationales. Mise en place d'une structure (plateforme) de gestion des microcentrales communautaires

e. Sous-programme :

Développer le secteur des télécom et de nouvelles technologies de l'informatique pour le renforcement de capacité des animateurs radios axé sur la province, la gestion, la résolution et la transformation des conflits et la réconciliation. Installation et équipement des bureaux relais des services de communication et médias. Organisation des missions de vulgarisation des textes légaux auprès des Maisons de presse. Appuyer les maisons de télécoms Artel, Vodacom et CCt à l'installer les Antennes dans les zones non couvertes. Faire le suivi de la fibre optique vers la province du Sud-Kivu au départ des pays voisins. Renforcement des capacités des agents de la Division. Promouvoir les maisons de presse écrites publiques et Privées.

f. Sous-programme :

Développement du tourisme inventaire de sites touristiques. Cartographie des sites touristiques. Documentaire vidéo sur les sites touristiques. Création et alimentation site Web Touristique.

Réhabilitation de la cabane de Shabunda. Aménagement de quelques sites touristiques. Voyage d'échange d'expérience. Capacitation des hôteliers et agents de l'Administration du tourisme. Célébration de la journée Mondiale du tourisme

g. Sous-programme :

Développement de l'artisanat, réhabilitation, aménagements et équipements des locaux abritant les artisans. Elaboration, adoption et vulgarisation de la politique de l'artisanat du Sud-Kivu. Construction d'un Grand Magasin d'exposition des produits de l'artisanat. Mise en place d'un fonds de subvention/ crédit à l'artisanat. Séminaire de formation aux artistes. Modernisation de la fabrication de Briques et tuiles (hall, presse, camions, ...)

4. Programme : Redynamiser l'appareil de production

a. Sous-programme : Secteur forestier :

Etude sur l'état de lieu de secteur forestier du Sud-Kivu ; Etude de schéma d'exploitation des forêts du Sud-Kivu ; Etude économique de la filière bois au Sud-Kivu ; Appui financier aux opérateurs du secteur.

b. Sous-programme Promotion de l'exploitation semi industrielle et industrielle des mines :

Formation et recyclage du personnel. Equipement de l'administration des mines et des services spécialisés. Mécanisation des NU et promotion des matricules. Obtention des titres de propriété foncière des terrains du Ministère des Mines. Réhabilitation Musée Géologique et CRM et maintenance. Construction d'un bâtiment pour les différents services miniers. Délimitation des zones d'exploitation artisanale. Identification des exploitants artisanaux et leur regroupement en Coopérative. Identification des négociants. Construction et déploiement dans 3 centres de négoce. Assainissement des titres miniers. Identification des détenteurs et délimitations des concessions minières. Constitution d'un fonds provincial pour la réhabilitation de l'environnement dans les zones minières. Séminaire sur le code minier. Séminaire sur le code forestier et Séminaire Sur la législation foncière.

c. Sous-programme Promotion de l'industrie :

Etude approfondie sur la relance de la sucrerie de Kiliba ; Etude approfondie sur la relance de la TOLINKI ; Etude de faisabilité d'une usine de carrelage ; Etude de faisabilité d'une savonnerie industrielle ; Etude de faisabilité d'une briqueterie industrielle ; Etude sur la transformation des fruits au Sud-Kivu.

d. Sous-programme Développement du commerce :

Formation des agents et fonctionnaires sur l'exportation et importation de la concurrence. Acquisition équipement. Information de la division. Elaboration et adoption d'un Edit sur la promotion du commerce frontalier. Fonds de crédit et garantie à l'exportation Organisation d'une foire d'expositions des produits à Bukavu et Uvira. Organisation de 3 missions d'études commerciales. Acquisition d'un véhicule et de 9 motos (en 5 ans) et Construction entrepôt Direction Provinciale des Douanes et équipement spécifique complémentaires pour la création de l'emploi.

e. Sous-programme : Actions Recherche de repreneur de la sucrerie de Kiliba

Participation à la relance de la sucrerie. Etude de filières créatrices d'emploi au Sud-Kivu

1. Enquête sur l'emploi au Sud-Kivu

Mise à la retraite des fonctionnaires de l'Etat réunissant les conditions y relatives.

4. Recrutement de nouveaux agents de la fonction publique

5. Etude sur les prévisions de l'emploi au Sud-kivu

6. Etude des emplois du secteur informel au Sud-kivu

f. Sous-programme : Aménager les territoires et les villes Etude et délimitation zoning industriel et entrepôts publics

1. Etude d'aménagement de nouvelles cités

2. Etude de la réurbanisation de ville de la Bukavu et Uvira 3.

Schéma directeur de développement de la ceinture autour de Bukavu ;

Tous ces principaux résultats permanent, si toutes les ressources nécessaires aux financements des besoins indispensables à leurs réalisations sont mobilisées, d'accélérer le croisement économique et la diversification de l'économie de la province. L'appréciation de l'accélération ou non de la croissance ne se sera, compte tenu de l'inexistence des données de la comptabilité nationale sur le secteur réel

au niveau des provinces, que par l'obtention effective de l'accroissement attendu des investissements sur ressources propres de la province.

6. Pilier 3 : « Améliorer l'accès aux services sociaux et renforcer le capital humain »

Schéma directeur de développement de la ceinture autour de Bukavu. Tous ces principaux résultats permanent, si toutes les ressources nécessaires aux financements des besoins indispensables à leurs réalisations sont mobilisées, d'accélérer le croisement économique et la diversification de l'économie de la province. L'appréciation de l'accélération ou non de la croissance ne se fera, compte tenu de l'inexistence des données de la comptabilité nationale sur le secteur réel au niveau des provinces, que par l'obtention effective de l'accroissement attendu des investissements sur ressources propres de la province. Le pilier 3 comporte quatre programmes qui sont : Education et formation professionnelle. Améliorer la santé et nutrition. Jeunesse et sport et Culture et art.

7. Programme : Renforcer le capital humain

a. Sous-programme : Education et formation professionnelle

Enseignement primaire, Secondaire et professionnel. Alphabétisation et éducation non formelle. Enseignement supérieur et universitaire et Recherche scientifique.

b. Sous-programme : Améliorer la santé et nutrition

c. Sous-programme : Jeunesse et sport

d. Sous-programme Culture et art

8. Programme : Lutte contre le VIH/SIDA

9. Programme : Réduire les inégalités et la vulnérabilité

Sous-programme : Genre

Sous-programme : Protection sociale

10. Programme : Améliorer le cadre de vie des populations

Sous-programme : Eau, hygiène et assainissement

Sous-programme : Reformes foncières, logement et habitat décent.

11. Programme la dynamique communautaire.

Les actions à mettre en œuvre dans le cadre de chacun des programmes du pilier 3 permettront d'atteindre les résultats suivants: Pour le sous-programme relatif à la promotion du système d'éducation et de formation professionnelle; 5 écoles maternelles avec des blocs de latrines sont construites dans chaque territoire de la province; 1530 éducateurs de 102, écoles maternelles et 18 104 enseignants du primaire seront bénéficiaires de formation et de recyclage ; Des écoles primaires et secondaires sont réhabilitées et de nouvelles sont construites et fonctionnelles; L'appui à la gratuité de l'enseignement primaires est effectifs; 3320 gestionnaires d'écoles ont bénéficié de formation; 11000 enseignants sont mécanisés; Des inspecteurs ont reçu des formations ponctuelles ; Les infrastructures des écoles et universitaires sont réhabilitées ou construites. Les laboratoires mobiles des sciences de bases sont équipés ; Les logements des étudiants et des enseignants sont construits et rendus fonctionnels ; Les projets de recherche bénéficient d'appui ; Les revues annuelles de l'éducation sont tenues chaque année.

Pour le sous-programme relatif au développement du système et des services santé ; 205 centres de santé et 15 hôpitaux de références sont réhabilités et équipés ; 135 nouveaux centres de santé et 3 hôpitaux de référence sont construits et équipés ; Dans les zones rurales, les maisons du personnel sont construites ; L'appui aux zones de santé en médicaments génériques est réalisé ; 15 nouvelles maternités sont construites et équipées. Cet écrit servira comme document politique et de stratégie de maintenance des équipements sanitaires au niveau de la province du Sud Kivu bien élaboré, validé, vulgarisé et mis en œuvre pour le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des institutions est faites ; Le ministère provincial de la santé dispose d'un bâtiment autonome; Le personnel du ministère provincial de la santé et de l'IPS est formé sur la bonne gouvernance ; Des missions d'identification traditionnelles sont organisées; Les activités de training des médecins venant des HGR sont organisées;

- Le renforcement des capacités techniques et humains d'un laboratoire provincial est fait ;
- Le personnel qualifié est recruté ;
- La sécurité transfusionnelle est assurée ;
- Les missions des supervisions des zones de santé sont organisées ;
- Les revues annuelles du secteur de santé sont organisées. Pour les sous programmes 3.1.3 relatifs à l'amélioration de la promotion de la jeunesse et du sport ; Les capacités institutionnelles de la division provinciale et des centres de formation sont renforcées. Un plan stratégique d'insertion professionnel des jeunes est élaboré et vulgarisé ; La sensibilisation des jeunes à fréquenter les centres des métiers est faite ; Les jeunes formés dans les centres des métiers sont suivis et bénéficient des crédits ; Un stade est réhabilité dans chaque territoire. Pour les sous programmes 3.1, 4 « promotion de la culture ». Une bibliothèque provinciale est construite et équipée ; les œuvres d'arts modernes et de l'antiquité de la province sont collectées. L'es activités culturelles et sportives sont soutenues ; le parler et écrit des dialectes sont encouragés ; les revues annuelles du secteur de la culture sont organisées.

12. Programme 3.2. VIH

La lutte contre le VIH/SIDA se basera durant la période 2011-2015 sur quatre programmes que sont :

- Programmes 5.1: coordination des activités VIH/SIDA dans la Province du Sud-Kivu ;
- Programme 5.2 : prise en charge ;
- Programme 5.3 : atténuation de l'impact et
- Programme 5,4 : prévention contre le VIH/SIDA

La mise en œuvre des actions de chacun de ces programmes visent à atteindre des résultats dont les principaux sont : En matière de coordination des activités de VIH/SIDA dans la province du Sud-Kivu. La cartographie des intervenants et des interventions de lutte contre. Le VIH/SIDA est actualisée; Séances de plaidoyer de lobbying, auprès des autorités politico- administratives (gouvernement et l'assemblée provinciale) sont organisées chaque année ;

Un plan de supervision, suivi et évaluation des interventions de lutte contre le VIH/SIDA est élaboré; La gestion courante du PNMLS et du CPTS est améliorée à tous les niveaux; Missions d'Audi pour l'assurance qualité des données au niveau provincial sont organisées ; La revue annuelle du programme est organisée.

a. En matière de prise en charge,

30 formateurs provinciaux et 13 membres des équipes cadres de 34 zones sanitaires (ZS) sont formés sur le paquet prévention, PEC et labo VIH ; 34 préposés en pharmacie sont formés sur la gestion des commodités VIH ; 308 prestataires sont formés en coïnfection VIH- TB ; 180 prescripteurs des ARV sont formés dans les sites de prise en charge des ARV et 33 nouveaux sites de prise en charge des ARV sont créés ; 6 membres du comité de surveillance sont formés à la surveillance de résistances aux ARV et aux techniques alternatives CD4 ;

110 intervenants en matière de stigmatisation et discrimination liées au VIH provenant des églises, de la magistrature, de l'ordre des avocats, sont formés.

b. Pour ce qui est de l'atténuation de l'impact,

- La loi 008/011 du 14 juillet 2008 portant protection des droits PVVIH et PA dans 100 des entreprises et partenariat avec les secteurs public-privé et les partenaires bis et multilatéraux est vulgarisée ;33 séances des plaidoyers sont organisées pour l'application du principe GIPA dans les différents programmes VIH ; 2618 familles d'accueils des OEV sont affiliées à des mutuelles des santés.

a. En matière de prévention contre le VIH/SIDA.

Entres conviviaux des professionnelles de sexe sont installée;55 paires d'éducateurs professionnels de sexe sont formés; 1440 émissions, spots radio et 108 TV sont organisés; 132 séances de témoignage public de vie positive avec le VIH sont organisées; 60 des initiatives sectorielles de sensibilisation de professionnelles de sexe sont soutenues; Des condoms féminins, préservatifs masculins sont acquis et distribués; Les jeunes vivant avec le VIH sont formés sur la stratégie de vie positive; 3 campagnes de sensibilisation sont organisées sur l'importance de la circoncision en tant que moyen de

prévenir le VIH ; 204 personnes impliquées dans les activités de transfusion sanguine sont formées; La qualité des services de sécurité transfusionnelle est assurée par l'organisations des missions de contrôle de qualité dans les 34 zones de santé; 56 nouveaux sites PTME sont réhabilités et équipés; 540 prestataires en PTME compréhensifs et 3400 assistants sociaux dans les sites PTME qui ne dispensent pas le TAR (20 animateurs par sites dans les 170 sites) pour l'encadrement et suivi communautaire de femmes enceintes et leurs ménages, sont formées. Tous ces résultats s'ils sont obtenus permettraient de réduire, toute chose égale par ailleurs, la prévalence du VIH/SIDA d'un point en 2015 pour le situer à 4. Les microcrédits sont octroyés aux femmes ;

13. Capacité les femmes en matière de gestion des AGR,

Des droits de la femme, du droit à l'héritage et à la propriété sont renforcées; Les questions du VSBG sont intégrées dans la gouvernance ; Les communautés sont sensibilisées sur les questions des violences sexuelles; La sensibilisation de la population est faite sur la CEDEF et la résolution du conseil de Sécurité et autres instruments internationaux et nationaux en rapport avec la lutte contre toutes formes de violence à l'égard de la femme en périodes de conflit; La promotion des droits individuels pour lutter contre les violences sexuelles par la communication, pour le changement de comportement est réalisée; L'accessibilité est facilitée pour les victimes des violences sexuelles; Les revues annuelles sur les actions relatives aux genres sont tenues. Quant à l'amélioration de l'urbanisation et de l'habitat, les actions suivantes ont été proposées: La stratégie provinciale en matière de logement est élaborée et mise en œuvre; Les textes fixant les plans locaux d'aménagement sont élaborés; Un Edit sur l'urbanisme et la construction est en vigueur; Le document cadre du gouvernement provincial en matière de Cartographie et de cadastre est disponible; L'Edit portant application du code des investissements en matière immobilière en vigueur; De nouveaux sites sont viabilisés; Des quartiers populaires sont restructurés et les populations des Bidonvilles sont relogées; Le crédit pour l'habitat est mise en place. Pilier 4 « protéger l'environnement et lutter contre le changement climatique ».

Le pilier 4 est composé de trois programmes suivants la structuration ci- après :

14. Programme : Gérer durablement l'environnement.

Renforcer les capacités institutionnelles des services provinciaux de l'environnement ; Sensibilisation et éducation de la population sur l'environnement humain en vue de changement des comportements. Lutte contre toutes formes des pollutions et réductions des GES. Assainissement du milieu de cadre de vie.

a. Sous-programme : Gérer durablement les ressources naturelles renouvelables

Adoption d'une approche participative pour la sensibilisation et la réalisation des actions de protection de la nature. Gestion et conservation de la biodiversité du Parc National de Kahuzi et des aires protégées d'Itombwe ; Développement des initiatives de conservation communautaire ; Réhabilitation des aires protégées et améliorations des capacités de gestions par des mesures éducatives ; Programme 4.2. Lutter contre les changements climatiques Sous-programme 4.2.1. Atténuer les effets du changement climatique ; Projets agricoles visant l'augmentation de la productivité ; Augmentation de la fourniture du courant aux ménages, et autres formes d'énergie y compris l'électrification rurale ; Boisement et reboisement à grande échelle ; Sous-programme 4.2.2. S'adapter aux changements climatiques ; Lutte contre la dégradation des terres (haies antiérosives, digues, têtes ...)

Promouvoir les variétés résistantes à la sécheresse ; Assurer la gestion intégrée des ressources en eau ; Développer l'accès à l'énergie ; Organisation du mécanisme REDD+Sud-Kivu ; Programme 4.3. Intégrer l'environnement et le changement climatique dans les stratégies sectorielles Sous-programme 4.3.1. Intégrer l'environnement et le changement climatique dans les secteurs forestiers ; Conservation de la forêt et transfert de gestion aux communautés locales ; Lutte contre les feux de brousse ; Production et distribution des plants y compris les semences forestiers formation, organisation encadrement de pépin éristiques privés et d'autres acteurs du secteur bois développement de

mécanisme d'information et de la participation du public dans le domaine de biosécurité appui à la recherche forestière étude de la filière bois au Sud-Kivu. Appui à l'intégration des notions sur l'environnement dans l'enseignement primaire secondaire.

b. Sous-programme : Intégrer l'environnement et le changement climatique dans le secteur agricole

Fonds d'appui aux activités agricoles et d'élevage aux populations riveraines et vivant dans le Parc National de Kahuzi Byega ; Promotion de l'agroécologie par la stratégie intégrée de la Fertilisation GIFS.

15. Aspects politiques de démocratiques et développement

Les raisons ne manquent pas de pavoiser (présenter une grande joie) à l'aube de ce nouveau millénaire. Un enfant né aujourd'hui dans un pays en développement peut espérer vivre 25 ans de plus et jouir d'une meilleure santé et d'une meilleure éducation qu'un enfant né il y a 50 ans, tout en assurant une meilleure productivité. L'essor de la démocratie a conféré de nouvelles libertés et des opportunités sans précédents à de nombreuses personnes sur toute la surface du globe. Et la révolution des communications tient ses promesses concernant l'accès universel au savoir. Mais un regard plus attentif sur la situation ne saurait laisser échapper certaines sources d'inquiétude. Dans les pays en développement, à l'exception de la chine, au moins 10 millions de personnes de plus qu'il y a 10 ans vivent dans la pauvreté. Et l'écart entre les riches et les pauvres ne cesse de s'accroître.

Dans des nombreux pays, le fléau de SIDA réduit cruellement l'espérance de vie. Plus d'un milliard d'êtres humains n'ont toujours pas accès à une source sûre d'approvisionnement en eau, si bien que 32,4 milliard d'enfants meurent annuellement de maladies d'origine hydrique. Un milliard de personnes est entré dans le 21^{ème} siècle sans savoir lire et écrire. Près d'1,8 million de personnes meurt chaque année de la pollution atmosphérique dans les seules régions rurales. Les forêts sont détruites aux rythmes d'un demi-hectare par seconde, ce qui provoque des ravages inimaginables sur la biodiversité. Ces divers exemples illustrent nos carences : malgré la prospérité de quelques-uns, la qualité de la vie demeure médiocre pour le plus grand nombre.

Alors que certains pays viennent de connaître deux décennies de croissance économique rapide, d'autres n'ont pas bénéficié d'une telle manne. Dans de nombreux endroits, les politiques adoptées ont favorisé les intérêts personnels de l'élite sans promouvoir les investissements adéquats dans les ressources humaines et naturelles : un ingrédient indispensable à une croissance à grande échelle. La qualité des facteurs contribuant à la croissance requiert beaucoup d'attention si l'on désire réduire la pauvreté et améliorer la qualité de la vie de tous. Mais pour y arriver l'action politique occupe la place prépondérante dans le mécanisme de l'aboutissement ou de la réussite. Tel est le thème central du présent cours d'aspects politiques de développement. Tous les pays sous-développés appelés pays en voie de développement (PVD) aspirent au développement malgré les controverses de ce raisonnement si bien que même les pays développés cherchent encore à s'évaluer davantage par des techniques industrielles et autres. Qu'à cela ne tienne, l'Etat, garant de l'administration, doit jouer, dans ces jeunes pays (PVD) un grand rôle pour la réalisation du développement auquel ils aspirent. Cela n'est possible qu'à travers leurs politiques et programmes ayant des objectifs centrés au bien-être de la population.

16. Considérations générales sur le développement

Sans prétention de vouloir définir le concept de développement, il y a lieu de signaler que plusieurs définitions de ce concept existent aujourd'hui et ne signifient pas toutes la même. Le développement se trouve aujourd'hui un terme qu'on voit fréquemment revenir dans la presse : les émissions télévisées, les projets, les programmes nationaux et internationaux, les discours politiques, les accords intergouvernementaux, les milieux scientifiques, même dans des organisations religieuses,... La notion de développement comporte une multitude d'aspects qui sont à la base d'une problématique non négligeable : Est-ce le rapport de profit ou un réel changement social ? Est-ce basé sur la destruction du passé ? S'agit-il de rupture ou l'évolution ? S'agit-il seulement de quantitatif, de qualitatif ? Ce développement consiste-t-il à se soumettre à une façon d'être et d'agir dominante ? Est-ce un leurre pour faire admettre de leurs sacrifices, pour faire admettre accepter une certaine forme de modernisation ou excuser des dépenses de prestige ?

Si le niveau moyen de consommation dans un groupe humain (son PNB) augmente serait-il un vrai signe de développement ? L'introduction d'une technique utile à telle activité est-elle favorable à l'ensemble de la vie ou constituent-elle un danger pour l'avenir ? De l'autre côté, le pluri dictionnaire Larousse (1977) estime qu'un pays sous développé est celui dont le développement industriel, agricole est inférieur ou insuffisant ; cela se caractérise donc dans une région ou un état par une insuffisance de la production globale des biens, revenu industriel moyen ainsi que par une grande inégalité dans la distribution des revenus.

17. Trois modèles de croissance

La croissance économique est l'accroissement de la production nationale des biens et des services. Considérons ces différents Scénarii : *Modèle 1* : Croissance non soutenue où l'économie connaît quelques phases de croissance rapide mais à un taux décroissant, ce qui finit par engendrer un état de stagnation ou de quasi-stagnation.

Modèle 2 : Croissance faussée et obtenue au prix de l'extériorisation des ressources naturelles (cédées à des prix trop bas, par exemple), de l'insuffisance des investissements dans le capital humain (protection inadéquate contre le travail des enfants, par exemple) et de la subvention du capital physique (exemptions fiscales, mauvaise rentrée de l'impôt, aide financière à certains investissements et octroi d'aides au crédit aux investissements, par exemple).

Modèle 3 : Croissance soutenue reposant sur une accumulation des actifs sans distorsions ou équilibrée et sur une politique des pouvoirs publics en faveur du développement de l'enseignement primaire et secondaire, de la santé publique et de la protection du capital naturel. Cette politique empêche de déclin du rendement des actifs privés (et plus spécialement du capital physique) et génère un capital humain d'un niveau suffisant pour faciliter l'innovation technique et la croissance de la productivité totale des facteurs (PTF). *Le modèle 1* est généralement associé à une croissance lente et extrêmement instable ou fluctuante empêchant la réduction de la pauvreté et ne dégage pas des ressources suffisantes pour investir dans le capital humain et le capital naturel.

En d'autres termes, le modèle 1 provoque une stagnation économique et une régression du bien-être social. Il est le plus souvent typique des pays où la gouvernance est d'un piètre niveau et la corruption très répandue, ce qui décourage les investissements et empêche une répartition efficace des dépenses publiques. Comparé au modèle 1, le modèle 2 de croissance par à-coups semble plus apte à améliorer le bien-être social et à réduire la pauvreté. Mais cette croissance dépend du soutien du capital physique par les pouvoirs publics : une politique difficile à maintenir très longtemps.

Le modèle 3 : convient davantage pour améliorer le bien-être social. Par conséquent, le maintien d'un taux sans distorsions ou relativement équilibré, des principaux actifs économiques : physique et financier, notamment le capital humain, au sein de la population revêt aussi une certaine importance. Une croissance soutenue et stable profite largement aux pauvres qui souffrent généralement davantage des soubresauts de la croissance. Essai de définition du développement. Le développement est un concept qui est défini d'une manière diverse selon la conception de différents écrivains. Selon J. Goffaux, le développement est l'ensemble des changements dans les mentalités, les habitudes sociales et les instructions d'une population, qui mettent celle-ci en état d'opérer sa croissance. L'auteur présente plus le développement dans l'angle qualificatif que quantitatif avec un changement mental qui est centre de l'homme. Développer une personne c'est le mettre debout en devenant responsable de son avenir socialement et économique. C'est un phénomène global et englobe concernant tout homme et tout l'homme par le fait d'avoir plus pour être plus.

18. Approche du développement

Un auteur célèbre Béninois Tevoedjre, dans son ouvrage « la pauvreté, richesse des peuples » définit le développement comme étant un effort de soi pour soi, effort qui s'appuie sur l'environnement naturel pour arriver à couvrir les besoins essentiels au niveau de la famille et par solidarité au niveau du groupe. Pouvons-nous considérer le développement comme un processus d'évolution qui vise une plus grande participation de la population à la vie politique, à une meilleure intégration de la population dans la communauté nationale, et à la prise

des décisions par des organes gouvernementaux spécialisés. Le développement est un concept que chaque auteur développe de manière diverse et dont il n'existe pas une définition générale qui englobe tout ce qui est développement. Néanmoins, nous constatons que le mot développement présente une étude de problèmes, des difficultés et propose les remèdes qu'une nation doit aborder pour passer d'une situation médiocre à des situations aisées de la vie. Quant à nous, nous pensons de manière que le « développement » implique un processus ascendant de changement vers l'idéal par l'amélioration concentrée de plusieurs paramètres : le niveau de vie ; le travail, le revenu, les structures, les attitudes, les coutumes, les usages, les croyances, les matériels, les systèmes financiers, l'éducation, la santé, les politiques, les mentalités, l'économie, et tout cela pour le bien-être de la personne humaine dans la société.

Le développement vise à améliorer la qualité de vie des individus et à accroître leur capacité à influencer du revenu par tête, ainsi que bien d'autres éléments : un système éducatif et un accès au marché du travail plus équitables, une plus grande égalité des sexes, une meilleure santé et une alimentation plus saine, un environnement naturel plus propre et plus durable, un système juridique plus impartial, des libertés civiles et politiques accrues, ainsi qu'une vie culturelle plus riche. L'augmentation du revenu par tête entraîne divers progrès sur certains de ces points mais pas sur tous. Comment influencer sur les processus de croissance afin que les dimensions qualitatives des résultats du développement augmentent également. On ne peut pas parler de développement sans faire allusion à ses conditions et finalités.

19. Les conditions du développement

Le développement dépend de nombreuses conditions d'ordre divers : *Les exigences essentiellement politiques* : l'existence d'un Etat indépendant, démocratique et populaire avec l'accession au pouvoir d'une équipe capable de transformer la croissance économique passagère en un développement durable et harmonieux, la paix, la sécurité ;

Les exigences économiques : la mobilisation et la concentration du surplus économique en vue de son utilisation planifiée pour le développement ; *Les exigences sociales* : l'adaptation des rapports sociaux aux nécessités du développement : la promotion sociale

générale, la cohésion sociale, la justice, ... *Les exigences institutionnelles* : la gestion par le secteur public des ressources essentielles, le contrôle de la monnaie, du crédit et du commerce ; *Les exigences psychologiques* : l'engagement personnel dans le progrès, la stimulation d'initiative ou d'innovation et la confiance en soi ; *Les exigences scientifiques* : la promotion effective de la formation intellectuelle et promotionnelle.

20. Les finalités du développement

Le développement doit viser l'élévation de la dignité humaine sous tous ses aspects. Les objectifs concrets à atteindre dans le développement doivent être entre autres : La capacité pour tous de répondre aux besoins vitaux de la nourriture, le développement, le logement, la santé, la sécurité et l'éducation; L'estime de soi, c'est-à-dire, la conscience que l'individu a sa dignité et son existence propre au milieu des autres : L'affranchissement de toute forme de servitude et de la défense des droits de l'homme ; La promotion de la dignité humaine pour les plus faibles et la grandeur de l'Etat. Devant ces objectifs impérieux, il importe de se déterminer et de mettre en œuvre des moyens proportionnés. Tant que ces objectifs ne seront pas atteints, le développement sera bloqué. Pour y arriver, c'est un processus évolutif qui vise une grande participation de la communauté, qu'un programme de développement soit élaboré et appliqué par les organes spécialisés dans chaque domaine spécifique.

21. Développement Social

Le développement social est le changement qui s'observe aux quatre dimensions sociales telles que : la santé, l'alimentation, l'instruction, l'emploi et le logement.

a. La santé

Par une éducation sanitaire et nutritionnelle, la médecine préventive peut construire à une amélioration de l'hygiène et à une meilleure santé. L'évolution progressive des mentalités vers plus de rationalité rendra les populations davantage attentives aux véritables causes naturelles de maladies. Pour se développer, il faut avoir une bonne santé. D'où il faut connaître l'ennemi pour le combattre efficacement. Dans ce domaine, il faut une éducation des collectivités pour leur faire comprendre les besoins spécifiques de l'organisme humain, corriger certaines habitudes alimentaires, s'adapter à des

aliments nouveaux en vainquant certains tabous alimentaires qui peuvent amener une communauté à un problème de la malnutrition au moment où l'on observe une production agricole mais non consommée dans le milieu. Un peuple ne peut pas se développer quand il est mal nourri, c'est pourquoi une mauvaise alimentation d'une population freine son développement.

b. *L'instruction*

L'instruction constitue un facteur déterminant de progrès de fait qu'elle éveille et ouvre l'esprit des enfants même des adultes, élargit leurs horizons, favorise le développement d'une mentalité plus logique et rationnelle qui permettra une maîtrise de la croissance du milieu et de la nature. Une bonne éducation devrait se réaliser selon les objectifs du pays pour un développement réel. L'instruction qui contribue au développement ne se trouve pas non seulement dans l'augmentation du nombre des écoles mais une bonne évolution de la mentalité. C'est pourquoi une bonne planification du système éducatif demeure indispensable et impérieux.

c. *L'emploi*

Un peuple bien rémunéré est un peuple qui mène vie favorable avec une bonne réparation du travail à un bon nombre de la population. C'est pourquoi le chômage bloque le développement, car un peuple qui pourrait répondre mieux à la main d'œuvre tombe dans la pauvreté.

22. Le Développement Economique : Cas de la Région de Grand-Lac

Le développement économique se caractérise par une forte cohérence interne et par l'harmonie qui règne entre les divers les divers secteurs qui le composent. Rappelons dans quelques mots les principaux secteurs qui constituent les activités économiques.

- a. *Le secteur primaire* : comprend les activités agricoles et pastorales, la sylviculture et la pêche,
- b. *Le secteur secondaire* comprend les activités industrielles et artisanales, l'exploitation des mines et des carrières ainsi que le secteur de la construction.
- c. *Le secteur tertiaire* :

Ce secteur recouvre une gamme fort diversifiée de service qui normalement se multiplient selon le degré d'organisation, le commerce, le secteur médicaux et hospitaliers ainsi que les transports, l'eau,

l'électricité, etc. La répartition de l'emploi entre ces secteurs indique le niveau de développement atteint par le groupe humain. Lorsque les deux premiers secteurs ont atteint que croissance de productivité, il y aura une manifestation des besoins qui nécessitera une formation (école), de santé (services médicaux et hospitaliers), d'organisation (administration décentralisée) et de détente (tourisme, hôtellerie). L'interaction entre les différents secteurs des activités économiques provoque les effets d'entraînement. Il est important dans un Etat de droit d'analyser régulièrement comment opèrent les différents si non, ils se développent dans l'informel et parfois les obstacles du développement. L'économie urbaine se trouve en bonne partie branchée sur l'étranger. Le commerce d'exploitation et d'importation y est également favorisé par l'Etat qui y trouve son compte grâce aux droits de douane, aux taxes qu'il prélève sur toutes ces transactions. Ceux-ci constituent fréquemment plus de la moitié des recettes budgétaires des gouvernements et leur rapportent davantage que les impôts locaux. Dans la ville de Goma, il y a une forte potentialité de par le commerce et la circulation des capitaux devient très rapide.

d. *Notion de l'Administration de Développement*

L'Etat, en tant que société organisée, est le premier responsable du développement ou du sous-développement de ses membres car comme disait Gandhi « C'est l'homme qu'il faut développer et non l'économie ». Or, l'Etat n'agit que par canal de son administration. C'est alors que se dégage le rôle de l'administration à tous les niveaux dans le processus de développement.

Celle-ci, en effet, aura pour rôle d'exécuter, de mettre en application, de traduire en termes concrets les politiques ou programmes de développement élaboré par les instances politiques.

Une administration de développement est généralement celle, qui dans son fonctionnement, son organisation, ses structures et ses pratiques reflète le souci d'encourager et de faciliter le progrès socio-économique. Sa nature exige la mise en valeur rationnelle et effective des ressources tant humaines technique, matérielles que financières et leur application au processus de développement. En d'autres termes, l'administration de développement suppose un ensemble organisé de moyens tant en matériels et en finances qu'en personnel mis en œuvre au service de certains fonds sociaux, soit la satisfaction du maximum des besoins

d'intérêt général du pays, base de satisfaction d'intérêt particuliers, soit répondre aux besoins d'une communauté de base donnée. L'administration de développement doit donc être un appareil de communication entre le pouvoir central et la base, celle qui doit faire des citoyens ses véritables partenaires en vue de les associer à réfléchir et à agir pour le développement. Elle ne doit rien imposer mais informer, dialoguer, expliquer, convaincre, échanger, écouter pour retenir les points de vue ou suggestions opportunes. Monsieur GHANDI a dit : « ce que vous faites pour moi sans moi, vous le faites quelque part contre moi. »

En définitive, l'administration de développement doit être réalisée à tous les niveaux de l'organisation étatique : pouvoir central, entités territoriales, services publics et privés (écoles, hôpitaux, entreprises,...) ainsi que dans des organisations sociales (ONG, Coopératives, familles,...). Et partout dans des organisations doit correspondre à celle proposée par Batten¹⁰⁹.

C'est à dire une administration considérée comme une manière de travailler avec les agents de telle sorte qu'ils soient stimulés à améliorer leur environnement physique, moral, et social par un processus particulier où ils discutent, planifient, organisent librement par eux même. Le groupe alors s'évalue, se purge, se corrige, découvre ce qui l'empêche de s'épanouir, cherche sa voie propre, se réoriente, intègre ce qui peut l'aider. L'administration de développement non seulement s'adapte au changement mais aussi et surtout provoquer ces changements.

23. Socialisme et principes généraux de développement

Plusieurs principes caractérisent l'administration de développement celle-ci doit viser un développement : endogène, autocentré harmonieux, intégral, intègre approprié, communautaire, fiable, durable, équitable.

a. Développement endogène

Est endogène (par opposition à exogène ou à allogène) ce qui se forme à l'intérieur. Le développement doit donc provenir, naître du

¹⁰⁹ BATTEN, TR cité par Georges DEFOUR, le développement rural en Afrique central, théorie et essai analyse critique, éd. Bandari, Bukavu, 1994, P19.

milieu lui-même, de ses espérances ou ambitions, on doit développer l'identité et le mode de vie spécifique du milieu concerné. Le développement ne peut donc pas consister à se renier. Tout peuple doit prendre en main les facteurs internes et externes de son propre épanouissement. C'est le principe dynamique permet à une société de se transformer sans perdre sa configuration originale, d'accueil, le changement sans s'y aliéner. Dit-on, « qu'un eucalyptus ne peut vraiment se développer que dans sa spécificité d'eucalyptus et non dans celle d'un manguier. ¹¹⁰ » Le développement devient le fait d'accepter ce qu'on est, ce qu'on a et ce qu'on peut devenir avec cela.

b. *Développement autogéré et autocentré*

Le développement autogéré est la capacité pour une organisation de disposer elle-même des ressorts de l'initiative tout en tenant compte des interdépendances, il s'agit donc d'une autonomie dans la complémentarité entre les régulations globales et les prises de responsabilité locales qui sont mieux à même de rencontrer et d'exprimer les besoins réels. L'autogestion ici signifie que la gestion est assurée par les membres de l'organisation. En d'autres termes l'autogestion implique que les décisions, leur mise en acte et le contrôle connaissent la participation des membres de cette organisation. Quant au développement autocentré, nous entendons celui dont l'objectif spécifique est orienté vers la satisfaction des besoins des membres de l'organisation, utilisant le mieux possible les ressources locales, toute fois, la mobilisation des moyens locaux, régionaux ou nationaux n'exclut pas l'apport extérieur pourvu qu'on ne soit pas aliéné. Au plan national généralement, le point de départ du développement autocentré est l'autosuffisance alimentaire et cela est valable pour toute l'organisation territoriale ou de service. Pour aboutir à un développement autogéré et autocentré, il faut respecter quelques principes ou stratégies ci-après :

- c. *Self Feel* : Partir, non d'idées imposées ou d'une unique logique réductionnelle, mais d'un sentiment d'une perception, d'un discernement personnellement et collectivement ressentis.

¹¹⁰ Batten, TR cité par Georges défourre, le développement rural en Afrique central, théorie et essai 'analyse critique, éd. Bandari, Bukavu, 1994, P19

- d. *Self reliance* : Faire foi sur moi-même, ses propres ressources, actuelles ou potentielles.
- e. *Self help* : S'y mettre soi-même, ne pas attendre une intervention problématique d'une autre organisation. Ne dit ont pas « aides-toi, et le ciel t'aidera » ?
- f. *Self Progress* : progresser à son propre rythme, au fil des besoins et de la conscientisation. Donc ne pas faire chauffer aux gens ses propres bottes tant qu'ils en sont aux sandales aux babouches.
- g. *Self management* : diriger soit même les opérations c'est-à-dire prendre en main la direction de ses propres affaires pour pouvoir en tirer profit.
- h. *Self realize* : chercher soi-même à atteindre le but de ce qui est poursuivi. Pour y parvenir, il faut totalement s'y consacrer, mettre toutes les batteries en marche pourvues d'atteindre l'objectif. **Remarque** : L'administration en pays sous-développés échappe souvent à ces principes si bien que les activités y sont imposées par l'occident, grave encore même les marchés au lieu d'un marché autocentré dont le prix serait fixé par ce pays, c'est l'occident qui en décide.

24. Le développement harmonieux

Est harmonieux le développement qui respecte les étapes c'est-à-dire qui va du commencement vers la fin. Il s'agit du développement dont les activités ne brûlent pas d'étapes.

a. *Le développement participatif*

Participer c'est prendre part à quelque chose, s'y associer ou encore recevoir sa part de quelque chose. Souvent l'administration est bonne pour un développement qui s'affirme et qui persiste lors qu'elle se réalise dans des petites organisations (ou organisations sectorielles) où chacun offre son apport, où l'on décide et travaille ensemble pour atteindre les objectifs du groupe. Dans le développement participatif, chaque membre de l'organisation se sent aussi concerné pour avoir apporté sa pierre dans l'avancement des activités. Néanmoins, il y a lieu de constater qu'il a plusieurs types des participations : La participation formelle : on participe pour obéir, pour gagner quelque chose ou pour

éviter une sanction ; La participation imitative : les membres participent tout simplement pour faire comme les autres sans toutefois être convaincu de ce qu'on fait ; La participation responsable : c'est celle d'un acteur libre, volontaire, personnellement convaincu et motivé à participer. C'est cette participation dont il est question pour le développement participatif. Notons que la participation n'est possible que si le groupe et chacun de ses membres y sont sensibilisés et si dans l'administration, le respect de la personne est la règle dans le groupe ou organisation. En outre, l'administration participative : Crée la responsabilité de chacun suscite l'initiative ou créativité de chacun permet à chacun de se surpasser.

25. Développement Politique en Afrique de Grands Lacs

b. Contexte du développement

Modernisation politique, développement politique, changement politique sont d'autant des expressions qui désignent pour les politologues développementalistes, le processus de transformation progressive et certaine des systèmes politiques des sous-développés. Pour ces autres, le système politique est un phénomène, à l'instar du système économique qui peut se transformer, se perfectionner tel que le système politique traditionnel est passé en système politique moderne.

Et à ce sujet Schwartzenberg signale que le développement n'est pas uniquement économique mais aussi politique, culturel et social. A ce sujet Guilaumont¹¹¹ estime que s'interroger sur les relations entre pouvoir politique et développement économique d'un pays, c'est vouloir comprendre la façon dont sont conçues orientées et mises en œuvre les politiques de développement dans le progrès du secteur économique. La notion du développement politique et surtout son analyse n'est pas un phénomène très ancien, il apparut vers la fin des années cinquante du vingtième siècle.

Cette notion est mise en œuvre surtout dans les travaux du « comité ou comparative politics » crée par le « Social Reach concil », dirigé par Almond, G et dans son ouvrage « The politics of developing areas,

¹¹¹ SHWARTZANBERG, R.G, sociologie politique, éd. Montchrestien, Paris, 1998, PP 88-190

1960). C'est ainsi que déjà cette période (les années soixante) certains auteurs politiques développementalistes portent leur attention sur l'importance d'institution politiques efficace pour essayer d'examiner le rôle que joue la nature et l'exercice du pouvoir politique dans le développement d'un pays. En effet, la littérature contemporaine explique très bien que pour le développement de tout pays, la politique et économie ne peut créer de la richesse nationale que si le régime politique (instrument de décisions) prend des décisions dans ce sens et met à la disposition de l'économie des moyens (règlementaires, de communication voire financiers) indispensables et affèrent-le contraire est un leurre».¹¹²

26. Dimension du développement

Comme le développement économique exige certains indices de même le changement politique (modernité politique ou développement politique) nécessite certains paramètres pour sa concrétisation. En effet, pour certains auteurs L. Paye (1966), Almond et Powell (1972) le système politique requiert trois dimensions à savoir: Les structures nécessaires pour la construction de l'Etat ; la culture qui souvent un problème sociopolitique dans la construction d'une nation

a. *La capacité du système politique.*

Et Almond et Powell (1966) précisent que la capacité du système politique est celle de régulation, d'extraction des ressources, de distributions, des réponses aux impulsions et demandes du milieu. Quant L. Paye (1996) out comme Weber M. (1971) cette capacité du système politique se manifeste par la possibilité de conduire les affaires publiques, régler les conflits, satisfaire les demandes populaires, résumé en capacité d'inventaire, d'innovation, de mobilisation, de survie... Au fond, pour y arriver le système politique doit disposer d'une grande capacité d'action. Il doit être capable d'innover, de mobiliser des ressources indispensables à la réalisation de l'intérêt général et de se maintenir, par des structures de conciliation politique (école, santé, parti politique...) et par la démocratie d'où les quatre capacités alternatives, régulation, distributive et responsive du système. Et Philippe Braud¹¹³

¹¹² NIEMA S, J, Etat de droit, démocratique, fédéral au Congo-Kinshasa, source de stabilité en Afrique Centrale, Harmattan, 2002, P.65

¹¹³ Philippe BRAUD, Sociologie politique, 8^{ème} éd, LGDJ, Paris, 2006, p
ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

résume ces capacités en trois activités de l'Etat : L'activité extractive (Personnel politique et administratif). L'activité dispensatrice (régulation, distribution). L'activité responsive (négociation, dénégarion, anticipation). C'est donc cette capacité qui conduit nécessairement au développement économique (Finkle, J et Gable, R., 1966) et par conséquent l'incapacité du système politique à répondre aux besoins socio-économique entraîne impérativement la nécessité de changement politique, donc du développement politique. Seul un état de droit caractérisé par une gouvernance, une démocratie vivante, une politique macro-économique saine et stable adaptée aux réalités du pays ne peut conduire au développement du pays.

Par ailleurs, il s'avère que l'absence de différenciation structurelle (désordre fonctionnel entre le législatif, l'exécutif et la judiciaire) est un frein au développement d'un pays. Mais là où existe cette différenciation apparaît une certaine indépendance des groupes d'intérêt, de partis politiques, des formations syndicales et de l'Etat vis-à-vis des sociétés politiques et civiles. Mais quelque part l'expérience sur terrain démontre qu'il y a supervision des structures sociopolitiques traditionnelles. Ceci justifie l'importance de la prise en compte des Philippe Braud, Sociologie politique, 8^{ème} éd, LGDJ, Paris, 2006, réalités locales comme variable nécessaire et donc : la culture politique. Celle-ci se caractérise par les éléments suivants :

La participation de la population aux activités politiques,

L'universalité des lois applicables à tous,

Le recrutement aux emplois publics en fonction des compétences

La sécularisation culturelle¹¹⁴ (Almond et Pawel),

La tendance à la rationalité et l'empirisme¹¹⁵.

A noter que l'histoire démontre que ces trois variables sont en perpétuel conflit si bien que par exemple dans un système envoie de modernisation l'effort pour un développement économique et l'intégration constitue un obstacle aux intérêts d'un chef charismatique ou d'un parti politique au pouvoir.

¹¹⁴ L'adaptation de la culture à la modernité

¹¹⁵ GUILLAUMONT, P., Economie de développement

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

Un autre problème sérieux est que la modernité politique des pays sous-développés est envisagée à la lumière de celle des pays développés. Pourtant les réalités des pays développés sont différentes de celles des pays qu'on veut moderniser. Cette tendance ethnocentriste de référence excessive au modèle occidental a constitué une théorie dont l'application a échoué dans les sociétés étudiées sans se référer à leurs réalités sociopolitiques. A ce sujet, Almond (1960) signale que le développement politique n'est pas une évolution linéaire mais bien au contraire un processus très complexe à un autre. Cependant le but commun est la création d'un Etat de droit et d'une démocratie vivante. Qu'à cela ne tienne, certaines variables de la société occidentale sont prises en compte pour mesurer l'évolution du développement politique des pays du Sud, non démocratiques et sans croissance véritable. C'est ainsi que dans « Society, Politics and Economic Development (1967 et 1972), un ouvrage de I. Adelman et C. TAFT Morris, des indicateurs représentatifs du système politique et des structures sociales sont déterminés. Il s'agit des indicateurs sociopolitiques ci-après :

- Le degré d'intégration nationale et le sens de l'unité nationale ;
- Le degré de centralisation du pouvoir politique ;
- La force des institutions démocratique et de la presse ;
- Le degré de liberté de l'opposition politique de concurrence des partis politiques ;
- La force du mouvement syndical ;
- La force politique de l'élite traditionnelle ;
- La force politique des militaires (risque des coups d'Etats) ;
- Le degré d'efficacité administrative,

L'étendue de l'engagement des responsables politiques à l'égard du développement économique :

27. Le degré de stabilité politique.

a. Pouvoir politique et développement économique

Généralement les besoins économiques d'un Etat peuvent être exogènes (c'est-à-dire exprimés par qui doit se positionner dans la mondialisation de l'économie ou la subir) ce qui pousse souvent les Etats à mieux s'organiser pour bien affronter la compétitivité mondiale.

En outre, ces besoins économiques peuvent être endogènes, c'est-à-dire exprimés par l'environnement interne tels les besoins du bien-être, d'éducation, de sécurité des personnes et de leurs biens, de sécurité et d'autosuffisance alimentaires, de circulations libres, de libre association et expression... Il s'en suit, comme le signale CCOT J.P (1974, P26) que la satisfaction des besoins ci-haut signalés conduit au changement politique, obligeant les instances politiques à prendre des décisions politico-économiques réelles, susceptible, de satisfaire les besoins socio-économique que lorsqu'il requiert une forte différenciation structurelle, c'est-à-dire qu'il doit maîtriser la spécialisation fonctionnelle de telle manière que chaque institution politique joue parfaitement son rôle spécialisé. Ceci n'est évident que dans des Etats concentrés tous droits et démocratiques.

Par contre, dans des pays sous-développés tout relève du chimérique, du flou si bien que souvent le chef de l'Etat concentre tous les pouvoirs entre ses mains et dilue la société politique, l'Etat et la société civile dans un panier, le parti unique ou parti-Etat. C'est alors une oligarchie qui dirige le pays dans la confusion des trois pouvoirs traditionnels non pour le bien de la population mais pour les intérêts égoïstes. La problématique de développement politique et économique est abordée par Alain Touraine (1994) en termes de « Libéralisme politique » et de libéralisme économique « ce qui ne semble pas changer le fond du sujet. Selon lui, vers milieu du 20^{ème} siècle on a connu une éclosion de certains Etats à la fois autoritaires et économiquement volontaristes mais qui, vers les années-vingt, ont cédé ce modèle en faveur d'Etat minimaliste dans ses interventions en vue accorder une place prépondérante à l'économie de marché.

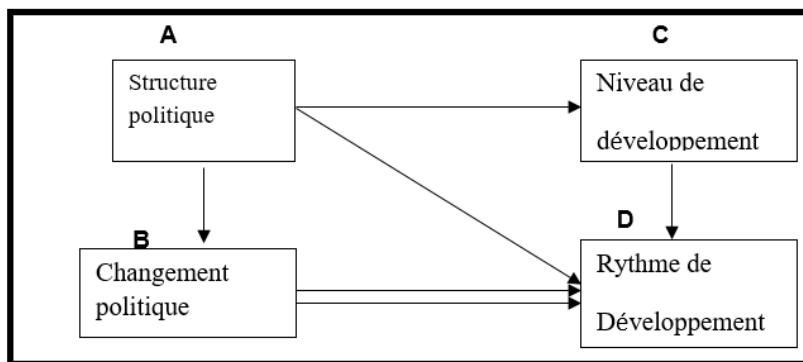
De tout ce qui précède il y a lieu de remarquer que la politique est le miroir de l'économie comme le souligne P. Guilaumont (1985, P.516) : le régime politique est l'image même du développement ou du sous-développement d'un pays. Il se caractérise par le degré de dépendance du pouvoir à l'égard des forces particulières ou de l'extérieur, le degré de stabilité dans un contexte économique instable, le degré d'intégration de la société politique dans un milieu sociopolitique inarticulé ou dualiste le degré d'autoritarisme (ou de libéralisme) en face de la gravité des problèmes économiques à régime politique d'intégrité ou de corruption du régime politique qui, ce dernier devrait nécessairement

favoriser l'économie du marché. Bien que ces indicateurs soient discutables et modifiables, leur analyse facilite la compréhension des relations entre structures politiques et développement économique comme l'indique la figure ci-après :

La lecture de ce schéma démontre que les structures politiques (A)

Fig. n ° 1 : Relations structures politiques et développement économique

(Influence réciproque)



influencent le changement politique (B) qui, à son tour, agit sur le rythme de développement (C) ; et que ce dernier influence le niveau du développement (D) qui entraîne l'amélioration des structures politiques et le changement politique souhaitable, enfin, la boucle est bouclée, tout comme les structures politiques influencent le développement, le niveau de développement. L'analyse de cette interprétation du schéma ci-dessus, amène à la confirmation du principe selon lequel il y a une nette interdépendance entre la politique et l'économie de telle manière que les structures politiques qu'influencent le changement politique et le rythme de développement sont aussi conséquence du niveau du développement. Ceci expliquerait mieux l'adage « frais-moi une bonne politique, je vous ferai une bonne économie en vue du bien social.

b. Etat régulateur et développement économique

La problématique du développement économique est aujourd'hui fondée sur deux concepts de base : l'Etat (pensée autocentrée) et le marché (pensée libérale) que constituent les points d'analyse du moteur de l'économie. Deux tendances (courants) opposées se dégagent de cette question d'identifier le moteur de la relance économique dans un pays. La première tendance pense que l'Etat est le moteur du développement économique. Pour les défenseurs de ce courant, l'Etat a un rôle majeur à jouer dans la production car étant le seul à disposer d'une telle capacité. Il s'agit alors de l'Etat maximaliste tel que développé par les premiers économistes du 20^{ème} siècle (Rosensteln-Rodan 1943, Nurske, 1968, Scitovsky 1952,) et par les premiers gouvernements du pays après la 2^e guerre mondiale. C'est le cas du Japon, l'Allemagne, la Belgique et la France. La seconde tendance (courant) prône l'Etat minimaliste pour la privatisation. A ce sujet, pour la banque mondiale¹¹⁶ (1996, p. 132) les stratégies de développement car l'Etat s'état soldées par un échec, la nécessité d'un Etat « minimum » s'imposait, susceptible de promouvoir la stabilité macro-économique et de mettre sur pied un cadre juridique et institutionnel favorable au développement du secteur privé et à la concurrence. Cette école soutenue par certains politologues et économistes ; Badie, 1988 ; Bayart, 1989 ; Hygon, 1989 ; Stern, 1992...) Qui se fondent sur la défaillance de l'Etat pour se justifier.

Au-delà de ceci, on constate que dans d'autres pays, les stratégies de l'Etat ne sont pas basées ni sur le libéralisme absolu. C'est la combinaison des actions publiques et privées qui sont à la base du succès. C'est le cas de la Corée du Sud, le Singapour, le Taïwan... Dans une telle combinaison, le commerce extérieur est fortement contrôlé. En outre d'autres chercheurs estiment que l'Etat ne doit pas être minimal étant donné que comme le souligne la Banque Mondiale (citée par Niemba S.J. op.cit., p. 74) que le développement avec ou sans Etat a échoué. Des cas de développement réussis par l'Etat au 20^{ème} siècle le témoignent : les pays industriels d'aujourd'hui, le miracle économique en Asie de l'Est. En définitive, ce n'est pas sur la production que doit se concentrer l'action de l'Etat mais surtout sur les politiques publiques ;

¹¹⁶ Banque mondiale, Rapport sur le développement, 1996 citée par NIEMBA S.J. op.cit., P.74
ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite &
média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des
événements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

santé, éducation, protection des démunis, infrastructure, justice, maintien de l'ordre, bonne administration publique non comme luxe mais comme une nécessité, défense¹¹⁷...

28. Economie de marché et développement politique

L'économie de marché est définie « comme l'absence de contrôle politique de l'économie, libérant celle-ci de la domination de l'Etat dirigiste ou de l'oligarchie corrompue au pouvoir »¹¹⁸. Economie de marché et développement politique sont deux aspects qui ramènent à croire que la mouvance de l'Etat dépend de celle de son économie. Mais tout cela dépend aussi du système de marché en d'autres termes que tout découle du fait que l'économie est soit du système libéral. A ce sujet, Max Weber (cité par Niemba, op.cit. p78) souligne que de même qu'à son stade de son développement actuel, le capitalisme a besoin de l'Etat. Et Niemba ajoute qu'il ne peut pas y avoir de développement économique sans une symptomatique, c'est toujours un Etat autoritaire libéral, dans le cadre de l'Etat de droit, qui a su imposer l'économie de marché »¹¹⁹

Par conséquent, l'Etat de droit efficace est indispensable pour l'économie de marché sans lequel on ne saurait pas avoir une véritable économie de marché. L'Etat de droit ici n'est pas celui gangrené par des politiciens retors (traîtres, rusés...) mais un Etat capable de développer une politique macro-économique efficace, bref un Etat démocratique substantiel qui doit accompagner le développement économique. Et Touraine ajoute que « l'un des rôles de la démocratie c'est d'assurer, de mobiliser ressources indispensables au développement économique, ou du moins, de réaliser, de garantir la cohésion de la politique économique pour un développement auto-entretenu et plus intégral. »¹²⁰ A ce niveau, de développement (endogène en provenance du milieu lui-même) exige trois conditions à savoir : L'abondance de ressources et le choix judicieux des investissements, La diffusion dans l'ensemble de la société et au bénéfice de la population des produits de croissance et, une

¹¹⁷ Banque mondiale, Rapport sur le développement, 1996 citée par NIEMBA S.J. op.cit., P. 74

¹¹⁸ NIEMBA, S.J.op.cit, p78

¹¹⁹ Idem pp78-79

¹²⁰ TOURAINE A. Qu'Est-ce que la démocratie ? Fayard, Paris, 1994, P221

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

régulation étatique efficace indispensable au développement socioéconomique du pays. En effet, la démocratie, le développement et la citoyenneté (comme conscience d'appartenir à une communauté nationale) sont alors trois notions liées ; en outre, il faut remarquer que si les investissements dans un Etat sont bien orientés, ils conduisent correctement au développement grâce à l'industrialisation et aux emplois créés. Dans cette logique la démocratie, les investissements et le développement deviennent aussi trois notions inséparables.

Enfin, à noter que cette double cohésion des notions n'est effective que dans le cadre du respect de la constitution et des lois conçues et acceptées par tous ou du moins par la majorité. En plus, il y a lieu aussi de remarquer que dans ce qui précède le bon sens et la détermination des dirigeants sont une condition inévitable pour équilibrer l'investissement et la redistribution car sans cet équilibre et la volonté politique le pays risque de tourner en rond ou à basculer dans l'autoritarisme. En définitive, ce jeu doit être joué tout en sachant que démocratie et développement marchent de pair tout en constituant chacun un processus très complexe émaillé de déséquilibres, de conflits et même de ruptures. Les relations entre démocratie et développement sont souvent bonnes dans des pays à développement endogène comme dans les démocraties occidentales ou dans les pays à organisation proche à celle des démocraties occidentales. Ceci implique les difficultés de ces relations dans la RDCongo où la volonté des dirigeants politiques est quasi-inexistante.

29. Cadre Politique de la Politique Economique en Afrique de Grand Lacs

Depuis 1960, pour résoudre ses problèmes de développement, l'Afrique se voit obligée d'appliquer les politiques de développement conçues et décidées par les institutions de Brettons Woods à travers le cheminement suivant.¹²¹ Planification économique du développement (décennie 60) ; Satisfaction des besoins fondamentaux (décennie 70) ; Ajustement structurel (décennie 80) ; Bonne gouvernance (décennie 90). En réalité tous ces programmes se sont révélés comme des slogans répartis dans quatre décennies sans aucune application effective. En

¹²¹ SACHS, J ; cité par Niemba, S.J. op.cit., p67

effet, les dirigeants d'Afrique, comme ceux d'autres pays du tiers-monde, se sont plongés dans la dictature pour leur enrichissement personnel à travers des régimes politiques non démocratiques dont les résultats ont été très décevants, hier et aujourd'hui le vocable « bonne gouvernance » est chanté en vain partout en Afrique avec les critères lui données par William¹²². La responsabilisation des gouvernants et de leurs administrations, La transparence des procédures, La prévisibilité des comportements ; Sachs, J ; cité par Niemba, S.J. op.cit., p67 14 William, J.C. Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines : Madagascar, Somalie, Zaïre, Cédaf, Bruxelles I l'Harmattan, paris, 1994. Le primat de la règle du droit et l'ouverture de l'information par le biais d'une presse libre.

L'Etat africain reste préoccupant quant à ce qui concerne ses politiques de développement et les méandres de leur échec. A cet égard, le développement économique est freiné souvent par les régimes politiques africains inadéquats caractérisés par les variables suivantes. Un pouvoir fort entre les mains d'un chef de l'Etat charismatique ou militaire. Le clientélisme politique donnant lieu au profit et prédateur pour la pérennisation au pouvoir. L'Etat ne produit que pour l'enrichissement de l'élite dirigeante, la connivence entre secteur privé et public (national/étranger). L'utilisation de la bureaucratie étatique par les gouvernants seuls ou avec la complicité des entrepreneurs privés pour épanouir leurs propres affaires.

Par ailleurs il faut remarquer que ces régimes africains correspondent à trois types de politique économique : extravertie, intro/extravertie et introvertie. La politique économique extravertie correspond au régime libéral étatique à économie de marché qui se caractérise par deux variantes : La première variante est celle où les intérêts économiques du secteur étranger sont prédominants par rapport aux intérêts du secteur privé local très faibles. C'est le cas des pays francophones africains (côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal, ...) outre les capitaux étrangers, l'Etat reste toutefois le principal bailleur de fonds grâce à la connivence entre intérêts économiques étrangers et élite nationale prébendier et rédactrice. Généralement l'Etat intervient dans

¹²² William, J.C. Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines : Madagascar, Somalie, Zaïre, CEDAF, BRUXELLES, l'harmattan, Paris, 1994

les produits primaires d'exportation comme les minerais et l'agriculture. La seconde variation de l'Etat libéral à économie de marché est celle où les intérêts locaux privés et administration publique est très poussé. C'est le cas des pays anglophones africains (Nigéria, Kenya, Zambie, Botswana, etc....)

Le deuxième type de régime africain c'est ce que Sandbrook (cité par Niemba, 2002, p 77) qualifie de « national collectivisme » un régime à économie socialiste. Ce régime constitue une transition vers le socialisme et privilégie la redistribution des revenus au lieu de se préoccuper du développement économique. Or pour redistribuer, il faut d'abord produire. Le secteur privé dans ce régime reste vraiment minimal. C'est le cas des ex-colonies portugaises en Afrique (Tanzanie, Mozambique, Angola, etc....) qui étaient appuyée dans leurs luttes de libération par les pays du bloc de l'Est et la Chine.

30. Conclusion

L'auteur de cet écrit s'est assigné la tâche de proposer au gouvernement congolais ce programme de développement à la base au quotidien dans la province du Sud Kivu. Pour certains pays (d'ailleurs beaucoup) en développement, considérés comme des « pseudo-Etat » c'est-à-dire sans Etat de droit et où il y a rareté des capitaux privés internes pourtant la première de manière à bâtir d'abord un Etat de droit qui pourra conduire au développement économique. Cet Etat de droit nouvellement créé devra avoir une certaine dose d'autoritarisme limité par la loi pendant laquelle ce sera l'occasion de débiter le processus démocratique pour arriver par après à une véritable démocratie capable d'engendrer le développement économique du pays. En définitive, l'Etat reste le pilier de l'économie dans les deux types des régimes politiques (libéral et socialiste). Dans le premier type les interventions de l'Etat se manifestent à travers ses organismes publics, ses entreprises mixtes et son budget d'investissement et le secteur privé, le local ou étranger est très actif. Dans le régime socialiste, le moteur de l'économie reste toujours l'Etat qui agit à travers son secteur public tout en marginalisant presque le secteur privé. L'Afrique connaît donc deux tendances : le libéralisme économique où tout est régulé par les forces du marché et le dirigisme étatique (développement endogène) où l'Etat reste le moteur du développement (Niemba, 2000).

En définitive, par-dessus la production sur laquelle doit se concentrer l'action de l'Etat congolais, cet écrit met en exergue le programme d'actions prioritaires de développement à la base proposé à la province du Sud Kivu surtout sur le plan : politiques publiques ; santé, éducation, protection des démunis, infrastructure, justice, maintien de l'ordre, bonne administration publique non comme luxe mais comme une nécessité, défense. Cela n'est effective que dans le cadre du respect de la constitution et des lois conçues et acceptées par tous ou du moins par la majorité. En plus, il y a lieu aussi de remarquer que dans ce qui précède le bon sens et la détermination des dirigeants sont une condition inévitable pour équilibrer l'investissement et la redistribution car sans cet équilibre et la volonté politique la province du Sud Kivu peut risquer de tourner en rond ou à basculer dans l'autoritarisme. Ce programme doit être exécuté tout en sachant que démocratie et développement marchent de pair et constituent chacun un processus très complexe émaillé de déséquilibres, de conflits et même de ruptures auxquels le gouvernement congolais et celui de la province du Sud Kivu doivent faire face. Ceci implique l'engagement de tout un chacun à partir de la base jusqu'aux décideurs de la province. Nous unir et mener un travail de collégialité sans lequel notre province serait en retard sur le développement. La paix étant la priorité des priorités chacun est appelé à s'engager selon ses possibilités et de militer pour la paix durable chez nous. Chers Sud Kivucien, sur la voie de la quête de la paix, vous n'êtes pas seuls, de la base jusqu'à la classe politique, nous, Professeur Docteur MUGISHO KATENGURA Christian, vous accompagne par des actions concrètes sur terrain avec des propositions de ce genre des programmes et des projets à notre gouvernement afin de relever le défi de paix, de développement et d'éveiller la conscience et la volonté de nos dirigeants politiques administratives.

Par Prof. Dr. MUGISHO KATENGURA Christian

Chap. XI. PROPOSITION D'UNE ARCHITECTURE DE SUPERVISION RESEAU CENTRALISE DU PROTOCOLE SNMP

**Par MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick &
AMANI MULINDWA Guillain**

i. BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR PRINCIPAL

Le chercheur MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick est né à Bishange un village



du territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu, il a fait ses études primaires à l'EP KESHENI de Goma, et a obtenu son certificat en 2004. Ses études secondaires ont été faites à l'INSTITUT KYESHERO de Goma et a obtenu son diplôme d'état en 2011 en Electricité générale, en suite il a fait ses études supérieurs et universitaire a l'ISIG/GOMA et a obtenu son diplôme de licence en 2018 en réseaux et télécommunications. Le chercheur a débuté sa carrière d'enseignement a Goma en 2020 dans une école technique dénommée INSTITUT BYAHI de Goma ou il a enseigne les cours d'informatique

et de technologie électrique et au cours de cette même année il a été retenu comme Assistant à temps partiel a l'ISP-BWEREMANA, en dispensant les cours en caractère informatique. Les ambitions du chercheur sont la recherche continue afin de trouver des solutions informatiques aux problèmes informatique et la conquête du monde scientifique universitaire en arrachant des titres académiques à travers la recherche en qualité d'enseignant.

ii. BIOGRAPHIE DU CO-AUTEUR

Le chercheur **AMANI MULINDWA** *Guillain* est né à Bukavu, dans la province du Sud-



Kivu. Il a fait ses études primaires à l'EPA BWINDI de Bukavu et a obtenu son certificat en 1999. Ses études secondaires ont été faites à l'INSTITUT BWINDI de Bukavu et obtint son diplôme d'Etat en 2005 en pédagogie générale. Il a par ailleurs fait ses études supérieures et universitaires à l'ISP/BUKAVU en 2006 où il avait obtenu son diplôme de licence en 2010 en pédagogie appliquée, option Informatique de Gestion. Monsieur le chercheur a débuté sa carrière d'enseignement à Bukavu en 2007 dans les écoles secondaires, où il a enseigné les cours à

caractère informatique, successivement, à l'Institut UKARIMU, Institut MOKE et Institut BWINDI jusqu'en 2016. Pendant ce temps, il était retenu comme Assistant à temps partiel à l'ISP-BUKAVU, chargé de l'encadrement des étudiants stagiaires pendant 2 ans. Ses débuts dans l'enseignement supérieure et universitaire en qualité d'enseignant, datent de 2016 à l'ISPDE et l'ISTEGI, tous de Bukavu, en dispensant les cours à caractère informatique en qualité d'Assistant. A partir de 2017 jusqu'à nos jours, il dispense les mêmes cours à l'Institut Supérieur de Pêche de Goma. Actuellement, il enseigne le cours d'informatique au collège MWANGA de Goma. Les ambitions de Monsieur AMANI MULINDWA *Guillain*, en qualité de chercheur, partent d'un côté par la continuité dans les recherches afin de trouver des solutions informatiques aux problèmes informatique et de l'autre côté la conquête du monde scientifique universitaire en obtenant des succès à travers la recherche.

1. INTRODUCTION

Actuellement, les Systèmes d'Information des entreprises deviennent de plus en plus importants mais aussi complexes. Le besoin de supervision, et de gestion de ces systèmes est rapidement devenu une priorité. Plusieurs outils de surveillance et de supervision de réseaux ont été développés pour vérifier l'état du réseau en temps réel et pour être informé au plutôt de tout incident réseau. Grâce à ces outils, les délais d'interventions sont fortement réduits et les anomalies peuvent être aussitôt prises en mains sans que les utilisateurs du réseau en question soient affectés ou remarquent des erreurs. Dans ce cadre, nous pensons proposer une architecture pour la supervision réseaux centralisée. Pour se faire nous utiliserons l'outil de supervision **SNMP** basé sur le protocole **SNMP**. Cette architecture permettra de superviser et de contrôler le réseau des entreprises.

2. PROBLEMATIQUE

Les entreprises, quel que soit leur domaine, veillent toujours à être au centre de la concurrence économique et à garder leur bonne réputation, et pour cela elles donnent beaucoup d'importance à leur Système Informatique avec toutes ses composantes ; parce qu'il garantit le bon fonctionnement de leurs différentes activités. Une erreur ou une panne se traduit par un arrêt du travail et joue sur la performance du réseau de l'entreprise en général. En effet nous avons remarqué que la plupart des systèmes réseaux des entreprises ne sont pas supervisés d'où une interruption du réseau, c'est une baisse de chiffres d'affaires ou un possible perte des clients. En cas de dysfonctionnement du système d'information, la productivité de la société est affectée conduisant à un manque à gagner considérable : il faut donc toujours être au courant de ce qui se passe dans le réseau. Partant de ces besoins et problèmes soulevés, que faut-il faire pour proposer un système pouvant superviser le réseau entier d'une entreprise se basant sur les problèmes cités ci-haut ?

3. HYPOTHESE

L'hypothèse se définit comme étant une proposition relative à l'explication de phénomènes naturels, admise provisoirement avant d'être soumise au contrôle de l'expérience, de ce fait, nous avons formulé notre hypothèse ainsi : La proposition d'une architecture de supervision permettra de contrôler ou de gérer le réseau de l'entreprise de façon centralisée.

4. OBJECTIFS

Dans cette recherche, nous visons comme objectif proposer une architecture qui pourra superviser le réseau des entreprises ; dans le but de fournir des alertes sur certains problèmes liés au réseau et faciliter le dépannage par des analyses graphiques. Ceci permettrait aussi à l'administrateur, une gestion d'ensemble du réseau avec une grande marge de manœuvre dans la prise de décisions (Redémarrage de services, etc.) pour son bon fonctionnement.

En outre, la solution que nous proposons serait en mesure de :

- Envoyer des alertes automatiques ;
- Détecter et prévenir les pannes dans les réseaux.

- Permettre des sauvegardes automatiques des données ;
- S'empeigner des potentiels virus et logiciels malveillants.

5. METHODOLOGIE¹²³

Tout travail scientifique doit avoir des méthodes et des techniques pour mener à bon port ses objectifs et ses hypothèses. Dans le cadre de notre travail, nous avons eu recours aux méthodes et techniques suivantes :

a. Méthode

Méthode Historique : Elle nous a permis de nous imprégner de l'architecture réseau pour une bonne utilisation des outils de supervision usant du protocole SNMP.

Méthode analytique : Cette méthode est définie comme « une analyse systématique de toutes les informations et données récoltes » Elle nous a permis d'analyser des nombreuses données qui ont été recueillies grâce aux entretiens avec certains responsables et dirigeants des entreprises.

b. Technique¹²⁴

Les techniques sont des moyens, des résultats dont le chercheur utilise à chaque étape de la recherche. Elles sont utilisées pour récolte les données. Ainsi, pour atteindre notre objectif ; nous avons fait recours aux techniques suivantes :

La technique documentaire : Elle nous a permis d'approfondir nos recherches en fréquentant les bibliothèques pour la lecture des livres, Travail de Fin de Cycle et Mémoire afin de nous inspirer des expériences des travaux précédents ;

La technique d'observation : Elle nous a permis de constater des faits tel qu'ils se sont déroulés et d'acquérir une connaissance claire et précise focalisé sur notre objet d'étude.

123. Guide de recherche en sciences humaines et sociales, par Roger Charland bibl, publié en 2012.

124. Introduction à la recherche et de développement en éducation, par Donald Long.

6. ANALYSE PROPREMENT DITE DE L'ETUDE

a. ANALYSE PROPREMENT DITE

Dans cette partie comme présenté, nous allons nous focaliser sur l'évaluation des charges d'intégration de la supervision dans le réseau existant et l'estimation du coût lié à la production du présent projet, après avoir donné le cahier de charge. Le planning est un outil permettant de suivre le déroulement du projet, de prioriser l'affectation des ressources humaines et financières et d'anticiper d'éventuelles mesures permettant de respecter les différents jalons, notamment par l'analyse du chemin critique, des chemins sous critiques et des ressources disponibles.

b. Elaboration du cahier de charge

i. Introduction

Nous visons à proposer une solution qui pourra permettre la supervision du réseau des entreprises, dans le but de fournir des alertes pour certains problèmes liés son utilisation ; afin de faciliter son dépannage en cas de problème. Ceci permettrait aussi à l'administrateur d'avoir une gestion d'ensemble du réseau avec une grande marge de manœuvre dans la prise de décisions pour son bon fonctionnement.

ii. L'évolution du système

Cette solution sera en mesure de mettre en communication les utilisateurs avec l'administrateur réseau. Nous pensons aussi dans les jours à venir, intégrer quelques fonctionnalités supplémentaires telles que :

- La configuration des notifications par SMS ;
- La supervision des services de bases de données.
- Permettre des sauvegardes automatiques des données ;
- Dénicher et bloquer des potentiels virus et logiciels malveillants.

iii. Les besoins fonctionnels

La solution devra permettre :

- Alerter l'administrateur en cas de panne sur une machine du réseau ;
- Eviter les arrêts de service ;
- Envoyer automatiquement des alertes en cas de pannes ;
- Détecter et prévenir les pannes dans les réseaux ;

- Détecter et prévenir les pannes : Un administrateur peut être informé, par le biais d'une alarme (Trap), à n'importe quel moment qu'un problème survient sur un équipement.

iv. Les besoins non-fonctionnels

Les besoins non obligatoires se situent sur le point que le Système d'Exploitation spécifique n'est pas obligatoire, mais un outil de supervision est obligatoire.

c. Planning prévisionnel

Le déroulement classique d'un projet suit un enchaînement logique de phases et d'étapes, depuis l'identification du besoin jusqu'à la mise en œuvre. Parlant des phases dans la gestion du projet, notons qu'il y a possibilité de découper tout projet en quatre phases dont : Conception -> Planification -> Réalisation -> Terminaison.

7. Dénombrement de tâches

Code des tâches	Désignation de tâches	Durée par jour	Contrainte d'antériorité
1	Prise de contact avec le responsable et présentation du projet	3	-
2	Analyse de l'existant et collecte de données essentielles	3	1
3	Elaboration de la nouvelle architecture et présentation du projet	2	2
4	Elaboration de l'état de besoin et soumission du projet	2	3
5	Acquisition des nouveaux matériels	3	4
6	Mise en place des équipements	5	5
7	Configuration du nouveau système	2	6
8	Test des équipements	1	7
9	Formation des utilisateurs	4	8
10	Lancement officiel du nouveau système	1	9

1.2.2. Calcul des niveaux

Pour mettre en exactitude les liens continus entre les différentes tâches ainsi que les rapports d’antériorité entre celles-ci, nous allons passer au calcul des niveaux. Pour ce faire, nous allons supprimer du tableau d’identification toutes les tâches qui n’ont pas des prédécesseurs afin de déterminer les différents niveaux. Toutes les tâches ainsi supprimées à une étape constitueront les tâches de ces niveaux.

Niveaux	Taches	Contraintes d’antériorité
1	T1	
2	T2	1
3	T3	2
4	T4	3
5	T5	4
6	T6	5
7	T7	6
8	T8	7
9	T9	8
10	T10	9

1.2.3 Estimation du coût du projet

		Name	Duration	Start	Finish	Predecessors
1		Contact Responsable	3 days?	7/4/18 8:00 AM	7/6/18 5:00 PM	
2		Etude	3 days?	7/9/18 8:00 AM	7/11/18 5:00 PM	1
3		Conception	2 days?	7/12/18 8:00 AM	7/13/18 5:00 PM	2
4		Elaboration	1 day?	7/16/18 8:00 AM	7/16/18 5:00 PM	3
5		Acquisition	1 day?	7/17/18 8:00 AM	7/17/18 5:00 PM	4
6		Installation	4 days?	7/18/18 8:00 AM	7/23/18 5:00 PM	5
7		Configuration	5 days?	7/24/18 8:00 AM	7/30/18 5:00 PM	6
8		Test	1 day?	7/31/18 8:00 AM	7/31/18 5:00 PM	7
9		Formation des utilisateur	1 day?	8/1/18 8:00 AM	8/1/18 5:00 PM	8
10		Deploiement du systeme	1 day?	8/2/18 8:00 AM	8/2/18 5:00 PM	9

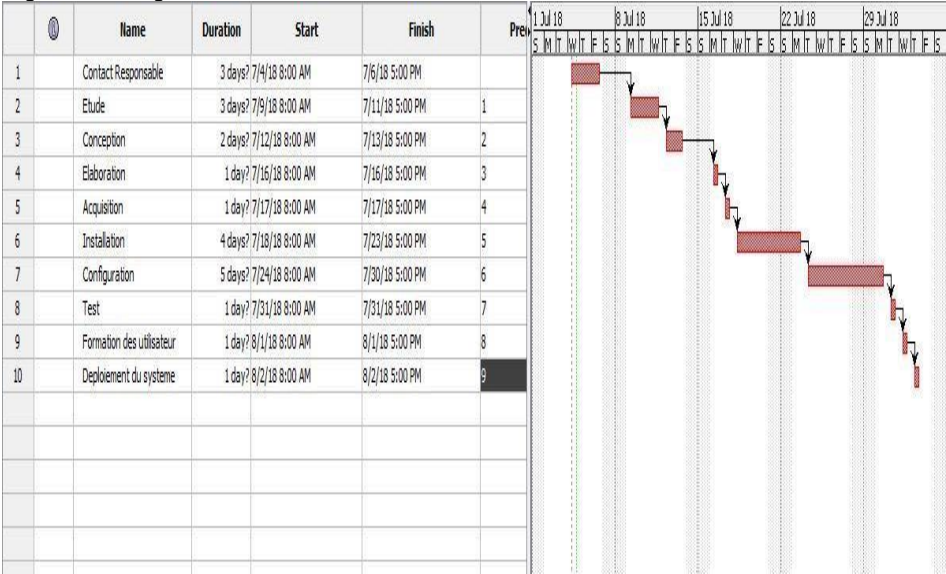
<i>codes taches</i>	<i>designation des taches</i>	<i>duree par jour</i>	<i>nombre de personne</i>	<i>cout unitaire en usd</i>	<i>cout total en usd</i>
1	Prise de contact avec les responsables et présentation du projet à proposer	3	0	0	0
2	Analyse de l'existant et collecte de données essentielles	3	1	5	15
3	Elaboration de la nouvelle architecture et présentation	2	1	50	100
4	Elaboration de l'état de besoin et soumission	1	1	0	0
5	Acquisition des nouveaux matériels	1	1	0	2300
5.a	Serveur			2000	2000
5.b	Moniteur			200	200
5.c	Outil de supervision			100	100
6	Livraison Routeur et commutateur par DHL	4	1	0	200
7	Mise en place des équipements	1	1	0	40
8	Configuration de l'outil de supervision	2	1		50

9	Test des équipements	1	1	0	0
10	Formation de l'administrateur	2	1	20	40
11	Lancement officiel de la nouvelle technologie	1	1	0	0
12	Main d'œuvre (5%)				152,25
13	Imprévu 10%				100
TOTAL				GENERAL	
2845					

8. Calendrier de réalisation du projet

a. Présentation du Diagramme de GANTT

Le graphique de Gantt est une représentation graphique de la suite des activités nécessaires pour exécuter un projet. Chaque activité est représentée par une droite horizontale.



9.CONCEPTION DU NOUVEAU SYSTEME

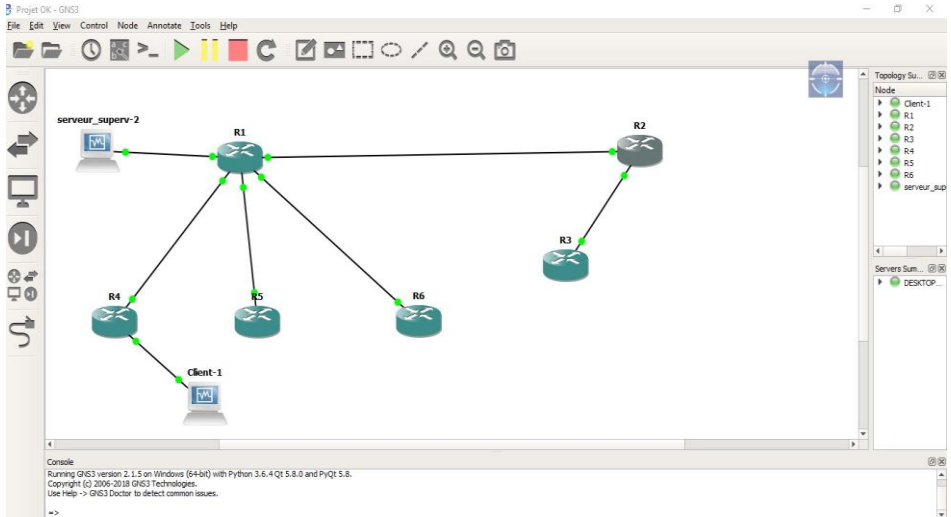
Dans cette partie, nous allons montrer le système à mettre en place partant du cahier des charges jusqu'à la configuration de la nouvelle topologie que nous avons proposé pour la supervision du réseau.

a. Présentation de nouvelle architecture Réseau

Différentes Configurations

Architecture de simulation

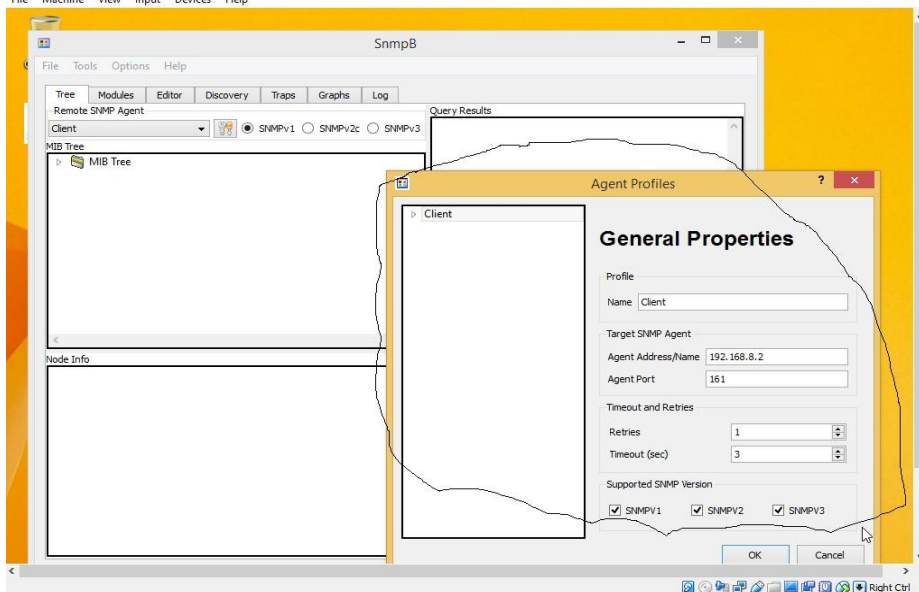
Pour pouvoir simuler notre architecture, il nous a fallu avoir deux machines virtuelles sur une machine physique, l'une est considérée comme le serveur de supervision et l'autre comme un client SNMP : Machine Agent. Après quoi nous avons installé l'outil SNMPb dans le serveur et en suite Activé toutes les fonctionnalités de SNMPb sur la machine Agent. Pour cette simulation, nous avons utilisé le logiciel GNS3.



9. Configuration de l'outil de supervision

serveur_superv [Running] - Oracle VM VirtualBox

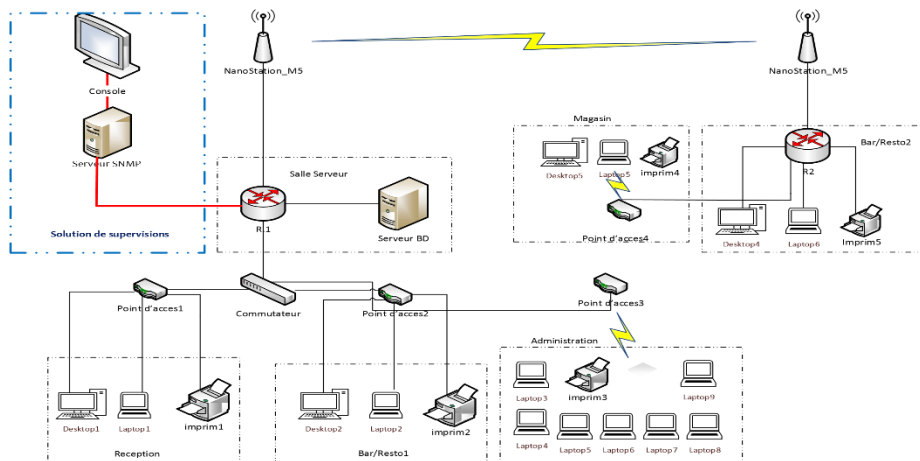
File Machine View Input Devices Help



En premier lieu cette configuration consiste à mettre l'adresse de la machine à superviser ainsi le numéro de port 161

11. Etape de la configuration de la machine à superviser

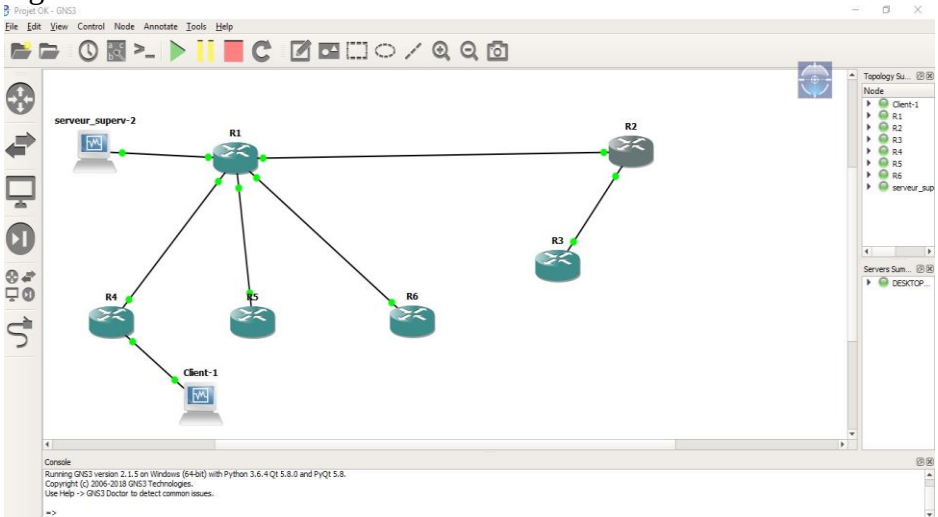
a. Activation de fonctionnalité de SNMP



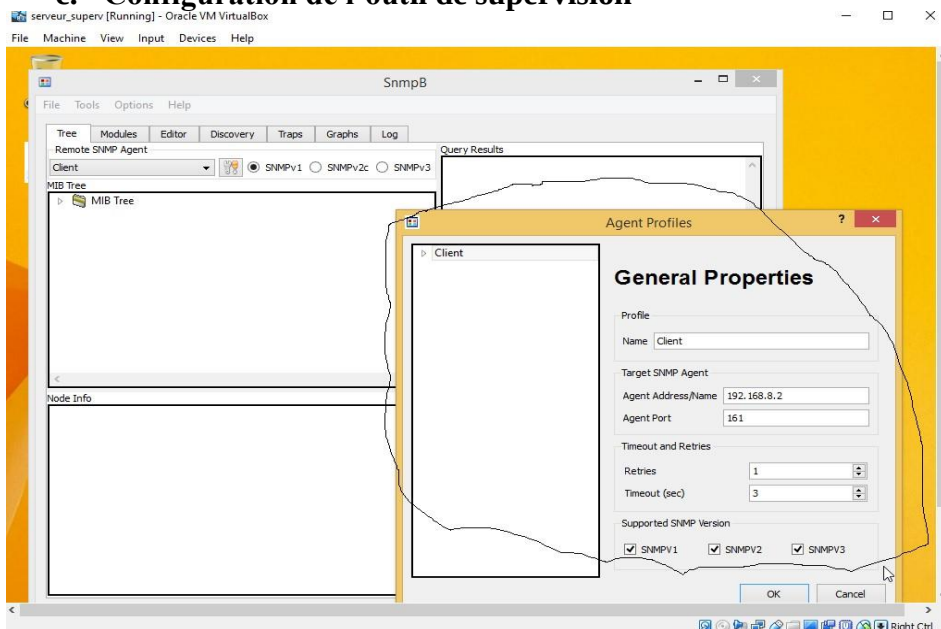
12. Différentes Configurations

a. Architecture de simulation

Pour pouvoir simuler notre architecture, il nous a fallu avoir deux machines virtuelles sur une machine physique, l'une est considérée comme le serveur de supervision et l'autre comme un client SNMP : Machine Agent. Après quoi nous avons installé l'outil SNMPb dans le serveur et en suite Activé toutes les fonctionnalités de SNMPb sur la machine Agent. Pour cette simulation, nous avons utilisé le logiciel GNS3.



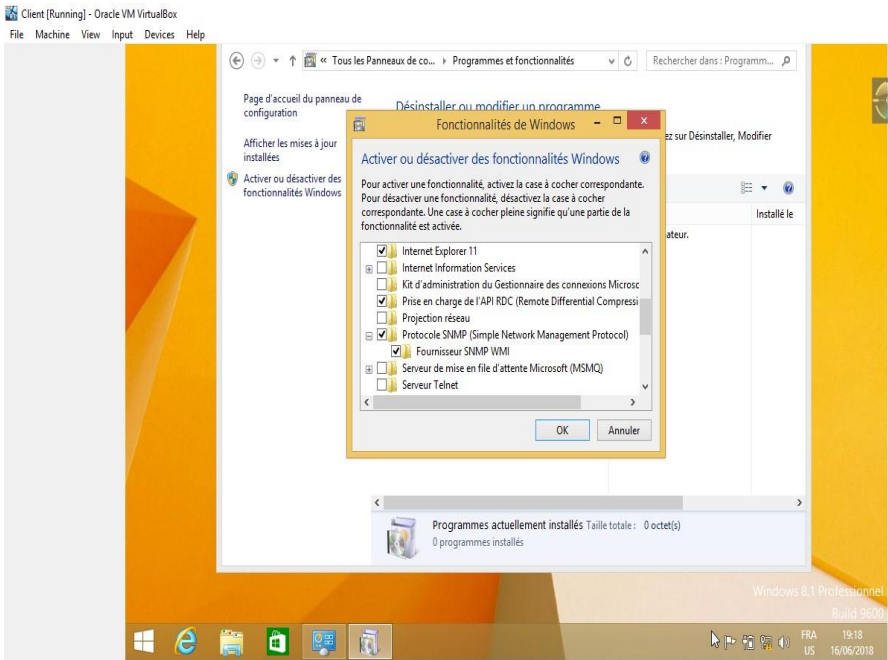
c. Configuration de l'outil de supervision



En premier lieu cette configuration consiste à mettre l'adresse de la machine à superviser ainsi le numéro de port 161

2.2.3. Etape de la configuration de la machine à superviser

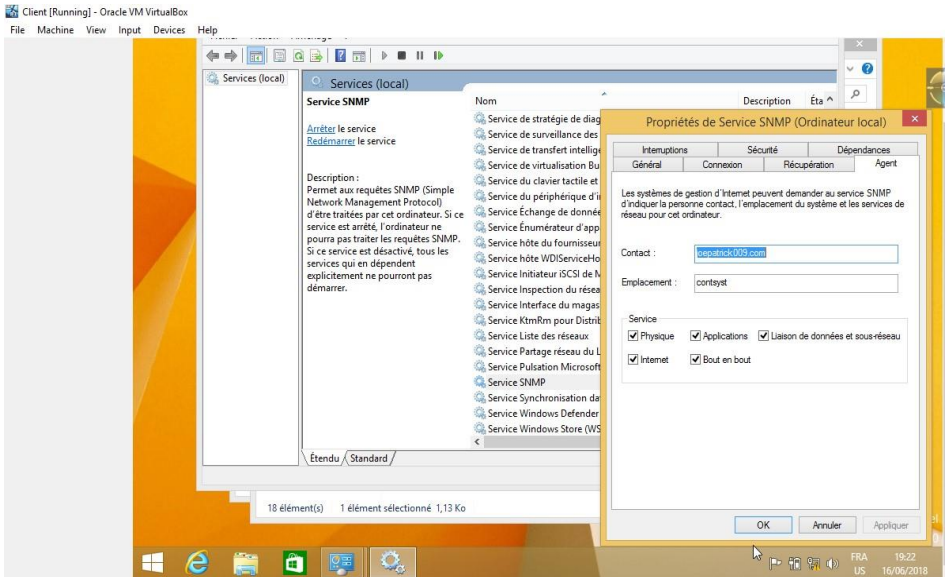
a. Activation de fonctionnalité de SNMP



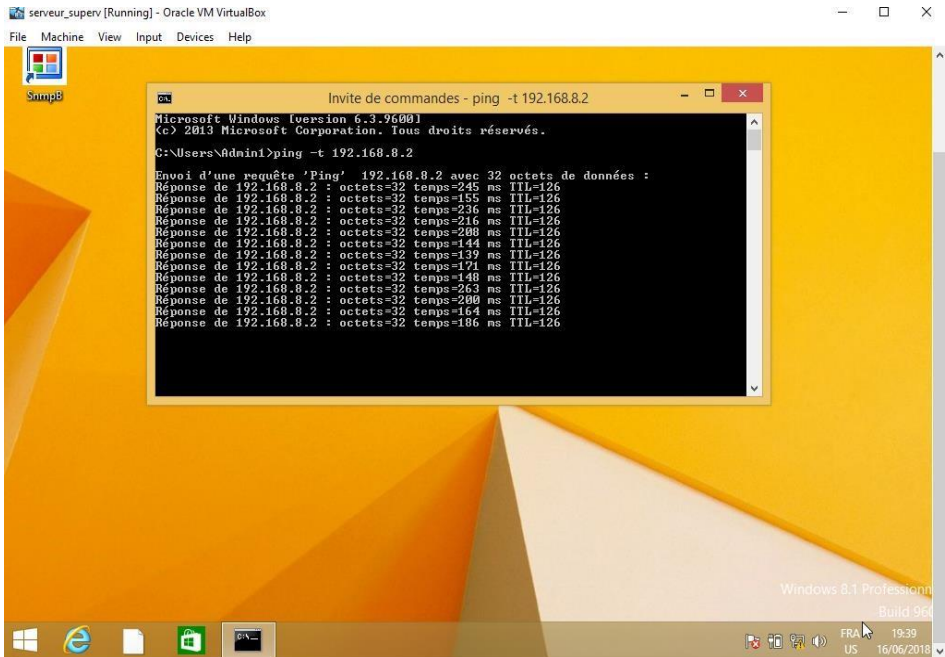
Activation des services SNMP : Ce processus consiste à démarrer le service et de cocher les propriétés.

d. Ping de la machine Agent

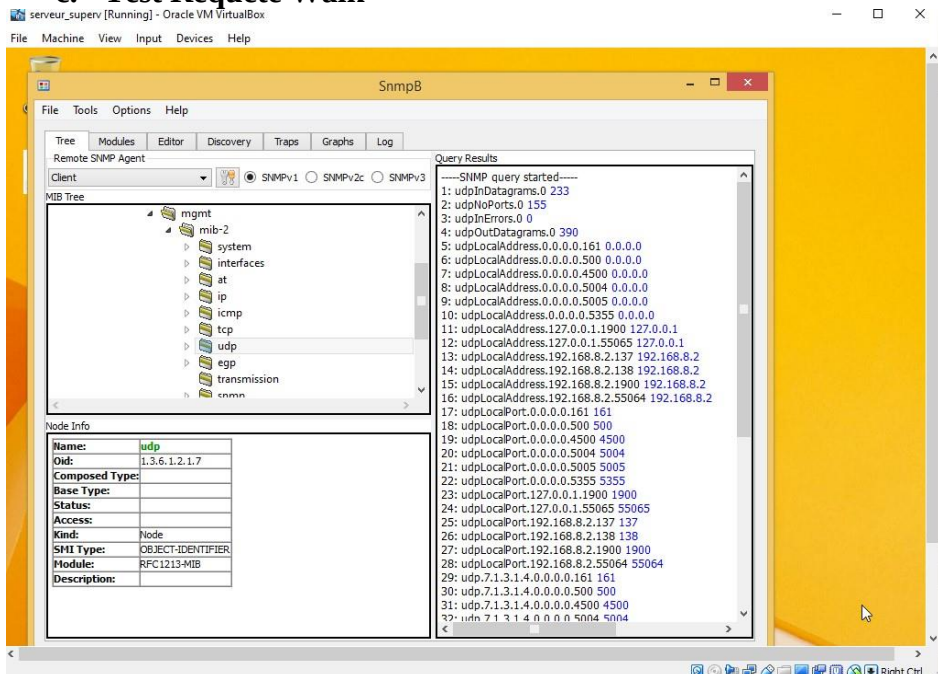
La commande Ping nous a permis de tester la connectivité entre la machine Serveur et la machine Client.



Ping de la machine Agent :



c. Test Requete Walk



Ici nous avons testé la connectivité entre le Manager et l'Agent, cela nous a prouvé que l'administrateur peut maintenant superviser le réseau.

14. CONCLUSION

L'objectif visé par notre projet a été d'aboutir à l'implantation d'une solution de supervision réseau : Laquelle sommes arrivés à bon port par la configuration d'un tel outil via le logiciel ... associé à un serveur SNMP de management.

Notre motivation est venue du besoin de vouloir faciliter la prise rapide en main par l'administrateur de son réseau en cas de problème, avec le moins possible de perte de temps, de sorte que les utilisateurs ne puissent même pas le remarquer : Favorisant ainsi la crédibilité des entreprises.

Dans un premier lieu, nous avons pu étudier le système existant de certaines entreprises ; puis, avons fixé une solution par notre étude.

Dans la partie test, nous avons mis en place l'outil de supervision et passer à sa configuration. Comme perspectives, nous proposons l'amélioration de ce travail par :

- La configuration des notifications par SMS ;
- La supervision des services de bases de données.

15. BIBLIOGRAPHIE

1. Travaux de fin de Cycle

- Travail de fin « Mise en place d'une supervision et le monitoring des onduleurs»

2. Webographie

- www.theses.fr/2009LIL10019
- www.commentcamarche.com/contents/512-topologie-des-reseaux
- www.fraimip.com
- www.lemagit.fr/definition/internet-protocol.ip
- www.coservit.com/ /supervision-informatique-enjeux-ds
- www.generation-linux.fr/index.php?post/2009/06/03/Zabbix-un-excellentlogicielde-supervision-reseau
- http://www-igm.univmlv.fr/~dr/XPOSE2007/dmichau_supervision/supervision.html

**MWENDA NDASONGERWA Joe-Patrick &
AMANI MULINDWA Guillain**

Chap. XII. RESESSION DE NOS QUATRE OUVRAGES ORASSCOPIE I,II, III & IV

Résumé

Dans la perspective de production holistique des réponses aux enjeux du moment, ORASSU à travers sa copie trimestrielle des données scientifiques et philosophiques du XXI^{ème} siècle depuis la RDC vers l'Afrique et le monde, ORASSCOPIE, des chercheurs des domaines pluridisciplinaires se mettent sérieusement au travail pour la dissémination trimestrielle comme résultat de leur recherche. Dans cet article, il va s'agir d'un passage en revue des quatre lignes éditoriales déjà passées en guise de donner au lecteur un aperçu général sur les quatre productions intérieures de l'ORASSU.

1. Ligne éditoriale ORASSCOPIE I : LA RD CONGO FAIT LE BONHEUR DU MONDE ENTIER, A L'EXCEPTION DE L'HOMME CONGOLAIS (Justin K.K).



2. Par C.T. Leonard¹²⁵, C.T. John-Modest¹²⁶ & C.T. Justin KABUMBA¹²⁷

¹²⁵ C.T. Léonard BWIKANYE LUZIRABWOBA est né à Chishali, collectivité de Luhwinja territoire de Mwenga Léonard Bwikanye Luzirabwoba est Chef de travaux à l'Université Baptiste du Congo, il enseigne en Faculté de Théologie Protestante, est aussi Secrétaire de ladite Faculté ; il a fait ses études à l'Universitaire Libres de Pays de Grands Lacs où il a obtenu son diplôme de licencié en Théologie Protestantes. Il est auteur de plusieurs articles certains publiés dans cette revue. Il est également auteur des plusieurs livres comme vous pouvez constater leurs titres : le tente les gens en parlent ; comprendre le judaïsme : une manière plus scientifique et intelligente du Christianisme. Gestionnaire des bibliothèques des Universités pendant plusieurs années après avoir subi une formation en bibliothéconomie.

¹²⁶ MUTAYONGWA KARUBAMBA John-Modest est Chercheur passionné, philosophe, communicologue et écrivain ; Expert en résolution des conflits. Directeur du Centre de Renforcement de Capacité des Leaderships dans le Grand-Lac « **CERCLEGL** », un cadre dans les recherches pluridisciplinaires du système LMD dans la Région de Grand Lac. Directeur du mouvement littéraire au Kivu « **MLKI** » pour revaloriser l'héritage de la littérature du Kivu et apprendre à la communauté Kivucienne comment gérer, résoudre et transformer les conflits autrement. Coordinateur National de l'Ordre des Prestataires Chefs de Travaux et Assistants des Universités « **ORASSU** » basé en RDCONGO, Goma. John-Modest est aussi Rédacteur en Chef à la Revue Savante des Recherches Pluridisciplinaires « **Eveil Congo** » comme souffle de l'esprit qui pense et réinvente la société congolaise. En consortium avec l'Université Baptiste du Congo UBCGoma. Optimiste et Réaliste John-Modest est déterminé à contribuer au changement de la communauté congolaise.

¹²⁷ L'auteur s'appelle Justin KABUMBA KARUBAMBA né le 30 Décembre 1979 dans la province du sud Kivu territoire de Kalehe localité de Bushushu. Le dixième fils du couple Karubamba et Christine. Ayant fait ses études primaires à l'E.P. Kanyunyi, son cycle d'orientation à l'institut Bushushu et obtient son diplôme à l'Institut Mwangaza Goma en 2001. Il va poursuivre ses études universitaires du premier et deuxième cycle à l'Université progressiste de Grand Lac « **UPROGL** » en Psychologie et science de l'éducation, dans l'administration et inspection scolaire AIELS pour finir tout en 2012. Acteur actif dans l'éducation formelle et non formelle dans la province du Nord Kivu. Promoteur et Gestionnaire des Complexes Scolaires Bethel I & II. Initiateur du Centre d'apprentissage professionnel CAP MAISHA MEMA pour l'encadrement des jeunes dans les métiers. Initiateur du centre de rattrapage scolaire CRS BETHEL pour l'encadrement des enfants vulnérables. Secrétaire provincial du CEPACO Nord-Kivu ; (Collectif des écoles privées agréées du Congo) et Coordinateur Provincial adjoint chargé de l'administration dans la même institution. Licencié Associé en Développement Communautaire, gestion et administration des projets de l'Universitaire Saint Joseph de Goma. Fondateur Président du Conseil d'Administration de l'ONG CAPED (collectif d'associations en collaboration pour la paix, l'éducation et le développement). Animé d'un esprit humanitaire et scientifique, l'auteur poursuit ses démarches pour épanouir l'accès à l'éducation et le

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

« Eveil Congo » est une Revue Savante Pluridisciplinaire pour la promotion de l'unité, de Paix, de lumière et de progrès scientifique, économique et socio-politique dans la Région de Grand Lac en particulier et l'Afrique en Générale. Elle est une expression d'une pensée érudite des chercheurs passionnés pour le changement socio-politique et économique en Afrique et spécialement en RD Congo qui traversent jusqu'ici une crise souvent inédite. Notre problématique c'est de savoir à quand l'Eveil de l'Afrique et du Congo ? Quant-est-ce que l'homme congolais prendra conscience et comprendra qu'il est dans un monde compétitif et de production ? Un monde de relation « gagnant-gagnant.» La RD Congo fait le bonheur du monde entier, à l'exception de l'homme congolais. S'est t'exclamé un Expert en développement communautaire et psychologie approfondie (psychanalyse) coordinateur de l'ONG CAPED et chercheur passionné de la revue « Eveil Congo » Justin KABUMBA KARUBAMBA. Assis sur des minerais, l'homme congolais souffre encore de manque des routes des dessertes agricoles, nos terres fertiles ne sont plus exploitées. La guerre nous imposée occasionne l'exploitation illicite de nos minerais. Le jour comme la nuit, nous sommes sans sécurité à la maison comme au travail ; en vacances ou en promenade. A force de manque d'emploi et de chômage, l'homme congolais est devenu un loup pour un autre congolais avec la pratique de kidnapping et de l'enlèvement à travers la RD Congo. On dirait à la naissance, on est déjà vieux pour mourir.

Exposer à toute sorte de danger de mort et de la famine ou par un taux élevé de la mal nutrition chez les enfants déplacées de guerre. Les camps de réfugiés à Beni, Oicha, Mabalako, Rutshuru, Masisi dans le Nord-Kivu et une grande partie du Sud-Kivu sont victimes des conséquences de cette guerre. Le sang de nos compatriotes crie

développement à la population vulnérable à travers la province du nord Kivu en particulier et la RD Congo en général. Prestataire aux Universités de la place.

vengeance. Que dirons-nous devant nos petits fils lorsqu'ils nous demanderont : « père, où étais-tu quand l'on tuer les gens à Beni ? Quand les déplacés mourraient de faim dans des cabanes ? Quand nos vaillants militaires congolais étaient sacrifiés au front à cause de la corruption ? Qu'avez-vous fait en face de ces drames ? Quand on viole nos mères le long de la journée sans secours ni aide du ciel. » Que ce que tu répondras ?

La riche de la RD Congo ne devrait pas être un alibi pour massacrer sa population. Au contraire, le peuple congolais nécessite un encadrement vraiment spécial à l'égard du monde entier. Car nos potentiels sont au service du monde entier. « Qui n'utilise pas le smartphone aujourd'hui ? Qui ne rêve pas rouler dans une voiture électronique ? Quelle femme qui n'aime pas porter des beaux bijoux ? » S'était-il exprimé le prix Nobel Denis MUKWEGE lors de son discours en Amérique. Mais malheureusement, toutes ces belles choses sont fabriquées au prix du sang du paisible citoyen congolais. Du début à la fin de la chaîne de production et de la consommation, cet homme congolais ne profite que de miette ou soit rien.

A qui revient la responsabilité de ce qui nous arrive ? La grande partie de nos journées, nous la passons dans des cantiques de jérémiades et de lamentation. On dirait quelqu'un est venu et nous a ravis ce que nous devrions posséder. Et si tel serait le cas, où sommes-nous quand on spolie nos terres fertiles ? Quand on viole nos mères et filles à l'âge scolaire ? Quand on exploite illicitement nos minerais ? Quelque part ne sommes – nous pas complices de notre malheur ? Ne sommes – nous pas animé d'un esprit masochiste ? Une attitude de trouver plaisir dans la souffrance de l'autre ?

La politique, qu'avez-vous fait pour changer ou espérer au changement de ce cycle infernal de misère et de la souffrance de vos compatriotes ? Où est notre patriotisme ? Ou bien nous avons perdu la tête. Nulle part dans l'histoire des civilisations où un peuple s'est combattu pour la victoire d'un autre peuple. Mais ce qui se passe en RD

Congo m'étonne. D'où avez-vous tiré l'esprit mercenaire ? Jusqu'au point de permettre l'entrée des militaires Ougandais envahir notre sol. Avez-vous pris le temps de réfléchir vraiment ?

Il y a de cela vingt ans jour pour jour la RD Congo héberge l'une des plus grandes missions onusiennes « MONUSCO » mais la situation est restée la même. Qui autre peut avoir un amour profond à notre pays hormis nous-mêmes ? Ou bien, à cause de quel extrême amour à l'homme congolais qu'un pakistanais, un américain ou un ougandais, rwandais peut aller au front et chasser l'ennemi congolais ? Chers fameux et mercenaires politiciens congolais, quelle est votre priorité pour ce pays ?

« Plus on a un grand nombre de députés, des ministres et des sénateurs au pays, plus la constitution est violée, la corruption encouragée, le détournement impuni et le poste d'emploi monnayé. Plus on a des docteurs en politique, avec des titre honoris causa, plus la bonne gouvernance n'est pas au rendez-vous. Un grand nombre de médecins au pays mais le taux de mortalité augmente. Plus on a des professeurs d'universités, plus notre système éducatif est mis en doute et nécessite un recours au système français LMD. Plus il y a des ingénieurs en construction, plus nos maisons s'écroulent à petit tremblement, plus nos routes sont en état de délabrement ; plus nos caniveaux sont très mal construits jusqu'au point où les eaux débordent dans la route et cause d'embouteillage et des accidents. Plus on a des électriciens, plus nos ampoules n'ont pas toujours du courant et nos factures ESNL affluent nos maisons de manière forfaitaire.

Au Congo 40% de la population célèbre quand il y a du courant dans les ampoules et 50% n'en connaît presque pas c'est quoi le courant, comment ça fonctionne. Alors que nous disposons des grandes chutes et barrages qui alimentent des pays voisins. Voir projet Inga I & II, et des rivières des hauts débuts d'eaux. Mais qui ose donner sourire à mon peuple ? Personne. Quand il y a un projet à exécuter le premier réflexe c'est de « manger le projet au lieu de manger sur le projet. »

(Justin K.k). Plus on a des généraux FARDC et PNC promis, plus il y a création des groupes armés. Plus le pays est doté en nouvelle munition et armement lourde, plus l'insécurité devient grandissante et vous allez le remarquer, plus nous avons une organisation internationale ONG à chaque kilomètre, plus le taux de chômage augmente. »

Mon peuple souffre à cause manque de prise de conscience individuelle et collective, d'autre part à cause de la conscience émoussée de ses dirigeants qui au lieu de promouvoir des valeurs, mettent au-devant la culture de la bière et de manger. (Mageocratie) facilement un dirigeant peut aller à un hôtel dans une nuit et y consomme plus de 30 mille dollars au moment où le bas peuple à son coté souffre de faim aigue et manque comment faite le nouvel an. Marqués par une incapacité de se concentrer aux vrais enjeux du problème de l'homme congolais.

D'où Chers compatriotes, « Eveillons-nous ». Si nous ne luttons pas ensemble comme des frères, nous allons périr ensemble comme des idiots » (M.L.King). Luttons ensemble pour le changement politique et mentale de notre communauté congolaise à l'instar de la Coalition des Congolais pour la Transition (CCT) de son excellence Emery KALWIRA président mondial et candidat président de la RD Congo pour d'alternance et la démocratie ; dans une prise de conscience et de l'Eveil collectif. Nous courons le risque d'être un peuple sacrifié au profit des intérêts égoïstes et mesquins de nos dirigeants si nous ne prenons pas notre propre destinée entre nos mains. C'est clair au vu et au su de tous qu'ils sont prêts à nous sacrifier à cause de pacotille et de vendre ce précieux héritage qui est la RD Congo car ils ont craché sur les mémoires de nos grands héros. A l'instar du colonel Mamadou NDALA MOUSTAFFA tombé sur les champs de bataille, du colonel BAUMA, de Laurent Désiré et de Lumumba ; tous mort pour la cause noble disons haut et fort comme eux : « ne jamais trahir le Congo ». A la place de guerre à l'Est du pays nous voulons la paix et les échanges socioéconomiques entre nos pays voisins le Rwanda, l'Ouganda, la

Tanzanie et le Burundi. Il est vrai que la RD Congo est possesseur de grandes étendues de forêts considérées comme le réservoir mondial.

Cependant l'homme congolais ne jouit pas toujours du tourisme, car nos parcs sont enclavés et nos provinces isolées les unes des autres à cause des routes en mauvais états, soit inexistantes. Le comble c'est que l'ennemi du hier est devenu l'architecte et bâtisseur des routes en RD Congo, l'Ouganda qui nous a longtemps déstabilisé et agressé à travers l'ADF, est sur le sol congolais pour l'asphaltage des routes congolaise alors qu'il a une mission cachée d'exploiter nos minerais de l'Est. Encore une fois, la question se pose : quelle serait la priorité des dirigeants politico-administratifs en RD Congo ?

Voulez-vous nous déstabiliser, nous faire tuer et nous diviser pour mieux régner ? Et si tous nous mourrions, qui allez-vous diriger encore ? Au lieu de nous-entre tuer, pratiquons un tourisme transfrontalier qui favorise des visites régulières aux tours du Grand Virunga. Avec la présence des lacs, des rivières et d'un puissant fleuve en RD Congo, exploitons ce gaz méthane pour produire du courant et de gaz pour la cuisson de nos aliments. Donnons-nous la paix et l'homme congolais vous accueillera avec joie.

A l'homme congolais de savoir que l'heure de nous mettre au travail a sonné. Il n'est plus question des ajournements. Nous avons souvent subi notre destin, il est temps de choisir de bâtir notre destinée par une alternance politique et démocratique en votant utile. Nous devons abandonner la vente de nos voix au prix de t-shirts ou du riz. Avec dix-huit ans de règne de Joseph KABILA associés aux trois ans de l'actuel président Félix Antoine TSHILOMBO, nous avons déjà compris qu'est signifié vendre sa voix.

Soyons vigilants. Pour atteindre notre émergence, nous avons besoin de bâtir sur un patriotisme radical et d'une fraternité de proximité dans la stricte observance de ne jamais trahir la RD Congo. Que l'amour du prochain nous pousse à ne pas sacrifier nos compatriotes à cause de la fortune. Riches, nous les sommes, mais la

tâche est certes immense, les défis à relever innombrables pas à la tension du défaitisme ou de la paraisse intellectuelle.

Nous saluons en passant les efforts de l'Université Baptiste du Congo « UBC-GOMA » en sigle qui offre à la Revue un espace de choix pour le déroulement des activités et nous invitons d'autres Universités de la RD Congo et celles de l'étranger à faire confiance à la Revue « Eveil Congo » comme l'Alma mater de la promotion du savoir érudit et des recherches scientifiques dans notre pays.

Au moment où les communs de mortels se tapent des bières et des viandes grillées communément appelées « nyamachoma » dans des parasols le long de la route, par ailleurs, la crème intellectuelle est invitée à une concentration intellectuelle musculeuse pour remonter le pays de son engouffrement sociopolitique et économique du moment. Je n'ose croire que notre salut viendra de la chine ou des états multinationaux comme nous le fait croire la classe politique régnante ; nullement pas. Pourtant, la RD Congo comme jadis, est renommée pays à scandale géologique. Cependant, 90% de la population ne jouit pas de la fortune du pays. La faute n'est ni au 10% qui ne le bénéficie ni aux multinationaux.

Notre histoire comme un peuple digne et fort, ne doit plus être écrite par des tiers. Accepter que les autres puissent écrire notre histoire, c'est nous exposer au danger de tomber non seulement dans les mêmes erreurs du passé colonial mais aussi dans des pensées par procuration, des mimétisme tragique, il y a plus affirmation de l'être en tant qu'être car nos mots font partis de nous plus que nos nerfs dit-on.

~~Non à la crise identitaire, à l'Afrique de mépris et des faiblesses ; d'esclavage et de merdes (illusion des multi-nationalistes sur l'Afrique).~~ Oui au rendez-vous du donner et du recevoir (L.S.Senghor), oui à l'inter subjectivité, et inter complémentarité (M. Buber et J.P.Sartre) oui, à l'Afrique de force et de puissance, de production et d'innovations ; une Afrique de paix et de liberté. Oui, à « une autre Afrique possible » prophétisée par le Professeur Kāmana¹²⁸. C'est le moment de marcher debout, dans une Afrique de dignité, de fierté et de progrès. Une Afrique à construire grâce à notre unité dans la diversité.

¹²⁸ D'heureuse mémoire.

En vérité, les filles et fils africains, doivent accepter avec force que le développement durable de l'Afrique doit émaner d'un abandon total de « sentiers -battus¹²⁹ ». Mais comment y parvenir ? C'est par la démission aux antivaleurs prônés jusque-là par certains gouvernements en Afrique qui sans pitié ni aux générations présentes ni à celles du futur, installent de système machiavélique pour se pérenniser au pouvoir. D'autres vont jusqu'à faire de la corruption, du détournement du denier publique et de l'impunité des malfaiteurs, la monnaie courante dans la gestion du « res publica².»

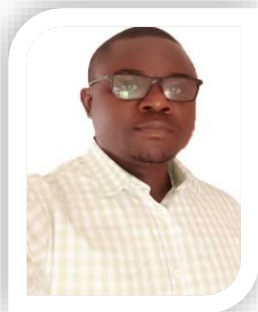
Face à toutes ces antivaleurs, la crème intellectuelle n'aura point de repos avant qu'elle n'éclaircisse l'opinion sur le *modus operandi* et le *modus vivendi* de la société. Comme des éclaireurs de la société, nous devons apporter notre pierre à l'édifice à travers nos écrits afin de changer la mentalité et donner une nouvelle orientation rationnelle à nos institutions. Raison pour laquelle, la Revue « Eveil Congo » se lance dans la recherche sur des thèmes multisectoriels et pluridisciplinaires pour apporter une lumière sur le Droit, la Politique ; Théologie ; philosophie ; Développement ; Psychologie et science de l'éducation ; Agronomie ; Science infirmière et santé publique ; Economie, et des sujets traitants de la vie sociale, etc.

Travaillons et gardons l'espérance qui peut nous mobiliser en vue d'affronter notre pénible présent et envisager l'avenir de notre pays. Avec optimisme, Réalisme, lucidité et Responsabilité unissons-nous en un seul homme dans l'espoir d'un lendemain meilleur. Celui qui espère vit Différemment une vie Nouvelle lui a déjà été donnée. L'Eveil du Congo c'est maintenant.

¹²⁹ Expression du Professeur Kàmana d'heureuse mémoire. Pendant son enseignement aux Jeunes de l'Université Alternative de Pole Institute. Les jeunes dit-il, doivent abandonner la paresse physique et mentale. ² La chose publique.

3. Ligne éditoriale ORASSCOPIE II : DE LA PHILOSOPHIE DU POSSIBLE POUR UN DEVELOPPEMENT EN RDC : REGARD CRITIQUE SUR LA GESTION DU TEMPS A LA CONGOLAISE

Par Père KAMBALE Jean de Dieu, SAC¹³⁰ , KWABO MUHINDO André¹³¹ &



C.T. John-Modest¹³²

¹³⁰ **JEAN DE DIEU, SAC** est un **Prêtre Missionnaire Pallottin** en mission dans le diocèse de Goma en République Démocratique du Congo. **Master en Philosophie** et enseignant de la Philosophie au Grand Séminaire Mgr Busimba à Goma. **Encadreur et directeur des travaux des fins de cycles** des étudiants. Ce Prêtre du Seigneur est engagé dans la production d'un savoir thérapeutique aux problèmes de l'être congolais et africain qui doit sortir sous l'état d'hypnose grâce à la prise de conscience de soi et la considération de l'altérité. Plusieurs fois comme **maitre des jeunes en formation sacerdotale** : d'abord comme Père **Préfet des Séminaristes** de la Maison de formation Saint Vincent Pallotti (MFSVP) à Goma Keshero en suite comme **économiste de la communauté** des Séminaristes Pallottins et en fin comme **Père spirituel et accompagnateur des jeunes** des jeunes en formation sur la voie de la vie religieuse. Ce prêtre de Dieu et amoureux de la science œuvre pour l'ouverture au monde de recherches scientifiques via l'Ordre des Prestataires Chefs de travaux et Assistants des Universités ORASSU au sein duquel il joue un rôle important de **Directeur de liaison** des chercheurs de la Revue Eveil Congo/ORASSU avec les grandes bibliothèques de la sous-région de Grand Lac(Congo, Rwanda et Kenya). Disponible pour partager sa connaissance philosophico-théologique en enseignant aux autres universités Laïcs de la place à travers la RD Congo. De tempérament calme et réfléchi, Master Jean de Dieu occupe actuellement une place de choix dans la congrégation des Pères Pallottins. Il est le Directeur Administratif et Financier dudit Centre. Il est aussi l'un des décideurs de la congrégation pallottine du Congo-Rwanda et Belgique depuis quelques années

¹³¹ Docteur Honoris Causa KWABO MUHINDO ANDRE est Président du conseil d'administration de l'UBC Goma depuis 2014. Passionné du travail bien fait, assume la fonction publique de chef de division ; chercheur Eveil Congo et Consulta National de l'ORASSU.

Bienvenu dans l'Ordre des Prestataires chefs de travaux et assistant(e)s des universités ORASSU à travers sa Revue Savante des recherches pluridisciplinaires *Eveil Congo* à son deuxième numéro (*Orasscopie*¹³³ II), une œuvre immense de caractéristique savante et holistique résultat de plusieurs efforts. Une revue au cœur d'Afrique. D'abord par des éminents chercheurs de domaines diversifiés, en suite au comité de rédaction *Eveil Congo* savamment constitué, en fin à vous tous qui donnez de votre temps et moyens pour écrire et produire des œuvres d'esprit servant à la transformation de la RD Congo, de l'Afrique et du monde en générale. Nous sommes déterminés à devenir la base arrière scientifique et la source fiable d'un nouveau système de restauration de cette nation. Vous y êtes conviés tous sans aucune distinction de race ou d'appartenance tribale ou ethnique. Vous êtes libres de produire des œuvres savantes et émancipatrices qui concourent au salut de cette nation. De quelle condition et vie sociale que vous soyez, la Revue est là pour vous !

En cette occasion du 30 juin 2022, totalisant jours pour jours 62 ans d'indépendance de la République démocratique du Congo, nous avons voulu qu'elle soit célébrée par les chercheurs de l'ORASSU¹³⁴ comme journée de réflexion qui demande notre implication directe pour un processus du changement. Nous engager avec la jeunesse à penser les mécanismes efficaces locaux réalistes, applicables et adaptés aux enjeux du moment pour que règne la paix en nous et autour de nous. Lumumba a fait sa part, Kabila Mzee, Mamadou Mustafa, colonel Bauuma, etc.¹³⁵. Et nous, la génération montante, l'homme de demain, l'espoir pour l'avenir du Congo, de l'Afrique et du monde ; qu'avons-nous fait : quand la haine a emporté sur le pardon ? Quand le tribalisme

¹³² C.T. John-Modest MUTAYONGWA écrivain et Rédacteur en chef de la Revue *Eveil Congo*, préside depuis 2021 l'ORASSU avec mission primordiale la production et la dissémination des savoirs érudits, thérapeutiques et libérateurs depuis la RDC vers l'Afrique et le monde.

¹³³ Copie inamovible des données scientifiques et philosophiques du XXIème siècle depuis la RD Congo vers l'Afrique et le monde.

¹³⁴ Ordre des Prestataires, Chefs de Travaux et Assistant(e)s des Universités.

¹³⁵ Et tous ces héros, vaillants soldats qui tombent entre les mains de l'envahisseur par cause de trahison et lâcheté.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue *Eveil Congo*/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

absorbe l'humanisme ? Quand le peuple est tué sans défense ? Et maintenant que l'Est de la RD Congo est pris comme le camp de bataille où sommes-nous et réellement que ce que nous valons au salut de la nation et celui du monde ?

a. Quelle philosophie adaptée à l'émergence de la RD CONGO

A la rencontre des experts et éminents chercheurs au Centre National des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo à Goma dans l'Est de la RD Congo, « CNRP-ECO » en sigle, une phrase inscrite sur le fronton du centre a suscité en moi un sens critique et criticiste sur ma gestion du temps et celle de mes concitoyens congolais(e)s. Cette phrase était libellée comme suit : « *dans la vie il y a deux types des vols : le vol matériel et temporel ; le cruel voleur est le second, celui qui te vol le temps.* » Après nos études, c'est de coutume que librement nous vendions notre temps contre l'argent en embrassant le monde de l'emploi pour devenir employeur salarié, ce qui ne pas mal. Nos pères l'on fait et c'est le rythme habituel. Cependant, nous ne nous posons pas souvent la question de savoir pourquoi ils achètent notre temps ? Pourquoi nous payent-ils de l'argent en retour au temps nous consommé ?

A travers cet écrits comprenons ensemble que notre temps détermine notre pouvoir d'être, d'avoir et d'agir. Un pouvoir sans précédent. Sans lequel les entreprises ne seraient nées, les riches et les pauvres ne les deviendraient. Le temps que les savants de tous les siècles aient nommé : « l'irréversible (Aristote), la forme du changement (Héraclite), la base de l'angoisse (Kierkegaard), l'être essentiel (Heidegger, Beaufret).¹³⁶»

b. Le congolais entre chute et relèvement

Entre un passé douloureux et un présent incertain; « *agir ou périr c'est une question de choix.* » La lutte se veut au quotidien et la vie ne nous offre aucun sourire pas de cadeau ni de gâteau. Chaque jour qui s'annonce vient avec ses attentes, ses peurs et ses inquiétudes. Le quotidien de l'homme congolais n'est pas assuré pas des ressources de

¹³⁶ Jacqueline Russ, *les chemins de la pensée, philosophie terminale*, nouvelle édition, bordas, juillet 1999, p477.

revenus pour une auto prise en charge. L'insécurité alimentaire et politique nous hante. La vie n'a pas de garantie et l'espérance de vie est déjà courte et incertaine car à n'importe quel moment l'on peut subir une mort brusquée de coup et de balle imprévisible. Des problèmes surgissent de part et d'autre, des conflits d'intérêts sous la forme ethno tribaliste nous emballent et le peuple perd petit à petit le sens de l'altérité et du patriotisme. Les riches ne veulent pas la promotion des pauvres et les pauvres luttent pour devenir riche, c'est la guerre des opposés. Le Léviathan décrite par Thomas Hobbes dans lequel l'homme est devenu un loup pour l'homme, un escalier pour monter vers son enrichissement.

Ce qui se passe à Beni dans le Grand Nord, les attaques requérantes de M23 sur la ville de Goma en République démocratique du Congo le confirme. Quand l'on tue ses propres concitoyens, pour s'enrichir rapidement, l'on a plus d'horreur de verser le sang de l'innocent, les vaillants soldats tombent entre les mains de nos ennemis à cause de la trahison et de la corruption, l'on tire à bout portant des jeunes frères cambistes et manifestants au grand jour dans la ville de Goma, etc. Le temps n'est plus vécu avec honneur mais plutôt sous de crépitements des balles et du déplacement massif de la population. Que faut-il pour résoudre cette crise ? L'une de voies de sortir de cette crise ne serait-ce pas de sursoir notre raison pour réfléchir encore sur « *la valorisation de notre être congolais, ma place et celle de l'autrui dans le temps et dans l'espace ; mes capacités et mes limites ; mes compétences et celles de l'autrui* » la nouvelle prise de conscience ?

c. Pour une gestion rationnelle de son temps

Il s'observe malheureusement que l'homme congolais perd progressivement la culture du respect du temps et passe plusieurs heures devant la télévision, à suivre des beaux films classiques et des séries modernes que de terminer une heure plongé dans une lecture d'un texte scientifique, agronomique, technologique, etc. En RD Congo, le défi de la gestion du temps, se greffe dans la précarité du livre. Au moment où dans d'autres pays les informations circulent à travers des journaux, chez nous, nous n'avons jusque-là aucune magazine qui puisse couvrir le besoin de la lecture au grand public à travers nos villes. Faute de manque de ces supports d'information, le citoyen congolais est victime

des préjugés selon lesquels : « le congolais n'aime pas la lecture », « le congolais est paresseux », et beaucoup d'autres maux que nous qualifions de *bavardage Caucase*. Nous ne pouvons nager contre-courant que par une gestion libre et rationnelle de notre temps à soutenir les initiatives locales de production des livres et des journaux au porté du public. La démarche amorcée jusque-là par la Revue Savante des Recherches pluridisciplinaires Eveil Congo nécessite un appui technique et logistique des personnes de bonne foi. A Cette problématique de la gestion du temps, s'ajoute une question de prise de conscience à tout un chacun : où passons-nous la grande partie de notre temps ? La réponse est multiple : les intellectuels et la classe émergente passent leur temps aux services du bureau, et d'autres à chercher de l'emploi. Le taux de chômage élevé fait que nous ne soyons pas capables de résister devant un salaire mensuel insignifiant afin de réfléchir sur les pistes de solutions aux problèmes de notre pays. La majorité d'intellectuels sont plongés corps et âme dans l'exploitation des offres d'emploi pour accéder au monde humanitaire salarial à la quête du travail. En face de cette quête acharnée du travail, la plume scientifique s'inquiète. Pourquoi cette course derrière l'emploi qui nous vole notre temps jour et nuit ? Le rapport de viabilité d'emploi chez les jeunes dans la ville de Goma mené par ORASSU, prouve qu'un tiers de la jeunesse diplômée dans la ville de Goma passe la nuit à la belle étoile comme gardien des enclos et des entrepôts¹³⁷.

Ces jeunes abandonnés à leur triste sort, se débrouillent pour affronter leur quotidien difficile et gardent un espoir d'un lendemain meilleur. Par manque d'encadrement de la jeunesse congolaise, des génies et savants naissent et disparaissent à travers ville et village en RDC sans avoir donné leur point de vue et leur pensée pour des solutions durables aux problèmes de notre pays qui va à la dérive. Face à ce qui précède, l'on se demande, qui réfléchit pour l'avancement de notre pays et dans quel espace ? Combien se donnent-ils à penser et produire des plans et stratégies socio-économiques et de voies de sortie de la crise en RD Congo ?

Ou bien tous attendent l'opinion internationale et ce que décidera la métropole pour le sort du Congo ? Combien de temps nous faudra-t-il

¹³⁷Rapport ORASSU, jeunesse et emploi dans la ville de Goma, mars 2022.

pour comprendre que le développement du Congo et de congolais dépend à quatre-vingt-dix pourcent de nous-mêmes ? N'avons-nous pas abandonné cette noble tâche de pensée à la classe politique en pensant qu'elle peut tout résoudre ?

d. L'Afrique sous l'emprise d'un « néocolonialisme payant »

Entre salarié et entrepreneur, le choix est clair ! Comme le monde d'emploi s'accroître petit à petit en Afrique et en RD Congo, les salaires vont aussi s'augmenter et le pays n'aura que des salariés ou esclaves payés et non des penseurs entrepreneurs. Dans d'autres services le patron peut exagérer et dire que *tu n'as pas droit de tomber malade ou de te justifier devant un fait*. Ce que l'auteur qualifie du néocolonialisme payant. Le colon occidental produisait des esclaves destinés aux travaux lourds, forcés, traumatisants et non payés. L'impérialiste africain soumet ses frères aux travaux lourds traumatisants mais payés. Malgré que nous sommes payés, notre liberté d'expression et d'agir reste un droit fondamental et une cause pour laquelle plaidée.

Le travail devrait humaniser l'homme et non l'asservir. Alors que l'entrepreneur planifie son temps, le travailleur n'a pas un temps pour lui-même car asphyxié par des mots d'ordres venant de la hiérarchie, le temps pour réfléchir sur sa patrie n'existe plus. Tirailé entre sa vie en famille et celui du travail, le maintien de son poste reste son unique préoccupation. Marquons ce siècle par des initiatives d'auto prise en charge pour la réduction du chômage qui n'éloigne pas la jeunesse à des sollicitations de s'enrôler dans des groupes armés. Une invitation à la jeunesse de choisir la voie de la pensée entrepreneuriale qui libère le Congo et l'Afrique dans un monde trop capitaliste. Le salaire n'achète pas seulement notre temps, mais aussi notre volonté. À cause du salaire, c'est désormais l'autre qui décide s'il faut que tu partes ou que tu restes. C'est encore lui qui décide combien te payer et les nombres de tâches à effectuer pendant la journée et le long du mois. Entre un ancien esclave et un salarié congolais, l'affaire est claire, la seule différence est que l'ancien esclave n'était pas payé mais le nouvel esclave est parfois payé. Leur point de ressemblance c'est qu'ils travaillent tous au compte du tiers. Ils mettent leur temps et leur intelligence en jeu pour bien servir et plaire au patron. Chose qui n'est

pas mauvaise, mais je me demande si le temps détermine-t-il encore notre pouvoir d'être, d'avoir et d'agir dans une pareille situation ? N'avons-nous pas perdu la tête en se faisant esclave payé ? N'avons-nous pas vendu notre être, bref, notre décision ? Si tout le monde devenait quémendeur d'emploi le pays ne tomberait pas progressivement dans une impuissance rationnelle, un pays où les gens abandonnent progressivement la res-publica entre des mains des mercenaires à cause de travail salarial qui confisque notre temps et notre décision ?

e. Nous concentrer sur l'essentiel c'est rester en éveil

Nous concentrer à produire des écrits qui sauveront notre pays, c'est un devoir. Tout le monde n'est pas né pour écrire, mais chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Vous avez un don ? Faites-le nous parvenir afin de bâtir ensemble ! C'est aussi votre manière de mettre vos empreintes dans l'histoire de l'écriture poste-contemporaine congolaise. C'est ne pas étonnant de voir que la situation va de mal en pire. Il est encore possible de sauver la situation. Pour une bonne santé de la RD Congo sur tout point de vue, les congolais devraient prendre un moment de réflexion chacun dans son respectueux lieu de travail et se poser ces questions : en quoi mon travail contribue-t-il à l'avancement de notre pays ?

Sur mes 24h par jour, combien de temps je dispose pour penser au changement des choses en RD Congo ? Combien de temps je prends pour apporter ma contribution à la politique de mon pays pour la bonne marche de sa gouvernance ? Ou bien je suis devenu comme tant d'autres compatriotes qui au moment de leur pose café dans leurs cabale d'esclaves payés¹³⁸ se tournent des verres et se moquent de la politique de leur pays. A quel moment qu'entre l'ennemi de la paix ? C'est quand nous sommes tous à la course de « Murongo¹³⁹ » et emporter par nos travaux salariés

¹³⁸ Expression adoucissante marquant le néo-colonialisme occidental en Afrique passant par les ONG.

¹³⁹ Au sens propre ; Murongo ; c'est une unité de mesure de la farine de manioc dont son prix varie selon la saison culturale. Son prix change d'un milieu à l'autre. Au sens figuré ; le « Murongo » signifie la vie au taux du jour d'un gomatrancien. Avec les expressions comme : je cherche « Murongo » pour signifier que je cherche l'argent, le « Murongo » est devenu comme ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des évènements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

Le cœur est au travail qui me paye mieux s'exclament les esclaves payés. Mon travail qui nourrit ma famille. Mon travail qui respecte la fin du mois. Que la paix manque ou pas. Ce n'est pas mon affaire poursuivent-ils. Nous avons perdu l'esprit de la vigilance. De guetteurs et de oiseaux des minerves. Pourtant la ville et le pays doivent être sous contrôle des personnes qui savent voir de loin et détecter des pièges pour proposer des voies et pistes de solutions durables. Notre inactivité et désintéressement à la situation politique de notre pays nous accusent. Inventons des mythes et idéologies de progrès et d'éveil de la conscience individuelle et collective.

f. Divorcer avec des antivaleurs et le passe-temps

Actuellement, le chômage est devenu un bouclier derrière lequel se cache l'homme congolais pour justifier son gaspillage du temps. Facilement vous entendrez des propos comme : « buma l'heure » ou tuer le temps ; « des activités jugées non productives, mais que nous nommons, « passe-temps » juste pour positiver notre perte du temps. Avec l'ère de l'informatisation des jeux de sports et de loteries, perdre trois heures sur un jeu sport vidéo, à une série novelas ou indienne ne gêne plus. Ne gaspillons-nous pas notre argent pour payer ces séries et suivre ces jeux vidéo ? N'avons-nous pas perdu deux choses à la fois, notre temps et notre argent ? Nous perdons du temps à perdre notre argent. Des phénomènes inquiétantes et qui mettent en doute la capacité réflexive de concitoyen congolais sont tels que : le paris foot, le jeu de vente en ligne dont le plus récent qui a fait couler les larmes et séparer certains foyen, c'est le fameux « OTTO¹⁴⁰ », une autre forme d'escroquerie d'argent de nos compatriotes congolais(e)s sous forme de vente en ligne et récolte d'un grand bénéfice. Aux yeux et au su des autorités chargées de télécommunication.

indice qui détermine l'économie familiale dans la ville de Goma ; surtout pour des familles qui n'ont pas de système de stock en nourriture puisqu'elles doivent s'en procurer chaque jour. Au sens social ; le « Murongo » est un signe du chômage des responsables aux foyers. Avec les expressions comme ; je manque par où trouver « Murongo », je vais m'embaucher pour gagner « Murongo », etc. Le manque de « Murongo » crée de tensions en famille et engendre des conflits. Il convient de s'écouter et s'entendre lorsqu'on est à la quête du « Murongo » pour qu'on se le partage en bonne et dite forme.

¹⁴⁰ Jeux de loterie qui a arnaqué le fond de la population qui voulait épargner pour gagner plus d'intérêt selon leur propos.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

Pourquoi aimons-nous un enrichissement rapide et cupide en RD Congo ? N'avons-nous pas contribué à la destruction massive du tissu social de notre alma mater la RD Congo ? De notre quête de nous enrichir vite ne nous a-t-il pas introduit dans la culture de sacrifier nos compatriotes au prix de l'argent ? Quelle place accordons-nous au temps, à l'être humain et à l'argent ? Le temps comme facteur premier de l'être de l'homme et de la femme, il est à notre porté tous.

g. Regard critique sur ma gestion du temps

La gestion du temps, un thème intéressant, tout le monde en parle, mais peu de gens la pratique. Pourquoi ? Après nos études, c'est de coutume que librement nous vendions notre temps contre l'argent en embrassant le monde de l'emploi pour devenir employeur salarié, ce qui ne pas mal. Nos pères l'on fait et c'est le rythme habituel. Cependant, nous ne nous posons jamais la question de savoir pourquoi ils achètent notre temps ? Pourquoi nous payent-ils de l'argent en retour au temps nous consommé ? A travers cet écrits comprenons ensemble que notre temps détermine notre pouvoir d'être, d'avoir et d'agir. Un pouvoir sans précédent. Sans lequel les entreprises ne seraient nées, les riches et les pauvres ne les deviendraient.

h. Le temps de la philosophie du possible

Le temps que les savants de tous les siècles aient nommé : «l'irréversible (Aristote), la force du changement (Héraclite), la base de l'angoisse (Kierkegaard), l'être essentiel (Heidegger, Beaufret).¹⁴¹» En effet, le démontrable n'a point un mystère dans le temps. Ce que je fais dans le présent, l'autre le peut dans le futur. Ce que je peux en acte, l'autre le veut en puissance. Ce que je veux dans l'espace-temps, l'autre le peut par la raison. Ce que je fais toujours, l'autre le peut grâce à la bonne gestion du temps. Le temps comme régulateur d'énergies nous égalise et son pouvoir matériel nous différencie. L'idée inscrite dans le temps se change en bien matériel à condition de la juste observance du temps. D'où la gestion rationnelle de mon temps comme pouvoir à ma disposition l'expression du changement individuel et collectif qui mène au développement. A travers cette ligne éditoriale, nous postulons que

¹⁴¹ Jacqueline Russ, *les chemins de la pensée, philosophie terminale*, nouvelle édition, bordas, juillet 1999, P477.

si nous nous approprions de notre temps, cela serait une valeur ajoutée à notre personnalité pour avoir plus. Grace à cet article, nous comprenons que de tout le temps, l'être et le temps, précèdent l'avoir dans sa temporalité et nécessitent une présence d'esprit à la réalité. D'où l'urgence d'une gestion rationnelle du temps et de la raison. Tel est le « *sylogisme de la philosophie du possible.*»

i. Devenir guetteurs, éveilleurs vigilants sur ses gardes

Bien que la pensée soit l'apanage de tout le monde, il convient de préciser que seuls les philosophes¹⁴² pourraient mieux le faire, penser et cadrer la société congolaise. Mais où sont les philosophes congolais ? Certains sont embauchés dans des services privés, d'autres au service de l'église et d'autres encore sont des conseillers juridiques des personnes privées, des professeurs d'universités. Mais qui ose le faire sans corruption ni recherche de promotion politique ? Nous abandonnons progressivement la politique entre les mains de ceux qui en ont fait du commerce et de business. Des mercenaires prêts à sacrifier leurs concitoyens et leur pays au prix de l'argent. Des traitres démagogues et hypocrites.

Des hommes sans conscience civique et patriotique. Des Citoyens qui se pressent tous pour tirer la meilleur part à la chose publique sans projet de société, sans œuvre ni initiative pour le bien-être sociale. A quand l'éveil du Congo ? Avec qui construire ce géant d'Afrique, ce pays de Lumumba et de Laurent Désiré Kabila ? Le temps des élections devrait nous servir pour un choix judicieux de voter la personne qu'il faut à la place qu'il faut. En ce temps, l'essentiel est de voter utile et d'éviter la vente des voix, au prix des pacotilles. De barrer la route à certains candidats dépités qui ne veulent pas plaider pour sa population, mais parce qu'ils ont compris que « *la politique en RD Congo paye mieux, mille fois plus rentable que tout autre business.*» Nous dénonçons cette vision erronée de la politique pour le salut de notre pays. Par ailleurs, nous encourageons d'autres dépités porteurs de vision et animés de la bonne volonté de changer ce pays.

j. Notre ultime mission

¹⁴² Est philosophe toute personne raisonnable capable d'ajuster sa raison pour la promotion de ce qui est acceptable et convenable. Dans ce sens les philosophes doivent prendre en main la gestion de la République Démocratique du Congo comme des « éveilleurs de la conscience et de la promotion des valeurs démocraties et citoyennes. »

L'important pour l'ORASSU¹⁴³ à travers sa revue *Eveil Congo* est de faire retentir les écrits des chercheurs au niveau national et international. Offrir à nos chercheurs un espace de qualité et moins exigeant pour la production et publication des leurs œuvres d'esprit. Il est de votre droit d'être connu à travers le monde et de participer grâce à votre écrit aux bonnes décisions pour le changement. Il est de votre droit que votre réflexion soit prise en compte et traiter de manière très sérieuse pour la rendre digestive à nos lecteurs. L'esprit étant à l'œuvre, la Revue Savante *Eveil Congo*, s'engage à vous accompagner depuis la conception de votre projet de rédaction jusqu'à la réalisation et publication de votre article. Grâce à votre publication, vous devenez un chercheur d'obédience internationale. Désormais, votre biographie scientifique est publiée dans le site officiel de l'ORASSU qui vous donne privilège d'être lu par plus de mille personnes dans les vingt-quatre heures. C'est ne pas tout. Grâce à votre publication, vous avez droit à une carte de chercheur international et un polo de la Revue et un numéro d'ordre dans le registre des chercheurs internationaux de l'ORASSU.

Vous faire connaître à travers le monde c'est notre passion. Et pour finir, votre publication vous fait inscrire progressivement dans le mouvement littéraire du Kivu, qui reprend tous les auteurs du Kivu et leurs œuvres au registre du Centre National des Recherches Pluridisciplinaires *Eveil Congo* « CNRPECO¹⁴⁴ ». Vous avez le bon choix à opérer, celui de choisir la Revue *Eveil Congo* comme la porte par excellence d'entrer dans la grande famille ORASSU, des intellectuels, penseurs et producteurs d'un savoir thérapeutique aux vrais enjeux du moment. A travers cette ligne éditoriale, Orasscopie II

¹⁴³ L'ordre des prestataires chefs de travaux et Assistants des Universités grâce à ses programmes que voici : PSF : prestation aux universités sans frontière, CAMPUS : comité des Amis pour la Paix et l'Unité Sociale, SIAC : Solidarité Inter- Académique et en fin PCCE : Production et Collecte des Œuvres de l'Esprit (publication des articles et édition des livres) , PUCONI : Programme de l'unité des conférenciers nationaux et internationaux pour le partage de la connaissance qui libère et de l'information qui sauve.

¹⁴⁴ Centre National des Recherches Pluridisciplinaires *Eveil Congo* basé à Goma dans l'Est de la RDC pour renforcer la capacité des chercheurs pluridisciplinaires dans la région de grand lac à la formation sur la paix et le leaderships dans la jeunesse.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue *Eveil Congo*/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

s'articule autour de trois axes, thématiques ou rubriques de recherches dont les articles suivent l'ordre ci-après :

- **Rubrique qualitative**

ORASSCOPIE II comprend dix articles qualitatifs y compris leurs auteurs: - « *la philosophie du possible pour un développement de la RD Congo : regard critique sur la gestion du temps de l'homme congolais* ». À travers cette éditoriale, l'auteur insiste sur la bonne gestion du temps qui est la marque d'une vie réussie et accomplie. C'est dans cette même perspective que l'éminent chercheur père KAMBALE Mathé Jean de Dieu a publié son article intitulé : « *L'Afrique sous hypnose: essai de considération phénoménologique de la conscience africaine* » une réflexion dont son pesant d'or dépasse tout discours vulgaire. En effet, Père Jean de Dieu a mené une étude approfondie sur l'état critique dans lequel traverse l'Afrique. Une Afrique que l'auteur compare à un malade qui est « *dans les soins intensifs et inconscient.* » Cet article est à la fois un « *éveil de conscience* » de tous et chacun à se mettre devant ses responsabilités et son agir. Et beaucoup d'autres articles qui abondent dans le même sens de paix, de réconciliation, justice et de développement.

- **Rubrique quantitative**

Les articles quantitatives nous tracent et décrivent des événements des données récoltés comme résultantes des descentes sur terrain, des enquêtes et des interviews. Tel que l'un des articles du chef de travaux Jean Paul dont le premier parle de causes de la délinquance juvénile et son impact dans la ville de Goma (cas du quartier Keshero dans la ville de Goma : 2016-2018)

- **Rubrique publicitaire**

Cette rubrique comprend trois éléments : la **page d'honneur** réservée aux chercheurs de marque et entrepreneurs qui ont marqué positivement la revue par un don ou ayant publié plus de deux articles au sein de la revue Eveil Congo. Le **prix d'honneur**, une récompense accordée aux membres d'honneur de la revue symbolisé par **une tasse d'honneur**, distribution de tasse portant photo et nom du chercheur. Cette étape se réalise lors de remise officielle de certificat de publication et de partage de fraternité pour la proximité des chercheurs.

- **Les trois axes fondamentaux de la recherche**

D'abord comme organisation des chercheurs passionnés pour la quête de la paix, de l'unité, de lumière et de progrès et disponibles pour la production et la diffusion du résultat de leur production, la Revue Eveil Congo est une branche de l'ordre de prestataires chefs de travaux et assistants des universités « ORASSU » en sigle.

Comme maison d'édition, ORASSU a mis sur pied un Centre National de Recherche Pluridisciplinaires Eveil Congo « CNRPECO » pouvant servir à d'autres comme espace d'édition des documents en format livre et de qualité dans la production, l'impression, la publication et la vente des produits des œuvres d'esprits savantes africaines de tout le temps. Ce qui fait que, la pluridisciplinarité dans la recherche au sein de la Revue respecte trois étapes :

- La recherche scientifique :

Cette recherche consiste à se focaliser sur les faits scientifiques passés, présents et futurs. Dans l'unique objectif, d'informer la population à temps réel et les générations montantes sur les réalisations scientifiques de l'Afrique et de la RD Congo en particulier mais aussi immortaliser les savants noirs de tout le temps qui ont marqué l'histoire et qui naissent dans chaque génération. Grâce à la Revue savante des recherches pluridisciplinaires, concevoir des cadres logiques, monter des stratégies et des plans de développement, de paix et de sécurité pour résoudre les problèmes congolais qui trouvent désormais une source intarissable pour des solutions durables grâce au résultat des recherches de la Revue Eveil Congo.

- La recherche minière :

Déjà à notre bas âge, nous avons appris à travers comptes et historiettes que notre pays la RD Congo constitue un scandale géologique mais qui ne profite pas suffisamment à ses fils et filles. C'est révoltant de voir un taux de chômage s'accroître alors que nous disposons cette potentialité minière dans le sous-sol. A part cela, nous continuons à importer des objets fabriqués à base de nos matières première à un prix exorbitant. Cela nous met en cause comme chercheurs miniers congolais et nous pousse à faire une auto critique sur notre manière de nous intéresser aux matières qui logent dans notre sous-sol.

- La recherche agro-pastorale :

C'est enfin révoltant que nous mourrions de faim. Oui, c'est vraiment une injustice nous infligée nous-mêmes. Le taux de vie actuelle dans toutes les villes congolaises devient de plus en plus difficile. Partant de la ville de Goma, communément appelée ville cosmopolite, et accueillante, nous comprenons que le quotidien de l'homme congolais pèse. Le simple fait de manquer trois repas par jours alors que nous disposons des grandes étendues cultivables, des sols naturellement riches et à saison régulière. Cependant, trois repas par ménages ne sont pas toujours au rendez-vous pourquoi ? Chacun peut donner sa propre réponse, et les chercheurs sont appelés à respecter les avis divers et à les matérialiser pour trouver une solution durable. De mon observation phénoménologique est que, les activités agricoles dans la majeure partie de l'Est de la RD Congo sont abandonnées aux ménages à faible revenue à tel point que cultiver la terre selon la mentalité de la génération montante, est réservé à ceux qui n'ont pas étudié. Cette affirmation est soutenue par deux arguments d'ordre phénoménologique-démographique à deux teneurs : primo : la jeunesse qui constitue une main d'œuvre pour chaque civilisation montante à travers la RD Congo est concentrée en ville. Quand vous interrogez les jeunes, ils vous diront, nous sommes venus pour raison d'études supérieures, cinq ans plus tard, vous les interrogez encore, les mêmes jeunes vous diront, nous avons jugé bon de rester en ville car c'est l'unique porte des opportunités et de sécurité.

Nos villages sont envahis par des groupes armées et rebelles et il n'y a pas d'entreprises qui puissent nous embauchées. Ces jeunes ont-ils raison ? Le deuxième argument c'est que ceux qui détiennent l'argent dans des villes choisissent d'investir dans des commerces des immobiliers et des produits manufacturés et peu investit dans les activités de transformation agricole. D'où la demande est supérieure à l'offre et nous exportons. Une industrie agricole entre nos territoires : Rutshuru et Walikale, une autre entre Masisi et Kalehe pour la transformation de nos produits champêtres seraient nécessaires. Les entrepreneurs peuvent déjà créer pour embaucher cette main d'œuvre au chômage. A force de ne pas cultiver nos terres fertiles de la RD Congo, nous exportons mêmes les amarantes du Rwanda, du Burundi et de l'Ouganda.

k. Place et rôle de la RDCongo dans l'émergence de l'Afrique et du monde

La RD Congo étant inscrite au cœur d'Afrique et dans un ensemble d'autres pays africains, elle est appelée à voler de ses propres ailes et de se réaliser comme tant d'autres états d'Afrique et du monde. Ses fils et filles sommes dans l'obligation de travailler dur et intelligemment pour rendre ce géant, un modèle de paix, de lumière et de progrès pour l'Afrique et le reste du monde. C'est possible cette affirmation si est seulement si le peuple congolais, chacun de manière particulière pratique le syllogisme du possible qui trouve son point culminent dans l'agir au stricte respect du temps et de la prise de conscience au quotidien. Rester sans rien faire, ne peut mener à aucun changement ; moins encore espérer à un lendemain meilleur. Plutôt, s'entourer des actions concrètes et productives au fil de la journée peut concourir au développement notre cheval de bataille à tous. C'est dans cette connexion d'idée que l'ordre des prestataires chefs de travaux et assistant(e)s des universités ORASSU à travers sa revue savante des recherches pluridisciplinaires Eveil Congo se lance à poser des actions concrètes pour le changement par le biais de ses respectueux cadres chercheurs sous des thèmes pluridisciplinaires et diversifiés.

Par Père Jean de Dieu KAMBALE & C.T. John-Modest

4. Ligne éditoriale ORASSCOPIE III : DE LA FORMATION CONTINUE AU RECYCLAGE ET AGREGATION DES ENSEIGNANTS POUR UNE EDUCATION DE QUALITE EN RDC



¹⁴⁵ Licencié en Pédagogie Appliquée, Département d'Anglais de L'ISP Bukavu. Master En Sciences de l'éducation de l'Université Otto-Friedrich Universität Bamberg/Allemagne. Chercheur PhD en sciences de l'éducation / Otto-Friedrich Universität Bamberg/Allemagne. Formateur en Activation Cognitive par les tâches complexes pour une éducation de qualité. Actuellement Recteur de l'UBC-GOMA.

¹⁴⁶ L'auteur est enseignant aux universités du Nord et Sud Kivu avec une expérience professionnelle de qualité. Ses atouts en développement, l'ont hissé au poste suivant : DRH à l'APDDU, chargé des projets à USHIRIKA WETU (UWE). Son ambition actuelle est d'œuvrer dans l'élaboration des projets en agriculture et élevage au profit de la population du Nord Kivu et celle de la RD Congo en générale. Actuellement Assistant à l'ISDR-GOMA, ISAV Mushweshwe et point focal de la Revue Savante des Recherches pluridisciplinaires Eveil Congo/ORASSU à l'ISAV Mushweshwe.

¹⁴⁷ MUTAYONGWA John-Modest est écrivain, Rédacteur à la Revue Eveil Congo et préside l'ORASSU depuis 2021 pour la production et la dissémination de connaissances érudites et thérapeutiques aux enjeux du moment. Avec l'objectif d'écrire pour la paix et de publier pour valoriser.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

Résumé

L'éducation comme principe visant d'être plus pour avoir plus (Aristote), nécessite encore d'être revisitée et repensée dans un contexte plus particulier de la République Démocratique du Congo. Pour accéder aux avantages prévus par les ODD¹⁴⁸ dans le secteur de l'éducation en RDC, les gouvernants comme les gouvernés devront intégrer une volonté d'agir ensemble dans le leadership socio politique du pays. Un pays dont la majeure partie de l'Est (Nord Kivu, Sud Kivu et Ituri) est en guerre depuis plus de deux décennies. La majorité d'enfants à Kalehe, Rutshuru, Masisi, Jomba et Irumu sont présentement dans des camps de réfugiés sans accès à leurs milieux éducatifs. Ces familles déplacées ont besoin de regagner leurs villages. Les écoles détruites par la guerre nécessitent des infrastructures renouvelées et la reconnaissance de labeur des éducateurs par une motivation décente.

Ce qui nous encourage de militer pour une volonté d'agir ensemble, est de considérer le système éducatif actuel comme synthèse des efforts des plusieurs chercheurs philosophes et psychopédagogues qui nous précèdent à travers les siècles et qui ont développé grâce à leur détermination des grands principes et des théories pour la matérialisation de cette éducation. Par conséquent, cette ligne éditoriale veut nous proposer, sans oublier les défis qui nous guettent, des stratégies adaptées à notre contexte afin d'atteindre la qualité dans l'éducation en RDC.

A la fois comme un appel et une interpellation aux gouvernants et décideurs politiques de la société congolaise de s'impliquer dans la restauration de l'éducation de qualité chacun en ce qui le concerne pour que règne une éducation de qualité en RDC. D'agir avec volonté chacun dans son rayon d'action pour relever les défis liés à la qualité de l'éducation dans notre pays.

¹⁴⁸ Objectifs pour le Développement Durable

1. De la qualité de l'éducation dans le système éducatif en RDC

L'Ordre des prestataires chefs de travaux et Assistants des Universités ORASSU en sigle, est une maison de production et de publication des œuvres d'esprit pour la promotion de l'éducation nationale et internationale des universités axées sur la recherche scientifique et pluridisciplinaire en RDC grâce au Centre de Formation continue et recyclage des Enseignants en Education de Qualité pour la RDC. « CFEEDQ/ UBC GOMA » une émanation du Programme Universitaires Sans Frontière PUSF/ORASSU. Ce centre sera géré sous l'œil vigilant de l'UBC en collaboration avec l'ORASSU par son Formateur Principal, Master Pierre Murhula Kaheto, qui assurera les affaires courantes et assurera la gestion quotidienne et organisera des sessions de formations, recyclages et agrégations. Son implication dans des formations et recyclage audiovisuel à travers une série de conférences des éducateurs est d'une importance capitale pour la réussite du système éducatif de la RDC en particulier et du monde en général. L'éducation comme base cognitive à la fois multidimensionnelle, pluridisciplinaire, facteur de développement constitue l'épicentre de toutes les disciplines et domaines de la vie étant elle-même une discipline. Une chose est de parler de l'éducation, une autre est de bénéficier de cette éducation dans sa qualité. La problématique à cette éducation dans ce présent Orasscopie III ¹⁴⁹ est de chercher à localiser la qualité de l'éducation dans le système éducatif en RDC. Il convient de se poser quelques questions sur l'état d'être de l'éducation en RDC pour parvenir à disséquer sa qualité.

2. Problématique à la qualité de l'éducation dans le contexte sociopolitique en RDC

Il ne fait aucun doute que l'éducation en République Démocratique du Congo se heurte à des problèmes majeurs entre autres la guerre en répétition, le chômage des parents des élèves et étudiants,

¹⁴⁹ Copie inamovible des données scientifiques et philosophiques du XXI^{ème} siècle depuis la RDC, vers l'Afrique et le monde.

le manque d'une prime de motivation aux enseignants et encadreurs à travers le pays, la famine, la corruption dans le système éducatif, le détournement de fond destiné aux éducateurs et surtout la mauvaise volonté des autorités politiques de prendre en considération les efforts des enseignants dans leur sacrifice d'enseigner.

Malgré des grèves en répétitions dues au manque d'encadrement des agents éducatifs en RDC et beaucoup d'autres problèmes qui touchent directement l'éducation, les enseignants restent toujours motivés pour transmettre la leçon aux apprenants. En dépit de leur courage, nous assistons à la destruction méchante des infrastructures éducatives par des groupes armés internes le différent maï maï associés aux autres groupes rebelles en RDC et externes ADF, M23, qui déstabilisent l'état congolais et l'empêche à organiser son secteur de l'éducation dans les endroits qu'ils occupent. Voilà le contexte dans lequel nous sommes appelés à chercher une qualité dans l'éducation en RDC.

Par moment, dans certains coins des territoires de l'Est du pays, l'état psychologique des apprenants porte encore des images de tueries, de kidnapping et des scénarios traumatisants récents et l'on se demande si devons-nous postuler une éducation de qualité dans des situations aussi tragiques comme celles-ci dont on vient de décrire ci-haut ? se disant que l'éducation dont il est question est scolaire et universitaire, que ce qui détermine une éducation de qualité de la non qualité ? Y a-t-il des critères qui confirment que telle ou telle autre éducation est de qualité ? Et en quoi consiste cette qualitativité de l'éducation ?

Après avoir répondu à cette première série des questions, nous allons devoir questionner la volonté politique quant au système éducatif en RDC. Quels sont les tenants et les aboutissants de la politique en faveur de l'éducation en RDC ? C'est anormal de toujours applaudir des autorités politiques alors que certaines sont supposées complices et contribuent à l'affaiblissement progressif du système de l'éducation en RDC. La politique comme volonté de changer l'état de choses devrait s'intéresser aux causes de la situation de guerre qui déstabilise le pays. Le chômage qui envahit la jeunesse et les parents, le phénomène de kidnapping et de violation de droit de l'homme. En suite les résoudre et

lancer les pistes de solution réaliste et réalisable pour chaque problème détecté comme obstacle à la formation de qualité en RDC.

Malheureusement, la volonté politique de changer les choses est quasi inexistant car notre gouvernement s'est fait en lui-même la priorité et tournés les dos le social de l'homme congolais. La classe politique en RDC est beaucoup plus opportuniste que réaliste. J'explique, nous avons vu des grandes personnalités détourner des fonds destinés au paiement des enseignants pour leur propre avantage.

3. La RDC aux compétences d'un enseignement critiqué.

S'agissant de contexte de la RDC, une étude sur l'activation cognitive par des tâches complexes qui tire ses origines d'une curiosité scientifique après avoir lu l'observation de la Banque Mondiale (2005) selon laquelle le système éducatif de la RDC manque de qualité, ça se distingue par des outputs sans out come c'est-à-dire, des diplômes sans compétences. Cette étude vise à comprendre les raisons pour lesquelles l'enseignement en RDC est réputé avoir des compétences critiques et les causes majeures de ce déficit d'apprentissage et ce qui devrait être fait pour améliorer à la fois la qualité de l'éducation et la qualité de l'enseignement dans le contexte de la RDC .

En ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'éducation et de l'enseignement, cette étude a révélé que l'activation cognitive par des tâches complexes (CACT) et l'enseignement basé sur les compétences (CBT) devraient tous deux être privilégiés pour cibler la qualité de l'éducation (Kaheto, 2020). En outre, le rôle de l'enseignant dans l'amélioration de la qualité a été mentionné (Hattie,2012).Par conséquent, les enseignants étant essentiels dans les pratiques d'enseignement de qualité qui aident les étudiants à acquérir des compétences, ils sont les principaux agents du changement positif et donc l'accent devrait être mis sur la formation de base des enseignants et la formation continue des enseignants en RDC.

4. A la rencontre de l'expert pierre KAHETO pour l'enseignement de qualité en RDC

Pour répondre aux problèmes liés à la qualité de l'éducation et de compétence en RDC, le délégué continental de l'ORASSU pour l'Europe, Pierre KAHETO basé en Allemagne organise un Centre de Formation continue et recyclage des Enseignants en Education de Qualité pour la RDC « CFEEDQ/UBC GOMA» en sigle, par des tâches

complexes en guise de qualité de l'éducation pour une société à l'émergence économique, égale et équitable. Le centre « CFEEDQ/UBC GOMA » est une émanation du Programme des Prestataires Universitaires Sans Frontière PUSF/ORASSU. Ce centre sera géré sous l'œil vigilant de l'UBC en collaboration avec l'ORASSU par son Formateur Principal, Master Pierre Murhula Kaheto, qui assurera les affaires courantes et assurera la gestion quotidienne et organisera des sessions de formations, recyclages et agrégations. S'agissant des ressources humaines du Centre, l'animateur principal se chargera de coopérer avec d'autres centres des formations localisés dans la région des grands lacs et partout ailleurs afin d'assurer une bonne formation respectant les normes standards de l'UNESCO dans le contexte Congolais. Les experts lauréats du programme de Master et doctorat en éducation de qualité seront utilisés dans ce centre.

5. Contenu du projet CFEED/UBC-GOMA

L'éducation éclaire chaque étape du chemin qui mène à une vie meilleure. Pour bénéficier des bienfaits de l'éducation, tous les enfants doivent pouvoir accéder à un enseignement de qualité. Des efforts particuliers doivent être entrepris pour que tous les enfants et tous les jeunes – sans distinction de revenu familial, de lieu de résidence, de sexe, d'appartenance ethnique ou s'ils sont handicapés ou pas – puissent bénéficier équitablement du pouvoir transformateur de l'éducation. Ce point apporte une série d'éléments probants montrant qu'il est vital de progresser dans le domaine de l'éducation pour atteindre tous les nouveaux objectifs du développement après 2015. L'éducation combat la pauvreté, renforce l'emploi et la croissance économique, L'éducation accroît les chances de vivre en meilleure santé. L'éducation contribue à la bonne santé des sociétés. La curiosité scientifique nous conduit à un diagnostic de l'état de l'éducation en RDC au vu des éléments susmentionnés. La compréhension du contexte actuel de l'éducation congolaise en cette période des guerres à répétition telle que vue par les internationaux devra nous interpeller. Voilà pourquoi une étude minutieuse de l'activation cognitive par les tâches complexes comme moyen pouvant conduire à une éducation de qualité devra être faite.

6. Objectif et compréhension des concepts

Objectif : Dans le cadre de ce projet nous voudrions répondre au défi majeur de l'octroi des diplômes sans compétences qui est un fléau qui gangrène notre pays en particulier et toute la région des grands lacs en général. L'activation cognitive est comprise par la littérature comme une stimulation de l'activité intellectuelle de l'apprenant lors du processus enseignement-apprentissage.

Cette stimulation passe à travers une scénarisation aux activités et tâches diverses de la part des acteurs impliqués dans ce processus (Muhindo, B, & Mwendapole, K. 2022). Sur le plan physiologique, l'activation cognitive est une excitation ou une stimulation d'un récepteur, d'une fibre nerveuse ou d'un site par application directe ou indirecte d'un stimulus (Doron & Parot, 1991. Du point de vue psychanalytique, l'activation est la prise de conscience. Celle-ci est une intuition par laquelle l'individu éprouve d'une certaine manière et de façon immédiate ses propres états et ses propres actions au fur et à mesure qu'il les vit(...).

Les tâches complexes sont des tâches ou activités qui challengent le cerveau, qui stimulent, qui activent le cerveau (Hattie, 2012 ; Tajudin and Chinnappan, 2016 ; OECD, 2016. Les tâches complexes engagent les apprenants au travail ; les tâches complexes ont plus d'un niveau de compétence ; elles reflètent la vie réelle des apprenants ; elles engagent les apprenants à la réflexion et à la discussion et elles exigent la connexion des différents domaines. Les tâches complexes sont liées à la vie quotidienne et c'est dans cette logique qu'elles nécessitent d'être utilisées dans l'enseignement afin de doter aux apprenants des habilités pouvant aider à répondre aux besoins quotidiens de la vie. Pour un pays comme la RDC qui vise une croissance économique ainsi que l'équité et Egalité, l'activation cognitive par les tâches complexes s'avère indispensable dans notre enseignement.

7. Les activités majeures sont les suivantes:

Former les enseignants d'universités sur l'enseignement de qualité et l'activation cognitive par les tâches complexes. La promotion de la recherche en éducation de qualité par des publications d'articles des chercheurs en éducation avec des thèmes comme : Pédagogie active et participative, le bon climat d'apprentissage, l'activation cognitive par

les tâches complexes, la justice, l'équité et l'Egalité dans l'enseignement-apprentissage, l'autonomie dans l'apprentissage, etc. Former les personnels administratifs en enseignement de qualité et l'activation cognitive par les tâches complexes. Former les enseignants des écoles secondaires sur l'activation cognitive par les tâches complexes. Créer et opérationnaliser un centre de formation, de recyclage et d'agrégation des enseignants au sein de l'UBC GOMA. Rendre opérationnel un centre de recherche en éducation en RDC.

1. **Quelques Références**

- Baharanyi, N., Karki, L. B., & Mutaleb, M. (2014). Democratic Republic of the Congo: AET background study.
- Bashir, S. (2009). *Changing the trajectory: Education and training for youth in Democratic Republic of Congo*. World Bank.
- Doron, R. & Paro, F. (1991). *Dictionnaire de psychologie*. Paris: PUF
- Eyanganunga, A. K. (2006). La réforme de l'enseignement supérieur et universitaire au Congo. Retrieved from <http://www.skolo.org/spip.php?article314&lang=fr>
- Hattie, J. (2012). *Visible learning for teachers: Maximizing impact on learning*. Routledge.
- Kaheto, M. (2020). Activation cognitive par des tâches complexes dans l'enseignement supérieur en RDC. Mémoire de Maîtrise sur la qualité de l'éducation dans le pays en développement. International Book Market, Omnisciptum publishing group. ISBN: 978-620-2-82558-0
- Mokonzi, B. G. (2009). *De l'école de la médiocrité à l'école de l'excellence au Congo Kinshasa*. Paris: L'Harmattan
- UNESCO (2005). Education for All. The Quality Imperative, Global Monitoring Report: ISBN France
- World Bank (2005), Education in the Democratic Republic of Congo: Priorities and Options for Regeneration. Washington, DC: The World Bank Journal, DOI: 10.1596/978-0-8213- 6121-4

Par Master Pierre MURHULA KAHETO & C.T.John-modest

5. LIGNE EDITORIALE ORASSCOPIE IV : QUELLE ANALYSE POUR QUELLE STRATEGIQUE DANS LA RESOLUTION DES CONFLITS AU NORD-KIVU ET EN ITURI

Par :



**Ass2. KALWIRA Innocent -
Maitre Avocat**



C.T. John-Modest



**Ass2. KALUGURHA Arnold
Maitre Avocat**

1. Résumé

Ce travail se veut une analyse stratégique de résolution des conflits dans lequel traversent les provinces du Nord Kivu et l'Ituri et propose un cadre d'écoute et de dialogue pour la cohabitation pacifique dans les deux provinces de l'Est de la RDCongo. Cartographier les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans les deux provinces. Identifier et associer les causes de chaque conflit.

Proposer et mettre en place un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation comme outil pour transformer les conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles. Tels sont les objectifs spécifiques à ce travail.

Le choix de ce travail a été motivé par le fait que la population de la province du Nord Kivu et Ituri continue à être victime des conflits dont elle ne sait parfois pas l'origine.

2. Introduction

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

Partant du principe d'universalité, tous, grands ou petit, riche ou pauvre, noir ou blanc, tout le monde entre en conflit. En traversant un monde déchiré par la violence, la lutte pour la vie et la guerre des intérêts, les conflits sont présents en nous et autour de nous. Ces conflits sont à la base des guerres en répétition avec des conséquences néfastes notamment les pertes en vie humaine, de déplacement massif, la famine, l'insécurité, la maladie, etc. Tels sont les effets des conflits interminables à travers le monde. C'est le cas des conflits israélo-arabe, juifs-palestiniens et les récents conflits qui opposent la chine à l'Amérique dans le débat sur les origines économiques de la COVID-19 le conflit contemporain¹⁵⁰.

De son côté, l'Afrique traverse, depuis plusieurs siècles, multiples conflits : tantôt externes, tantôt internes. Parmi les externes, nous pouvons citer : la traite négrière, la ségrégation raciale, l'esclavagisme, la colonisation et aujourd'hui les conflits multi-nationalistes lui édictés par la guerre économique des pays du Nord et le tiraillement à la lutte contre la pandémie Corona virus sont pour elle l'épine dorsale. A l'intérieur de l'Afrique, les populations sont confrontées à tant de conflits liés au népotisme, à l'analphabétisme, à la pauvreté, à la dictature, aux guerres, aux viols et violences, aux génocides, etc., dont leurs effets ont toujours été néfastes contre les africains eux-mêmes. Tel est le cas de génocide du 1994 au Rwanda, la guerre politique du 2012 en Côte-d'Ivoire, la guerre civile de 2016 au Burundi dont le conflit en est l'origine¹⁵¹.

3. Compréhension des concepts clés

Le concept conflit vient du latin « *conflictus* » qui signifie choc, lutte, combat guerre, terrorisme, etc. qui infligent des pertes aux deux adversaires. Il prend le sens d'une rencontre de sentiments ou de besoins, d'intérêts opposés : querelles, désaccords, lutte de pouvoir, etc. Si cette opposition d'intérêt reste non traitée, elle engendre un conflit ouvert. Dans la seconde acception, le concept conflit signifie le blocage des mécanismes normaux de prise de décision. D'où difficultés pour un individu ou un groupe à opérer le choix d'une action. Le conflit

¹⁵⁰<https://www.rtl.fr/actu/international/coronavirus-la-chine-suspecte-les-etats-unis-d-avoir-introduit-le-virus-a-wuhan-7800251155> visiter le 10sept.-2020.

¹⁵¹ A. LEGAULT, M. FORTMAN, « Introduction », *Les conflits dans le monde, 1999-2000*, Québec, Presses de l'Université Laval, p. 10.

présente à cet effet un double idéogramme : celui de menace, d'un danger et celui de chance, d'opportunité.¹⁵² Conflit, mais de quoi s'agit-il ? Un conflit est une tension née de l'opposition entre deux personnes ou plus. Un conflit est chargé d'émotions telles que la colère, la frustration, la peur, la tristesse, la rancune, le dégoût. D'une manière générale, il est fait d'agressivité, voire même de violence.¹⁵³

4. Les trois « N » du conflit

Dans les secteurs de notre vie, le conflit est neutre, normal et naturel ; les conflits interpersonnels sont non seulement inévitables mais ils sont également nécessaires à notre dynamique de travail, et même plus, à notre vitalité ! Toutefois, si ces conflits ne sont pas gérés convenablement, des conséquences négatives voir dramatiques peuvent surgir sur l'individu et sur la communauté en générale.

- Sur l'individu c'est la perte de confiance, de performance, de dynamiques, de problèmes de santé liés au stress, etc.
- Sur la communauté nous pouvons avoir l'inefficacité, mauvaise image externe, etc. d'où la nécessité d'appréhender la transformation de conflit en installant un climat propice à la communication et prévention. Toutefois, savoir gérer, réconcilier et transformer le conflit ne s'improvise pas. Elle nécessite une connaissance, un véritable travail de fond. Selon le polémologue Marsan, en face d'un conflit, nous affichons deux prédispositions : la prédisposition selon notre personnalité et selon notre genre. Selon la personnalité ; ceux qui ont une personnalité instinctives ont besoin de conflit pour exister. Des personnalités à l'instinct anesthésique qui sont d'excellents médiateurs¹⁵⁴.

Selon le genre ; l'auteur part d'un symbolisme métaphorique pour expliciter en disant : « *si l'on compare un conflit à une mauvaise météo, disons que les femmes s'efforcent de ne pas mettre le nez dehors, tandis que les hommes achètent un parapluie. Les femmes maintiennent la paix, les hommes la font.* »¹⁵⁵ il est important de comprendre la nature du conflit pour pouvoir l'aborder efficacement. D'après les recherches,

¹⁵²Ida NAPROUS enseignante, médiatrice et formatrice, *conflit et médiation*, Troyes, 2011, p3.

¹⁵³ Marsan, *la gestion des conflits*, Paris, 2005, p4.

¹⁵⁴ Idem, p4.

¹⁵⁵ Ibidem, p5.

le conflit serait un processus observable qui comprend plusieurs étapes et qui présente un certain nombre de caractéristiques.¹⁵⁶

5. Source de conflit

D’après le sociologue Abraham Maslow, les conflits tirent leurs sources dans les besoins. Pour lui, comme les besoins sont infinis et insatiables, les conflits les sont aussi. Pour le démontrer, il nous propose ce qui suit :

Tableau N° 1 : Synthèse des besoins selon Abraham Maslow

LES BESOINS COMME SOURCE DE CONFLITS			
N°	Type de besoin	Conflit engendré	Constat
1.	Besoin physiologique	Le conflit de valeur	Satisfaction
2.	Besoin de sécurité physique et psychologique	Le conflit de rôle	Agréable
3.	Besoin d’affiliation et d’appartenance	Le conflit d’intérêt et d’identité	Acceptable
4.	Besoin d’estime	le conflit de besoin	Désagréable
5.	Besoin de réalisation	Le conflit de valeur	Inacceptable

Mieux vaut prévenir que guérir dit on ; une définition peu claire des missions et rôle de chacun dans le service peut devenir source de conflit. Un projet associatif non ou mal défini, une divergence de vue, la différence de statut, des niveaux d’implication, d’attentes différents et des conditions et moyen de travail insuffisants, etc. Sont autant des sources liées à la naissance d’un conflit.¹⁵⁷

6. Fonctions sociales du conflit

Un conflit peut jouer un ou plusieurs fonctions dans la société selon le temps et les circonstances. Le conflit de valeur : il

¹⁵⁶ Réseau communautaire sur *la résolution de conflit*, canada 2010, p3.

¹⁵⁷ Marsan, *la gestion des conflits*, Paris, 2005, p13.

relève des différences de valeurs ou de croyances de ce qui est vrai, bien, beau, juste, etc. Chacun est intimement persuadé de son bon droit. Le conflit de rôle : se présente comme la conduite de quelqu'un qui joue un personnage, exerce une influence ou remplit une fonction dans une situation sociale précise. Le conflit d'intérêt et d'identité : dans le conflit d'intérêt, l'enjeu est limité à un objet, un avantage, à l'exercice d'un pouvoir, etc. Dans le conflit d'identité, il y a le rejet de l'autre avec comme objectif, l'élimination de l'ennemi pour ce qu'il est et pour ce qu'il représente en tant que personne physique ou morale. *Le conflit de personnalité* ; il est plus difficile à résoudre car il est la configuration psychologique qui différencie une personne de toutes les autres. En fin le conflit de besoin ; il est une expression de l'exigence née de la nature ou de la vie en société¹⁵⁸.

7. Cotexte de la problématique

La RDCONGO quant à elle, dans son quotidien est devenue une proie des conflits à trois ordres : politique, économique et socioculturel. Les conflits récents issus de l'ordre politique s'inaugurent à partir de l'indépendance du pays jusqu'à nos jours. Dans la partie Est, par exemple, nous assistons à une série des groupes armés, dont la liste reste non exhaustive, nourris par « les seigneurs des guerres de l'Est ». Le but de ces derniers reste encore mal connu. Certains pensent que le resurgissement des guerres à l'Est est dû par le fait qu'il s'agit d'une région très riche en ressources, notamment la matière première du sol et du sous-sol¹⁵⁹.

A ce sujet, le Nord-Kivu, en particulier, est pris comme une porte d'entrer de la majorité de rébellions politiques qu'a connues notre pays. L'on peut citer les rébellions de Laurent Désiré Kabila en 1996 avec l'AFDL (Alliance des Forces Démocratique pour la Libération du Congo), le RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) en 1998, le CNDP en 2004, le M23 en 2012, ainsi que les autres groupes armés à caractère tribales, tels que les groupes MaiMai, Nyatura, CODECO, ... Les rumeurs disent qu'il paraît que toutes les guerres que connaissent la partie Est de la RDC soient soutenues par certains leaders de la région, appuyés par les pays voisins, tels le Rwanda et l'Ouganda.

¹⁵⁸ Ibidem, p10.

¹⁵⁹ F. REYNTIENS, *La Guerre des grands lacs*, Paris, Harmattan, 1999, p10.

Ceci fait à ce que la population s'entremange et multiplie la culture conflictuelle, car caractérisée par les divisions, la culture de la violence, ... - qui ont comme conséquences la mort de pas mal de personnes, les violences sexuelles faites aux filles et femmes, ... Et les survivants souffrent en effet des blessures psychiques car traumatisés suite aux événements malheureux dans lesquels ils vivent et le manque d'un espace d'encadrement et de traitement pour leur bien-être.¹⁶⁰

8. La ville de Goma comme déversoir des acteurs au conflit

Dans ce contexte, la ville de Goma reste le déversoir de la population victime de ces affres. En effet, malheureusement, les conflits vécus par cette même population de l'intérieur, sont importés dans la ville et affectent, pour ce faire, toutes les couches sociales. Ils sont à la base de beaucoup de maux, tels que les tueries, le kidnapping, l'insécurité, le vol (le phénomène 40 voleurs), ... Cependant, beaucoup d'ateliers¹⁶¹ sont au jour le jour organisés dans le but de rétablir la situation, mais en vain. Et tout le monde (la population de Goma) s'interroge sur le *comment faire* pour que règne la cohabitation pacifique entre les Gomatraciens et que cesse l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... Ce faisant, il importe de réfléchir et de chercher ce qui peut y apporter une solution.

9. Le postulat aux conflits dans la ville de Goma

Animé par ce même esprit, il nous revient aussi de nous interroger si l'écoute, le dialogue et la médiation peuvent-ils transformer les conflits que vivent les habitants de la ville de Goma. Très spécifiquement, dans le cadre de ce travail, nous nous interrogeons sur les questions suivantes :

1. Quels sont les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans la ville de Goma ?
2. Quelles sont les causes de ces conflits présents dans la ville de Goma ?

¹⁶⁰ Idem, p12.

¹⁶¹ Parlant des ateliers organisés en vue de la restauration de la paix en ville de Goma et partout ailleurs dans la province, nous pouvons citer la Conférence AMANI LEO en 2008 et en 2019, les différents ateliers organisés par les ONG et associations, le Dialogue social pour la paix en 08/2020, ...

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

3. Comment arriver à transformer ces conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles pour ainsi rétablir la cohésion pacifique entre les habitants de la ville de Goma ?

Pour répondre provisoirement à ces questions soulevées ci-haut, nous émettons les hypothèses selon lesquelles :

1. Les conflits qui conduisent à l'insécurité, les tueries, le kidnapping, les vols, le tribalisme, ... dans la ville de Goma seraient les conflits fonciers (parcellaires), les conflits politiques, les conflits armés, les conflits tribalo-ethniques, les conflits d'intérêt, les conflits relationnels, ...
2. Les causes de ces conflits seraient dues au non-respect des protocoles d'accords politiques entre le gouvernement congolais et les groupes armés présents sur l'étendue du pays, aux abus de confiance dus à la recherche d'intérêt égocentrique et privé, à la diversité linguistique de la population vivant dans la ville de Goma, au manque de cohésion pacifique entre l'employé et l'employeur, au défi d'écoute et de dialogue inter et intragroupe linguistique, tribal et ethnique présent dans la ville Goma, ...
3. Pour transformer les conflits ancrés dans les différentes couches socio-culturelles pour ainsi rétablir la cohésion pacifique entre les habitants de la ville de Goma, il conviendrait de mettre en place un Cadre d'Ecoute, de Dialogue et de Médiation. Celui-ci permettrait de respecter les protocoles d'accords politiques, de cultiver le patriotisme et la justice dans les différentes couches socio-culturelles, de promouvoir le dialogue interculturel, pour pallier aux conflits linguistiques, d'améliorer les conditions du travailleur à tout le niveau et de soutenir le dialogue et la médiation intergroupe dans la ville de Goma.

10. les outils nécessaires dans la résolution des conflits au Nord-Kivu

L'écoute active est un concept développé à partir des travaux du psychologue américain [Carl Rogers](#) ; qui signifie, accorder à l'autre de la place afin de s'exprimer¹⁶². Ecouter c'est dire à l'autre tu es important pour moi, tu existes pleinement pour moi, je retrouve en toi la même

¹⁶²Jean Marie MULLER, *Petit Lexique, dans l'action non violente guide théorie pratique*, Dossier III publié par la non-violence Actualité, Pp.1316.

humanité, je te reconnais le même droit à l'existence que moi.¹⁶³ Alors que le dialogue, est un échange entre deux ou plusieurs personnes dont l'un est un interlocuteur et l'autre est un destinataire pour transmettre un message des affaires ou réparer une relation interpersonnelle¹⁶⁴.

Quant à la médiation, Selon Wikipédia, La médiation est une pratique ou une discipline qui vise à définir l'intervention d'un tiers pour faciliter la circulation d'informations, éclaircir ou rétablir des relations. Ce tiers neutre, indépendant et impartial, est appelé médiateur. Au sens large. La médiation prend la forme d'une aide extérieure dans les discussions dans le but d'augmenter l'efficacité des échanges. Chacun est tenu de faire des efforts pour maintenir une discussion cohérente, factuelle et collaborative au même titre et dans le même esprit que les articles doivent être [pertinents](#), [vérifiables](#) et [neutres](#). La médiation est, à la base, l'affaire de [chacun d'entre nous](#).¹⁶⁵

11. techniques et méthodes de gestion, résolution et transformation des conflits au Nord-Kivu

La plus part des gens privilégient une méthode ou un style dans leur façon d'aborder les conflits. Dans certains cas, ce style convient à la situation, mais dans d'autres, il ne convient pas du tout. Plus souvent qu'autrement, le meilleur style à adopter est celui qui mène à une solution acceptable de part et d'autre. C'est ce qu'on appelle un style axé sur la collaboration ; et dans une moindre mesure, un style axé sur le compromis. La liste qui suit décrit les cinq styles les plus communément employés pour aborder les conflits. « *Puisqu'on ne peut pas modifier le comportement d'une autre personne, l'on peut juste changer le nôtre.* » (Jean Gosse).

La gestion d'un conflit est le premier processus vers sa transformation. Le gestionnaire de conflit Marsan distingue un conflit à une mésentente et nous propose de résultat comme suit :

Tableau N°2 : La différence entre mésentente et conflit

N°	LES ELEMENTS D'UNE MESENTENTE	LES DETERMINANTS D'UN CONFLIT
----	-------------------------------------	-------------------------------------

¹⁶³ [Carl ROGERS](#) in *écoute active*, Gallimard, 2009, p12.

¹⁶⁴ André LALANDE, *vocabulaire technique et critique de la philosophie*, Puf, Paris, 2006.

¹⁶⁵ Wikipédia, médiation, visité le 10, sept.2020.

1.	Est mesurable	Est non mesurable
2.	Observable	Observable
3.	Est un écart entre une situation existante et une situation souhaitée	Est une opposition, un heurt, un choc
4.	Génère une insatisfaction acceptable	Eclate lorsqu'il y a accumulation d'insatisfaction, résultantes d'un ou plusieurs problèmes non résolus
5.	Le problème est rationnel	Emotionnel ;
6.	Propre aux membres d'une famille	Etendu à toute la société.

Ce tableau ci haut cité prouve à suffisance que la mésentente et le conflit sont tous deux concepts différents mais corrélant une même chose ; un manque de communication. Tout conflit est mésentente, mais toute mésentente comme insatisfaction, un désaccord, un manque d'attente n'est pas forcément un conflit. Toute fois « *la mésentente est mère du conflit.* » Puisqu'elle est la porte ouverte d'un conflit, elle est à éviter. Tout conflit grand ou petit que ça soit avait été auparavant une mésentente qui au fil de temps prit la forme complexe du conflit¹⁶⁶.

12. La recherche d'un terrain d'entente

Par cette tendance, la personne en conflit cherche le terrain d'entente. Cette solution ne fournit qu'une satisfaction partielle aux deux parties, mais, vu le temps limité et vu l'absence d'engagement ou d'efforts pour mieux faire, elle fera l'affaire. Ce style est surtout utile dans la situation suivantes : quand ni l'un ni l'autre camp n'est très important, quand les pouvoirs des deux camps sont égaux, pour parvenir à la meilleure solution compte tenu du manque de temps, comme solution de réserve quand les autres moyens ont échoué.¹⁶⁷

¹⁶⁶ Idem, P2.

¹⁶⁷ Ibidem, p122.

13. De la gestion des conflits au Nord- Kivu

L'ambivalence de conflit fait à ce que sa gestion soit une étape délicate. Pour Michaël Kruger, quand tout est permis, il y a peu de conflit ; cependant la question se pose ; peut-on mener une vie dans laquelle tout est permis ? La vie où tout est permis peut conduire au permissivisme tandis qu'une vie où tout est interdit, devient un poids contre la liberté humaine. Avec des principes comme il est interdit d'interdire, libre choix, libre arbitre ou rien n'est permis, rien n'est toléré. Le résultat d'une telle vie peut être un chaos.

Tableau N°2 : les objectifs poursuivis dans la gestion du conflit.

N°	STADE DE CONFLIT	OBJECTIF POURSUIVI
1.	Stade préliminaire	Diagnostiquer et analyser les différents types et niveaux de conflits.
2.	Stade d'appropriation	Identifier les prémices ¹⁶⁸ du conflit et reconnaître leurs sphères d'influence pour traiter ce conflit
3.	Stade proprement dit	Mobiliser ses ressources internes en situation conflictuelles pour réguler et sortir du conflit.

Le gestionnaire du conflit peut se voir limité pour atteindre ces objectifs. A ce moment-là, il fait recours aux spécificités associatives. Pour illustrer cette assertion, l'auteur part d'un cas concret d'une association au sein de laquelle il faut gérer un conflit lié à l'enveloppe salariale : *« en tant qu'employeur de main d'œuvre, l'association peut néanmoins être analysée comme n'importe quelle autre forme sociétaire, confrontée au droit du travail, aux relations sociales employeur salarié, et, plus généralement, à l'exercice classique de la fonction employeur. »*¹⁶⁹

¹⁶⁸ Par prémices du conflit, l'auteur veut dire la genèse du conflit et leurs mots clés sans lesquels les protagonistes se sont vus en conflit. Il est nécessaire que le gestionnaire de conflit ait la scène du début du conflit pour mieux le gérer. Toutefois, la gestion en soi est insuffisante il faut aller plus loin en pensant à la résolution et à la transformation du conflit pour de relation humaines plus efficaces.

¹⁶⁹ Op.cit. Marsan, *la gestion de conflit*, p8.

14. les étapes pour gérer les conflits au Nord-Kivu

Pour une bonne gestion de conflit, le gestionnaire doit définir un objectif, clarifier la situation, ne pas provoquer de nouveaux conflits, il doit avoir un esprit nouveau en faisant valoir la réflexion, doit se mettre à la place de l'autre, doit avoir l'affirmation de soi en s'acceptant tel ; ne doit pas porter de jugement et doit prioriser le feed-back et le savoir dire. Le gestionnaire doit savoir dire non, entendre la critique et la reformuler.¹⁷⁰ Toutefois, la gestion à elle-même ne suffit pas pour la maîtrise du conflit. Le gestionnaire du conflit doit se dire que la gestion à elle seule ne suffit pas pour maîtriser le conflit. Il doit adopter d'autres techniques dont les effets seront plus efficaces. Après cette gestion vient ensuite la résolution. Il est à noter que la passivité : C'est l'attitude la plus répandue, mais c'est aussi l'attitude la plus basse, parce qu'elle fait de nous des sous-hommes (Jean Gosse). Elle est à éviter dans la gestion de conflit. « *Entre un lâche et un violent, il choisirait ce dernier parce que celui-ci réagit contre l'injustice.* » (Gandhi).

15. promouvoir le dialogue pour la résolution des conflits dans le Nord-Kivu

Ne pas agir en face d'un conflit, fait de nous le complice. Dans un conflit déjà ouvert, la passivité engendre la violence et l'injustice comme le laisse entendre cet extrait : « *le premier jour, il a regardé par la fenêtre dans ma maison sans que je réagisse ; le deuxième jour, il a ouvert ma porte sans que je lui demande pourquoi ; le troisième jour, il s'est installé dans mon jardin sans que je proteste ; et le quatrième jour, il m'a expulsé de ma maison sans que je réagisse. Si j'avais réagi immédiatement, il n'aurait pas pu continuer aussi tranquillement le deuxième jours et les jours suivants.*¹⁷¹ » la violence, l'injustice est le fruit de la combinaison de son agression et de ma passivité, de sa persévérance et de ma soumission qui est une collaboration.

Martin Niemöller (1892-1984) nous livre la même réflexion : « *lorsque les nazis vinrent chercher les communistes, je me suis tu : je n'étais pas communiste. Lorsqu'ils ont enfermé les sociaux-démocrates, je me suis*

¹⁷⁰ Idem, p33.

¹⁷¹ Alfred Bour, *oser la non-violence active une force au service de la paix*, Butare 1998, p30.

tu : *je n'étais pas social-démocrate. Lorsqu'ils sont venus chercher les catholiques, je me suis tu : je n'étais pas catholique. Lorsqu'ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour protester.*¹⁷²» C'est toujours notre passivité, notre silence, notre lâcheté qui fait le lit des dictateurs petits et grands, locaux ou nationaux.

Le fait de reconnaître et de comprendre ce qui est en train de se produire est le premier pas vers la résolution efficace de la situation. Il est possible d'éviter certains conflits au départ, ou du moins de les empêcher de dégénérer, à condition de pouvoir reconnaître ce qui est en train de se produire et d'être conscient de son propre style et de ses attitudes vis-à-vis du conflit et de ses causes. Sans prétendre tout dire, esquissons simplement deux piliers importants de la résolution d'un conflit selon les experts : la vérité ; aucune résolution n'est possible sans que les deux protagonistes aient fait la vérité. Un long travail de vérité est nécessaire pour une lecture de l'histoire la plus objective possible¹⁷³. Il faut bien le dire ; *« seul le temps permet de dépassionner les esprits. »* la justice ; résoudre un conflit suppose la justice puisque par nature il y a injustice dans toute rupture. Et aujourd'hui, la justice comme vertu et institution, abordée par John Rawls se comprend comme *« principe et procédure équitable qui repose sur l'impartialité, ne pas avantager certains ; la réciprocité, un droit vaut pour tous ; et l'avantage mutuel, de ne pas voir la situation de l'autre se dégrader »*¹⁷⁴.

16. De la transformation des conflits au Nord-Kivu

Transformer un conflit c'est lui donner une autre forme par apport à la première. Un conflit transformé suppose un changement positif entre les protagonistes. La transformation des conflits c'est les sommes de la gestion et résolution de ce conflit. Elle est l'étape finale dans le processus vers la paix et la cohabitation pacifique des personnes et des communautés en conflit. Atteindre la transformation suppose que la médiation a été parfaite et que les deux parties s'acceptent désormais en amis et en frères. *« La transformation d'un conflit c'est la compréhension selon laquelle ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise. »* un conflit transformé se change en paix, en progrès social

¹⁷² Idem, p31.

¹⁷³ Idem, p122.

¹⁷⁴ J. Rawls, *théorie de la justice*, la Découverte, Paris, 2003, p.105.

pour un environnement solidaire et un développement durable. « *La transformation d'un conflit est la prise de conscience pour un changement du mal qui nous sépare par la réparation de dégât en énergie productrice de revenue.* » (John Rawls) quant à Jean Paul II de renchérir il dit : « un autre présupposé essentiel de la transformation de conflit est le pardon, la réconciliation et la justice.

18. place de la justice entre les parties au conflit

La justice ne se limite pas à établir ce qui est correct entre la partie en conflit ; elle vise surtout à renouer des relations authentiques avec le transcendant, avec soi-même et avec les autres. Il n'y a pas de contradiction entre pardon et justice comme fruit de la transformation d'un conflit. En effet, le pardon ne diminue ni élimine l'exigence de la réparation, qui est le propre de la justice, mais elle cherche à réintégrer les personnes, les groupes et les communautés dans les concerts des nations. Aucune punition ne peut altérer l'inaliénable dignité de celui qui a commis le mal. La porte qui ouvre sur le repentir et la réhabilitation doit rester toujours ouverte.¹⁷⁵»

19. Le lien entre la gestion, la résolution et la transformation des conflits

Entre la gestion, la résolution et la transformation d'un conflit existe un lien non négligeable. En face d'un conflit la première intervention est celle de le gérer. Lorsqu'un conflit est bien géré, les protagonistes peuvent déjà espérer une résolution de leur différend après un délai bien déterminé. Entre la gestion et la résolution se trouve un terrain d'attente, celui de dialogue. Dans la première phase, c'est ne pas aux personnes en conflit de se choisir le médiateur. C'est parmi l'entourage que doit sortir quelqu'un de soucieux de la situation pour assumer le rôle de médiation. Quant à la transformation, il faut un bon temps de patience pour qu'ils réalisent que ce qui les unit est plus fort que ce qui veut les séparer. Par cette prise de conscience pour tout un chacun, va alors commencer le processus de transformation de conflit et la réparation de dommage.

¹⁷⁵Jean Paul II, *offre le pardon, reçoit la paix*, message pour la journée mondiale de la paix, 1^{er} janvier 1997, n°5.

20. Conclusion Générale

Ce numéro d'*Orasscopie V intitulé* : Tous pour une Afrique autonome de paix et de développement se veut pour objectif d'annoncer la nouvelle ère africaine de la promotion de l'agriculture, de former la jeunesse à l'outil informatique pour des nouvelles responsabilités socio politique et économique en vue d'une paix durable et de Développement dans les pays africains. Mobilisons-nous donc pour aspirer à une Afrique future libre et indépendante de son pouvoir, économie, politique et de l'information face aux pays occidentaux qui continuent à imposer une main mise dans la gestion des affaires courantes en Afrique.

En outre, on ne peut pas postuler une paix et un développement sans connaissance sociologique du conflit en le définissant et ses corollaires, en suite nous avons parlé de la gestion et de la résolution comme étapes qui précèdent la transformation d'un conflit, et en fin nous avons chuté sur les voies et moyens sans lesquels l'on ne parlerait d'une transformation. Ces voies sont l'écoute, le dialogue dans la médiation afin d'atteindre un changement de conflit en énergie transformatrice de revenue. Après avoir passé la médiation, grâce à l'écoute et au dialogue du médiateur avec chacun des protagonistes, le conflit prend une autre forme ; celui de pardon, de collaboration et de coopération. Par-dessous tout, l'écoute reste la voie et le dialogue comme moyen efficace pour la transformation de nos conflits en unité productrice de revenue. En rapport avec notre milieu, nous avons tant d'organisations qui ont réussi à transformer les conflits dans l'Est de la RD Congo entre autre le « Centre d'Ecoute et de Dialogue pour la Médiation » CEDM en sigle. Œuvrant dans le cadre d'une approche globale à la transformation des conflits à travers ses objectifs, CEDM dispose nombreux domaines d'activités comme l'éducation de qualité, la recherche de moyens de subsistance, la résolution etc. toutefois, il existe d'activités spécifiques pouvant être financées par le budget du Programme sur le droit à la vie et à la sécurité. Cela étant dit, la conception d'un programme de transformation des conflits est essentiel

d'adopter une approche holistique tenant compte de besoin des protagonistes dans un état poste conflit et selon leur localisation.¹⁷⁶

BIBLIORASSUE

(Coll) John-Modest, Leonard & Justin KABUMBA; *dynamisme, force et conviction à l'éveil du Congo dans l'arrimage du système LMD*, ORASSU, 2022, Pp250.

2. (Coll) Père KAMBALE, J.D., John-Modest, M & André MK; *conscience de soi, gestion du temps pour un entrepreneuriat et leaderships efficaces en RDC*, ORASSU, 2022, Pp250.

3. (Coll) Master Pierre KAHETO, John-Modest, Innocent KALWIRA et Jean Paul CHIRHAHONGERWA; *une éducation de qualité pour l'homme de demain*, ORASSU, 2022, Pp250.

4. (coll) Maître Innocent KALWIRA, Dr. ETSHUMBA YOHALI, Ass2 BAHATI KIKUMI Justin (all.) et John-Modest MUTAYONGWA ; *de l'état de droit à l'état de siège quel bilan dans la résolution des conflits et de malnutrition à l'Est de la RDCongo*, ORASSU, 2022 Pp 250.

5.

1. Normes à suivre dans la rédaction et publication

6. Tout(e) scientifique désireux (se) de publier dans la Revue « *Eveil Congo* » choisit librement le thème et le sujet à traiter ;
7. Présente sa brève biographie ne dépassant pas quinze lignes ;
8. Saisit son texte (contenu de son article) en police « *time new roman* », taille de police 12, format *Word*. Interligne 1.15 ;
9. Présente un contenu de l'article ne dépassant pas 15 pages, pas moins, pas plus ;
10. Les références doivent être dans les notes de bas de pages et la bibliographie à la fin de l'article ;

¹⁷⁶ Rapport du CEDM, *réaliser la transformation des conflits*, Goma, octobre, 2012, p18.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue *Eveil Congo*/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910,979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

11. L'article doit peut être en Français ou Anglais. Si c'est en Anglais, les références sont intégrées à l'intérieur du texte ;
12. L'auteur donne résumé de l'article en français et en anglais ne dépassant pas 5 à 10 lignes avec trois ou quatre *mots clés* ;
13. Les notes bibliographiques respecteront le protocole suivant : pour un livre ; nom de l'auteur du livre, titre du livre(*en italique*), maison d'édition, année d'Edition et numéro de page. Pour un article : nom de l'auteur de l'article, nom de l'article(*en italique*), nom du point lu, maison d'édition, année d'édition, numéro d'édition. Ex : pour un livre : Pierre GRELOT, *les poèmes du serviteur*, Cerf Paris, 1981, Pp12-14. Ex : pour une Revue ou un journal : Walter VOGELS, *invitation à revenir à l'alliance et universalisme*, vertu testamentum, PUF Paris, p.12 ;
14. Dès que vous avez fini à rédiger votre article, vous préparez un montant de 100\$ (Cent dollar) pour la censure et la publication de votre article dans la Revue. Ce montant est envoyé au numéro **compte bancaire de la Revue Equity Bank N° 288200022243376** ou au bureau de la finance de la Revue à Goma en une ou deux tranches selon votre possibilité. **Nous publions les articles dont leurs auteurs sont en ordre avec la facture.**

2. Salutation prophétique, phénoménologique et jubilatoire mondiale

De la part de vos humbles serviteurs émancipés, l'expression de notre détermination à la production d'un savoir thérapeutique et holistique des réponses durables aux problèmes réels de notre temps pour le salut, le changement positif de tout homme et tout l'homme.

Bonne mise au travail sérieuse et une concentration intellectuelle efficace dans la production d'un savoir érudit **du domaine de votre choix**; Rassurez-vous, la Revue dispose à son actif un comité académique et scientifique d'une haute calibre pour la lecture de vos textes. Nous vous communiquerons à temps réel le résultat. ORASSCOPIE I était de **255pages**, ORASSCOPIE II était de **250**

pages, ORASSCOPIE III était de 250 pages, ORASSCOPIE IV était de 250 pages, ORASSCOPIE V est de 300 Pages et ORASSCOPIE VI sera de 500pages

Grace à vous, *ensemble c'est possible !* Notre devoir patriotique est de faire de la Revue Eveil Congo une œuvre imposante à l'échelle planétaire dans l'arrimage du système LMD. *Le temps de travail a sonné, l'Eveil du Congo c'est maintenant.*

Vous allez nous faire parvenir votre texte par deux voies au plus tard fin mars. Par flash disk ou soit via e-mail : revueeveilcongo@gmail.com
Nous avons dit, nous avons écrit, nous avons publié et nous assumons.

**©Innocent KALWIRA Coordinateur Provincial de
l'ORASSU en Province orientale¹⁷⁷,
John-Modest Rédacteur Eveil Congo¹⁷⁸ et Arnold**
HABAMUNGU¹⁷⁹

¹⁷⁷ Innocent KALWIRA est Maître Avocat près la cour d'appel de l'ITURI. Enseignant et chercheur des universités et encadreur des étudiants. Il est Inspecteur financier à la société de comptabilité financière du Congo dans la province de l'Ituri. Actuellement **coordinateur provincial** de l'ORASSU dans la province de l'Ituri et **Directeur de liaison** de la Revue Savante des Recherches pluridisciplinaires Eveil Congo dans la ville de BUNIA. Maître Innocent est licencié en Droit Publique interne et International de l'université officielle de Goma. **Législateur** de formation, KALWIRA Innocent a bénéficié plusieurs formations sur la procédure civile et Pénale, la méthodologie de la médiation et pacification, suivi et évaluation. L'auteur est acteur de la non-violence et intervenant humanitaire.

¹⁷⁸ **MUTAYONGWA John-Modest** est un Jeune intellectuel et scientifique, ambitieux politique pour l'alternance, la démocratie et la bonne gouvernance en République Démocratique du Congo. Jeune réaliste et déterminé à donner le changement dans la communauté.

¹⁷⁹ **HABAMUNGU KALUGURHA Arnold**, actuellement Secrétaire Général Académique de l'Institut Supérieur des Techniques de Communication et de Gestions ISTCG-GOMA en sigle. D'abord comme Directeur du Campus de l'Université Savante du Kivu USAKI/BUKAVU en sigle en suite comme respectivement chef de section et secrétaire général académique de l'Institut Supérieur des Techniques et des Managements du Kivu ISTMAK-GOMA. Juriste de formation, C.T. Arnold est ambitieux de pouvoir contribuer à la promotion de l'état de droit en RD Congo et du respect des droits humains selon les principes des instruments juridiques internationaux (DUDH). Animé d'un esprit scientifique, l'auteur occupe une fonction de chef d'antenne de la Revue savante des Recherches Pluridisciplinaires Eveil Congo/ORASSU à l'ISTCG-GOMA.

ORASSCOPIE V-Mars 2023 by Revue Eveil Congo/ORASSU, la qualité dans la Presse écrite & média en ligne pour la publication scientifique, socio-politique et culturelle des événements. Tel : +243 991 900 910, 979 347 890; Site Web: EveilCongo.com

TABLE DES MATIERES

L'hymne de l'ORASSU	1
NOS VALEURS.....	2
Chap. I. EDITORIAL : A QUI PROFITE LA GUERRE EN AFRIQUE DE GRANDS LACS ET EN RDCONGO EN PARTICULIER.....	3
Chap. II. IMPACT DU SYSTEME DEMOCRATIQUE DANS LES INSTITUTIONS AFRICAINES :	14
Quelle lecture pour quelle interprétation	14
Chap. III. ESTIMATION DES FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX QUI AFFECTENT LA SOURCE D'EAU « COGA CA NDAKU » DANS LE VILLAGE DE MWANDA-KATANA	42
Chap. IV. ANALYSE DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE ET LA COVID 19 EXERCICE FINANCIER 2019-2022 EN RDCONGO.....	69
ii. Résumé.....	69
Tableau 1 : Croissance économique des pays avancés	73
Source : FMI (juillet 2021).....	73
3. REDRESSEMENT PROGRESSIF DU COMMERCE MONDIAL.....	75
a. Marchés financiers	75
b. Zone Euro	76
c. Pays émergents et en développement	77
4. L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE.....	77
5. LA BALANCE ECONOMIQUE EN RDC PENDANT COVID 19.....	79
Graphique 3 : Evolution du taux directeur.....	82

<i>Source : BCC</i>	82
c. Évolution du secteur financier	83
Chap. V. DE LA THEORIE POLITIQUE A LA PRESENTATION GEO-STRATEGIQUE DU SUD- KIVU POUR UN RELEVEMENT COMMUNAUTAIRE	89
Chap. VI. LA SOUS-TRAITANCE SUR L'EMPLOYABILITE DU PERSONNEL AU SEIN DES ORGANISATIONS.....	109
2. INTRODUCTION.....	109
3. LES CONCEPTS CLES.....	110
1. 2. 1 Qu'est-ce que l'employabilité ?.....	112
1. 2. 2 Comment évaluer l'employabilité ?	112
1. 2. 3 Comment améliorer l'employabilité ?	112
Quels sont les enjeux pour une grande entreprise de maintenir l'employabilité de ses salariés ?	113
Comment développer l'employabilité des salariés ?	113
L'internalisation :	113
4. ETAT DE LIEUX DE LA SOUS-TRAITANCE	114
La sous-traitance de spécialité :	115
La sous-traitance de capacité :	115
2. 3 La sous-traitance de marché ou stratégique :	115
5. AVANTAGES ET INCOVENIENTS DE LA SOUS- TRAITANCE	119
6. CONCLUSION	121
7. BIBLIOGRAPHIE	122

Chap. VII. POUR UNE AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE SOCIO-ECONOMIQUE ET SANITAIRE DE LA POPULATION : « Cas des membres des mutuelles de santé commune de Goma entre 2020-2022 »	123
Chap. VIII. REVENIR A LA FRATERNITE CLANIQUE UN JALON POUR LA PAIX DURABLE DANS LA PROVINCE DU SUD-KIVU /RDC.....	136
2. Les Minorités ethniques	137
5. Caractéristiques socio- culturelles	139
6. Présentation globale des piliers.....	141
7. Communication politique.....	141
8. Le choix des Gouvernant (s)	147
9. La culture politique	148
10. Le choix des gouvernés.....	150
Chap . IX. SECURITE DE PAIEMENT EN LIGNE A PARTIR D'UN ALGORITHME DE CRYPTORAPHIE	161
Chap. X. PROPOSITION D'UN PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU SUD-KIVU POUR LE DEVELOPPEMENT A LA BASE 2022-2027	176
a. <i>Communication</i>	178
2. L'éducation idéologique et l'information des électeurs.....	179
b. <i>Renforcement des capacités des intervenants dans le secteur des transports :</i>	181
c. <i>Sous-programme :</i>	181

6. Pilier 3 : « Améliorer l'accès aux services sociaux et renforcer le capital humain »	185
c. <i>Sous-programme : Jeunesse et sport</i>	185
Chap. XI. PROPOSITION D'UNE ARCHITECTURE DE SUPERVISION RESEAU CENTRALISE DU PROTOCOLE SNMP	214
1. INTRODUCTION	215
2. PROBLEMATIQUE	216
3. HYPOTHESE	216
4. OBJECTIFS	216
Chap. XII. RESCESSION DE NOS QUATRE OUVRAGES ORASSCOPIE I,II, III & IV	231
3. Ligne éditoriale ORASSCOPIE II :	240
DE LA PHILOSOPHIE DU POSSIBLE POUR UN DEVELOPPEMENT EN RDC : REGARD CRITIQUE SUR LA GESTION DU TEMPS A LA CONGOLAISE	240
DE LA FORMATION CONTINUE AU RECYCLAGE ET AGREGATION DES ENSEIGNANTS POUR UNE EDUCATION DE QUALITE EN RDC	254
12. La recherche d'un terrain d'entente	271
13. De la gestion des conflits au Nord- Kivu.....	272
14. les étapes pour gérer les conflits au Nord-Kivu	273
16. De la transformation des conflits au Nord-Kivu	274
19. Le lien entre la gestion, la résolution et la transformation des conflits	275
21. BIBLIORASSUE	277